



CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE, LOI RELATIVE AU DROIT DE CONSOMMATION, LEURS TEXTES D'APPLICATION ET TEXTES CONNEXES

Table des matières	
PREMIERE PARTIE	9
LOI DE PROMULGATION DU CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOU	UTEE
ET TEXTES DE MISE EN APPLICATION	9
LOI N ° 88-61 DU 2 JUIN 1988 PORTANT PROMULGATION DU CODE DE LA	
SUR LA VALEUR AJOUTEE	10
TEXTES DE MISE EN	12
APPLICATION	12
DU CODE DE LA TAXE	12
SUR LA VALEUR AJOUTEE	12
CALENDRIER D'APPLICATION	13
DU CODE DE LA TVA ET DU DROIT DE CONSOMMATION	13
Décret n°88-1109 du 11 juin 1988 fixant le calendrier d'application de la taxe valeur ajoutée et du droit de consommation.	sur la 13
CALENDRIER DE MISE EN APPLICATION DE LA TVA AU SECTEUR DU GROS	14
Décret n°89-1222 du 25 août 1989 fixant le calendrier de mise en application de la	a taxe
sur la valeur ajoutée	14
DEUXIEME PARTIE	15
CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	15
CHAPITRE PREMIER CHAMP D'APPLICATION	16
SECTION 1	16
OPERATIONS IMPOSABLES	16
SECTION 2	18
DEFINITION DES ASSUJETTIS	18
SECTION 3	20
TERRITORIALITE	20
SECTION 4	21
EXONERATIONS	21
CHAPITRE II REGLES D'ASSIETTE	21
SECTION 1	21
FAIT GENERATEUR	21

SECTION 2	22
DETERMINATION DE LA BASE IMPOSABLE	22
CHAPITRE III TAUX	26
CHAPITRE IV DEDUCTIONS	27
CHAPITRE V REGIME SUSPENSIF	37
HUILE DE PETROLE	41
ALCOOLS	42
ARTICLE 13	42
ARTICLE 13 (Nouveau)	42
ARTICLE 13 bis	42
ARTICLE 13 Ter:	43
ARTICLE 13 QUATER	43
ARTICLE 13 QUINQUIES :	44
ARTICLE 13 sexies :	44
ARTICLE 14	45
CHAPITRE VI RESTITUTION	46
ARTICLE 15	46
CHAPITRE VII	48
REGIMES FORFAITAIRES	48
CHAPITRE VIII	49
OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS	49
ARTICLE 19	54
ARTICLE 19 Bis	55
ARTICLE 19 ter	56
ARTICLE 19 quater:	56
Article 19 quinquies	57
CHAPITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES	58
SECTION 1	58
CONTENTIEUX ET SANCTIONS	58
ARTICLE 20	58
SECTION 2	58
PRESCRIPTIONS	58
2	

ARTICLE 21	58
LES TABLEAUX ANNEXES	59
AU CODE DE LA TVA	59
TABLEAU « A » NOUVEAU LISTE DES OPERATIONS EXONEREES DE LA TAXE	
SUR LA VALEUR AJOUTEE	60
TABLEAU « A » NOUVEAU	61
LISTE DES MATIERES, EQUIPEMENTS ET SERVICES EXONERES	61
DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	61
TABLEAU « B » NOUVEAU	75
LISTE DES PRODUITS ET SERVICES SOUMIS	75
A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU TAUX DE 7%	75
LISTE DES PRODUITS ET SERVICES SOUMIS	76
A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU TAUX DE 7%	76
TROISIEME PARTIE	84
DROIT DE CONSOMMATION	84
LOI N° 88-62 DU 2 JUIN 1988, PORTANT REFONTE DE LA RÉGLEMENT	ATION
RELATIVE AUX DROITS DE CONSOMMATION	85
TABLEAU DES PRODUITS SOUMISAU DROIT DE CONSOMMATION	88
Textes ayant modifié la liste des produits Soumis au droit de consommation	89
TABLEAU DES PRODUITS SOUMIS	92
AU DROIT DE CONSOMMATION	92
DROIT DE CONSOMMATION SUR LES VINS, BIERES	97
ET BOISSONS ALCOOLISEES	97
Décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits rele	vant des
numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.	97
Zine El Abidine Ben Ali	110
ANNEXE IV	113
QUATRIEME PARTIE	114
DISPOSITIONS NON INCORPOREES	114
AU CODE DE LA TVA	114
REGIME FISCAL DES VOITURES « TAXI »ET « LOUAGE » ET DES VEHI	CULES
UTILISES DANS LE TRANSPORT RURAL	115

Décret n° 2012-5 du 4 janvier 2012, relatif à la fixation des conditions du bénéfice des		
avantages fiscaux à l'acquisition des voitures de type « taxi » ou «louage » ou des voitures		
destinés au transport rural.		
ORGANISATION DE CERTAINS SECTEURS ET ACTIVITES ET FIXATION DES DROITS Y AFFERENTS 122		
Article 86 de la loi n°88-145 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour la gestion 1989		
REPERCUSSION DES REDUCTIONS FISCALES 123		
Décret n°2000-133 du 18 janvier 2000, relatif à l'institution d'un régime de vente aux non-résidents avec restitution de la taxe sur la valeur ajoutée. 124		
ALLEGEMENT DE LA FISCALITE APPLICABLE AUX VEHICULES AUTOMOBILES AMENAGES SPECIALEMENT A L'USAGE DES HANDICAPES PHYSIQUES 129		
MODIFICATION DE LA FISCALITE DES VEHICULES DE TOURISME FABRIQUES LOCALEMENT OU IMPORTES PAR LES CONCESSIONNAIRES 131		
Loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux		
Décret n°2003-1114 du 19 mai 2003, fixant les procédures d'application du régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux.		
Harmonisation de la fiscalité des véhicules multi usages 138		
Instauration d'un régime fiscal privilégié pour les entreprises pilotes en fiscalité 139		
Maîtrise du recouvrement de l'impôt exigible pour les professions libérales 140		
Permettre aux entreprises industrielles totalement exportatrices d'augmenter, au cours de l'année 2022, la part de leurs ventes sur le marché local 141		
Permettre aux entreprises industrielles totalement exportatrices d'augmenter au cours de l'année 2023 la part de leurs ventes sur le marché local 142		
Mesures de soutien pour la pharmacie centrale de Tunisie 143		
Allègement de la fiscalité des produits de protection individuelle et leurs intrants destinés à la prévention contre la propagation du coronavirus		
Encouragement à l'utilisation des énergies alternatives 146		
REGIME FISCAL DE CERTAINS ORGANISMES EN MATIERE DE TVA 147		
AGENCE FONCIERE INDUSTRIELLE 148		
AGENCE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 148		

SOCIETE DE PROMOTION DU SPORT	148
OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT	148
AGENCE DE MAITRISE DE L'ENERGIE	149
AGENCE DE REHABILITATIONET DE RENOVATION URBAINE	149
BANQUE CENTRALE DE TUNISIE	149
CENTRES TECHNIQUES DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS	149
CENTRES TECHNIQUES DANS LE SECTEUR AGRICOLE	150
AGENCE DE VISITE TECHNIQUE DES VEHICULES	150
OFFICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE	151
AGENCE DES PORTS ET DES INSTALLATIONS DE PECHE	151
AGENCE NATIONALE DE GESTION DES DECHETS	152
CINQUIEME PARTIE	153
TEXTES PRIS EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE DE LA	TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTEE	153
Décret n° 2023-532 du 20 juillet 2023, fixant les listes des matériels de forage et de	
sondage d'eau ainsi que leurs parties et pièces détachées bénéficiant de la réduc	
taux des droits de douane à 10% à l'importation et de l'exonération de la tax	
valeur ajoutée à l'importation et à la fabrication locale et les conditions et procéd	lures du

Décret n° 2008-71 du 8 janvier 2008, fixant la liste des équipements, matériels et produits destinés aux activités sportives et d'animation socio-éducative susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages.

bénéfice de ces avantages.

154

Décret gouvernemental n° 2019-937 du 16 octobre 2019, fixant la liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation prévue par l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée et la liste des activités de soutien prévues par l'article 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés

Décret gouvernemental n° 2018-11 du 10 janvier 2018, fixant les procédures de réalisation des ventes et des prestations de services sur le marché local par les entreprises totalement exportatrices.

Décret présidentiel n° 2022-677 du 3 Aout 2022, fixant les listes des parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation, et à la

fabrication locale, et les conditions et procédures du bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

Décret gouvernemental n° 2019-5 du 2 janvier 2019, fixant la liste des plants et semences bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée. 201

Décret gouvernemental n° 2018-824 du 9 octobre 2018, fixant la liste des équipements, matériels et articles destinés aux activités culturelles bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages.

Décret gouvernemental n°2018-88 du 17 décembre 2018 fixant la liste des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7% et les conditions pour le bénéfice de ces avantages.

Décret gouvernemental n°2016-913 du 22 juillet 2016, fixant la liste des matériels et équipements importés ou acquis localement par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte éligibles au bénéfice de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 6% et les conditions d'octroi de ces avantages.

Décret gouvernemental n° 2017-191 du 25 janvier 2017, relatif à la fixation des listes des matières premières et des produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables et des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables éligibles au bénéfice des incitations fiscales prévues par le paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et du point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Décret gouvernemental n° 2017-144 du 25 janvier 2017, fixant la liste des matières premières destinées au secteur de l'artisanat susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 6% et les conditions d'octroi de ces avantages

Décret gouvernemental n° 2016-1066 du 15 août 2016, fixant les conditions et procédures d'émission des factures électroniques et de leur archivage.

Décret gouvernemental n° 2016-1067 du 15 août 2016, fixant la liste des services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

Décret n°93-1603 du 26 juillet 1993 portant exonération de l'Union Nationale des Aveugles et de la Coopérative Artisanale des Aveugles de Tunisie de la taxe sur la valeur ajoutée.

Arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture du 4 novembre 1998 fixant la nature des carburants, le montant et les conditions d'octroi de la subvention au

profit des exploitants agricoles et des coopératives de services agricoles instituée par l'article 63 de la loi n°97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998.

Arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture du 4 novembre 1998 fixant le montant de la subvention sur le gasoil consommé par les bateaux de pêche 290

Arrêté du ministre de la santé du 28 avril 2021, fixant la liste des substituts du lait maternel.

SIXIEME PARTIE ADAPTATION DE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR AVEC LES DISPOSITIONS DE LA CONSTITUTION 300

Adaptation de la législation en vigueur avec les dispositions de la constitution (ARTICLE 75 , ARTCILE 76 LF 2016) 301

Mesures de soutien des associations d'aide aux enfants atteints de xeroderma pigmentosum, des handicapés physiques, des patients souffrants d'une insuffisance motrice d'origine cérébrale et ceux souffrant d'une insuffisance rénale

Décret gouvernemental n°2015-2605 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités et procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles 31 et 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016.

PREMIERE PARTIE

LOI DE PROMULGATION DU CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET TEXTES DE MISE EN APPLICATION

LOI N ° 88-61 DU 2 JUIN 1988 PORTANT PROMULGATION DU CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Au nom du Peuple;

La chambre des députés ayant adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER.- Les textes annexés à la présente loi et relatifs à l'imposition du chiffre d'affaires sont réunis en un seul corps sous le titre « Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ».

ARTICLE 2. - Sont abrogés à compter de la mise en vigueur du présent code toutes dispositions antérieures contraires et notamment :

le décret du 29 Décembre 1955 portant institution d'une taxe à la production, d'une taxe de consommation et d'une taxe sur les prestations de service, ainsi que les textes qui l'ont complété ou modifié ou qui ont été pris pour son application.

ARTICLE 3.- Sont imputables sur la taxe sur la valeur ajoutée :

- le crédit de taxes sur le chiffre d'affaires déductible chez les producteurs dégagé à la date d'entrée en vigueur du présent code;
- le crédit de taxes sur le chiffre d'affaires sur stock de biens autres que les immobilisations détenues par les redevables soumis à la taxe sur les prestations de service justifiant de la tenue d'une comptabilité et ce, au vu d'un inventaire déposé au centre de contrôle des impôts compétent dans les trois mois de la date d'entrée en vigueur du présent code.

ARTICLE 4.- Les travaux immobiliers réalisés dans le cadre de marchés définitivement conclus avant le 1er Juillet 1988, ainsi que de marchés de soustraitance s'y rapportant, demeurent soumis au taux de 13,63 %, hors taxe sur la valeur ajoutée, au titre de la taxe à la production, sous condition qu'il soit justifié de leur enregistrement.

Les redevables concernés doivent présenter au centre ou au bureau de contrôle des impôts de leur circonscription, avant le 30 septembre 1988 une liste nominative de leurs contractants principaux et sous-traitants, accompagnée des copies enregistrées de leurs marchés. Cette liste devant être actualisée au fur et à mesure de la réalisation de nouveaux marchés de sous-traitance.

Tous travaux relatifs à des marchés principaux ou de sous-traitance omis seront soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 17 %.

ARTICLE 5.- Dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, les expressions « taxe à la production et taxe de consommation » d'une part et l'expression « taxe sur les prestations de services » d'autre part sont remplacées par les termes « Taxe sur la Valeur Ajoutée ». Celle-ci s'applique conformément aux dispositions prévues par lesdits textes.

ARTICLE 6.- Le code de la taxe sur la valeur ajoutée annexé à la présente loi est mis en application selon un calendrier fixé par décret.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Tunis, le 2 juin 1988

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

TEXTES DE MISE EN APPLICATION DU CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

CALENDRIER D'APPLICATION DU CODE DE LA TVA ET DU DROIT DE CONSOMMATION

Décret n°88-1109 du 11 juin 1988 fixant le calendrier d'application de la taxe sur la valeur ajoutée et du droit de consommation.

Le Président de la République ;

Vu la loi n°88-61 du 2 juin 1988 portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée et notamment son article 6;

Vu la loi n°88-62 du 2 Juin 1988 portant refonte de la réglementation relative aux droits de consommation et notamment son article 8 ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète:

ARTICLE PREMIER. - Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi susvisée n°88-61 du 2 Juin 1988 portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée sont applicables à compter du 1^{er} juillet 1988, les dispositions du code de la taxe sur la valeur ajoutée à l'exception de celles prévues à l'article premier II-3, et celles prévues aux articles 16 et 17-I et II-1 dudit code.

ARTICLE 2.- Les dispositions de la loi susvisée n°88-62 du 2 juin 1988 portant refonte de la réglementation relative aux droits de consommation sont applicables à compter du 1er Juillet1988 conformément à son article 8.

ARTICLE 3.- Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 11 juin 1988

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

CALENDRIER DE MISE EN APPLICATION DE LA TVA AU SECTEUR DU GROS

Décret n°89-1222 du 25 août 1989 fixant le calendrier de mise en application de la taxe sur la valeur ajoutée

Le Président de la République :

Vu la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée et notamment son article 6;

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée annexé à la loi n°88-61 du 2 Juin 1988 et notamment son article premier. II-3 ;

Vu l'avis du ministre du plan et des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète:

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions du code de la taxe sur la valeur ajoutée sont applicables à compter du 1er octobre 1989, aux opérations prévues à l'article premier II-3 dudit code à l'exception de celles relatives aux commerçants grossistes en alimentation générale.

ARTICLE 2.- Le Ministre du Plan et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 Août 1989

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

DEUXIEME PARTIE CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET ANNEXES

CHAPITRE PREMIER CHAMP D'APPLICATION

SECTION 1 OPERATIONS IMPOSABLES

ARTICLE PREMIER. -I. Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, quels qu'en soient les buts ou les résultats, les affaires faites en Tunisie au sens de l'article 3 cidessous et revêtant le caractère industriel, artisanal, ou relevant d'une profession libérale, ainsi que les opérations commerciales autres que les ventes.

Cette taxe s'applique quels que soient :

- Le statut juridique des personnes qui interviennent pour la réalisation des opérations imposables ou leur situation au regard de tous autres impôts ;
- La forme ou la nature de leur intervention et le caractère habituel ou occasionnel de celle-ci.
- II. Sont également soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :
- 1- Les importations;
- 2- a)Les reventes en l'état effectuées par les concessionnaires de biens d'équipement industriels et de biens d'équipement de travaux publics ;
- **b**) Les reventes en l'état effectuées par les commerçants grossistes en matériaux de construction ;
- 3- Les reventes en l'état effectuées par les commerçants grossistes exerçant dans d'autres secteurs et qui approvisionnent d'autres commerçants revendeurs à l'exception de la vente des médicaments et des produits pharmaceutiques ¹;
- 4- La présentation commerciale des produits autres qu'agricoles ou de la pêche ;
- 5- La vente de lots effectuée par les lotisseurs immobiliers ;
- 5 bis) La vente de lots de terrains par les promoteurs immobiliers. (*Ajouté par l'article 20 de la LF 2017*)

¹ Est modifié par l'article 25 de la loi de finances pour l'année 2021

- 6- Les travaux immobiliers;
- 7- La vente d'immeubles ou de fonds de commerce effectuée par les personnes qui, habituellement, achètent ces biens en vue de leur revente ;
- 8- Les affaires portant sur la consommation sur place ;
- 9- Les livraisons à soi-même d'immobilisations corporelles et incorporelles par les assujettis ; (modifié par l'art. 83 LF 2002-101 du 17/12/2002 et par l'article 21 de la LF 2017).
- 10- Les livraisons de biens autres qu'immobilisations corporelles que les assujettis se font à eux-mêmes pour leurs propres besoins ou ceux de leurs diverses exploitations, dans la mesure où ces biens ne concourent pas à la réalisation d'opérations passibles de la taxe sur la valeur ajoutée et qu'ils ne sont pas admis au bénéfice du droit à déduction. (Modifié par l'art.83 LF 2002-101 du 17/12/2002).
- 11- La vente des produits en l'état par les commerçants détaillants qui réalisent un chiffre d'affaires annuel global égal ou supérieur à 100000 dinars. Ce seuil couvre toutes les ventes quel que soit leur régime fiscal.

Pour la détermination de ce seuil, il sera tenu compte du chiffre d'affaires réalisé durant l'année 1995 pour les commerçants exerçant leur activité avant le 1^{er} janvier 1996.

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée lors de la vente par les commerçants détaillants, les produits alimentaires à l'exclusion des boissons alcoolisées, vins et bière et les produits soumis au régime de l'homologation administrative des prix et les médicaments et les produits pharmaceutiques¹.

(Ajouté par l'art.43 de la loi n° 95-109 du 25/12/1995 et modifié par les dispositions de l'article 31 de la loi de finances pour l'année 2016, l'article 25 de la loi de finances pour l'année 2021 et l'article 33 de la loi de finances 2022)

¹ Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi de finances pour l'année 2021, est abandonnée définitivement la taxe sur la valeur ajoutée, principal et pénalités, au titre de la vente des médicaments et des produits pharmaceutiques au stade du gros et du détail due avant l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi et toutes les poursuites à ce titre sont prescrites.

L'application des dispositions du présent paragraphe ne peut aboutir au remboursement des montants payés à ce titre avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

SECTION 2 DEFINITION DES ASSUJETTIS

ARTICLE 2.- Sont considérés comme assujettis et sont, à ce titre, soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :

- **I.** Les personnes physiques ou morales qui :
- **1-** Réalisent les opérations visées aux paragraphes I et II alinéas 2 à 8 de l'article premier ci-dessus ;
- 2- Mentionnent la taxe sur la valeur ajoutée sur leurs factures ou tout autre document en tenant lieu et ce, du seul fait de sa facturation.

Toutefois, ces personnes ne sont redevables que de la taxe ayant fait l'objet d'une mention ou d'une facturation.

3- Optent pour la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée pour l'ensemble de leurs activités.

L'option peut être exercée par toute personne physique ou morale dont l'activité se situe hors champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que par les personnes visées par l'article 44 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (*modifié par l'art. 37 LF 2010-58 du 17 décembre 2010*).

Sont exclues du droit à l'option les personnes qui réalisent des opérations exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée. Néanmoins peuvent opter pour la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée totalement ou partiellement les personnes qui:

- réalisent des opérations exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée destinées à l'exportation,
- approvisionnent les personnes assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée en produits et services exonérés de ladite taxe» (modifié par l'art. 104 LF 92-122 du 29/12/1992 et l'art. 57 LF 98-111 du 28/12/1998).

L'option peut être demandée à toute période de l'année. Elle est subordonnée à la souscription par l'intéressé d'une déclaration d'option au Centre ou au Bureau de Contrôle des Impôts dont dépend l'activité.

Elle prend effet au premier jour du mois suivant celui au cours duquel elle est acceptée.

Elle couvre obligatoirement une période expirant le 31 décembre de la quatrième année qui suit celle au cours de laquelle elle a pris effet.

Elle est renouvelable par tacite reconduction par périodes de quatre ans sauf dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque période.

L'abandon du régime d'assujetti est subordonné :

- a) en ce qui concerne les biens acquis localement auprès de personnes ayant la qualité d'assujetti, au paiement de la taxe sur la valeur d'achat des biens en stock, tous droits et taxes inclus à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée;
- b) en ce qui concerne les biens importés, au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée des biens en stock, et ce, dans les conditions prévues au paragraphe II-2 de l'article 6 ci-dessous ;
- c) en ce qui concerne les biens d'équipement et les bâtiments, au reversement de la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions visées aux paragraphes III et IV de l'article 9 ci-dessous.
- II. Les entreprises dépendantes d'entreprises assujetties quelle que soit leur forme juridique.

Est considérée comme placée sous la dépendance d'une autre entreprise ou effectivement dirigée par elle, toute entreprise, dans laquelle directement ou par personnes interposées, cette autre entreprise exerce en fait le pouvoir de décision.

Il en est de même d'une entreprise dans laquelle une autre entreprise, directement ou par personnes interposées exerce des fonctions comportant le pouvoir de décision ou possède, soit une part prépondérante dans le capital, soit la majorité absolue des suffrages susceptibles de s'exprimer dans les assemblées d'associés ou d'actionnaires.

Il en est également ainsi lorsque le siège de l'entreprise dirigeante est situé hors de Tunisie, ou lorsque celle-ci n'assure qu'un rôle de gestion et n'exploite personnellement aucun établissement industriel ou commercial.

Sont réputées personnes interposées au sens de ce qui précède tant le propriétaire, les gérants et administrateurs, les directeurs et employés salariés de l'entreprise dirigeante, que le père et la mère, enfants et descendants, conjoint du propriétaire, des gérants, des administrateurs ou directeurs de ladite entreprise subordonnée.

III. Les entrepositaires et les marchands en gros de boissons alcoolisées, de vins et de bières et les commerçants détaillants des boissons alcoolisées, vins et bières, nonobstant les dispositions du paragraphe premier du numéro 11 de l'article premier du présent code. (est modifié par l'article 33 de la LF 2022).

SECTION 3 TERRITORIALITE

ARTICLE 3.-I. Une affaire est réputée faite en Tunisie :

- s'il s'agit d'une vente, lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise en Tunisie ;
- s'il s'agit de toute autre opération, lorsque le service rendu, le droit cédé ou l'objet loué sont utilisés ou exploités en Tunisie.
- **II.** Une marchandise destinée à l'exportation est considérée comme livrée en Tunisie au regard d'un vendeur lorsque la déclaration d'exportation n'a pas été déposée au nom de celui-ci.
- **III.** Une marchandise importée est considérée comme livrée en Tunisie dès lors qu'elle est livrée à une personne autre que celle dont le numéro d'identification en douane a été utilisé pour le dédouanement.

SECTION 4 EXONERATIONS

ARTICLE 4.- Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations reprises au tableau "A" figurant en annexe.¹

CHAPITRE II REGLES D'ASSIETTE

SECTION 1 FAIT GENERATEUR

ARTICLE 5.-Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée est constitué :

- 1- pour les importations, par le dédouanement de la marchandise ;
- 2- pour les ventes, par la livraison de la marchandise. Toutefois, pour les ventes des biens immobiliers visés à l'article premier -II- 7 ci-dessus ainsi que pour les échanges, le fait générateur est constitué par l'acte qui constate l'opération ou à défaut par le transfert de propriété;
- 3- pour les prestations de service, par la réalisation du service ou par l'encaissement du prix ou des acomptes lorsqu'il intervient antérieurement à la réalisation du service ;
- 4- pour les biens que les redevables se livrent à eux-mêmes, par la première utilisation des biens ;
- 5- pour les travaux immobiliers, par l'exécution partielle ou totale de ces travaux. Toutefois :
 - a) La constatation du fait générateur ne peut être postérieure à la facturation totale. L'établissement des décomptes provisoires, de mémoires ou factures partiels rend exigible la taxe sur la valeur ajoutée;

¹ Conformément aux dispositions de l'article 31 de la LF 2016, le tableau « A » est supprimé et remplacé par le tableau « A » nouveau.

- b) Les entreprises de travaux publics et de bâtiment effectuant des travaux pour le compte de l'Etat, des collectivités publiques locales, des établissements publics à caractère administratif, acquittent la taxe sur la valeur ajoutée sur leurs encaissements afférents auxdits travaux. Dans ce cas, le fait générateur tel que prévu au § 3 ci- dessus détermine le taux de la taxe applicable.
- 6- par l'encaissement des montants au titre des opérations concernées par la retenue à la source prévue par les articles 19 et 19 bis du présent code. Dans ce cas, le fait générateur tel que prévu par les paragraphes 2 et 3 ci-dessus, détermine le taux de la taxe applicable. (*Ajouté par l'art. 37 LF 97-88 du 29/12/1997 et modifié par l'art.73 LF 2003-80 du 29/12/2003*).

SECTION 2 DETERMINATION DE LA BASE IMPOSABLE

ARTICLE 6.- I.En régime intérieur, le chiffre d'affaires imposable comprend le prix des marchandises, des travaux ou des services, tous frais, droits et taxes inclus, ainsi que la valeur des objets remis en paiement, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, des subventions d'exploitation et des prélèvements conjoncturels et de compensation.

Les sommes perçues au titre de la consignation et du non retour des emballages consignés, ne sont pas comprises dans la base imposable.

Toutefois, pour les opérations suivantes l'assiette est déterminée dans les conditions ci-après :

1) Pour la vente de titres de transport de personnes vers l'étranger, la taxe est liquidée sur la base d'une quote-part égale à 6 % du montant brut du titre de transport, que ce titre soit vendu par le transporteur pour son propre compte ou pour le compte d'autrui.

Toutefois, et en cas de facturation de services relatifs à la commercialisation des billets de transport aérien international de personnes, la taxe est liquidée sur la base des sommes relatives à ces services en y ajoutant, le cas échéant, le montant des commissions perçues par les vendeurs de billets pour le compte du transporteur. Les entreprises de transport aérien qui commercialisent directement les billets

doivent retenir la même base d'imposition appliquée par les vendeurs de billets. (ajouté par l'art.20 LF 2007-70 du 27/12/2007)

- 2) Pour la vente d'immeubles ou de fonds de commerce visée à l'article premierII-7 ci-dessus la taxe est liquidée sur la base de la différence entre le prix de vente et le prix d'achat, tous frais, droits et taxes inclus, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.
- 3) Pour les livraisons à soi-même de biens visées au paragraphe II-9 et 10 de l'article premier ci-dessus, par le prix de vente pratiqué pour des biens similaires ou à défaut par le prix de revient déterminé au moment de l'exigibilité de la taxe.
- 4) En cas de disparition injustifiée de biens ou de marchandises, par le prix de revient.
- 5) Pour les opérations d'échange de marchandises ou de biens taxables, autres que les immeubles soumis à la régularisation dans les conditions fixées à l'article 9 cidessous, par la valeur des biens ou marchandises livrés en contrepartie de ceux reçus, majorée éventuellement de la soulte, et ce, entre les mains de chaque coéchangiste.
- a) Lorsqu'une entreprise est placée sous la dépendance d'une entreprise dont le siège est situé hors de Tunisie, la taxe sur la valeur ajoutée est assise comme en régime intérieur;
- **b**) Lorsqu'une entreprise vendeuse et une entreprise acheteuse non assujettie sont dans la dépendance l'une de l'autre, la taxe sur la valeur ajoutée due par la première est assise non sur la valeur des livraisons qu'elle effectue à la seconde mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas en ce qui concerne les produits livrés par quantités importantes et habituelles à des tiers au même prix que celui consenti entre elles par les entreprises dépendantes.

Ces dispositions sont également applicables, même en l'absence de lien de dépendance, lorsque l'assujetti n'apporte pas la preuve qu'il a agi dans l'intérêt de son entreprise.

- 7) Lorsqu'une personne effectue concurremment diverses catégories d'opérations taxables, le chiffre d'affaires est déterminé en appliquant à chaque catégorie d'opérations les règles qui lui sont propres.
- 8) Lorsque l'assiette n'est pas définie autrement, elle est déterminée par le montant brut des rémunérations reçues ou des recettes réalisées à quelque titre que ce soit à l'occasion de la réalisation des opérations taxables.
- 9) Pour les ventes réalisées par les commerçants assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et portant sur des produits acquis auprès des personnes non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. (Ajouté par l'article 34 LF 90-111 du 31/12/1990, modifié par l'art 89 LF 2001-123 du 28/12/2001, art. 37 LF 2010-58 du 17 décembre 2010et l'article 33 de la loi des finances pour l'année 2016).

10) Supprimé par art 19 LFC 2014-54 du 19 Aout 2014.¹¹

- 11) Pour les ventes réalisées par les commerçants détaillants assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée visés à l'alinéa 11 du paragraphe II de l'article premier du présent code, la taxe sur la valeur ajoutée due au titre de chaque taux sera liquidée :
 - sur la base du chiffre d'affaires mensuel provenant des ventes pour lesquelles des factures ont été délivrées conformément aux dispositions du paragraphe II de l'article 18 du présent code ;
 - sur la base d'une assiette résultant de l'application de pourcentages au chiffre d'affaires mensuel relatif aux ventes pour lesquelles il a été délivré des factures globales conformément aux dispositions du paragraphe II de l'article 18 du présent code. Ces pourcentages sont fixés sur la base des achats soumis à chaque taux par rapport au montant global des achats mensuels. (ajouté par l'article 44 Loi n° 95-109 du 25/12/1995)

Ces dispositions s'appliquent aux services réalisés par les personnes visées par le paragraphe II bis de l'article 18 du présent code . (ajouté par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

12) Pour le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications ayant la qualité d'opérateur de réseau des télécommunications soumis à la redevance sur les télécommunications, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base de la valeur indiquée au paragraphe I ci-dessus à l'exclusion du montant de ladite redevance.

_

 $^{^{\}rm 1}$ Cette mesure entre en vigueur à compter du $1^{\rm er}$ janvier 2015

Toutefois, et pour les services du transit international de télécommunications la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base d'un montant égal à 5% des montants revenant auxdites entreprises à l'exclusion du montant de la redevance sur les télécommunications (Ajouté par l'art.69 loi n° 2001-123 du 28/12/2001 et ajouté par l'art.35 loi n° 2012-27 du 29/12/2012).

- 13) Pour les opérations de leasing et les opérations d'ijâra réalisées par les établissements de crédit, les institutions de microfinance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base de tous les montants dus au titre des opérations de leasing et des opérations d'ijâra. (Ajouté par l'art.49 LF 2007-70 du 27/12/2007et art.37 LF 2011-7 du 31/12/2011; modifié par l'article 16 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).
- 14) Pour les opérations d'exploitation des concessions de marchés, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base d'un montant égal à 25% du montant de la concession. (*Ajouté par l'art.54 loi n°2007-70 du 27/12/2007*).
- 15) Pour les excédents de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base de la différence entre le prix de l'énergie électrique livrée par la société tunisienne de l'électricité et du gaz et le prix de l'énergie qu'elle reçoit des clients, et ce, sur la base des tarifs et des prix appliqués conformément aux réglementations en vigueur. (Ajouté par l'art.83 loi n°2013-54 du 30/12/2013).
- 16) Pour les produits de l'agriculture et de la pêche frigorifiés, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base de la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. (est ajoutée par l'article 35 de la LF 2022).

II.À l'importation, la valeur imposable est constituée :

1- s'il s'agit d'une importation réalisée par un assujetti ou par l'Etat, les collectivités publiques locales et les établissements publics à caractère administratif, par la valeur en douane, tous droits et taxes inclus à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

2- s'il s'agit d'une importation réalisée par un non assujetti ou par les forfaitaires visés par l'article 44 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, par la valeur déterminée au paragraphe « 1

¹ Les dispositions de l'article 69 de la LF pour l'année 2002 sont entrées en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003 en application du décret n°2002-3356 du 30 décembre 2002.

» cidessus majorée de 25%. (Modifiée par l'art.90 loi n°2001-123 du 28/12/2001et l'art. 37 loi n°2010-58 du 17/12/2010).

3- (Abrogé par l'art 21 L.F.C 2014-54 du 19 Aout 2014)¹

CHAPITRE III TAUX

ARTICLE 7.- Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 19%, les opérations portant sur les biens et les services non soumis à un autre taux. (*Modifié art 25 LF 97-88 du 29/12/1997et par l'article 43 de la LF 2018*)

Toutefois sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée :

- 1) au taux de 7 %, les opérations portant sur les biens et les services repris au tableau "B" figurant en annexe ² ; (Modifié par l'article 43 de la LF 2018)
- 2) (abrogé par l'art.13 loi n°2006-80 du 18/12/2006 relative à la réduction des taux de l'impôt et à l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises) ³
- 3) au taux de 13% les opérations suivantes : (Modifié par l'article 27 de la LF 2017 et par l'article 43 de la LF 2018)
 - -L'importation et la vente des produits pétroliers relevant des numéros 27-10 et 27-11 du tarif des droits de douane conformément au tableau suivant :

N° de Position	Désignation des produits
EX 27 – 10	 Pétrole lampant, Gaz-oil, Fuel-oil domestique, Fuel-oil léger, Fuel-oil lourd
EX 27-11	- Gaz de pétrole, propane et butane conditionné dans des bouteilles d'un poids net n'excédant pas treize kilogrammes, - Gaz de pétrole, propane et butane en vrac ou conditionné dans des bouteilles d'un poids net excédant treize kilogrammes

¹ Cette mesure entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015

² Conformément aux dispositions de l'article 31 de la LF 2016, le tableau « B » est supprimé et remplacé par le tableau « B » nouveau.

 $^{^3}$ Il s'agit des produits soumis jusqu'au 31/12/2006 à la TVA au taux de 29%

- La vente de l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique. (Modifié par l'article 65 de la loi de finances 2019)
 - (supprimé par l'article 44 de la LF 2023).
 - -La vente des immeubles bâtis à usage exclusif d'habitation, réalisés par les promoteurs immobiliers tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que leurs dépendances y compris les parkings collectifs attenant à ces immeubles, au profit des personnes physiques ou au profit des promoteurs immobiliers publics et ce sous réserve de l'exonération prévue au numéro 53 du paragraphe I du tableau « A » nouveau annexé au présent code. 1

ARTICLE 8- Dans le cadre de l'action du Gouvernement pour le développement et la promotion de l'économie nationale ainsi que dans les cas conjoncturels, des suspensions ou des réductions de la taxe sur la valeur ajoutée pourront être prévues par décret pris après avis du ministre des finances et des ministres concernés.

Ces mesures ne sont valables que pour l'année civile au cours de laquelle elles sont prises.

CHAPITRE IV DEDUCTIONS

ARTICLE 9. I-. 1) La taxe sur la valeur ajoutée qui a effectivement grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations taxables ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 79 de la loi de finances pour l'année 2019 les personnes qui réalisent les opérations mentionnées au paragraphe 2 du présent article bénéficient du droit de déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé leurs stocks détenus à la date du 31 décembre 2017 sans que cette déduction n'entraine la demande de restitution du crédit de la taxe qui n'a pas pu être imputé.

Pour bénéficier des dispositions de ce paragraphe, lesdites personnes sont tenues de déposer un inventaire de stocks et un état de la taxe y afférente, auprès du service fiscal compétent dans un délai ne dépassant pas le 31 mars 2019.

¹ Conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi des finances pour l'année 2018 et l'article 79 de la loi des finances pour l'année 2019 et l'article 31 de la LF 2020, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique selon le taux de 19% à compter du premier janvier 2024.

retenue à la source conformément à l'article 19 bis du présent code. (*ajouté par l'article 38 de la LF 1998*)

Les assujettis imputent globalement sur le montant de la taxe due en application des articles 1 et 2 ci-dessus, la taxe sur la valeur ajoutée ayant effectivement grevé leurs acquisitions locales de biens auprès d'autres assujettis, ou les livraisons à euxmêmes de ces biens, les importations effectuées par eux-mêmes et les services nécessaires pour les besoins de l'exploitation.

Au cas où la taxe due au titre d'un mois ne permet pas l'imputation totale de la taxe déductible, le reliquat de la taxe est reporté sur les mois qui suivent.

Lorsque deux entreprises sont liées par un contrat pour la réalisation d'un marché comportant fournitures et travaux et que le maître de l'ouvrage importe ou achète localement en son nom tout ou partie des fournitures prévues dans le contrat, la taxe sur la valeur ajoutée réglée ouvre droit à déduction au profit de l'entreprise qui a réalisé l'ouvrage.

Lorsque la fourniture ainsi faite bénéficie de la suspension de la taxe, sa valeur est rétrocédée au maître de l'ouvrage en détaxe.

1 bis) Est déductible de la taxe sur la valeur ajoutée due sur les opérations soumises, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing et des contrats d'ijâra conclus par les établissements de crédit, les institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats. (ajouté par l'art.50 loi n°2007-70 du 27/12/2007 et art.37 LF 2011-7 du 31/12/2011; modifié par l'article 16 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

1 ter) Conformément à la législation en vigueur, les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée déduisent le montant de la taxe sur la valeur ajoutée relative aux acquisitions nécessaires à leur activité auprès des établissements de crédit dans le cadre des contrats de vente murabaha ou de vente salam ou d'istisna et auprès des institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance(modifié par l'article 16 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Pour bénéficier du droit à déduction, la facture, la note d'honoraires ou le contrat de vente, selon le cas, doit porter la mention du montant de la taxe sur la valeur ajoutée supportée par l'établissement de crédit et les institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance au titre de ses acquisitions réalisées dans le cadre de ces contrats. (ajouté par l'art.37 loi n°2011-7 du 31/12/2011 et modifié par l'article 16 et par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

- 2) Pour bénéficier des déductions prévues ci-dessus les assujettis doivent :
- a) disposer de factures, de notes d'honoraires établies dans les conditions fixées à l'article 18 ci-dessous pour leurs achats locaux de biens et services ou les certificats de retenue à la source de la taxe sur la valeur ajoutée; (ajouté par l'art. 39 loi n°97-88 du 29/12/1997 et modifié par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Toutefois, pour la retenue à la source couverte par le champ d'application de la plateforme électronique prévue à l'article 55 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée retenue à la source est limitée aux montants de la tax inscrits dans cette plateforme et ce sous réserve du champ d'application et des délais prévus à l'arrêté visé audit article 55. (ajouté par l'article 41 de la LF 2022).

- **b**) disposer des attestations de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée auprès des recettes douanières pour leurs importations;
- c) si leur comptabilité n'est pas tenue conformément aux prescriptions de l'article 18 ci-dessous, tenir, sur un livre spécial côté et paraphé par les centres ou bureaux de contrôle des impôts dont dépend leur activité, un compte des achats locaux auprès des assujettis ainsi que des importations et des prestations de service ayant supporté la taxe sur la valeur ajoutée.

Le compte des achats doit être arrêté mensuellement et comporter la nature et la valeur des achats, des importations et des prestations de service ainsi que le montant de la taxe acquittée. Ils doivent également inscrire sur ce livre, au fur et à mesure de leur réalisation, sans blanc, ni rature, ni surcharge, chacune des livraisons effectuées ou des services rendus à quelque titre que ce soit, ainsi que les recettes réalisées et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée correspondante.

Toutefois, les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux biens soumis à amortissement qui restent régis par les dispositions de la législation comptable des entreprises. (modifié par l'art.84 de loi n°2002-101 du 17/12/2002)

- **d**) inscrire en comptabilité les biens soumis à amortissement pour leur prix d'achat ou de revient diminué de la déduction à laquelle ils ont donné lieu dans les conditions ci-dessus, rectifié, le cas échéant, conformément aux dispositions du paragraphe III ci-après.
- 3) Est déduite la taxe sur la valeur ajoutée mentionnée sur les factures d'achats, les notes d'honoraires conformes aux dispositions de l'article 18 du présent code et ayant été retenues par l'administration fiscale pour la reconstitution extracomptable du chiffre d'affaires. (Ajouté par l'art. 40 loi n°2013-54 du 30/12/2013 et modifié par l'art. 22 de la loi n° 2015-53 du 25/12/2015)
- **II.1**) Pour les assujettis qui n'acquittent pas la taxe sur la valeur ajoutée sur la totalité de leurs affaires, le montant de la taxe dont la déduction est susceptible d'être opérée, est calculé selon un pourcentage résultant du rapport entre les éléments ci-après réalisés durant l'exercice précédent :
- d'une part, les recettes soumises à la taxe sur la valeur ajoutée majorées de celles qui proviennent de l'exportation des produits ou services passibles de la taxe ou de livraisons faites en suspension de ladite taxe et les recettes provenant des opérations de transport aérien international, y compris la taxe sur la valeur ajoutée due ou celle dont le paiement n'est pas exigé. (modifié par l'art.40 loi n°2001-123 du 28/12/2001 et art.19 loi n°2007-70 du 27/12/2007)
- d'autre part, les sommes, visées à l'alinéa ci-dessus, augmentées des recettes provenant d'affaires exonérées ou situées hors du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.
- 2) Pour les nouveaux assujettis partiels, le rapport visé ci-dessus, est déterminé en fonction des recettes prévisionnelles de leur première année d'activité.

- **III.1**) A la fin de chaque année civile, les assujettis partiels déterminent le pourcentage de déduction susvisé compte tenu des éléments réalisés pendant cette même année civile.
- 2) En ce qui concerne les biens soumis à amortissement une régularisation doit être opérée si le pourcentage de déduction au cours de ladite année varie de plus de cinq centièmes en plus ou en moins par rapport à celle effectuée. La déduction complémentaire ou le reversement de taxe qui résulterait de cette variation de pourcentage est opéré au mois de janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la déduction initiale est opérée.
- IV.1) En cas de disparition injustifiée de biens ou marchandises les assujettis doivent procéder à la régularisation prévue pour les assujettis partiels dans les conditions visées au § III ci-dessus.
- **1 bis) a)**Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ne sont pas tenus de payer le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les dons en nature accordés à l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale, et ce, dans la limite de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe sur la valeur ajoutée.

L'évaluation du montant des dons en nature s'effectue au niveau de l'entreprise donatrice sur la base du prix de revient hors taxe sur la valeur ajoutée.

b) Toutefois, les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont tenus de payer le montant de la taxe sur la valeur ajoutée supportée par les dons en nature accordés à l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale, pour ce qui dé passe la limite susvisée, ou à d'autres associations. Dans ces cas, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée sur la base du prix de revient hors taxe sur la valeur ajoutée et en appliquant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée relatif au produit objet du don.

La taxe sur la valeur ajoutée est payée dans les délais suivants :

- durant le mois de janvier de l'année qui suit l'année de l'octroi du don pour la taxe sur la valeur ajoutée relative aux dons en nature accordés à l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale pour ce qui dépasse la limite susvisée;
- durant le mois qui suit le mois de la livraison du don pour les dons en nature accordés à d'autres associations.

- c) pour bénéficier des dispositions de l'alinéa 1 bis du paragraphe IV du présent article, les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée qui accordent des dons en nature, doivent pendant le mois qui suit le mois de la livraison desdits dons communiquer au bureau de contrôle des impôts compétent un état comportant notamment:
 - les noms, adresses et matricule fiscal des bénéficiaires des dons en nature,
 - la date de la livraison du don en nature,
 - la liste des dons en nature, le prix de revient et le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au produit objet du don. (ajouté par l'art.57 loi n°2003-80 du 29/12/2003)
- 2) En cas de cession, apport en société, changement d'affectation de ces biens et en cas de cessation ou d'abandon du régime d'assujetti il doit être opéré un reversement égal au montant de la taxe sur la valeur ajoutée déduite ou qui aurait dû être payée ou ayant fait l'objet de remboursement, diminué d'un cinquième par année civile ou fraction d'année civile de détention s'il s'agit de biens d'équipement ou de matériel, et d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile de détention s'il s'agit de bâtiment.

Ces dispositions ne sont pas applicables à la cession des bâtiments, des équipements ou du matériel dans les cas suivants :

- la cession des entreprises dans le cadre du règlement judiciaire prévu par la loi n°95-34 du 17 avril 1995 relative au redressement des entreprises en difficultés économiques telle que complétée et modifiée par les textes subséquents.
- l'apport portant sur une entreprise individuelle dans le capital d'une société. (abrogé par l'article 15 de la loi n°2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux)
- L'octroi des dons à l'Etat, aux collectivités locales, aux entreprises et établissements publics et aux associations œuvrant dans le domaine de la promotion des personnes handicapées et dans le domaine du soutien et de l'assistance des personnes sans soutien familial et exerçant conformément à la législation les régissant. (ajouté par l'article 27 de la loi des finances pour l'année 2021).

L'entreprise objet de la cession doit communiquer au bureau de contrôle des impôts compétent pendant le mois qui suit celui au cours duquel la cession a eu lieu, un état comportant notamment les mentions suivantes :

- la désignation des bâtiments, équipements et matériels objet de la cession,
- la date de leur acquisition,
- le prix d'acquisition hors taxe sur la valeur ajoutée,
- le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant fait l'objet de déduction ou de suspension au titre desdits biens,
- le pourcentage de déduction pour les entreprises partiellement soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

La cessation de l'activité ou la cession de ces bâtiments, équipements ou matériels donne lieu au paiement par l'entreprise cessionnaire, du montant de la taxe sur la valeur ajoutée déduit ou ayant fait l'objet de suspension, au niveau de l'entreprise cédante, diminué d'un cinquième par année civile ou fraction d'année civile de détention au niveau de l'entreprise cédante et de l'entreprise cessionnaire s'il s'agit d'équipements ou de matériels, et d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile de détention s'il s'agit des bâtiments.

2 bis.) En cas de cession par les établissements de crédit, les institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance exerçant l'activité de leasing ou d'ijâra des équipements, matériels et bâtiments objet des contrats de leasing ou des contrats d'ijâra avant l'expiration des contrats de leasing ou des contrats d'ijâra, il doit être procédé à la régularisation prévue par l'alinéa 2 du présent paragraphe.(Ajouté par l'art.51 loi n°2007-70 du 27/12/2007et modifié par art. 37 loi n°2011-7 du 31/12/2011; modifié par l'article 16 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

2 ter.)En cas de cession par les personnes soumises à la taxe sur la valeur ajoutée des équipements, matériels et bâtiments acquis dans le cadre de contrats de leasing ou de contrats d'ijâra, il doit être procédé à la régularisation prévue par l'alinéa 2 du présent paragraphe. Dans ce cas, la période de détention est décomptée à partir de la date d'acquisition au niveau de l'entreprise qui a réalisé l'opération de leasing ou l'opération d'ijâra. (*Ajouté par l'art.51 loi n°2007-70 du 27/12/2007 et art. 37 loi n°2011-7 du 31/12/2011*)

2 quarter.) L'affectation des locaux destinés à l'habitation bénéficiant des dispositions du numéro 53 du tableau « A » nouveau annexé au présent code et des dispositions du quatrième tiret du numéro 3 du deuxième paragraphe de l'article 7 du présent code à d'autres usages, entraine le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due au titre de l'acquisition majorée des pénalités de retard exigibles conformément à la législation en vigueur. (Ajouté par l'art.65 loi n°2013-54 du 30/12/2013 et modifié par l'article 44 de la loi des finances pour 2018)

2 quinquies.) Les entreprises de journaux qui bénéficient des dispositions du numéro 20 - a) du tableau « A » annexé au présent code sont tenues de payer la taxe sur la valeur ajoutée due au titre du papier journal utilisé à des fins autres que l'impression de journaux ou de ventes du papier journal à des entreprises autres que celles de journaux, majorée des pénalités de retard exigibles selon la législation fiscale en vigueur. (*Ajouté par l'art.42 loi n°2014-54 du 19/08/2014.*)

- 3) Le montant de la taxe objet de la régularisation doit être mentionné sur la facture de vente ou le document d'apport et ce, quelle que soit la valeur de cession du bien ou de l'apport.
- 4) En cas de concentration, fusion ou transformation de la forme juridique d'une entreprise, la taxe ou le reliquat de la taxe sur la valeur ajoutée réglée au titre des biens et valeurs ouvrant droit à déduction, est transférée sur la nouvelle entreprise.
- 5) La taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'occasion d'affaires qui sont, par la suite, résiliées ou annulées, est imputée sur la taxe sur la valeur ajoutée due sur les opérations réalisées ultérieurement dans les limites des délais fixés par l'article 21¹ ci-dessous. (abrogé par l'art.89 LF2013-54 du 30/12/2013).

Les opérateurs des réseaux de télécommunication imputent de la taxe exigible le montant de la taxe sur la valeur ajoutée due au titre des messages courts destinés à la collecte de dons au profit des associations créées conformément à la législation en vigueur, exerçant dans le domaine du soutien et de l'assistance des personnes qui souffrent des maladies graves et dans le domaine de la protection et de l'encadrement des personnes sans soutien familial et des handicapés et autorisées à collecter des dons par les services compétents relevant de la présidence du gouvernement. (ajouté par l'article 58 de la LF 2018 et modifié par l'article 43 de la LF 2020)

-

¹ L'article 21 est abrogé par l'article 7 de la loi n°2000-82 du 9 août 2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux.

Pour bénéficier de cette déduction, les opérateurs des réseaux de télécommunication sont tenus de présenter aux services fiscaux compétents les documents relatifs auxdites opérations dans le mois qui suit celui au cours duquel l'autorisation de la collecte de dons par les messages courts prend fin. (*Ajouté par l'article 58 de la LF 2018*)

5 bis)les opérateurs des réseaux de télécommunication déduisent de la taxe due le montant de la taxe sur la valeur ajoutée due au titre des montants relatifs aux opérations d'inscription et de réinscription aux écoles primaires, collèges et établissements secondaires à l'exception des commissions.

Pour bénéficier de cette déduction, les opérateurs des réseaux de télécommunication doivent fournir aux services fiscaux compétents les documents relatifs aux opérations mentionnées dans le mois qui suit le mois au cours duquel sont achevées les opérations d'inscription et de réinscription.

(ajouté par l'article 66 de la loi de finances pour l'année 2019)

- 6) les nouveaux assujettis de droit ou sur option, bénéficient de la déduction : 1
 - a) de la taxe ayant grevé les biens autres que les immobilisations corporelles et détenus en stock à la date de leur assujettissement; (modifié par l'art.83 loi n°2002-101 du 17/12/2002)
 - b) de la taxe ayant grevé les biens constituant des immobilisations corporelles qui n'ont pas encore été utilisés à la date de leur assujettissement ;(modifié par l'art.83 loi n°2002-101 du 17/12/2002)
 - c) de la taxe ayant grevé les biens constituant des immobilisations corporelles en cours d'utilisation diminuée d'un cinquième par année civile ou fraction d'année civile de détention s'il s'agit de biens d'équipement ou de matériel,

¹- l'article 33 de la Loi de Finances pour l'année 2022 prévoit que nonobstant les dispositions du numéro 6 du paragraphe IV de l'article 9 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, les commerçants détaillants des boissons alcoolisées, vins et bières bénéficient du droit de déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé leurs stocks à la date du 31 décembre 2021, sans que cette déduction ne donne lieu à une demande de restitution du crédit de la taxe qui n'a pas pu être imputé. Pour bénéficier de ces dispositions, lesdites personnes doivent déposer un inventaire des stocks et un état de la taxe y afférente auprès du service fiscal compétent, au plus tard le 31 mars 2022.

et d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile s'il s'agit de bâtiment. (modifié par l'art.83 loi n°2002-101 du 17/12/2002)

Le bénéfice de la déduction dans les conditions susvisées couvre la taxe ayant grevé les biens importés ou acquis auprès d'assujettis ou de non assujettis.

L'inventaire de ces biens et taxes y afférentes doit être déposé au centre de contrôle des impôts compétent avant la fin du 3ème mois de la date de leur assujettissement.

ARTICLE 10.- N'ouvre pas droit à déduction la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé:

- 1) les voitures de tourisme servant au transport de personnes autres que celles objet de l'exploitation, ainsi que la location de voitures de tourisme et tous frais engagés pour assurer leur marche et leur entretien.
- 2) les produits livrés et les services rendus par les personnes visées à l'alinéa 2 du paragraphe I de l'article 2 du présent code ainsi que par les personnes assujetties à l'impôt forfaitaire prévu par l'article 44 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. (*Modifié par l'art. 30 loi n°97-88 du 29/12/1997 et art. 37 loi n°2010-58 du 17 décembre 2010*).
- 3) les marchandises, biens et services dont le montant est supérieur ou égal à 5.000 dinars hors taxe sur la valeur ajoutée¹ et dont la contrepartie est payée en espèces. (*Ajouté par l'art. 34 loi n°2013-54 du 30/12/2013*).
- 4) les montants payés aux personnes résidentes ou établies dans un Etat ou un territoire dont le régime fiscal est privilégié au sens du point 12 de l'article 14 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. (Ajouté par l'article 34 de la LF 2017 et modifié par l'article 35 de la loi de finances pour l'année 2019)

36

¹ Ce montant a été réduit de 20.000 dinars à 10.000 à partir du 1^{er} janvier 2015 et à 5000 dinars à partir du 1^{er} janvier 2016 conformément aux dispositions de l'article 34 de la LF pour l'année 2014.

CHAPITRE V REGIME SUSPENSIF

ARTICLE 11-I. Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée qui réalisent un chiffre d'affaires provenant de l'exportation ou des ventes en suspension de la taxe supérieure à 50% de leur chiffre d'affaires global, peuvent bénéficier du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée pour leurs acquisitions locales de produits et services donnant droit à la déduction conformément au présent code.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sociétés de commerce international et aux entreprises de services. (ajouté par l'article 52 de la LF 2022).

Sont considérées opérations d'exportation :

- la vente de produits et de marchandises produits localement, la prestation de services à l'étranger et la réalisation de services en Tunisie dont l'utilisation sera à l'étranger,
- la vente de marchandises et de produits des entreprises exerçant dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, de l'industrie et de l'artisanat aux entreprises totalement exportatrices, aux entreprises établies dans les parcs d'activités économiques prévues par la loi n°92-81 du 3 août 1992 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et aux sociétés de commerce international totalement exportatrices prévues par la loi n°94-42 du 7 mars 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents,
- la vente de marchandises, de produits et d'équipements des sociétés de commerce international, prévues par la loi n° 94-42 du 7 mars 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, aux entreprises totalement exportatrices, aux entreprises établies dans les parcs d'activités économiques prévues par la loi n° 92-81 du 3 août 1992 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et aux sociétés de commerce international totalement exportatrices prévues par ladite loi n°94-42,
- les prestations de services aux entreprises totalement exportatrices, aux entreprises établies dans les parcs d'activités économiques et aux sociétés de commerce international totalement exportatrices susvisées, dans le cadre des opérations de sous-traitance ou dans le cadre de services liés directement à

la production, fixés par un décret gouvernemental¹, à l'exception des services de gardiennage, de jardinage, de nettoyage et des services financiers, administratifs et juridiques. (*ajouté par l'article 38 de la loi de finances pour l'année 2019*)

Les entreprises totalement exportatrices bénéficient du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée pour les opérations d'importation et d'acquisition locale de matières, produits et équipements, de prestations de services et d'immeubles nécessaires à leur activité et ce, s'ils ne sont pas exclus du droit à déduction en vertu des dispositions de l'article 10 du présent code à l'exception des sociétés de commerce international totalement exportatrices et des entreprises de services totalement exportatrices. (modifié par l'article 52 de la LF 2022).

Sont considérées entreprises totalement exportatrices, les entreprises qui procèdent à la vente de la totalité de leurs marchandises ou de leurs produits ou rendent la totalité de leurs services conformément aux dispositions du deuxième sous paragraphe du paragraphe I du présent article.

Sont exclues de ces dispositions, les entreprises qui réalisent des services financiers, des opérations de location d'immeubles, des ventes de carburants, d'eau, d'énergie et des produits des mines et des carrières.

L'octroi de la qualité de totalement exportateur est subordonné au respect des conditions suivantes:

- le dépôt d'une déclaration d'investissement auprès des services concernés par le secteur d'activité,
- la réalisation d'un schéma de financement de l'investissement comportant un minimum de fonds propres conformément à la législation et à la réglementation en vigueur,
- la présentation d'une attestation d'adhésion aux caisses sociales lors de la phase de création ou la régularisation de la situation à l'égard des caisses de sécurité sociale dans les autres cas. (modifié par l'article 38 de la loi de finances pour l'année 2019).

¹ Décret gouvernemental n° 2019-937 du 16 octobre 2019, fixant la liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation prévue par l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée et la liste des activités de soutien prévues par l'article 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

Les personnes susvisées sont tenues, pour chaque opération d'acquisition locale, d'établir un bon de commande en double exemplaire sur lequel doivent être portées les indications suivantes:

« Achats en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée; Dispositions de l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée; Décision n° du......»

Les bons de commande doivent recevoir la destination suivante:

- L'original au fournisseur,
- (Abrogé par l'art. 35 de la loi n°2012- 27 du 29 décembre 2012),
- Une copie est conservée par l'intéressé.

(Abrogé par l'art. 14 de la loi n°2013-51 du29/12/2013 portant loi des finances complémentaire pour l'année 2013.)

Dans ce cas, il doit être joint à la copie de la facture soit le certificat de sortie de la marchandise, soit le numéro et la date de l'attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée ² autorisant la vente en suspension.

I- bis): Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée peuvent bénéficier de la suspension de ladite taxe au titre des biens et équipements acquis localement entrant dans les composantes des marchés réalisés à l'étranger dont le montant ne peut être

contexte et ce conformément aux dispositions de l'art 30 de la LF 2018.

¹ Sont remplacées les expressions « décision », « la décision », « la décision administrative autorisant la vente en suspension » et « la décision administrative relative à l'opération de vente en suspension de taxe» par l'expression « attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée » ou « l'attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée » et ce suivant le

inférieur à trois millions de dinars et ce nonobstant la proportion des exportations dans le chiffre d'affaires annuel global des entreprises concernées.

Sous réserve du respect des procédures prévues par le paragraphe I du présent article, les entreprises concernées par cet avantage doivent déposer une demande auprès des services fiscaux compétents accompagnée d'une copie du contrat relatif au marché à réaliser à l'étranger et de ses composantes.

Ces entreprises sont également tenues de présenter aux services fiscaux compétents les pièces justificatives de la sortie de la Tunisie des biens et équipements concernés par l'avantage dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de leur sortie. (Ajouté par l'art.23 loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009).

I- ter): Les personnes bénéficiant du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée sont tenues de communiquer aux services de contrôle fiscal dans les vingthuit jours qui suivent chaque trimestre civil une liste détaillée des factures d'achat, des notes d'honoraires sous ledit régime, selon un modèle établi par l'administration (modifié par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Le dépôt de ladite liste doit être effectué sur support magnétique et par les moyens électroniques fiables conformément à un cahier des charges établi par l'administration. (Ajouté par l'article 35 loi n° 2012-27 du 29/12/2012 et modifié par l'article 41 de la LF pour l'année 2017).

I-quater): A l'exclusion des opérations effectuées par les commerçants et les sociétés de commerce international et les entreprises de services bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations d'importation et d'acquisition locale de matières, produits et les prestations de services donnant droit à déduction et nécessaires à la réalisation des opérations d'exportation telles que définies par le présent article. (Ajouté par l'article 3 de la loi n°2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux et modifié par l'article 38 de la loi de finances pour l'année 2019 et l'article 52 de la loi de finances pour l'année 2022).

II. Cependant les non-assujettis qui effectuent occasionnellement des opérations d'exportation peuvent être autorisés à bénéficier du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'acquisition, auprès d'assujettis, de marchandises ou de services destinés à l'exportation.

Les personnes susvisées doivent adresser au centre de contrôle des impôts de leur circonscription préalablement à l'achat, une demande pour bénéficier du régime suspensif. (*Abrogé par l'art. 89 de la loi n°2013- 54 du 30/12/2013*).

- II. Les marchandises admises au bénéfice d'un régime douanier suspensif peuvent être importées temporairement en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée.
- III. Les marchandises admises en vertu de la réglementation douanière au bénéfice du retour sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions ci-après :

Marchandises réimportées :

- a) suite à exportation temporaire :
- pour ouvraison, transformation ou autre complément de main-d'œuvre : paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur la valeur en douane de ces ouvraison, transformation ou autres compléments de main-d'œuvre tous droits et taxes inclus à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même ;
- pour demeurer en l'état : la réimportation est exonérée du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.
- b) suite à une exportation ou réexportation définitive : la réimportation est subordonnée au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

La franchise du paiement de cette taxe est accordée sous réserve de la production d'une attestation de non décharge émanant du centre ou bureau de contrôle des impôts compétent.

Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable sont ceux en vigueur à la date d'enregistrement de la déclaration de réimportation pour la consommation.

V. (Abrogé par l'article 30 de la LF 2018)

HUILE DE PETROLE

- **ARTICLE 12.-** I. Les entreprises de distribution ayant pris la position d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée importent les huiles de pétrole en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée.
- II. La taxe sur la valeur ajoutée est liquidée au moment de la distribution.

ALCOOLS

ARTICLE 13:(*Abrogé par l'article 68 de la loi n°91-98 du 31/12/1991*)

ARTICLE 13 (Nouveau): (Est abrogé et remplacé par l'article 26 de la LF 2022).

Bénéficient de la suspension de la Taxe sur la Valeur Ajoutée les opérations d'importation et d'acquisition locale des équipements y compris les aéronefs et leurs moteurs, et tous les matériels destinés à y être incorporés ainsi que les produits, matériels et services nécessaires à l'activité réalisées par les entreprises de transport aérien international.

Bénéficient également de la suspension de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les entreprises qui réalisent les services au sol à l'intérieur des aéroports, les services d'approvisionnement, d'entretien, de réparation et de contrôle technique des aéronefs au profit des entreprises de transport aérien international dans le cadre de contrats ou de conventions conclus à cet effet, et ce au titre des opérations d'importation et d'acquisition locale des produits, équipements, matériels et services réalisés dans le cadre desdits contrats ou conventions.

Ledit avantage est octroyé sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée générale ou ponctuelle, selon le cas, délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

ARTICLE 13 bis : (Est abrogé et remplacé par l'article 28 de la LF 2020)

Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les biens, marchandises, travaux et prestations livrés ou financés à titre de don, à l'Etat, aux collectivités locales, aux entreprises et établissements publics, aux instances constitutionnelles et aux associations créées conformément à la législation en vigueur, dans le cadre de la coopération internationale et ce, dans la limite du montant du don. (*modifié par l'article 37 de la LF 2022*).

L'avantage susmentionné s'applique également au cas où les acquisitions nécessaires à l'exécution des projets financés par un don dans le cadre de la coopération internationale sont réalisées par les structures chargées, en vertu des conventions conclues à cet effet, de la gestion du don et dans la limite du montant

du don, à condition de mentionner sur les factures le bénéficiaire final parmi les parties susvisées au paragraphe premier ci-dessus.

La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée est accordée, pour les achats locaux figurant dans la convention du don conclue à cet effet au vu d'une attestation délivrée préalablement à cet effet, par le bureau de contrôle des impôts compétent au profit des parties bénéficiaires du don ou de la structure chargée de la gestion du don sur la base des conventions conclues à cet effet, selon le cas.

ARTICLE 13 Ter:

- 1) Bénéficient, de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée, les opérations d'acquisition d'équipements fabriqués localement nécessaires aux investissements de la création, acquis avant l'entrée en activité effective, dans les secteurs économiques à l'exclusion du secteur de la consommation sur place, du secteur commercial, du secteur financier, du secteur de l'énergie autres que les énergies renouvelables, des mines et des opérateurs de télécommunication.
- 2) Bénéficient du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée, les opérations d'importation et d'acquisition locale d'équipements nécessaires à l'investissement dans les secteurs du développement agricole, de l'artisanat, du transport aérien, du transport maritime, du transport international routier de marchandises, de la lutte contre la pollution et des activités de soutien telles que définies par le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

Les conditions et les procédures du bénéfice des avantages prévus par le présent article ainsi que les listes des équipements concernés sont fixées par un décret gouvernemental¹. (Ajouté par l'article 3 de la loi n°2017- 8 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux).

ARTICLE 13 QUATER: Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée, les opérations de livraison à soi-même réalisées par les centrales laitières des bouteilles en plastique utilisées pour le conditionnement du lait. (*Ajouté article 75 de Loi n°2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016*).

¹ Décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017 décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions de bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux.

ARTICLE 13 QUINQUIES:

Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les biens, travaux, prestations, produits, matériels et équipements importés et acquis localement, à l'exclusion des voitures de tourisme, livrés ou financés au titre d'un don, à l'Etat, aux collectivités locales, aux entreprises et établissements publics et aux associations œuvrant dans le domaine de la promotion des personnes handicapées et dans le domaine du soutien et de l'assistance des personnes sans soutien familial et exerçant conformément à la législation les régissant, et ce, dans la limite du montant du don figurant dans l'accord de don conclu à cet effet.

L'avantage susmentionné s'applique également au cas où les acquisitions financées par un don sont réalisées par la partie donatrice, dans la limite du montant du don, et à condition de mentionner sur les factures émises dans ce cadre, le bénéficiaire final parmi les parties susvisées.

La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée est accordée, pour les achats locaux financés par un don au vu d'une attestation délivrée préalablement à cet effet, par le service fiscal compétent au profit du bénéficiaire final du don ou de la partie donatrice, selon le cas et ce sur la base de l'accord conclu à cet effet. (Est ajouté par l'article 27 de la loi des finances pour l'année 2021).

ARTICLE 13 sexies:

Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations de vente au profit de l'Etat :

- a. du matériel d'armement et des équipements à caractère militaire et défensif.
- b. des véhicules de lutte contre l'incendie.
- c. des véhicules équipés spécialement dans le cadre des services de la sûreté.

L'avantage susvisé est octroyé également aux parties, pièces détachées et accessoires relatifs à ces équipements et véhicules.

Cet avantage est accordé sur la base d'une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent. (ajouté par l'article 39 de la LF 2022).

ARTICLE 14.- I. 1) Les livraisons de vins effectuées à destination de toutes personnes physiques ou morales et notamment celles visées à l'article 2-III ci-dessus ainsi que les embouteilleurs sont, sauf en ce qui concerne l'Office National de la Vigne¹, passibles de la taxe sur la valeur ajoutée.

- 2) La taxe sur la valeur ajoutée applicable aux vins de production locale, à l'exception de ceux destinés à la vinaigrerie est perçue lors des livraisons effectuées par l'Office National de la Vigne.
- II. A l'importation, les vins sont imposables à la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions prévues à l'article 6-II ci-dessus.

Toutefois les vins importés par l'office national de la vigne sont reçus en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée.

III. Toute quantité de vin en vrac ne peut circuler que sous le couvert d'un laisser-passer délivré par l'administration fiscale. Les laisser-passer ainsi délivrés doivent être conservés par les destinataires des vins et serviront à justifier les quantités de vins qu'ils détiennent.

Les livraisons de vin du lieu de production à l'unité de mise en bouteilles, quand cette dernière se trouve sur les lieux de l'unité de production, ne nécessitent pas la délivrance de laisser- passer. Elles donnent lieu, toutefois, à l'émission d'un « bulletin de livraison » pour chaque transfert.

¹ L'office national de la vigne est dissout en vertu du décret n°2001-1183 du 22 mai 2001.

CHAPITRE VI RESTITUTION

ARTICLE 15¹-.I. Lorsque la taxe sur la valeur ajoutée déductible dans les conditions visées à l'article 9 du présent code ne peut être entièrement imputée sur la taxe sur la valeur ajoutée due sur les opérations taxables, le crédit de taxe sur la valeur ajoutée peut être remboursé sur demande déposée au centre de contrôle des impôts compétent appuyée de toutes les justifications nécessaires.

- II. Est restituable le crédit de la taxe sur la valeur ajoutée :
- 1. Dégagé par une déclaration mensuelle de la taxe pour le crédit provenant :
 - des opérations d'exportation de marchandises,
 - des services utilisés ou exploités hors de Tunisie,
 - des ventes en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée,
 - de la retenue à la source prévue par les articles 19 et 19 bis du présent code.
- 2. dégagé par les déclarations mensuelles de la taxe au titre de trois mois consécutifs, pour le crédit de taxe provenant des opérations d'investissement direct telles que définies par l'article 3 de la loi de l'investissement réalisées par les entreprises autres que celles exerçant dans le secteur financier, les secteurs de l'énergie à l'exception des énergies renouvelables, des mines, de la promotion immobilière, de la consommation sur place, du commerce et des opérateurs de télécommunication et des investissements de mise à niveau réalisés dans le cadre d'un programme de mise à niveau approuvé par le comité de pilotage du programme de mise à niveau.(abrogé et remplacé par l'art.27 loi n°2009-71 du 21 décembre 2009et modifié par l'art 16 de la loi ° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux)
- **3.** Dégagé par les déclarations mensuelles de la taxe au titre de six mois consécutifs dans les autres cas.

¹ Supprimé et remplacé par l'article 15 de la loi n°2006-80 du 18 décembre 2006 relative à la réduction des taux de l'impôt et à l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises.

III. Est payée une avance de 15% du montant global du crédit de la taxe sur la valeur ajoutée visé par le paragraphe II-3 du présent article sans contrôle préalable.

Le taux de l'avance est relevé à 50% pour les entreprises dont les comptes sont légalement soumis à l'audit d'un commissaire aux comptes et pour lesquels la certification est intervenue au titre du dernier exercice clôturé pour lequel le délai de la déclaration de l'impôt sur les sociétés au titre de ses résultats est échu à la date du dépôt de la demande de restitution du crédit de taxe sur la valeur ajoutée et sans que cette certification comporte des réserves ayant une incidence sur l'assiette de l'impôt. (Modifié par l'Art 28 L.F 2009-71 du 21 décembre 2009)

III bis :Le crédit de TVA est restitué pour les entreprises visées au deuxième sous paragraphe du paragraphe III du présent article et relevant de la Direction des Grandes Entreprises en vertu de la législation en vigueur, sans vérification approfondie préalable de leur situation fiscale, et ce, à condition de joindre à la demande de restitution du crédit de la TVA un rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'audit du crédit objet de la demande de restitution. (ajouté par l'Art 19 de la L.F 2015)

- **IV.** La restitution du crédit de taxe sur la valeur ajoutée provenant de la cessation de l'activité s'effectue après une vérification approfondie et sans avance.
- V. Pour bénéficier des dispositions prévues par le paragraphe II-1 du présent article, la demande de remboursement du crédit de la taxe doit être accompagnée d'une copie des déclarations relatives à l'exportation des produits, ou de ce qui prouve la réalisation du service à l'étranger, ou d'une copie de l'attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée ¹ autorisant la vente en suspension ou des attestations de retenue à la source.

¹⁵ Sont remplacés les expressions « décision », « la décision », « la décision administrative autorisant la vente en suspension » et « la décision administrative relative à l'opération de vente en suspension de taxe » par l'expression « attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée » ou « l'attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée » et ce suivant le contexte et ce conformément aux dispositions de l'art 30 de la LF 2018.

CHAPITRE VII REGIMES FORFAITAIRES

ARTICLE 16. -(Abrogé par l'article 105 de la loi n°92-122 du 29/12/1992)

ARTICLE 17- I. - (Abrogé par l'article 105 de la loi n°92-122 du 29/12/1992)

- **II.**1) Les opérations de transport terrestre à l'exception du transport de personnes par voiture de louage ou taxi sont soumises à une taxe forfaitaire mensuelle sur la valeur ajoutée applicable aux moyens de transport selon le tarif suivant :
 - transport de marchandises : 1 dinar par tonne de charge utile,
 - transport de personnes: 1 dinar par place assise offerte.
- 2) La taxe forfaitaire visée au paragraphe 1 est perçue dans les mêmes conditions que la taxe unique de compensation de transports routiers.
- 3) La taxe forfaitaire visée au paragraphe 1 est imputable sur la taxe sur la valeur ajoutée due par les assujettis à ladite taxe sous le régime réel. (*Modifié par l'art 29 LF 97-88 du 29/12/1997*).

CHAPITRE VIII OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS

ARTICLE 18.-I. Les dispositions des articles 56 à 58, 62 à 65 et 85¹ (1) du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés s'appliquent en matière de taxe sur la valeur ajoutée (*modifié par l' art. 18 LF 89-114 du 30/12/1989*).

II. Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée autres que ceux soumis au régime forfaitaire sont tenus, sauf dans le cas où le contrat fait foi, d'établir une facture pour chacune des opérations qu'ils effectuent.

La facture doit comporter :

- la date de l'opération;
- l'identification du client et son adresse ainsi que le numéro de sa carte d'identification fiscale pour le client soumis à l'obligation de la déclaration d'existence prévue par l'article 56 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.; (modifié par l'art.17 LFC2014-54 du 19 Aout 2014)²
- le numéro de la carte d'identification fiscale d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée délivrée par l'administration fiscale;
- la désignation du bien ou du service et le prix hors taxe ;
- les taux et les montants de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont également tenus :

¹ Les articles 63 à 97 du code de l'IRPP et de l'IS sont abrogés par l'article 7 de la loi n°2000-82 du 9 août 2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux.

² Les dispositions de l'article 19 de la LFC pour l'année 2014entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2015 en application des dispositions de l'article 19 susvisé.

- de mentionner sur les factures le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant fait l'objet de suspension en application de la législation en vigueur;
- de communiquer au bureau de contrôle des impôts compétent durant les vingt-huit jours qui suivent chaque trimestre civil une liste détaillée des factures émises en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée selon un modèle établi par l'administration comportant notamment le numéro de la facture objet de l'avantage, sa date, le nom et prénom ou la raison sociale du client, son adresse, son numéro de carte d'identification fiscale, le prix hors taxe, le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant fait l'objet de suspension et le numéro et la date de l'attestation d'achat en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée l'elative à l'opération de vente en suspension de taxe. Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ayant émis des factures de ventes sous le régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée sont tenus de déposer ladite liste sur supports magnétiques et par les moyens électroniques fiables conformément à un cahier des charges établi par l'administration.(ajouté par l'article114 LF. 92-122 du 29/12/1992, modifié art.70 LF2006-85 du 25 décembre 2006 et ajouté art.36de la loi n°2012- 27 du 29 décembre 2012 et modifié par l'article 41 de la LF pour l'année 2017).

Les dispositions précédentes sont applicables aux ventes réalisées par les commerçants détaillants avec l'Etat, les établissements publics à caractère administratif, les collectivités locales, les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales ainsi qu'aux autres ventes réalisées par les commerçants détaillants chaque fois que le client demande la facture. Pour les ventes réalisées à des personnes, autres que celles visées au présent paragraphe, le commerçant détaillant est tenu quotidiennement d'établir une facture globale.

Les commerçants détaillants qui ne tiennent pas une comptabilité conforme à la législation comptable des entreprises sont tenus d'inscrire au livre mentionné à l'alinéa «c» du paragraphe I-2 de l'article 9 du présent code (*modifié art. 89 loi n°2013-54 du 30/12/2013*):

- jour par jour leurs achats de produits destinés à la revente quel que soit leur régime fiscal en mentionnant distinctement pour chaque opération, le prix d'achat hors taxe sur la valeur ajoutée, le taux de la taxe appliqué ainsi que le montant de la taxe;

- jour par jour leur chiffre d'affaires pour lequel des factures ont été délivrées conformément aux dispositions du présent article ;
- jour par jour leur chiffre d'affaires pour lequel il a été délivré des factures globales conformément aux dispositions du présent article sur la base de l'arrêté de caisse ;
- à la fin de chaque année leurs stocks de produits (ajouté par l'art. 45 LF 95-109 du 25/12/1995).

II bis. Les personnes qui réalisent des revenus dans la catégorie des bénéfices des professions non commerciales sont tenues d'émettre des notes d'honoraires au titre des services qu'elles réalisent. Les obligations relatives aux mentions obligatoires et à la liste détaillée des factures, prévues par paragraphe II du présent article, s'appliquent aux notes d'honoraires.

Sont également applicables aux services réalisés par les personnes susvisées les dispositions de l'avant dernier paragraphe du paragraphe II du présent article. (Ajouté par le paragraphe 1 de l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Les personnes visées au présent paragraphe sont tenues de mentionner leur matricule fiscal dans tous les documents relatifs à l'exercice de leurs activités, nonobstant la partie émettrice de ces documents. Les documents relatifs à l'exercice des activités desdites personnes ne comportant pas le matricule fiscal ne sont pas retenus à l'exclusion des ordonnances médicales. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent à partir du 1^{er} avril 2017. (ajouté par l'article 31 de la loi des finances 2017)

II ter. Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée peuvent émettre des factures électroniques comportant les mentions obligatoires prévues par le paragraphe II susmentionné, formées d'un ensemble de lettres et de chiffres ayant un contenu intelligible et archivées sur un support électronique qui garantit sa lecture et sa consultation en cas de besoin.

La facture électronique doit:

- comporter les signatures électroniques du vendeur ou du prestataire du service :
- être enregistrée auprès de l'organisme autorisé à cette fin;

- comporter une référence unique délivrée par l'organisme autorisé à cette fin. Les conditions et les procédures de l'émission des factures électroniques et de leur archivage sont fixées par décret gouvernemental.¹

La facturation électronique est obligatoirement utilisée par les entreprises qui relèvent de la direction des grandes entreprises pour les opérations effectuées avec l'Etat, les collectivités locales et les établissements et les entreprises publics.

L'émission des factures électroniques est également obligatoire pour les ventes des médicaments et des hydrocarbures entre les professionnels à l'exception des commerçants détaillants. (*Ajouté par l'article 46 de la loi de finances pour l'année 2019*)

Les personnes, qui émettent des factures électroniques conformément aux dispositions susmentionnées, peuvent continuer à émettre des factures conformes aux dispositions du paragraphe II du présent article au titre des autres opérations qu'elles effectuent.

Les personnes assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, qui émettent des factures électroniques, sont tenues de déposer une déclaration à cet effet auprès des services compétents de l'administration fiscale accompagnée d'une attestation délivrée par l'organisme autorisé qui prouve leur adhésion dans le réseau de facturation électronique.

Les personnes, qui émettent des factures électroniques sont autorisées à émettre des copies en papier de leurs factures électroniques à condition qu'elles comportent les mentions suivantes :

- -La référence de l'enregistrement auprès de l'organisme autorisé;
- -La signature et le cachet de l'émetteur de la facture.

(Ajouté par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

_

¹ Décret gouvernemental n° 2016-1066 du 15 août 2016, fixant les conditions et procédures d'émission des factures électroniques et de leur archivage

III. 1) Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont tenus :

- d'utiliser des factures numérotées dans une série ininterrompue.
- de déclarer au bureau de contrôle des impôts de leur circonscription les noms et adresses de leurs fournisseurs en factures, notes d'honoraires. (modifié par l'article 22 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).
- 2) Les imprimeurs doivent tenir un registre côté et paraphé par les services du contrôle fiscal sur lequel sont inscrits, pour toute opération de livraison, les noms, adresses et matricules fiscaux des clients, le nombre de carnets de factures, de notes d'honoraires livrés ainsi que leur série numérique. (Modifié par l'article 22 de la loi n° 201553 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Cette mesure s'applique aux entreprises qui procèdent à l'impression de leurs factures par leurs propres moyens.

3) Toute opération de transport de marchandises doit être accompagnée soit d'une facture dans les normes prévues au paragraphe II du présent article soit des documents en tenant lieu.

Tient lieu de facture :

- le bon de livraison daté et comportant notamment les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la désignation de la nature et de la quantité des marchandises transportées ;
- le bon de sortie des marchandises des dépôts de l'entreprise, en ce qui concerne les assujettis commercialisant leurs produits par colportage.

Le bon de sortie doit comporter la nature et la quantité des marchandises transportées, sa date d'émission, ainsi que le numéro d'immatriculation du moyen de transport.

- le document douanier pour les opérations de transport de marchandises importées de la zone douanière au premier destinataire.

Toutes les dispositions relatives à la facture sont applicables aux bons de livraison et aux bons de sortie. (modifié par l'art. 66 LF 91-98 du 31/12/1991).

- **IV.** Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée autres que ceux soumis au régime forfaitaire sont tenus :
- 1) de souscrire et de déposer à la recette des finances une déclaration du modèle fourni par l'Administration, en vue de leur imposition à la taxe sur la valeur ajoutée. (modifié par l'art.7 loi n°2000-82 du 9/8/2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux).
 - a) dans les quinze premiers jours de chaque mois pour les personnes physiques;
 - b) dans les vingt huit premiers jours de chaque mois pour les personnes morales (modifié par l'art.31 LF. N°93-125 du 27/12/1993)
 - c) (Abrogé par l'art.32 LF. N°93-125 du 27/12/1993)
 - d) (Abrogé par l'art.32 LF. N°93-125 du 27/12/1993)
- 2) d'acquitter au comptant le montant de la taxe sur la valeur ajoutée lorsque la déclaration dégage un solde débiteur.

Dans le cas contraire, ils doivent déposer une déclaration négative.

- V. Les personnes effectuant occasionnellement une opération passible de la taxe sur la valeur ajoutée, doivent souscrire dans les quarante-huit (48) heures une déclaration et acquitter immédiatement la taxe (modifié par l'art. 48 LF 2010-58 du 17 décembre 2010).
- VI. (Abrogé par l'article 7 de la loi n°2000-82 du 9 août 2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux)
- **ARTICLE 19.-** 1- En cas de réalisation par les personnes morales et les personnes physiques n'ayant pas d'établissement en Tunisie d'opérations soumises à la taxe

sur la valeur ajoutée, leurs clients sont tenus de retenir la taxe sur la valeur ajoutée due au titre de ces opérations. Cette retenue est libératoire de ladite taxe.

- 2- Toutefois, les personnes morales et les personnes physiques n'ayant pas d'établissement en Tunisie et ayant supporté la retenue à la source conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, peuvent déclarer la taxe sur la valeur ajoutée ayant fait l'objet de la retenue et déduire la taxe sur la valeur ajoutée supportée par les marchandises et services nécessaires à la réalisation des opérations soumises à ladite taxe et ce, conformément à la législation en vigueur.
- 3-En cas de crédit de taxe sur la valeur ajoutée au titre des opérations susvisées les dispositions de l'alinéa 3 bis du paragraphe I de l'article 15 du présent code s'appliquent.
- 4- Sont applicables à la retenue prévue au présent article, toutes les dispositions en vigueur en matière de retenue à la source au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et relatives aux obligations et aux sanctions. (Supprimé et remplacé par l'art. 55 LF 2002-101 du 17/12/2002)

ARTICLE 19 Bis.-Sous réserve des dispositions de l'article 19 du présent code, les services de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises et établissements publics sont tenus d'effectuer une retenue à la source au taux de 25% sur le montant de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux montants égaux ou supérieurs à 1000 dinars y compris la taxe sur la valeur ajoutée ; payés au titre de leurs acquisitions de marchandises, matériels, biens d'équipements et services, immeubles et fonds de commerce. La retenue à la source est appliquée, même si le paiement des montants est effectué pour le compte d'autrui. (modifié par l'art.42de la loi n°2012- 27 du 29 décembre 2012 et modifié par l'art.51 loi n° 2013-54 du 30/12/2013 et modifié par l'article 34 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016).

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux montants payés:

- dans le cadre des abonnements de téléphone, d'eau, d'électricité et de gaz,
- au titre des contrats de leasing et des contrats d'ijâra, de vente murabaha, d'istisna et de vente salam conclus par les établissements de crédit, les institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5

novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance. (complété par l'art.56 loi n°2002-101 du 17/12/2002 et modifié par l'art.72 loi n°2003-80 du 29/12/2003 et ajouté art.37 loi n°2011-7 du 31/12/2011 et par l'article 16 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016),

- au titre de l'acquisition des produits et services soumis au régime de l'homologation administrative de prix et dont la marge bénéficiaire brute ne dépasse pas 6% conformément à la législation et aux réglementations en vigueur. (*Ajouté art 51 LF 2013-54 du 30/12/2013*),
- au titre de la commission revenant aux distributeurs agréés des opérateurs publics de réseaux des télécommunications. (*Ajouté par l'article 34 de la loi n*° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016),

Sont applicables à cette retenue toutes les dispositions appliquées en matière de retenue à la source au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et relatives aux obligations et aux sanctions. (*Ajouté par l'art 36 LF 9788 du 29/12/1997*)

ARTICLE 19 ter.- Pour les opérations d'exploitation de marché dans le cadre de concession, la taxe sur la valeur ajoutée est payée dans le délai fixé pour le paiement des montants revenant aux collectivités locales, et ce nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 5 du présent code. Dans ce cas, les montants payés sont considérés libératoires de la taxe sur la valeur ajoutée due sur le chiffre d'affaires des concessionnaires de marchés et de l'obligation de déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ces opérations et n'ouvrent pas droit à la déduction prévu par l'article 9 du présent code.(*Ajouté art 55 LF 2007-70 du 27/12/2007*)

ARTICLE 19 quater¹:

Les personnes qui cessent de remplir les conditions requises conformément à la législation fiscale en vigueur pour continuer à bénéficier de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée ou de l'exonération de la taxe ou de la réduction de ses taux, doivent en informer le service fiscal compétent et restituer l'attestation délivrée à cet effet ainsi que les bons de commande visés le cas échéant.

En cas de découverte de l'utilisation de l'attestation ou des bons de commande au titre dudit avantage indûment, les services fiscaux notifient la mise en demeure au concerné conformément aux procédures prévues par l'article 10 du code des

¹ Est ajouté par l'article 30 de la loi de finances pour l'année 2018.

droits et procédures fiscaux pour restituer l'attestation ou les bons de commande le cas échéant, dans le délai prévu par le quatrième paragraphe de l'article 47 du code des droits et procédures fiscaux.

Outre les sanctions prévues par la législation fiscale en vigueur, les personnes ayant indûment bénéficié d'un avantage en matière de la taxe sur la valeur ajoutée sont tenues d'acquitter le montant de la taxe sur la valeur ajoutée dû au profit du trésor majoré des pénalités exigibles.

Article 19 quinquies¹:

Les bénéficiaires de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée ou de l'exonération de ladite taxe ou de la réduction de son taux sur la base d'attestations ponctuelles sont tenus de présenter le document qui justifie l'opération d'acquisition objet de l'avantage ou de remettre l'attestation délivrée à cet effet en cas de non utilisation et ce dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de fin de validité de l'attestation.

Est ajouté à l'article 36 de la loi n°99-101 du 31 décembre 1991 relative à la loi de finances pour l'année 2000, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents ce qui suit :

Les bénéficiaires de la suspension de ladite taxe sur la base d'attestations ponctuelles, sont tenus de présenter la preuve de l'acquisition objet de la demande d'avantage ou remettre l'attestation délivrée à cet effet en cas de sa non utilisation, et ce dans le délai de 30 jours à compter de la date d'expiration de l'attestation.

-

¹ Est ajouté par l'article 46 de la LF 2023.

CHAPITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION 1 CONTENTIEUX ET SANCTIONS

ARTICLE 20.- (Abrogé par l'article 7 de la loi n°2000-82 du 9 août 2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux)

SECTION 2 PRESCRIPTIONS

ARTICLE 21 (Abrogé par l'article 7 de la loi n°2000-82 du 9 août 2000 portant promulgation du code des droits et procédures fiscaux)

LES TABLEAUX ANNEXES AU CODE DE LA TVA

TABLEAU « A » NOUVEAU LISTE DES OPERATIONS EXONEREES DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

TABLEAU « A » NOUVEAU LISTE DES MATIERES, EQUIPEMENTS ET SERVICES EXONERES DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE¹

I. Les produits :

- Importation et vente :

- 1) du lait frais non concentré ni sucré, complet ou écrémé ;
- 2) des farines lactées ;
- 3) des laits conservés, concentrés, sucrés ou non, spécialement traités en vue d'en faciliter l'assimilation par les nourrissons ou les malades et dont la liste est fixée par décret gouvernemental²;
 - 4) de fèves de soja et d'huile de soja ;
- 5) des huiles végétales en vue de leur mélange avec de l'huile d'olives, et de l'huile de grignon d'olive raffinée, par l'Office National de l'Huile;
 - 6) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)
- 7) des appareils destinés à l'usage des handicapés physiques et des appareils et filtres d'hémodialyse repris au tableau ci-après :

N° TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS
EX 30-04	Soluté de dialyse.
EX 84-21	Filtres pour hémodialyses.
EX 87-13	Fauteuils et véhicules similaires pour invalides avec moteur ou autres mécanismes de propulsion.
EX 90-18	Reins artificiels, trousses artérioveineuses intranules cathétères intraveineux.
EX 90-21	Appareils d'orthopédie (y compris les ceintures médicochirurgicales) articles et appareils pour fractures (attelles, gouttières), prothèses dentaires, oculaires ou autres appareils pour faciliter l'audition aux sourds et autres appareils à tenir à la main, à porter sur les personnes ou à implanter dans l'organisme afin de compenser une déficience ou une infirmité à l'exclusion des articles et appareils de prothèses dentaires en métaux précieux.

¹ Conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi des finances pour l'année 2016 le tableau « A » est Supprimé et remplacé par le tableau nouveau

² Arrêté du ministre de la santé du 28 aout 2021 fixant la liste des substituts du lait maternel

7 bis) les soutiens- gorge destinés pour les malades du cancer du sein relevant des positions tarifaires Ex 61-12 et Ex 62-12 du tarif des droits de douane.

L'exonération est accordée sur la base d'une attestation délivrée par les services concernés du ministère chargé de la santé. (ajouté par l'article 61 de la loi de finances pour l'année 2019)

8) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)

9) des éléments suivants entrant dans la fabrication des stations d'irrigation par goutte à goutte :

N° TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS
EX 39-17	Goutteurs microjets et accessoires de raccordements.
EX 84-21	Filtres et cartouches pour irrigation par goutte à goutte.
EX 90-28	Compteurs d'eau pour irrigation par goutte à goutte.

Pour bénéficier de l'exonération les importateurs doivent présenter lors de chaque importation :

- une attestation délivrée par le ministère concerné indiquant le nom et la qualité du bénéficiaire ainsi que la liste des produits et équipements à importer ;
- une copie de la facture du fournisseur, visée par le même département, sera jointe à cette attestation ;
- éventuellement et à la demande du service des douanes, toute documentation technique (prospectus, notices, etc..) permettant l'identification du matériel importé.

Pour leurs achats locaux, les bénéficiaires doivent adresser au centre de contrôle des impôts de leur circonscription, préalablement à l'achat une demande d'achat en exonération, accompagnée des documents visés ci-dessus.

- · Une attestation d'achat en suspension est délivrée à l'intéressé.
- Une copie de cette attestation est conservée par le fournisseur pour être présentée à toute réquisition de l'Administration.

Les bénéficiaires doivent souscrire, lors de chaque acquisition un engagement de non cession des articles acquis en exonération et acquitter immédiatement les droits et taxes dus sur les produits de l'espèce qui seraient détournés de leur destination privilégiée, sans préjudice des sanctions prévues par la législation en vigueur.

10) de l'acide gibbérellique.

11) des vernis et fongicides servant au traitement des agrumes et autres fruits.

L'exonération est accordée au groupement interprofessionnel des agrumes et des fruits (GIAF) ainsi qu'aux utilisateurs des produits de l'espèce. Les bénéficiaires susvisés doivent figurer comme destinataires réels de ces produits sur la déclaration de mise à la consommation.

Pour les importations effectuées par les utilisateurs eux-mêmes, les factures présentées à l'appui des déclarations de mise à la consommation doivent comporter le visa du (GIAF).

12) des biens d'équipement destinés à l'agriculture, repris au tableau ci-après:

N° TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS
73-08	Serres agricoles.
EX 84-24	Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre à usage agricole.
EX 84-32	Machines, appareils et engins agricoles et horticoles pour la préparation et le travail du sol et pour la culture à l'exclusion des rouleaux pour pelouses et terrains de sport.
EX 84-33	Machines, appareils et engins pour la récolte et le battage des produits agricoles, presses à paille et fourrage, tarares et machines similaires pour nettoyage de grains, trieurs à œufs, à fruits et autres produits agricoles à l'exclusion des tondeuses à gazon.
84-34	Machines à traire et autres machines et appareils de laiterie.
84-35	Presses et pressoirs, fouloirs et machines et appareils analogues pour la fabrication du vin, du cidre, des jus de fruits ou de boissons similaires.
84-36	Autres machines et appareils pour l'agriculture, l'horti-culture, la sylviculture, l'aviculture et l'apiculture y compris les germoirs comportant des dispositifs mécaniques ou thermiques, les couveuses et éleveuses pour l'aviculture.
EX 87-01	Tracteurs agricoles.
EX 87-16	Epandeurs de fumier et d'engrais et distributeurs de fourrage.
EX 88-02	Véhicules aériens agricoles (hélicoptères, avions ordinaires).
EX88-03	Parties et pièces détachées destinées à équiper les véhicules aériens agricoles.

13) des insecticides, fongicides, herbicides, anti rongeurs, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, désinfectants et produits similaires repris à la position 38-08 du tarif des droits de douane à l'importation ainsi que leurs

intrants y compris les emballages destinés à leur fabrication et utilisés exclusivement dans l'agriculture.

- **14)** des parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation, l'entretien ou la fabrication des équipements et appareils agricoles et des navires et bateaux de pêche dont leurs listes, conditions et procédures de bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée au titre desdits produits sont fixées par un décret présidentiel. (*modifié par l'article 50 de la LF 2022*).
- 15) des bateaux et navires de pêche et tous matériels destinés à y être incorporés ainsi que les engins et filets destinés à la pêche.

Et pour bénéficier de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, les importateurs sont tenus de présenter, lors de chaque opération d'importation, une facture visée par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture et de la pêche et de souscrire un engagement de non cession aux autres que les exploitants du secteur de la pêche, les armateurs de pêche et les industriels utilisant lesdits matériels et équipements destinés à être incorporés dans les navires et bateaux de pêche.

Pour l'acquisition locale, l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée est octroyée sur la base d'une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent au vu d'une facture visée par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture et de la pêche. (modifié par l'article 18 de la LF 2017 et l'article 50 de la LF 2022).

- 16) des plants et semences dont la liste est fixée par décret gouvernemental¹.
- 17) des timbres postaux et des timbres fiscaux et leur impression par l'Etat ou les établissements publics compétents conformément à la législation en vigueur.
- 18) des livres, brochures et imprimés similaires à l'exclusion de ceux reliés en cuir naturel, artificiel ou reconstitué, des journaux ainsi que les journaux électroniques à l'exception des opérations de publicité et publications périodiques ainsi que sa composition et impression. (modifié par l'article 86 de la loi de finances pour l'année 2019)
- 19) des produits destinés à l'édition des livres, des journaux, des périodiques et des publications et dépliants de propagande touristique repris au tableau ci-après:

¹Décret gouvernemental n° 2019-5 du 2 janvier 2019, fixant la liste des plants et semences bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée

N° TARIF	DESIGNATION DES PRODUITS
DOUANIER	
37-01	Plaques et films plans, photographiques, sensibilisés non impressionnés, en autres matières que le papier, le carton, ou les textiles; films photographiques plans à développement et tirage instantanés, sensibilisés non impressionnés, même en chargeurs.
37-02	Pellicules photographiques sensibilisées, non impressionnées, en rouleaux, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles; pellicules photographiques à développement et tirage instantanés, en rouleaux, sensibilisées, non impressionnées.
37-03	Textiles, cartons et papiers photographiques, sensibilisés, non impressionnés.
EX37-04	Textiles, cartons et papiers photographiques, impressionnés mais non développés
37-05	Plaques et pellicules photographiques, impressionnées et développées autres que les films cinématographiques.
37-07	Préparations chimiques pour usages photographiques, autres que les vernis, colles, adhésifs et préparations similaires.
76-06 et 76-07	Feuilles et bandes en aluminium servant pour la fabrication des plaques sensibilisées.

L'exonération est accordée au vu d'une attestation délivrée par le ministre chargé de la culture lorsque les produits de l'espèce sont destinés à l'impression des livres et par le Ministre de l'Information lorsque les produits sont destinés à l'impression des journaux et périodiques.

20) du papier destiné à l'impression des journaux relevant du numéro de position 48-01 du tarif des droits de douane. Cette exonération est accordée aux entreprises de journaux créées conformément à la législation en vigueur et ce à l'occasion de chaque opération d'importation de papier journal ou d'acquisition dudit papier auprès d'une autre entreprise de journaux.

Cette exonération est également accordée aux personnes autres que les entreprises de journaux au vu d'une caution bancaire égale au montant de la taxe sur la valeur ajoutée due sur le papier importé. Ladite caution doit être déposée à la Direction Générale des Douanes à l'occasion de chaque opération d'importation. Le montant de la TVA exigible peut être consigné auprès de la recette des finances auprès de laquelle sont acquittés les droits de douane dus sur le papier importé.

L'apurement de ces cautions est effectué sur la base des quantités cédées aux entreprises de journaux créées conformément à la législation en vigueur. La TVA est recouvrée au titre des quantités de papier cédées à des entreprises autres que celles de journaux ou n'ayant pas été apurées dans un délai d'un an à partir de la date d'importation.

21) des articles culturels suivants :

- a. instruments de musique, leurs parties et articles servant à leur fabrication et dont la liste est fixée par décret gouvernemental,¹
 - b. matériels « son et lumière » de théâtre destinés au ministère des affaires culturelles, aux théâtres municipaux ou aux troupes de théâtre agréés par le ministère des affaires culturelles ainsi que les matériels d'équipement et produits nécessaires à la production cinématographique et aux salles de projection de films pour le public;
 - c. produits utilisés dans les arts plastiques et dont la liste est fixée par décret gouvernemental.
 - 22) des matériels de forage et de sondage ainsi que leurs parties et pièces détachées dont leurs listes, conditions et procédures de bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sont fixées par un décret présidentiel. (modifié par l'article 50 de la LF 2022).²
 - 23) des équipements et produits nécessaires aux installations expérimentales.
 - 24) des plates formes de forage ou d'exploitations flottantes ou submersibles.
 - 25) des rotochutes et aérodynes à usages militaires, agricole, ou pour la formation professionnelle ou pour la lutte contre l'incendie.
 - **26**) (abrogé par l'article 39 de la LF 2022).
 - 27) Les bus repris au numéro 87-02 du tarif des droits de douane et les véhicules automobiles de 8 ou 9 places repris au numéro 87-03 du même tarif, affectés exclusivement au transport des handicapés acquis par les associations qui s'occupent des handicapés et les entreprises et personnes autorisées par les services compétents du ministère des affaires sociales ou acquis par l'Etat pour leur compte.

Les personnes ayant bénéficié de l'exonération ne peuvent céder les bus et les véhicules automobiles en question durant une période de cinq ans à compter

¹ Décret gouvernemental n° 2018-824 du 9 octobre 2018, fixant la liste des équipements, matériels et articles destinés aux activités culturelles bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages.

² Decret n 2023-532 du 20 juillet 2023

de la date d'immatriculation dans une série minéralogique tunisienne. La cession desdits véhicules entraîne le paiement des droits et taxes exigibles à la date de la cession.

Le certificat d'immatriculation de l'autobus ou de l'autocar ou du véhicule automobile dans une série tunisienne doit porter la mention « Transport d'handicapés. Incessible jusqu'au ». La mention « Incessible jusqu'au » est suivie de l'indication de la date d'expiration de la période d'incessibilité : jour, mois et année.

La période d'incessibilité s'étend sur cinq ans à compter de la date d'immatriculation de l'autobus ou de l'autocar ou du véhicule automobile dans une série tunisienne. Ces autobus ou autocar ou véhicule automobile doivent porter une marque spéciale dont les caractéristiques seront fixées par arrêté du ministre chargé du transport.

Tout contrevenant au port obligatoire de cet insigne est puni d'une amende pénale de 250 dinars. La même amende est applicable à toute personne qui a procédé au détournement de l'usage des bus ou des véhicules automobiles en question.

Ces contraventions sont constatées et les poursuites sont effectuées conformément à la législation en vigueur.

28) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)

29) des articles de sport dont la liste est fixée par décret gouvernemental¹¹.

- Importation:

30) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)

- **31**) des animaux reproducteurs de race pure.
- 32) des naissains d'huîtres.

-

¹ Décret gouvernemental n° 2020-59 du 3 février 2020, portant modification du décret n° 2008-71 du 8 janvier 2008, fixant la liste des équipements, matériels et produits destinés aux activités sportives et animation socio-éducative susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages.

- 33) du talc à usage agricole, agréé par le ministre chargé de l'agriculture.
-) de fonds, billets de banque, billets de loterie, monnaies ayant cours légal, actions et obligations constituant des valeurs de bourse par l'Etat.
- 35) des films cinématographiques impressionnés à caractère culturel, social, scientifique ou de formation et ce par décret gouvernemental ainsi que des films cinématographiques impressionnés destinés à la projection au public.
-) des monnaies d'or, de l'or en lingots, en barres, natif et grenailles d'or, argent et alliages d'argent en masses, lingots, grenailles, argent natif, autres cendres, déchets et débris de métaux précieux, platine et alliages de platine bruts en masses, lingots, grenailles.
-) des envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial admis en franchise de droits de douane et ce, dans les conditions de l'article 272 du code des douanes.

38) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)

- 39) des bagages accompagnés ou non de voyageurs et destinés à leur usage personnel.
-) de marchandises hors commerce ou importées par colis postaux ou par paquets-poste.

- Vente:

-) des farines, des semoules, du pain, du couscous et des pâtes alimentaires de qualité ordinaire.
-) du son et autres résidus de la mouture ou du traitement des céréales ou des légumineuses relevant du numéro de position 23-02 du tarif des droits de douane.
-) d'huile d'olives ou de grignon ainsi que les sous-produits de la trituration des olives.

- **44**) des huiles végétales destinées à l'alimentation humaine et leur raffinage et conditionnement ainsi que les dérivés de la production et du raffinage de ces produits.
- **45**) des écailles de glace destinées à la conservation et à la réfrigération des produits de la pêche.
- 46) de l'eau destinée à l'agriculture.
- **46 bis**) du polyéthylène en feuilles, gaines et rouleaux destinés à l'agriculture forcée sous serre (forçage) et à la conservation de l'humidité des sols (paillage), et du polyéthylène en feuilles destiné au traitement et au stockage du foin et des ensilages et aux pépinières ainsi que les produits destinés à la fabrication des serres agricoles conformément aux conditions ci-après :
 - l'achat doit être effectué par le Ministère chargé de l'Agriculture et par les établissements publics relevant de son tutelle ;
 - à défaut, les services compétents de l'administration fiscale délivrent à l'acquéreur une attestation d'exonération sur la base d'une facture proforma et d'une attestation délivrée à cet effet par les services du Ministère chargé de l'Agriculture indiquant la destination du produit. (Ajouté par l'article 17de la LF 2017)
- **47**) des produits de l'orfèvrerie et de la bijouterie locale soumis au droit de garantie.
- 48) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)
- 49) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)
- 50) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)
- 51) des hydrocarbures liquides et gazeux.
- **52**) du sulfate de baryum naturel (baryte, barytine).

L'exonération est accordée aux produits de l'espèce destinés aux sociétés pétrolières au vu d'une attestation délivrée par le ministre chargé de l'industrie précisant notamment la qualité de l'acquéreur et la destination du produit.

53) Les logements sociaux ainsi que leurs dépendances y compris les parkings collectifs attenant à ces immeubles, financés dans le cadre des interventions du fonds de promotion du logement pour les salariés et acquis auprès des promoteurs immobiliers tels que définis par la législation en vigueur. (modifié par l'article 44 de la LF 2018).

54) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)

II. Les activités et les services :

- 1) Les établissements privés spécialisés dans l'hébergement et la prise en charge des personnes handicapées, agréés conformément à la législation en vigueur.
 - 2) Les opérations relatives au forage d'eau.
- 3) Les opérations de réparation et de maintenance des bateaux et navires destinés à la pêche. (Est modifié conformément aux dispositions de l'article 18 de la LF 2017)
 - 3 bis) Les commissions revenant aux concessionnaires des marchés de gros relatives aux produits agricoles et produits de la pêche. (Est ajouté par l'article 34 de la loi de finances 2022).
- 4) Les travaux agricoles effectués à l'intérieur des exploitations agricoles ainsi que les travaux forestiers, la location de matériels à usage agricole, le transport des produits agricoles effectué par les agriculteurs pour leur propre compte, la location d'étalages dans les marchés publics ainsi que les services afférents aux produits agricoles et de la pêche. La liste des services relatifs aux produits agricoles et de pêche est fixée par décret gouvernemental¹.
- 5) La production des films cinématographiques et télévisés impressionnés sur bandes cinématographiques ou sur bandes vidéo phoniques et destinés à la projection au public ou à la diffusion télévisée.

¹ Décret gouvernemental n° 2016-1067 du 15 août 2016, fixant la liste des services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

- 6) La production, la diffusion et la présentation des œuvres théâtrales, scéniques, musicales, littéraires et plastiques à l'exclusion des représentations réalisées dans des espaces servant des repas et des boissons pendant le spectacle.
 - 7) a. Le transport maritime et la consignation des navires.
 - b. Le transport aérien international à l'exclusion des services rendus en contrepartie de la vente des billets de voyage.
 - c. Les services aériens sous réserve de réciprocité.
 - d. Le transport mixte rural.
 - e. Le transport des handicapés effectué par les bus relevant du numéro de position 87-02 du tarif des droits de douane et les véhicules automobiles de 8 ou 9 places relevant du numéro de position 87-03 du même tarif appartenant aux associations qui s'occupent des handicapés et les entreprises et personnes autorisées par les services compétents du ministère des affaires sociales.
 - **8)** Les services rendus dans les ports tunisiens et relatifs à l'exportation de marchandises, à l'embarquement des voyageurs et au transbordement dans le transport maritime international.
 - 9) (abrogé par l'article 16 de la LF 2017)
 - 10) Le pompage de liquides sur les quais ;
 - 11) Armement au cabotage.
 - 12) La location de locaux d'habitation non meublés ainsi que la location d'autres immeubles effectuée par les collectivités locales et les personnes physiques non soumises à la taxe sur la valeur ajoutée selon le régime réel au titre d'une autre activité et la location des locaux meublés destinés à l'hébergement des étudiants conformément au cahier des charges établi par le ministère de tutelle.
 - 13) Les opérations d'assurances et de réassurances soumises à la taxe unique sur les assurances.

- 14) les commissions payées par les entreprises d'assurance ou les fonds des adhérents aux intermédiaires en assurance qui font partie des éléments de la prime d'assurance ou des éléments de la cotisation soumise à la taxe unique sur les assurances. (Modifié par l'article 13 de la loi de finances pour l'année 2020)
- **14 bis**) la commission de mandat revenant à l'entreprise d'assurance Takaful qui fait partie des éléments de la cotisation soumise à la taxe unique sur les assurances prévue par le code des assurances tel que modifié et complété par les textes subséquents dont notamment la loi n° 2014 47du 24 juillet 2014. (Ajouté par l'article 13 de la loi de finances pour l'année 2020)

15) a. Les intérêts sur :

- prêts consentis et sur emprunts contractés par la Caisse Nationale d'Epargne Logement;
- prêts pour l'acquisition de logements neufs auprès de promoteurs immobiliers agréés ;
- prêts à la construction d'immeubles à usage d'habitation ;
- les dépôts et placements en devises convertibles et en dinars convertibles;
- les opérations réalisées dans le cadre du marché monétaire ;
- prêts consentis par les établissements mixtes de crédits créés par des conventions ratifiées par une loi ;
- prêts consentis par les établissements financiers d'affacturage;
- créances acquises par les fonds communs des créances dans le cadre des opérations de titrisation des créances ;
- prêts consentis par la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale et la caisse nationale de sécurité sociale ;
- prêts consentis par les fonds sociaux des entreprises constitués conformément à la législation en vigueur ;

- les opérations d'achat avec l'engagement de revente des valeurs mobilières et des effets de commerce prévues par la loi n°2012-24 du 24 septembre 2012 relative la convention de pension livrée.
- b. La commission de garantie prélevée au profit du fonds national de garantie.
- c. La commission de péréquation des changes prélevée au profit du fonds de péréquation des changes et des taux d'intérêt.
- d. Les intérêts bancaires débiteurs.
- e. Les intérêts des prêts consentis par la Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales.
- f. Les commissions, intérêts, la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition au titre des opérations réalisées dans le cadre des contrats de vente murabaha, de vente salam et d'istisna et la marge bénéficiaire réalisée au titre des opérations de financement pour mudharaba dans le cadre des micro finances accordés par les institutions de micro finance prévues par le décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014. (modifié par l'article 70 de la LF 2017)
- g. Les commissions et les intérêts relatifs aux prêts universitaires.
- **15 Bis**) Les commissions relatives aux paiements électroniques via les bornes, l'internet et le téléphone mobile. (*ajouté par l'article 43 de la LF 2022*).
- **15 ter**) Les commissions et les autres rémunérations revenant à tous les distributeurs au titre des recharges électroniques, des ventes des cartes SIM téléphoniques et des cartes de recharge téléphonique. *(ajouté par l'article 61 de la LF 2023)*.
- 16) La différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition au titre des opérations réalisées par les établissements de crédit dans le cadre des contrats de vente murabaha, de vente salam et d'istisna et ce à l'exclusion des commissions. (modifié par l'article 70 de la LF 2017)
- 17) La marge bénéficiaire réalisée par les établissements de crédit dans le cadre des opérations de financement mudharaba à l'exclusion des commissions. (modifié par l'article 70 de la LF 2017)

- 18) Les montants payés dans le cadre d'une opération d'émission de sukuk conformément à la législation en vigueur et ce, à l'exclusion des commissions.
- 19) Les services relatifs à la collecte, au transport et à la distribution des envois postaux à l'intérieur et à l'extérieur de la Tunisie, les services de l'épargne et des comptes courants postaux et les services relatifs aux mandats postaux, réalisés par les réseaux publics.
- **20**) Les opérations d'enlèvement et d'admission des ordures dans les décharges municipales et leur transformation et destruction réalisées par les collectivités

locales.(modifié par l'article 18 de la LF 2017)

TABLEAU « B » NOUVEAU LISTE DES PRODUITS ET SERVICES SOUMIS A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU TAUX DE 7%

LISTE DES PRODUITS ET SERVICES SOUMIS A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU TAUX DE 7%¹

I. Les produits :

- Importation et vente :
 - 1) des engrais;

1 bis) des produits suivants destinés à l'agriculture et à la pêche :(ajouté par l'article 25 de la LF 2017)

N° de	Désignation des produits
Position Fr. 01.06	Describe to Alle Cilles de Marcha Company la mallia instituta
Ex 01.06	Bourdons d'abeilles destinés pour la pollinisation
Ex 25.30	Terreau
Ex 27.03	Tourbe
Ex 39.08	Granulés en polyamide destinés pour la fabrication des filets de pêche
Ex 39.16	Monofilaments en polyamide de 67 décitex et plus dont la dimension de la coupe transversale excède 1 mm, utilisés dans la pêche
Ex 39.23	Sacs en plastique utilisés dans le domaine agricole (pour le conditionnement des légumes)
Ex 56.08	 Filets de pêche utilisés dans les pêcheries fixes ayant des nœuds du type knotless et dont la composition comprend du plomb Cordages utilisés dans les pêcheries fixes et dont la composition comprend du plomb
Ex 63.05	Sacs en matières textiles synthétiques ou artificiels utilisés dans le domaine agricole (pour le conditionnement des légumes)
Ex 73.04	Tuyaux en acier inoxydable alimentaire
Ex 73.07	Autres accessoires de tuyauterie en acier inoxydable pour équipements de production du lait
Ex 73.15	Chaînes en acier inoxydable alimentaire
Ex 73.18	Autres vis en fonte, fer ou acier, rondelles, goupilles, chevilles, clavettes, écrous et goujons pour les équipements de la pêche
Ex 73.20	Autres ressorts en fonte, fer ou acier pour les équipements de la pêche
Ex 74.15	Rondelles en cuivre pour les équipements de la pêche
Ex 76.12	Récipients crybiologiques en aluminum
Ex 83.07	Tuyaux flexibles en fer ou acier pour moteurs marins
Ex 84.13	Parties d'autres pompes à liquide

¹ Conformément aux dispositions de l'article 43 de la LF2018, le taux de 6% de la taxe sur

la valeur ajoutée est remplacé par le taux de 7%.

76

Ex 84.15	Parties d'appareils de conditionnement et de refroidissement de l'air
Ex 84.21	Autres parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz
Ex 84.38	Parties de machines et appareils autres que les machines de boulangerie et de
	pâtisserie
Ex 85.11	Parties de dynamos et alternateurs pour moteurs marins

- 2) des supports magnétiques destinés à être utilisés exclusivement pour le traitement automatique de l'information et les disques laser, non enregistrés, figurant au numéro de position 85-23 du tarif des droits de douane.
- **2 bis**) des machines pour le traitement de l'information relevant du numéro 84-71 du tarif des droits de douane, leurs pièces et parties relevant des numéros 84-73 et 85-42 et les cartes électroniques destinées à l'extension de la capacité de mémoire des machines pour le traitement de l'information relevant du numéro 85-42 du même tarif. (ajouté par l'article 25 de la LF 2017)
 - 3) des aliments composés pour bétail, des tourteaux de soja et des farines de poissons ;
- 4) des produits et articles destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que les produits pharmaceutiques finis et les sacs pour transfusion sanguine relevant du numéro 90-18 du tarif des droits de douane ainsi que les réactifs de diagnostic relevant des numéros 30-06 et 38-22 du même tarif.
 - 5) des conserves de tomate, d'harissa et de sardines ;

5 bis) des produits repris au tableau suivant : (Ajoutépar l'article 25 de la LF 2017)

N° de Position	Désignation des produits
72.10	Enroulés métalliques destinés à la fabrication des boites d'emballage de la sardine.
83.09	Couvercles des boites d'emballage de la sardine de forme rectangulaire à ouverture facile.

- 6) du savon ordinaire;
- 7) des huiles acides utilisées dans la fabrication du savon ordinaire ;
- 8) (abrogé par l'article 24 de la LF 2017)

- 9) du maïs;
- **9 bis**) du sucre non additionné d'aromatisants ou de colorants, y compris le sucre conditionné relevant du numéro Ex 17-02 du tarif des droits de douane. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
 - 10) des matières premières destinées au secteur de l'artisanat ;
- 11) des papiers pour machines de bureaux et similaires en bandes ou bobines, destinés à l'Agence Tunis Afrique Presse;
- 12) des publications et dépliants touristiques, destinés à l'hôtellerie ainsi que des affiches publicitaires gratuites, des formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale ;
- **12 bis**) des cahiers scolaires numérotés sous les numéros 12, 24, 48 et 72 ainsi que les cahiers de travaux pratiques, de dessin, de récitation et de musique relevant du numéro
- 482020000 du tarif des droits de douane. (ajouté par l'article 25 de la LF 2017)
- 13) d'aéronefs destinés au transport public aérien, et de tous les matériels destinés à être incorporés à ces aéronefs.
- 13 bis) des bateaux destinés à la navigation maritime autres que ceux de plaisance ou de sport, ainsi que tous matériels destinés à être incorporés à ces bateaux. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
- **13 ter**) des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire. (*ajouté par l'article* **43** *de la LF* **2018**)
 - **14**) des additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés et relevant des numéros 210210, 230990, 250810, 250840, 253090, 280120, 280490, 281700, 282090, 282110, 2827, 283090, 283325, 283329, 283630,291529, 292241, 292310, 293040, 2936, 294190 et 350790 du tarif des droits de douane .
 - 15) des barrières anti-adhérence stériles utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire relevant du numéro 300610300 du tarif des droits de douane.

- **16**) des shampooings à usage médical et les dentifrices à usage médical relevant, respectivement, des numéros 330510 et 330610 du tarif des droits de douane.
- 17) des poches stériles de conservation du sang et des dérivés sanguins et de la moelle osseuse ne contenant pas de solution anticoagulante relevant du numéro 392690 du tarif des droits de douane.
- **18**) des seringues destinées au conditionnement des médicaments relevant du numéro 901831900 du tarif des droits de douane .
- 18 bis) des matières premières et produits semi-finis servant à la fabrication d'équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie et dans le domaine des énergies renouvelables ainsi que les équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie et dans le domaine des énergies renouvelables. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
- 18 ter) les équipements importés n'ayant pas de similaires fabriqués localement et les équipements fabriqués localement.

Les conditions et les procédures du bénéfice du taux de 7% ainsi que les listes des équipements concernés sont fixées par un décret gouvernemental. (ajouté par l'article 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux et modifié par l'article 43 de la LF 2018)

18 quater) les panneaux solaires relevant du numéro EX 85-41 du tarif des droits de

douane.(ajouté par l'article 60 de la LF 2019)

- Importation :

19) des absorbeurs pour capteurs solaires à usage domestique.

¹ Décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017 décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions de bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux.

- 20) des matériels et équipements n'ayant pas de similaires fabriqués localement destinés au nettoiement des villes, au ramassage et traitement des ordures, aux travaux de voiries et à la protection de l'environnement par les collectivités locales ou les établissements publics municipaux ou pour leur compte.
- **21**) des peaux brutes.
- 22) de papier destiné à l'impression de revues relevant du n°48.10 du tarif des droits de douane, par les entreprises d'impression de revues.

- Vente:

- 23) des produits de l'artisanat local.
- **24**) du papier destiné à l'impression de revues relevant du n°48.10 du tarif des droits de douane, au profit des entreprises d'impression de revues.
- 25) (abrogé par l'article 43 de la LF 2018)
- 26) des matériels et équipements fabriqués localement destinés au nettoiement des villes, au ramassage et traitement des ordures, aux travaux de voirie et à la protection de l'environnement au profit des collectivités locales ou les établissements publics municipaux ou pour leur compte.
- 27) de chauffe-eaux solaires.
- 28) des équipements relatifs à la recherche, à la production et à la commercialisation des énergies renouvelables. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
- **29**) L'électricité moyenne et basse tension utilisée pour le fonctionnement des équipements de pompage de l'eau destinée à l'irrigation agricole. (*ajouté par*

l'article 65 de la LF 2019)

II. Les activités et les services :

1)Les services effectués par :

- les exploitants de laboratoire d'analyse ;
- les infirmiers, les masseurs, les physiothérapeutes, les ergothérapeutes, les psychomotriciens, les diététiciens, les orthophonistes et les orthoptistes ;
- les médecins, les médecins spécialistes, les dentistes, les sagesfemmes et les vétérinaires à l'exception de la médecine et chirurgie esthétique autre que les actes à caractère thérapeutique. (Modifié par l'article 44 de la LF 2023)
- 2)Les services de transport sous réserve des exonérations prévues par le tableau
- «A» nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée. (modifié par l'article 27 de la LF 2017)
- 3)l'hébergement, la restauration et les services effectués dans le cadre de leur activité par les cliniques et polycliniques médicales.
- **4)**Les services rendus par les restaurants et les cafés de première catégorie à l'exclusion des services relatifs aux boissons alcoolisées. *(modifié par l'article 27 de la LF 2017)*
- 5)Les prestations de restauration rendues au profit des étudiants, des élèves et des apprenants dans les centres de formation professionnelle de base.
- 6)Les services des établissements d'enseignement de base, secondaire et supérieur, les crèches, les jardins d'enfants, les garderies scolaires et les services des établissements de formation professionnelle de base et les centres spécialisés en matière de formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules et les écoles de formation de la conduite des véhicules. (modifié par l'article 27 de la LF 2017)
- 7) Les affaires effectuées par les agences de voyages avec les hôteliers et relatives aux séjours en Tunisie de non-résidents.
- 8) Les services relatifs à l'immatriculation foncière des terres agricoles rendus par les dessinateurs, les géomètres et les topographes.

- 9) la distribution et la projection de films cinématographiques.
- 10) Les services de radio-télédiffusion rendus par les réseaux publics.
- 11) La transmission par les agences de presse, de messages de presse aux entreprises de journaux.
 - 12) La transformation des fruits et légumes à l'exclusion :
 - du jus fabriqué à partir des concentrés extraits de ces produits,
 - du jus et de la confiture d'ananas, de mangue, de kiwi, d'avocat, de goyave et des mélanges de ces produits,
 - des légumes et fruits préparés ou conservés ou congelés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, contenant de l'alcool.
 - 13) L'entrée aux musées.
 - 14) les intérêts débiteurs.
- **15**) La location des navires et des aéronefs destinés au transport maritime ou aérien international.
 - **15 bis**) Les opérations de réparation et de maintenance des bateaux destinés au transport maritime. (Est ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
- 16) Les services rendus par les entreprises hôtelières, y compris les activités qui y sont intégrées à savoir l'hébergement, la restauration, les ventes à consommer sur place et l'animation.
 - 17) La thalassothérapie et le thermalisme.
- 18) L'exploitation des campings touristiques conformément à un cahier de charges approuvé par arrêté du ministre de tutelle du secteur.
- 19) Les excursions et circuits réalisés à l'intérieur de la Tunisie par les agences de voyage.

- **20**) Les opérations de vente relatives à l'hébergement dans les hôtels effectuées par les agences de voyage.
- 21) Les services relatifs à la plongée sous-marine et aux promenades en mer.
- 22) L'entrée aux parcs animaliers.
- 23) L'exploitation des terrains de golf.
- **24**) Les jeux de divertissement dans les parcs d'attraction.
- 25) La location des anneaux d'amodiation dans les ports de plaisance.
- 26) les services relatifs à l'amarrage des navires et le passage des touristes réalisés par les entreprises qui gèrent une zone portuaire destinée au tourisme de croisière en vertu d'une convention à conclure entre le gestionnaire de la zone et le ministre de tutelle, approuvée par décret gouvernemental sur avis du Conseil Supérieur de

l'Investissement. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)

- 27) les opérations d'enlèvement et d'admission des ordures dans les décharges municipales et leur transformation et destruction réalisées pour le compte des collectivités locales. (ajouté par l'article 19 de la LF 2017)
- 28) Les opérations de collecte des déchets en plastique au profit des entreprises de recyclage conformément à un cahier de charges approuvé par arrêté du ministre chargé de l'Environnement. (ajouté par l'article 25 de la LF 2017)

Les listes des matériels, équipements, pièces de rechange et matières soumises au taux de 7% relevant des numéros 1 bis, 5 bis, 10, 14, 16, 18, 18 bis, 20, 25 et 26 du paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les conditions et les procédures du bénéfice de ce taux sont fixées par décrets

gouvernementaux. (modifié par l'article 28 de la LF 2017 et l'article 43 de la LF 2018)

29) Les services de la téléphonie fixe et d'internet fixe via les lignes « ADSL » et les périphériques rendus au profit des personnes physiques et non destinés à l'usage professionnel y compris les mêmes services facturés par les opérateurs des réseaux de télécommunication au profit des fournisseurs des services internet. (ajouté par l'article 64 de la LF 2019 et modifié par l'article 26 de la loi des finances pour l'année 2021)

TROISIEME PARTIE DROIT DE CONSOMMATION

LOI N° 88-62 DU 2 JUIN 1988, PORTANT REFONTE DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX DROITS DE CONSOMMATION

Au nom du peuple;

La chambre des députés ayant adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. - Sont soumis au droit de consommation, selon les taux prévus à cet effet, les produits repris au tableau figurant en annexe de la présente loi qu'ils soient importés ou fabriqués localement.

Cependant les taux du droit de consommation relatif aux produits repris au tarif douanier sous les rubriques n°27-09 à 27-11 sont fixés par décret (*ajouté art 35 LF 89-115 du 30/12/1989*)

(les sous paragraphes 3 et 4 sont abrogés pal l'article 45 de la loi des finances pour l'année 2016)

ARTICLE 2.- Sont assujettis au droit de consommation :

- 1- les fabricants de bière ;
- 2- les embouteilleurs de vin ;
- 3- les fabricants de tout autre produit soumis au droit de consommation ;
- 4-les entrepositaires et les commerçants de gros de boissons alcoolisées, de vins et de bières.
- 5- la société tunisienne de l'électricité et du gaz au titre des ventes du gaz naturel destiné à l'utilisation en tant que carburant pour les véhicules automobiles. (Ajouté par l'art. 58 LF 2007-70 du 27/12/2007)

ARTICLE 3.- Le fait générateur du droit de consommation est constitué :

- à l'importation, par le dédouanement du produit ;
- en régime intérieur, par la livraison du produit.

ARTICLE 4.- L'assiette du droit de consommation est constituée :

- a) pour les produits soumis à un taux ad-valorem :
 - à l'importation, par la valeur en douane ;

- en régime intérieur par le prix de vente tous frais, droits et taxes compris à l'exclusion du droit de consommation et de la taxe sur la valeur ajoutée.
- b) pour les produits soumis à un taux spécifique, par le volume ou le poids.

Toutefois, le droit de consommation applicable aux boissons alcoolisées, aux vins et aux bières n'a pas d'incidence sur le calcul des marges des entrepositaires et des marchands desdits produits. Il est retransmis à leurs clients pour les mêmes montants qu'ils ont supportés.

Le droit est liquidé sur la base du prix de vente pratiqué par les entrepositaires et les commerçants de gros de boissons alcoolisées et de vins dans les cas où le droit est dû selon un taux ad-valorem, et ce, pour les entreprises ayant des liens de dépendance avec lesdits entrepositaires et commerçants de gros au sens du paragraphe II de l'article 2 du code de la taxe sur la valeur ajoutée (ajouté par l'article 43 de la loi n°2012- 27 du 29 décembre 2012).

Le droit est liquidé pour les ventes des fabricants des produits soumis au droit de consommation dans les cas où le droit est dû selon un taux ad-valorem, sur la base du prix de vente pratiqué par les commerçants de ces produits, et ce, en cas d'existence de lien de dépendance entre les deux parties au sens du paragraphe II de l'article 2 du code de la taxe sur la valeur ajoutée. (ajouté par l'article 57 de la LF 2016)

ARTICLE 5.- Les assujettis sont autorisés à imputer sur le droit de consommation dû en application des dispositions de l'article premier ci-dessus le droit de consommation ayant effectivement grevé leurs acquisitions auprès d'autres assujettis et les importations effectuées par eux-mêmes des matières ou produits qui entrent intégralement dans la composition du produit final soumis.

Au cas où le droit de consommation dû au titre d'un mois ne permet pas l'imputation totale du droit de consommation déductible, le reliquat est reporté sur les mois qui suivent.

Les dispositions prévues à l'article 9 § I-2 et § IV-4 et 5 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, relatif aux déductions, sont applicables en matière de droit de consommation.

Toutefois, les commerçants assujettis à la TVA et commercialisant des produits soumis au droit de consommation sont tenus de facturer à l'identique à leurs clients le droit de consommation supporté lors de l'acquisition des mêmes produits.

Le droit de consommation ainsi facturé est déductible dans les conditions susvisées (ajouté par l'art. 34 LF 89-115 du 30/12/1989)

ARTICLE 6.- Les dispositions des articles 8, 10, 11, 13¹,13 bis, 13 ter², 14 et 18 à 21 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, sont applicables en matière de droit de consommation. (modifié par l'article 37 de la LF 2022).

L'exception prévue à l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée relative aux sociétés de commerce international et aux entreprises de services ne s'applique pas en matière de droit de consommation. (ajouté par l'article 52 de la LF 2022).

ARTICLE 6 BIS : Est suspendu le droit de consommation au titre des véhicules tout terrain relevant du numéro Ex 87.03 du tarif des droits de douanes importés par les concessionnaires agréés au profit des agences de voyages touristiques dans le cadre des dispositions de l'article 5 de la loi n°2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux.

Les conditions et procédures du bénéfice de l'avantage sont fixées par un décret gouvernemental. (ajouté par l'article 22 de la loi de finances pour l'année 2018)

ARTICLE 7.- Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées notamment :

- les articles 4 à 11 relatifs à la taxe sur les bières, vins et autres boissons alcoolisées prévues par la loi n°84-2 du 21 mars 1984 portant loi de finances complémentaire pour la gestion 1984 ;
- les articles 93 à 95 relatifs au fonds spécial de développement de la culture prévu par la loi n°83-113 du 30 décembre 1983, portant loi de finances pour la gestion 1984.

ARTICLE 8.- La date de mise en application de la présente loi sera fixée par décret.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Tunis, le 2 juin 1988

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

¹ L'article 13 du code de la TVA relatif aux régimes des alcools a été abrogé par l'article 68 de la loi n°1991-89 du 31 décembre 1991

² Ajouté par l'article 3 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux

TABLEAU DES PRODUITS SOUMISAU DROIT DE CONSOMMATION

Textes ayant modifié la liste des produits Soumis au droit de consommation

I. LOIS

- L'article 27 de la loi n° 88-145 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour l'année 1989.
- L'article 38 de la loi n° 90-111 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour l'année 1991.
- L'article 44 de la loi n° 91-98 du 31 décembre 1991 portant loi de finances pour l'année 1992.
- L'article 110 de la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992 portant loi de finances pour l'année 1993.
- L'article 50 de la loi n° 93-125 du 27 décembre 1993 portant loi de finances pour l'année 1994.
- L'article 64 de la loi n° 94-127 du 26 décembre 1994 portant loi de finances pour l'année 1995.
- L'article 51 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour l'année 1997.
- L'article 47 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998.
- L'article 50 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999.
- L'article 65 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003.
- Loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux.
- L'article 37 de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004.

- L'article 35 de la loi n°2004-90 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour l'année 2005.
- L'article 73 de la loi n°2004-90 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour l'année 2005.
- L'article 14 de la loi n°2006-80 du 18 décembre 2006 relative à la réduction des taux de l'impôt et à l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises.
- Les articles 64 et 84 de la loi n°2006-85 du 25 décembre 2006 portant loi de finances pour l'année 2007.
- L'article 58 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007 portant loi de finances pour l'année 2008.
- L'article 70 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi des finances pour l'année 2014.
- Les articles 44, 45 et 57 de loi n°2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016.
- L'article 45 de loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018.
- Les articles 62, 69 et 80 de loi n°2019-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019.
- Les articles 20, 21 et 22 de la loi n°2020-46 du 23 Décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021.
- Les articles 30, 37 et 52 du décret-loi n°2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022.

II. DECRETS

- Le décret n° 91-551 du 20 avril 1991 portant modification du tableau annexé à la loi n° 88-62 du 2 juin 1988 (droit de consommation sur les vins, bières et boissons alcoolisées).
- Le décret n° 93-2090 du 11 octobre 1993, portant fixation des taux du droit de consommation et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les alcools, boissons alcoolisées, vins et bières.

- Le décret n° 94-816 du 11 avril 1994, fixant les taux du droit de consommation sur les hydrocarbures.
- Le décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997 relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.
- Le décret n°97-1339 du 14 juillet 1997 relatif à la fixation de la date de mise en application des dispositions de l'article 40 de la loi n°95-109 du 25 décembre 1995 portant loi de finances pour l'année 1996.
- Le décret n° 98-952 du 27 avril 1998 relatif à la fiscalité des produits pétroliers, de l'électricité et du gaz.
- Le décret n°99-894 du 19 avril 1999, fixant le tarif du droit de consommation applicable aux produits pétroliers.
- Le décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°971368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.
- Le décret n°2007-1977 du 30 juillet 2007 modifiant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 2208 du tarif des droits de douane.
- Le décret n°2013-929 du 04 février 2013 modifiant et complétant le décret n°971368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.
- Le décret gouvernemental n° 2015-1768 du 10novembre 2015, modifiant le décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22.03 à22.08 du tarif des droits de douanes.
- Décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017 décret gouvernemental n° 2017 419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions de bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux.

TABLEAU DES PRODUITS SOUMIS AU DROIT DE CONSOMMATION¹

N° DU TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS	DROIT DE CONSOMMATION
17.04	Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc)	10%
Ex18.06	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao à l'exception celles relevant du n° 180610 et du n° 180620	10%
Ex20.09	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants à l'exclusion du jus de fruits frais	25%
21.01	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés	25%
Ex 21.03	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés; farine de moutarde et moutarde préparée à l'exception des condiments et assaisonnements relevant du n° 210390900	25%
21.05	Glaces de consommation même contenant du cacao	10%
Ex 21. 06	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs à l'exception des préparations alimentaires, sous forme de comprimés, de gommes à mâcher ou autres formes destinées à aider les fumeurs à arrêter de fumer relevant du n° Ex 210690 (2)	40%
Ex 22.02	eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées et autres boissons non alcooliques	25%
22.03	Bière classée ³	0,024D/centilitre
Ex 22.04	-Vins en vrac classés, livrés aux embouteilleurs	7,500D / hectolitre
	-Vins mousseux, classés, en bouteilles d'une contenance n'excédant pas un litre	24,000D / 1'unité
	-Vins de liqueurs, mistelles, jus de raisin moûts à l'alcool provenant exclusivement de raisins frais, classés, en bouteilles d'une contenance n'excédant pas un litre	3,750D/1'unité
	frais ou du jus de raisins frais en bouteilles ³	2,4D/litre

.

¹ - Supprimé et remplacé par l'article 44 de la LF 2016 et par l'article 45 de la LF 2018

⁻Supprimé la position tarifaire 19-05 conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour l'année 2019.

² Conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi de finances pour l'année 2022 sont exonérées du droit de consommation les préparations alimentaires liquides destinées exclusivement à la nutrition clinique par sonde relevant de la position tarifaire Ex 210690

³ Modifié par l'article 20 de la loi des finances pour l'année 2021

22.05	-Vermouths et autres vins de raisins frais, préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	100%
22.06	Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel par exemple)	25%
22.07	- Alcools bruts, alcools éthyliques, non dénaturés, d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, mauvais goût, pour le compte de l'Etat	16,000D/ hectolitre
	 Alcools éthyliques non dénaturés, d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, bon goût, destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques, de parfumerie et autres usages industriels, pour le compte de l'Etat Alcools éthyliques dénaturés, de tous titres, bon goût, destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques, de parfumerie et autres usages industriels Alcools éthyliques non dénaturés, bon goût, de tous titres, destinés essentiellement à la fabrication des boissons alcoolisées à l'exclusion 	16,000D/ hectolitre 16,000D/ hectolitre
	des alcools utilisés dans la fabrication des vinaigres	570,000D/hectolitre
x 22.08	- Eaux-de-vie, obtenues par distillation	100%
	- Whiskies, cognac, vodka, gin et autres boissons spiritueuses	100%
	- Pastis, ricard, anisette et thibarine	100%
24.01	Tabacs bruts ou non fabriqués, déchets de tabacs	40%
24.02	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac.	135%
Ex 24.03	- Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéise	135%
	ou reconstitués "; extraits et sauces de tabacs - Maassil et jirak ¹	10% 50%
Ex 25.15	-Marbres, travertins, écaussines et autres pierres calcaires de taille ou de construction et albâtre,même dégrossis ou simplement débités, par sciage ou autrement, en blocs	10%
	autrement, en plaque de forme carrée ou rectangulaire	25%
Ex25.16	- Granit, porphyre, basalte, grès et autres pierres de taille ou de construction, même dégrossis ou simplement débités, par sciage ou autrement, en blocs	10%
		25%
Ex 25.18	Dolomie non calcinée ni frittée, dite "crue" relevant du numéro du tarif 251810000	25%
27.09	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux .	0,400D/HL

¹ Modifié par l'article 22 de la loi des finances pour l'année 2021.

EX 27.10	- Essence super	23,632D/HL
	- Essence super sans plomb	41,382 D/HL
	- Essence normale	21,801D/HL
	- Essence avion (Kérosène y compris le carburéacteur)	1,990D/HL
	- White spirit non dénaturé	1,690D /HL
	- Pétrole lampant	3,540D/HL
	- Gaz-oil	12,116D/HL
	- Gaz-oil d'une teneur en poids de soufre réduite	29,6181 D/ HL
	- Fuel-oil domestique	8,190D/100 Kg
	- Fuel -oil léger	3,900D/100Kg
	- Fuel-oil lourd	2,074D/100Kg
	- Huiles de graissage et lubrifiants	0,997D/100Kg
	- Huiles de vaseline et de parafine	0,875D/HL
	- Autres à l'exclusion du white spirit dénaturé	1,690D/HL
EX 27.11	- Gaz de pétrole, propane et butane conditionné dans des bouteilles	
	d'un poids net n'excédant pas treize kilogrammes	8,256D/Tonne
	- Gaz de pétrole, propane et butane en vrac ou conditionné dans des bouteilles d'un poids net excédant treize kilogrammes	44,700D/Tonne
	- Gaz naturel destiné à l'utilisation en tant que carburant pour les	,
	véhicules automobiles	$0,113D/m^3$
330210	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges (y compris les solutions alcooliques) à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie alimentaire ou l'industrie des boissons ; autres préparations à base de substances odoriférantes, des types utilisés pour la fabrication de boissons 1	40%
33.03	Parfums et eaux de toilette	25%
33.04	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour	25/0
33.07	l'entretien ou les soins de la peau, (autres que les médicaments) y	
	compris les préparations anti-solaires et les préparations pour bronzer;	25%
E 20 24	préparations pour manucures ou pédicures	
Ex 38.24	-Solutions et cartouches de recharge pour cigarettes électroniques ²	10%
48.13	Papier à cigarettes, même découpé à format, présenté en cahiers ou en tubes	40%
68.02	Pierres de taille ou de construction (autres que l'ardoise) travaillées et ouvrages en ces pierres, à l'exclusion de ceux du n° 68.01; cubes, dés et articles similaires pour mosaïques, en pierres naturelles (y compris l'ardoise), même sur support; granulés, éclats et poudres de pierres naturelles (y compris l'ardoise), colorés artificiellement	50%
Ex69.07	Carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, en céramique ;	
	cubes, dés et articles similaires pour mosaïques, en céramique, de la	100/
	position tarifaire 690721000 et 690722000 et 690723000	10%

¹ Est supprimé le numéro de la position tarifaire « Ex 33.02 » et remplacé par la position 330210 conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour l'année 2019.

² Est ajouté par l'article 22 de la loi de finances pour l'année 2021.

Ex70.13	Objets en verre pour le service de la table, pour la cuisine, la toilette, le bureau, l'ornementation des appartements ou usages similaires, en cristal	40%
Ex 87.03	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°87-02 du tarif des droits de douane) y compris les voitures du type "break" et les voitures de course¹: - véhicules à moteur à piston alternatif ou rotatif à allumage autre qu'à combustion interne à l'exclusion des ambulances et des véhicules automobiles de 8 ou 9 places affectés exclusivement au transport des handicapés et les entreprises et personnes autorisées par les services compétents du ministère des affaires sociales ou acquis par l'Etat pour leur compte ²: * d'une cylindrée excédant 1000 cm³ mais n'excédant pas 1300 cm³. * d'une cylindrée excédant 1300 cm³ mais n'excédant pas 1500 cm³. * d'une cylindrée excédant 1500 cm³ et n'excédant pas 1700 cm³. * d'une cylindrée excédant 1700 cm³ et n'excédant pas 2000 cm³ * d'une cylindrée excédant 2000 cm³	63% 69% 125% 157% 213% 250%
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1500 cm³	94% 100% 157% 238% 263% 300% 334%

¹ Conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi des finances pour 2018, est réduit de 30% le droit de consommation appliqué aux véhicules prévu au numéro 87.03 du tarif douanier et ce pour les véhicules équipés d'un moteur hybride thermique et électrique.

⁻ conformement aux dispositions de l'article 30 de la loi des finances pour l'année 2022 sont abrogées les dispositions de l'article 45 de la loi de finances pour l'année 2018 réduit de 50% le droit de consommation dû au titre des véhicules automobiles équipés d'un moteur hybride, thermique et électrique relevant des numéros Ex 87.03 et Ex 87.04 du tarif douanier.

² Modifié par l'article 62 de la Loi de Finances pour l'année 2022.

³ Conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi de finances pour l'année 2021 est réduit à 20% le taux du droit de consommation dû sur les véhicules de type (quad) d'une cylindrée n'excédant pas 1000 cm³ relevant du numéro Ex 87.03 du tarif des droits de douane acquis par les établissements touristiques.

Ex 87.04	Véhicules multi usages, pouvant être utilisés pour le transport de	
	personnes et le transport de marchandises, dont le nombre de sièges y	
	compris celui du chauffeur dépasse trois, et dont la charge utile	
	n'excède pas 3500 kg : 1	
	- à moteur à piston à allumage par compression relevant des numéros de 87042131 à 87042199 du tarif des droits de douane	75%
	- à moteur à piston à allumage par étincelles relevant des numéros de 87043131 à 87043199 du tarif des droits de douane	50%
Ex 87.11	Motocycles et cycles équipés d'un moteur auxiliaire à l'exception des	1000/
	triporteurs d'une cylindrée excédant 125cm ³ 2	100%
Ex89.03	yachts et autres bateaux et embarcations de plaisance ou de sport3	50%
Ex 90.19	Appareils d'hydro massage pour le massage de tout le corps ou de	
	certaines régions du corps y compris les baignoires et les douches	
	équipés de "jacuzzi" de la position tarifaire 901910901	50%
91.01	- Montres-bracelets, montres de poche et montres similaires (y compris les compteurs de temps des mêmes types), avec boite en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux.	50%
91.03	Réveils et pendulettes à mouvement de montre, avec boites en métaux précieux, en plaqué ou doublés de métaux précieux	50%
DE	Bracelets et boites de montres, cages et cabinets d'appareils	
Ex 91.11	d'horlogerie et leurs parties en métaux précieux ou en plaqués ou	50%
A Ex 91.13	doublés de métaux précieux	
Ex 95.04	Cartes à jouer à l'exclusion des cartes à jouer destinées à développer les capacités mentales des enfants	60%

¹ Conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi des finances pour 2018, est réduit de 30% le droit de consommation appliqué aux véhicules prévu au numéro 87.03 du tarif douanier et ce pour les véhicules équipés d'un moteur hybride thermique et électrique.

⁻ conformement aux dispositions de l'article 30 de la loi des finances pour l'année 2022 sont abrogées les dispositions de l'article 45 de la loi de finances pour l'année 2018 réduit de 50% le droit de consommation dû au titre des véhicules automobiles équipés d'un moteur hybride, thermique et électrique relevant des numéros Ex 87.03 et Ex 87.04 du tarif douanier.

² Est modifié par l'article 80 de la loi de finances pour l'année 2019.

³ Conformément aux disposition de l'article 21 de la loi de finances pour l'année 2021 est réduit à 20% le taux de droit de consommation dû sur les yachts et autres bateaux et embarcations de plaisance ou de sport acquis par les établissements touristiques, relavant du numéro Ex 89.03 du tarif des droits de douane.

DROIT DE CONSOMMATION SUR LES VINS, BIERES ET BOISSONS ALCOOLISEES

Décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre des finances;

Vu le décret du 10 octobre 1919 relatif à la répression des fraudes et à la falsification des marchandises, denrées alimentaires et produits agricoles ou naturels, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le décret du 20 novembre 1927 réglementant le régime des alcools, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le décret du 21 mai 1931 relatif à l'impôt sur la vigne, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété et notamment l'article 17 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986 portant loi de finances pour la gestion 1987,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée,

Vu la loi n°88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative au droit de consommation,

Vu la loi n°88-145 du 31 décembre 1988, portant loi de finances pour la gestion 1989 et notamment son article 86.

Vu la loi n° 92-117 du 7 décembre 1992 relative à la protection du consommateur,

Vu le décret n° 93-2090 du 11 octobre 1993 portant fixation des taux du droit de consommation et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les alcools, boissons alcoolisées, vins et bières.

Vu l'avis du ministre de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre de l'industrie,

Vu l'avis du ministre du commerce,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète:

ARTICLE PREMIER: Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 19% les bières, vins, boissons alcoolisées et alcools relevant respectivement des numéros 22-03, 22-04, 22-05, 22-06, et 22-07 du tarif des droits de douane ainsi que les préparations alcooliques, les boissons alcoolisées et eaux de vie relevant du numéro 2208 du même tarif. (modifié art. 1^{er} du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 2203 à 22-08 du tarif des droits de douane et modifié par art. 2 du décret n°2013-929 du 04 février 2013 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997)

Le deuxième paragraphe a été abrogé en vertu de l'article 2 du décret n°2013-929 du 04 février 2013 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997 relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.

ARTICLE 2: Sont soumis au droit de consommation relatif aux bières, vins, boissons alcoolisées et alcools :

- les fabricants, les embouteilleurs et les conditionneurs de bières dans d'autres récipients ;
- les producteurs du vin en vrac et les embouteilleurs de vins; (modifié art.2 du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane)
- les fabricants d'alcools :
- les fabricants et les embouteilleurs de boissons alcoolisées ;
- les commerçants grossistes de bières, de vins, d'alcools et de boissons alcoolisées.

ARTICLE 3: Les taux du droit de consommation applicables aux bières classées, aux vins classés, aux boissons alcoolisées et aux alcools sont fixés selon le tarif repris à l'annexe du présent décret. (Modifié par l'article 1er du décret gouvernemental n° 2015-1768 du 10 novembre 2015, modifiant le décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22.03 à 22.08 du tarif des droits de douanes).

Les vins, les bières et les boissons alcoolisées sont classés par arrêté du Ministre chargé de la tutelle du secteur.

- **ARTICLE 4**: Pour les bières conditionnées dans des récipients d'une contenance dépassant un litre et les vins conditionnés dans des bouteilles d'une contenance dépassant un litre, le droit de consommation est liquidé sur la base du dixième du tarif applicable au litre de ces produits pour chaque dix centilitres ou fraction de dix centilitres.
- **ARTICLE 5**: Pour les bières et les vins non classés selon la législation en vigueur, les tarifs du droit de consommation fixés aux articles 3 et 4 du présent décret sont doublés.
- **ARTICLE 6** : Est instituée une capsule fiscale sur les vins conditionnés dans des bouteilles en garantie du paiement des droits et taxes dus sur les vins.

Cette capsule est classée en six catégories selon la nature du vin et la contenance des bouteilles et ses tarifs sont fixés conformément à l'annexe IV du présent décret.

ARTICLE 7 : La capsule fiscale sur les vins en bouteilles porte la mention «Capsule Fiscale » et la catégorie de la capsule.

Cette capsule porte obligatoirement les couleurs suivantes :

- la couleur verte pour les vins premiers crus d'appellation d'origine contrôlée classés conformément à la législation en vigueur ;
- la couleur bleue pour les vins d'appellation d'origine contrôlée classés conformément à la législation en vigueur ;
- la couleur noire pour les vins de consommation courante.

ARTICLE 8: Le ministère des finances procède à l'émission de la capsule fiscale sur les vins instituée par l'article 6 du présent décret. La distribution de la capsule fiscale est effectuée par les personnes autorisées par le Ministre des Finances ou son représentant.

Sans préjudice au paiement du principal des droits et taxes exigibles et des pénalités y afférentes, toute personne ayant contrefait la capsule fiscale sur les vins instituée par l'article 6 du présent décret ou ayant distribué, transporté ou utilisé sciemment des capsules falsifiées ou participé auxdits actes, est passible d'une amende égale à 200% des droits et taxes dus sur les vins représentés par les capsules falsifiées, avec la confiscation de la marchandise et du matériel de fabrication, en sus des sanctions prévues par les articles 180 et 181 du code pénal. Les moyens de transport appartenant au contrevenant sont saisis en garantie du paiement des droits et taxes et de l'amende. Il est donné main-levée après paiement des droits et taxes et de l'amende.

En cas de non paiement des droits et taxes et de l'amende, les objets saisis sont mis en vente conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 9: Les producteurs de vins sont tenus, avant le commencement de leur activité, de déclarer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent, les renseignements suivants:

- l'adresse de l'unité de vinification ;
- le plan de l'unité de vinification ;
- la liste du matériel de vinification utilisé et ses caractéristiques;
- le nombre de cuves de vins, leur numéro et la contenance de chacune d'elles en hectolitres certifiée par les services administratifs compétents.

Les producteurs de vins sont également tenus de communiquer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent toute modification intervenue sur ces renseignements et ce, dans un délai n'excédant pas dix jours à compter de la date d'intervention de ladite modification.

ARTICLE 10: Les producteurs de vins sont tenus d'informer, par écrit, le bureau de contrôle des impôts compétent de la date du commencement des opérations de vinification et ce, au moins dix jours avant le commencement desdites opérations et des jour et heure de l'achèvement des opérations de vinification dans un délai ne dépassant pas quarante-huit heures à compter de la date de l'achèvement.

ARTICLE 11: Les producteurs de vins sont tenus de déposer au bureau de contrôle des impôts compétent au plus tard le 31 octobre de chaque année une déclaration du modèle fourni par l'administration comportant notamment les renseignements suivants :

- les noms, prénoms ou raison sociale du propriétaire de l'unité de vinification et son adresse ;
- le matricule fiscal ;
- les stocks de vins par catégorie provenant des campagnes antérieures;
- les quantités de raisin vinifiées au cours de la campagne ;
- les quantités de vins bruts en vrac produites au cours de la campagne ; (modifié par l'art. 4-I du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane)

Il est annexé à ladite déclaration un état comportant l'identité des fournisseurs de l'unité de vinification en raisins, leurs adresses et les quantités de raisin livrées.

Les producteurs de vins sont également tenus de déposer au bureau de contrôle des impôts compétent, au plus tard le 31 décembre de chaque année, une déclaration du modèle fourni par l'administration comportant, notamment, les renseignements suivants :

- les noms, prénoms ou raison sociale du propriétaire de l'unité de vinification et son adresse ;
- le matricule fiscal ;
- le stock de vins par catégorie provenant des campagnes antérieures;
- les quantités nettes de vin par catégorie obtenues après extraction des lies;
- les quantités de lies.

(ajouté par l'art. 4-II du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane)

ARTICLE 12 : Les producteurs de vin doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge :

1- aux entrées :

- les stocks de vin par catégorie existant dans les caves provenant des campagnes antérieures ;

- les quantités de vin nettes par catégorie déclarées au cours de la campagne;
- les quantités de lies déclarées au cours de la campagne ;
- les quantités de vin nettes par catégorie et les quantités de lies non déclarées;

2- aux sorties:

- les quantités de vin en vrac par catégorie livrées par l'Office National de la Vigne ou par toute personne autorisée à cette fin conformément à la législation en vigueur appuyées par les acquits-à-caution et les factures de vente;
- les quantités de vin en vrac manquantes ;
- les quantités de lies livrées appuyées par les factures de vente et les acquits-àcaution.

ARTICLE 13: Les embouteilleurs de vins sont tenus, avant le commencement de leur activité, de déclarer, par écrit, au bureau de contrôle des impôts compétent les renseignements suivants :

- L'adresse de l'unité de mise en bouteille,
- Le plan de l'unité de mise en bouteille,
- La liste du matériel de mise en bouteille et ses caractéristiques,
- Le nombre de cuves de vins, leurs numéros et la contenance de chacune d'elles en hectolitres certifiée par les services administratifs compétents.

Les embouteilleurs de vins sont tenus de communiquer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent toute modification intervenue sur ces renseignements et ce, dans un délai ne dépassant pas dix jours à compter de la date d'intervention de ladite modification.

ARTICLE 14: Les embouteilleurs de vins doivent présenter au bureau de contrôle des impôts compétent une caution égale au montant du droit de consommation relatif aux quantités de vins mis en bouteilles déterminée par le bureau de contrôle des impôts précité sur la base de la moyenne mensuelle des acquisitions de vins en vrac effectuées au cours de l'année précédente et compte tenu de l'avance au titre du droit de consommation dû sur la moyenne mensuelle desdites acquisitions.

ARTICLE 15: Les embouteilleurs de vins doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge:

1- aux entrées :

- Les quantités de vin en vrac acquises appuyées par les factures d'achat et les acquits-à-caution correspondants,
- Les quantités de vin non appuyées par des factures et des acquits-à-caution.

¹ L'office national de la vigne est dissout en vertu du décret n°2001-1183 du 22 mai 2001.

2- aux sorties :

- -Les quantités de vins en bouteilles livrées, appuyées par les factures de vente et les congés pour les ventes locales ou par les déclarations douanières et les acquits-à-caution pour les ventes à l'exportation.
- -Les quantités de vins manquantes.
- **ARTICLE 16**: Les embouteilleurs de vins doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge :
- 1- **aux entrées** : le nombre et la catégorie des capsules fiscales sur les vins acquises appuyées par des congés.

2- aux sorties :

- le nombre et la catégorie des capsules utilisées pour le remplissage des bouteilles livrées ;
- le nombre et la catégorie des capsules défectueuses appuyés par des procèsverbaux de destruction établis par deux agents de l'administration fiscale.

ARTICLE 17: Les embouteilleurs de vins sont tenus d'apposer la capsule fiscale sur les vins prévue par l'article 6 du présent décret immédiatement après le remplissage de la bouteille. La capsule fiscale est apposée sur l'ouverture de la bouteille après sa fermeture de façon que la capsule se détériore inévitablement lors de l'ouverture de la bouteille.

Sans préjudice au paiement des droits et taxes exigibles et des pénalités y afférentes, la vente, l'achat, le transport et la détention de vins mis en bouteilles ne portant pas de capsule fiscale, ou portant une capsule fiscale non collée, ou utilisée ou non conforme à la contenance de la bouteille ou à la qualité des vins sont punis d'une amende égale à 5 dinars par bouteille de vin avec un minimum de 50 dinars en sus des sanctions prévues par les articles 180 et 181 du code pénal. La marchandise et les moyens de transport appartenant au contrevenant sont saisis en garantie du paiement des droits et taxes et de l'amende. Il est donné main-levée après paiement des droits et taxes et de l'amende.

En cas de non paiement des droits et taxes et de l'amende, les objets saisis sont mis en vente conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 18: Les manquants de vins prévus par les articles 12 et 15 du présent décret sont considérés justifiés à concurrence d'une quantité égale à 1,25% des quantités vendues et ce au titre de l'outillage, du coulage, du soutirage, de la purification des vins et pour tous autres déchets.

ARTICLE 19: Les entrepositaires d'alcools destinés à la fabrication des boissons alcoolisées, des alcools destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques, des parfums, du vinaigre et des alcools à usage industriel et ménager, doivent avant le commencement de leur activité, obtenir une autorisation préalable du bureau de contrôle des impôts compétent pour ouvrir un entrepôt d'alcool.

ARTICLE 20: Les fabricants d'alcools et de boissons alcoolisées autorisés conformément à la législation en vigueur, sont tenus, avant le commencement de leur activité, de déclarer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent les renseignements suivants :

- les noms, prénoms, ou raison sociale de l'exploitant de l'unité de fabrication d'alcools et de boissons alcoolisées et son adresse ;
- le plan de l'unité de fabrication d'alcools et de boissons alcoolisées ;
- la liste du matériel utilisé et ses caractéristiques ;
- le nombre de cuves d'alcools et de boissons alcoolisées, leurs numéros et la contenance de chacune d'elles en hectolitres certifiée par les services administratifs compétents.

Les fabricants d'alcools et de boissons alcoolisées sont également tenus de communiquer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent toute modification intervenue sur ces renseignements et ce, dans un délai maximum de dix jours à compter de la date de l'intervention de ladite modification.

ARTICLE 21: Les entrepositaires d'alcools, les fabricants d'alcool et d'eau de vie par distillation doivent présenter au bureau de contrôle des impôts compétent une caution égale au montant du droit de consommation dû sur le stock mensuel moyen d'alcool.

ARTICLE 22 : Les fabricants d'alcools et d'eau-de-vie par distillation sont tenus d'informer, par écrit, le bureau de contrôle des impôts compétent de la date et de l'heure du commencement des opérations de distillation au moins dix jours avant le commencement de ces opérations et de la date et de l'heure de la fin des opérations de distillation et ce dans un délai ne dépassant pas quarante-huit heures de cette date ainsi que du rendement minimum d'alcool par hectolitre de matières fermentées destinées à la distillation .

ARTICLE 23: Le matériel de fabrication d'alcool et d'eau-de-vie par distillation doit être fermé et scellé par les agents de l'administration fiscale. Pour le matériel de distillation ne permettant pas la fermeture ou le scellement pour des raisons techniques, les opérations de fabrication sont effectuées en présence continue des agents de l'administration fiscale dûment habilités.

Les quantités d'alcools et d'eau-de-vie fabriquées sont extraites obligatoirement en présence de deux agents de l'administration fiscale qui établissent un procès verbal de constatation de ces quantités suivant modèle établi par l'administration.

ARTICLE 24 : L'importation, la fabrication, la vente, la détention, la circulation et la destruction des alambics destinés à la production des alcools ou leurs parties ou pièces détachées sont soumises à un cahier des charges approuvé par arrêté du ministre des finances.

Les opérations de transport des alambics de production des alcools ou leurs parties ou pièces détachées doivent être accompagnées d'un congé. (Abrogé et remplacé par l'article 1^{er} du décret n°2007-1977 du 30/07/2007)

ARTICLE 25: Les fabricants d'alcool et d'eau-de-vie par distillation doivent tenir un registre des matières en fermentation ou en macération côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge notamment :

- 1°) Au moment du remplissage des matières premières dans les cuves de fermentation:
- le numéro et la contenance de ces cuves,
- la date et l'heure du commencement du remplissage des matières premières.
 - 2°) A la fin du remplissage des matières premières :
- l'heure à laquelle le remplissage est terminé,
- le poids des mélasses, le volume des jus et des matières macérées.
- 3°) A la fin de la fermentation: la date et l'heure de l'achèvement de la fermentation.
 - 4°) Au début de la distillation :
- la date et l'heure d'extraction des produits fermentés destinés à la distillation,
- les quantités de matières destinées à la distillation et leur degré alcoolique.

ARTICLE 26: Les fabricants d'alcool et d'eau-de-vie par distillation doivent tenir un registre de production, côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour, sans blanc ni rature ni surcharge :

1- aux entrées :

- les quantités en hectolitres des matières destinées à la distillation ;
- le rendement minimum et le rendement maximum en alcool par hectolitre de matières destinées à la distillation;
- la date et l'heure du commencement de l'opération de distillation;
- la date et l'heure de la fin de l'opération de distillation.

2- Aux sorties: les quantités d'alcool produites par opération de distillation et ses catégories appuyées par des procès-verbaux de constat dressés par deux agents de l'administration fiscale.

ARTICLE 27: Les fabricants d'alcool et d'eau-de-vie par distillation doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge:

1- aux entrées :

- -les quantités d'alcool et d'eau-de-vie obtenues par distillation ; appuyées par des procèsverbaux de constat dressés par deux agents de l'administration fiscale ;
- les quantités d'alcool acquises appuyées par des congés.

2- aux sorties :

- les quantités d'alcool et d'eau-de-vie obtenues par distillation, livrées et justifiées selon le cas par des acquits-à-caution ou des congés ;
 - les quantités d'alcool et d'eau-de-vie manquantes.

ARTICLE 28: Les fabricants de boissons alcoolisées doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent, sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc, ni rature, ni surcharge :

1- aux entrées :

- les quantités d'alcool acquises appuyées par les congés ;
- les quantités de préparations alcooliques destinées à la fabrication des boissons alcoolisées appuyées par les congés.

2- aux sorties:

- les quantités de boissons alcoolisées livrées, par type de produits appuyées par les factures de ventes et les congés;
- les quantités de boissons alcoolisées manquantes.

ARTICLE 29: Les manquants d'alcool, d'eau-de-vie et de boissons alcoolisées prévus par les articles 27 et 28 du présent décret, sont considérés justifiés à concurrence d'une quantité égale à 1,25% des quantités vendues et ce au titre de l'outillage, du coulage, du soutirage, de l'affaiblissement de degré et pour tous autres déchets.

ARTICLE 30: Sont dénaturés par addition de produits autorisés par l'administration fiscale les alcools destinés à la fabrication des parfums, des produits cosmétiques, des produits pharmaceutiques, du vinaigre ainsi que les alcools à usage industriel et ménager.

La dénaturation s'effectue en présence de deux agents de l'administration fiscale qui établissent un procès-verbal en l'objet.

ARTICLE 31: La circulation des alcools, des boissons alcoolisées, des vins en vrac, des vins en bouteilles, des vins avariés, des lies de vin, des marcs et de la capsule fiscale sur les vins, s'effectue obligatoirement selon le cas sous couvert d'un congé lorsque le droit de consommation exigible a été acquitté en plein tarif et sous couvert d'un acquit-à-caution dans les autres cas.

Les acquits-à-caution et les congés sont émis par toute personne qui procède à la vente, à l'exportation, à l'importation ou au transfert desdits produits d'un lieu à un autre.

Les acquits-à-caution et les congés qui accompagnent les produits exportés ou importés doivent porter le visa des services des douanes.

Les acquits-à-caution doivent être déposés par les destinataires ou exportateurs de ces produits au bureau de contrôle des impôts dont relève le destinataire ou l'exportateur et ce dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures à compter de la date fixée pour la livraison ou l'exportation de la marchandise.

Les personnes qui établissent des acquits-à-caution sont tenues de présenter à l'administration fiscale un état mensuel détaillé, des acquits établis au cours du mois et ce dans les quinze premiers jours du mois suivant.

Le non respect des dispositions du présent article est puni d'une amende égale à 10 dinars par litre d'alcool ou de boissons alcoolisées et à 50 dinars par hectolitre ou fraction d'hectolitre de vin ou de lies et à 10 dinars par tonne ou fraction de tonne de marcs et à 0,100 dinar par capsule fiscale. La marchandise et le moyen de transport appartenant au contrevenant sont saisis en garantie du paiement de l'amende. Il est donné main-levée après paiement de l'amende.

En cas de non-paiement de l'amende, les objets saisis sont mis en vente conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 32: Les acquits-à-caution et congés sous couvert desquels est effectuée la circulation des alcools, des boissons alcoolisées, des vins et de la capsule fiscale sur les vins doivent comporter les indications suivantes :

- les noms, prénoms ou raison sociale, l'adresse et le matricule fiscal de l'expéditeur de la marchandise ;
- les noms, prénoms ou raison sociale, l'adresse et le matricule fiscal du destinataire de la marchandise ;

- la nature des marchandises livrées et des emballages ;
- la quantité des marchandises et la contenance des récipients;
- la date et l'heure du départ et de l'arrivée des marchandises ;
- le lieu de départ et la destination des marchandises ;
- le moyen de transport et son numéro d'immatriculation ;
- l'itinéraire du transport des marchandises ;
- les cachets de l'expéditeur.

ARTICLE 33: Les unités de mise en bouteille de vins et de boissons alcoolisées doivent être indépendantes des unités de production.

ARTICLE 34 : Les fabricants et les conditionneurs de bières sont tenus, avant le commencement de leur activité, de déclarer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent, les renseignements suivants:

- les noms, prénoms ou raison sociale de l'exploitant de l'unité de fabrication ou de conditionnement de bières et son adresse ;
- le plan de l'unité de fabrication ou de conditionnement de la bière ;
- la liste du matériel utilisé et ses caractéristiques ;
- le nombre de cuves de bières, leurs numéros et la contenance de chacune d'elles en hectolitres certifiée par les services administratifs compétents.

Les fabricants et conditionneurs de bières sont également tenus de communiquer par écrit au bureau de contrôle visé ci-dessus toute modification intervenue sur ces renseignements et ce, dans un délai n'excédant pas dix jours à compter de la date d'intervention de ladite modification.

ARTICLE 35: Les fabricants de bières doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour, sans blanc ni rature ni surcharge :

- 1- **aux entrées** : les quantités de bières en vrac produites ;
- 2- **aux sorties :** les quantités de bières en vrac livrées appuyées par la facture de ventes.

ARTICLE 36: Les conditionneurs de bières doivent tenir un registre de comptabilité matière côté et paraphé par le bureau de contrôle des impôts compétent sur lequel sont inscrits au jour le jour sans blanc ni rature ni surcharge :

1- aux entrées :

- les quantités de bières en vrac fabriquées ou acquises appuyées par les factures d'achat,
- les quantités de bières en vrac non appuyées par des factures.

2- aux sorties:

- les quantités de bières conditionnées et livrées, selon la nature du récipient et sa contenance, appuyées des factures de vente.
- les quantités de bières manquantes.

ARTICLE 37 : Les registres de comptabilité matière et tous autres documents dont la tenue est prévue par le présent décret doivent être conservés pendant dix ans.

ARTICLE 38: Les agents de l'administration fiscale dûment habilités sont autorisés à contrôler les producteurs d'alcools, de boissons alcoolisées, de vins et de bières, les conditionneurs et les commerçants de ces produits, les fabricants de la capsule fiscale sur les vins et tout détenteur de ces produits et ce en procédant notamment à l'inventaire des stocks de ces produits et des capsules fiscales sur les vins et au contrôle des registres de la comptabilité matière prévus par le présent décret. Lorsqu'il est constaté des quantités en plus ou en moins non déclarées, ces quantités font l'objet d'un procès-verbal dressé par deux agents de l'administration fiscale et sont inscrites sur le registre de comptabilité matière.

Les dits agents peuvent effectuer des visites aux locaux professionnels et à tous lieux abritant ces produits conformément à la législation en vigueur.

La constatation des quantités d'alcools, de boissons alcoolisées, de vins et de bières manquantes et des quantités excédentaires chez les producteurs et les conditionneurs de ces produits est passible d'une amende égale à 50 dinars par hectolitre ou fraction d'hectolitre de ces produits et du paiement des droits et taxes dus sur les manquants.

La constatation chez les embouteilleurs de quantités de capsules fiscales sur les vins manquantes ou excédentaires est passible d'une amende égale à 0,100 dinar par capsule fiscale avec un minimum de 50 dinars, en sus du paiement des droits et taxes dus sur les vins manquants représentés par lesdites capsules et de l'amende prévue au paragraphe précédent.

ARTICLE 39: Les infractions aux dispositions du présent décret sont relevées par les agents de l'administration fiscale habilités et ce sur la voie publique et dans les établissements ouverts au public et dans tous autres lieux auxquels lesdits agents peuvent accéder légalement.

Peuvent également effectuer le contrôle sur la voie publique les agents des douanes et les autres agents de l'Etat habilités à relever les infractions en matière de circulation.

Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 40: Les infractions aux dispositions du présent décret pour lesquelles des sanctions particulières ne sont pas prévues sont réprimées conformément aux dispositions du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 41: Le contrôle de la production des alcools, des boissons alcoolisées, des vins et des bières et de la fabrication de la capsule fiscale sur les vins est effectué par les agents de l'administration fiscale d'une manière intermittente ou continue. Les frais de contrôle sont à la charge des fabricants desdits produits conformément aux dispositions de l'article 42 du présent décret.

ARTICLE 42: L'entreprise soumise au contrôle permanent est tenue de mettre gratuitement à la disposition de l'administration un bureau avec le mobilier nécessaire et le téléphone et doit en assurer l'entretien, l'agencement et l'éclairage. Ce bureau doit être situé dans l'enceinte de l'entreprise.

Chaque entreprise soumise à la surveillance permanente est tenue de souscrire au bureau de contrôle des impôts compétent un engagement de verser les montants fixés par l'administration fiscale pour la prise en charge des émoluments et indemnités des agents de contrôle ainsi que les frais de transport et de séjour lorsque ces derniers n'ont pas été fournis par l'entreprise.

Dans le cas où les agents effectuent des opérations de contrôle en dehors des heures légales du travail l'entreprise supporte les frais de contrôle par heure ou fraction d'heure selon le tarif suivant :

- opérations réalisées entre six heures et vingt et une heures : 1,5 dinars
- opérations réalisées entre vingt et une heures et six heures: 3 dinars

ARTICLE 43: Les commerçants grossistes de bières, de vins, d'alcools et de boissons alcoolisées, doivent effectuer un inventaire des stocks de produits en leur détention lors de toute modification des tarifs du droit de consommation dû sur ces produits et de communiquer par écrit au bureau de contrôle des impôts compétent un état de ces quantités dans un délai ne dépassant pas quarante-huit heures à partir de la date de ladite augmentation.

Ces commerçants sont également tenus de payer à la recette des finances compétente, les montants résultant de l'augmentation des tarifs du droit de consommation dû au titre des stocks et ce dans un délai ne dépassant pas dix jours à partir de la date de l'augmentation des tarifs.

ARTICLE 43 bis : Est affecté au fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, un montant annuel égal à un million quatre cents

mille dinars, prélevé sur les recettes au titre du droit de consommation dû sur les produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane.

Le trésorier général de Tunisie procède, chaque mois, au virement au profit dudit fonds du douzième du montant susvisé. (ajouté par l'art. 3 du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane)

ARTICLE 43 ter: Est affecté au fonds de concours ouvert au budget du ministère des finances intitulé « prêts sur gage », un montant annuel égal à 75% des recettes au titre de la capsule fiscale sur les vins, instituée par l'article 6 du présent décret. (ajouté art.3 du décret n°2002-627 du 26 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°971368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane et modifié art. 3 du décret n°2007-1977 du 30 juillet 2007)

ARTICLE 44: Les dispositions relatives à la capsule fiscale sur les vins instituée par l'article 6 du présent décret sont applicables dans un délai ne dépassant pas dix jours à compter de la date à laquelle l'administration fiscale a avisé les embouteilleurs de l'émission de ladite capsule. Les embouteilleurs de vins, sont tenus de déposer une déclaration écrite dans le même délai, au bureau de contrôle des impôts compétent, comportant la quantité de vin en bouteilles par catégorie et contenance en leur détention.

Les producteurs et les embouteilleurs de vins sont tenus de déposer au bureau de contrôle compétent dans un délai ne dépassant pas dix jours à compter de la date de la publication du présent décret, une déclaration écrite comportant les quantités de vin en vrac en leur détention selon leur nature et de les porter sur les registres prévus par les articles 12 et 15 du présent décret.

ARTICLE 45 : Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment le décret n° 93-2090 du 11 octobre 1993.

ARTICLE 46 : Le Ministre des Finances, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de l'Industrie et le Ministre du Commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 24 juillet 1997

Zine El Abidine Ben Ali

ANNEXE TARIF DU DROIT DE CONSOMMATION APPLICABLE AUX VINS, BIERES, ALCOOLS ET BOISSONS ALCOOLISEES (NOUVEAU) 1

(NOUVEAU) ¹		
NUMERO DU TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS	DROIT DE CONSOMMATION
Ex 21-06	 - Préparations alcooliques composées, autres que celles à base de substances odoriférantes, des types utilisés pour la fabrication des boissons alcoolisées. - Préparations alcooliques composées, autres que celles à base de substances odoriférantes, autres que celles utilisées pour la fabrication des boissons alcoolisées. 	48.000D/hectolitre (2)
22.02	P'Sec dans's	24.000D/ hectolitre(2)
22-03	-Bière classée	0.018D/centilitre (3)
Ex 22-04	-Vins en vrac classés, livrés aux embouteilleursVins mousseux, classés, en bouteilles d'une contenance n'excédant pas un litre -Vins de liqueurs, mistelles, moûts à l'alcool provenant	7.500D/hectolitre 24.000D/l'unité
	exclusivement de raisins frais, classés, en bouteilles d'une contenance n'excédant pas un litre -Autres vins classés, en bouteilles, provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou du jus de raisins frais	3.750D/l'unité
	En bouteilles	1.8D/litre (3)
22-05	-Vermouths et autres vins de raisins frais, préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	50% (2)
22-06	-Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel par exemple)	25%
22-07	 Alcools bruts, alcools éthyliques, non dénaturés, d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, mauvais goût, pour le compte de l'Etat Alcools bruts, alcools éthyliques, dénaturés, de tous titres, mauvais goût, destinés aux ménages Alcools éthyliques non dénaturés, d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, bon goût, destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques, de parfumerie et autres usages industriels, pour le compte de l'Etat Alcools éthyliques dénaturés, de tous titres, bon goût, destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques, de parfumerie et autres usages industriels 	16.000D/ hectolitre 16.000D/ hectolitre 16.000D/ hectolitre
	- Alcools éthyliques non dénaturés, bon goût, de tous titres, destinés essentiellement à la fabrication des boissons alcoolisées à l'exclusion des alcools utilisés dans la fabrication des vinaigres	570.000D/hectolitre

NUMERO DU TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS	DROIT DE CONSOMMATION
Ex 22-08	- Eaux-de-vie, obtenues par distillation	50%(2)
	- Whiskies, cognac, vodka, gin et autres boissons spiritueuses	50%(2)
	- Pastis, ricard, anisette et thibarine	50%(2)
Ex 33-02	- Préparations alcooliques composées, des types utilisés pour la fabrication des boissons alcoolisées	48.000D/ hectolitre(2)
	-Préparations alcooliques composées, autres que celles utilisées pour la fabrication des boissons alcoolisées	24.000D/ hectolitre(2)

¹ En vertu des dispositions de l'article 2 du décret gouvernemental n° 2015-1768 du 10 novembre 2015 sont abrogés les annexes I, II et III du décret n° 97-1368 du 24 juillet 1997, relatif au régime fiscal des produits relevant des numéros 22.03 à 22.08 du tarif des droits de douanes et remplacer par cet annexe.

.

² L'article 45 de la loi des finances pour l'année 2018 a prévu la révision des taux du droit de consommation.

³ L'article 20 de la loi des finances pour l'année 2021 a prévu la révision des taux du droit de consommation.

¹ Est modifié par les dispositions du décret gouvernemental n° 2021-466 du 23 juin 2021.

⁻Suppression des dispositions de l'article premier du décret n°2012-5 du 4 janvier 2012 susvisé et remplacement par l'article premier (nouveau) :

⁻Remplacement de l'expression « taxi, louage ou transport rural » où elle se trouve dans les autres articles du décret n° 2012-5 du 4 janvier 2012 susvisé par l'expression « taxi, louage, transport rural ou transport des travailleurs agricoles » et selon le contexte

⁻Remplacement de l'expression «au transport rural» prévu à l'article 5 et au premier paragraphe de l'article 6 du décret n° 2012-5 du 4 janvier 2012 susvisé par l'expression « au transport rural ou au transport des travailleurs agricoles ».

ANNEXE IV CATEGORIES ET TARIF DE LA CAPSULE FISCALE SUR LES VINS(*)

CATEGORIES DES VINS	CONTENANCE	CATEGORIE DE	TARIF DE LA
	DE LA BOUTEILLE	LA CAPSULE	CAPSULE
1. Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou du jus de raisins frais	- de 0,001 à 0,375 litre	"1"	120 millimes
	- de 0,376 à 0,500 litre	"2"	160 millimes
	- de 0,501 à 0,750 litre	"3"	200 millimes
	- de 0,751 à 1 litre	"4"	240 millimes
2. Vins de liqueurs, mistelles, moûts à l'alcool, provenant exclusivement de raisins frais	quelle que soit la contenance de la bouteille	"5"	280 millimes
3. Vins mousseux	quelle que soit la contenance de la bouteille	"6"	320 millimes

 $^{^{(*)}}$ Est modifié le tarif de la capsule fiscale sur les vins conditionnés dans des bouteilles en vertu de l'article 2 du décret n°2007-1977 du 30 juillet 2007 et le decret n 2022-545 du 17 juin 2022

QUATRIEME PARTIE DISPOSITIONS NON INCORPOREES AU CODE DE LA TVA

REGIME FISCAL DES VOITURES « TAXI »ET « LOUAGE » ET DES VEHICULES UTILISES DANS LE TRANSPORT RURAL

(Les articles 19 à 25 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012).

Article 19: Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 7% les voitures destinées au transport rural ou utilisées comme « taxi » ou « louage» et relevant du numéro 87.03 du tarif des droits de douane. (*modifié par l'article 26 de la LF 2017 et l'article 43 de la LF 2018*)

Article 20: Sont exonérées de droit de consommation les voitures destinées au transport rural ou utilisées comme « taxi » ou « louage » et relevant du numéro 87.03 du tarif des droits de douane.

Article 21: Les sociétés de leasing bénéficient des avantages fiscaux prévus aux articles 19 et 20 de la présente loi lors de l'acquisition des voitures destinées au transport rural ou utilisées comme « taxi » ou « louage » et relevant du numéro 87.03 du tarif des droits de douane et ce, à condition que l'acquisition soit faite dans le cadre d'un contrat de leasing conclu avec les exploitants de ce type de moyens de transport bénéficiant des avantages fiscaux.

Les opérations de location de ces véhicules bénéficient dans le cadre dudit contrat de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 22: Les avantages fiscaux prévus aux articles 19, 20 et 21 de la présente loi sont accordés aux voitures neuves une fois tous les cinq ans à condition qu'elles soient acquises auprès des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Nonobstant les dispositions du paragraphe premier du présent article, le bénéfice des avantages fiscaux prévus par les articles 19 et 20 de la présente loi peut être renouvelé avant l'expiration du délai de cinq ans en cas de destruction des voitures destinées au transport rural ou utilisées comme « taxi » ou « louage » ou de son vol ou en cas de changement de type d'autorisation du transport public des personnes.

Article 23 : Sont exonérés du paiement du reste des droits et taxes dus à l'importation les véhicules relevant de la position 87.04 du tarif des droits de

douane lorsqu'ils sont aménagés pour être utilisés en tant que voitures destinées au transport rural ou utilisées comme « taxi» ou « louage ».

Article 24: Les conditions du bénéfice des avantages fiscaux prévus par les articles de 19 à 23 de la présente loi sont fixées par décret.

Article 25: Sont abrogées les dispositions des articles de 67 à 73 de la loi n° 9788 du 29 décembre 1997, portant loi de finances pour l'année 1998.

Décret n° 2012-5 du 4 janvier 2012, relatif à la fixation des conditions du bénéfice des avantages fiscaux à l'acquisition des voitures de type « taxi » ou «louage » ou des voitures destinés au transport rural¹.

Le Chef du Gouvernement, Sur proposition du ministre des finances,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011 portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012,

Vu la loi n° 88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative aux droits de consommation telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012,

Vu la loi n° 2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation du transport terrestre, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2006-55 du 28 juillet 2006,

Vu la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 et notamment ses articles 19 à 25,

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 2007-2202 du 3 septembre 2007, portant organisation du transport public routier non régulier de personnes,

-Est réduit à 50% le droit de consommation dû au titre des véhicules automobiles équipés d'un moteurs hybride, thermique et électrique relevant des numéros Ex 87.03 et Ex 87.04 du tarif douanier.(art 30 de la LF 2022).

¹ Modifié par l'art.58 LF 2003-80 du 29 /12/2003, 1'art. 27 LF 2010-58 du 17/12/2010 et l'art.41 LF 2011-7 du 31/12/2011.

Vu l'avis du tribunal administratif, Vu la délibération du conseil des ministres, Le Président de la République informé. Décrète :

Article premier (nouveau): Les avantages fiscaux prévus par les articles 19, 20 et 21 de la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011 susvisée, sont accordés à la personne physique ou morale disposant d'une autorisation de taxi, louage, transport rural ou transport des ouvriers agricoles, en cours de validité selon la législation et la réglementation en vigueur ou d'un accord de principe en cours de validité pour l'obtention de cette autorisation.

Article 2 - Le bénéfice des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret est subordonné au dépôt par l'intéressé d'une demande appuyée des documents nécessaires auprès du gouvernorat dont relève l'octroi de l'autorisation de taxi, louage, transport rural ou transport des travailleurs agricoles ou l'octroi de l'accord de principe pour l'obtention de cette autorisation.

Article 3 - Les avantages fiscaux prévus au premier article du présent décret sont accordés une seule fois tous les cinq ans sur la base d'une attestation délivrée par le bureau de contrôle des impôts compétent en cas d'acquisition de la voiture sur le marché local ou par le bureau de douane en cas d'importation, et ce en vertu d'une attestation d'éligibilité délivrée par le gouverneur dont relève l'octroi de l'autorisation de taxi, louage, transport rural ou transport des travailleurs agricoles ou l'accord de principe pour l'obtention de cette autorisation, et ce après avis de la commission consultative régionale du transport.

L'attestation délivrée par le gouverneur visée au premier paragraphe du présent article doit comporter notamment le nom, le prénom ou la raison sociale et l'adresse du bénéficiaire des avantages fiscaux, le type de l'autorisation de transport et le numéro de la carte d'identité nationale pour les personnes physiques ou le matricule fiscal pour les personnes morales.

En cas d'acquisition d'une voiture fabriquée localement bénéficiant des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret, le bureau de contrôle des impôts compétent adresse une première copie de l'attestation de bénéfice des avantages fiscaux au concessionnaire agréé des voitures et une deuxième copie au fabricant local.

L'attestation visée au premier paragraphe du présent article est valable une année à partir de la date de son établissement. Cette durée peut être prorogée par le gouverneur pour une même période dans le cas de non utilisation de cette attestation par le bénéficiaire.

Article 4 - Les avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret sont accordés à titre exceptionnel aux personnes physiques ou morales disposant d'une

autorisation de taxi, louage ou transport rural avant l'expiration du délai de cinq ans à partir de la date de la première mise en circulation de la voiture exploitée dans les cas où il a été dûment prouvé que la voiture ayant bénéficié des avantages fiscaux a été détruite ou volée ou en cas de changement du type d'autorisation de transport public de personnes par voitures de taxi, louage ou transport rural et ce, selon les procédures prévues au premier paragraphe de l'article 3 du présent décret.

Le bénéfice des avantages fiscaux en cas de destruction, de vol de ladite voiture ou en cas de changement du type d'autorisation du transport public de personnes est subordonné au dépôt par l'intéressé, d'une demande en l'objet auprès du gouvernorat concerné appuyée par :

- un procès de retrait de la voiture de la circulation délivré par les services concernés de l'agence technique de transport terrestre, en cas de destruction de la voiture concernée,
- une ordonnance de clôture de l'information délivrée par le juge d'instruction ou d'une attestation de classement de la plainte pénale émise pour le procureur de la république ou d'une copie légale d'un jugement pénal irrévocable, en cas de vol de la voiture concernée.
- un document attestant la régularisation de la situation douanière de la première voiture à remplacer, en cas de changement du type d'autorisation du transport public de personnes.
- **Article 5 -** Les concessionnaires agréés bénéficient des avantages fiscaux prévus à l'article premier du présent décret à l'acquisition des voitures destinées au transport rural ou transport des travailleurs agricoles ou utilisées comme taxi ou louage auprès des fabricants locaux pour le compte des personnes bénéficiant des attestations prévues par l'articles 3 du présent décret et ce sur la base d'une copie de l' attestation d'octroi d'avantages fiscaux délivrée par le bureau de contrôle des impôts compétent.

Article 6 - Les entreprises de leasing bénéficient des avantages fiscaux accordés à l'acquisition des voitures destinées au transport rural ou utilisées comme taxi ou louage à condition qu'elles soient acquises dans le cadre de contrats de leasing conclus avec les personnes disposant de l'attestation prévue à l'article 3 du présent décret.

Dans ce cas, est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due sur les opérations de location des voitures de taxi, louage ou transport rural acquises dans le cadre des contrats de leasing susvisés.

Article 7 - Les factures de ventes relatives aux voitures bénéficiant des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret ainsi que leur certificat d'immatriculation doivent porter la mention « véhicule incessible pendant cinq ans». La période d'incessibilité est décomptée à partir de la date d'enregistrement de la voiture dans la série d'immatriculation ordinaire tunisienne.

Article 8 - La cession des voitures bénéficiant des avantages fiscaux prévus par le présent décret avant l'expiration de la période de cinq ans mentionnée à l'article 7 du présent décret au profit de personnes titulaires d'autorisations de transport public routier non régulier de personnes ou d'un accord de principe pour l'obtention de cette autorisation pour être réaffectées au même usage est subordonnée à la présentation préalable par les personnes concernées d'une autorisation pour la continuation du bénéfice des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret délivrée par le gouverneur dont relève l'autorisation relative à l'acquéreur de la voiture après avis de la commission consultative régionale du transport créée à cet effet.

L'autorisation délivrée par le gouverneur visée au paragraphe premier du présent article doit comporter la période restante des cinq ans prévue par l'article 7 du présent décret.

Les nouveaux certificats d'immatriculation doivent comporter la mention «voiture incessible» avec indication de la période restante des cinq ans prévue par l'article 7 du présent décret.

Article 9 - La cession des voitures ayant bénéficié des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret avant l'expiration du délai de cinq ans à partir de la date d'immatriculation de la voiture dans la série d'immatriculation ordinaire tunisienne en vue d'un autre usage, est subordonnée à l'acquittement des droits et taxes dus sur la base de la valeur du véhicule et des taux en vigueur à la date de cession.

Article 10 -Nonobstant les dispositions des articles 7 et 9 du présent décret et en cas du décès du bénéficiaire des avantages fiscaux prévus par l'article premier du présent décret avant l'expiration du délai de cinq ans prévu par l'article 7 du présent décret, les avantages fiscaux demeurent un droit acquis aux héritiers qui ne sont plus soumis à la condition d'incessibilité de la voiture prévue par l'article 8 du présent décret.

Article 11 - Sont abrogées les dispositions antérieures et contraires à ce décret et notamment les dispositions du décret n° 98-1576 du 4 août 1998, relatif à la fixation des conditions du bénéfice des avantages fiscaux à l'acquisition des véhicules automobiles de type taxi, louage ou transport rural.

Article 12 - Les dispositions du présent décret s'appliquent à partir du premier janvier 2012.

Article 13 -Le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre du transport et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 4 janvier 2012.

Le Chef du Gouvernement Hamadi Jebali

ORGANISATION DE CERTAINS SECTEURS ET ACTIVITES ET FIXATION DES DROITS Y AFFERENTS

Article 86 de la loi n°88-145 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour la gestion 1989.

L'organisation des secteurs relatifs à la loterie, aux paris et activités similaires et aux produits repris au tarif douanier sous les rubriques n°22-03 et 22-05 à 22-09 (1) est fixée par arrêté du ministre concerné.

Les règles, les taux et modalités de perception des impôts droits et taxes relatifs aux secteurs visés ci-dessus ainsi que l'affectation des recettes provenant de ces secteurs sont fixées par décret.

⁽¹⁾Les numéros du tarif des droits de douane concernent la bière, les vins, les boissons alcoolisées et les alcools.

REPERCUSSION DES REDUCTIONS FISCALES AU NIVEAU DES PRIX DE VENTE

Article 32 de la Loi n° 2015-36 du 15 septembre 2015, relative à la réorganisation de la concurrence et des prix

Article 32 : En cas de réductions des taxes fiscales et parafiscales décidées par l'Etat et touchant la structure des prix, les producteurs et les commerçants doivent répercuter ces réductions sur leurs prix de vente.

En cas de réduction des prix par le producteur ou le grossiste de manière exceptionnelle ou temporaire pendant les campagnes, le consommateur final doit bénéficier de cette réduction quelque soit le régime des prix du produit.

REGIME DE VENTE AUX NON RESIDENTS AVEC RESTITUTION DE LA TVA

Décret n°2000-133 du 18 janvier 2000, relatif à l'institution d'un régime de vente aux non-résidents avec restitution de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Président de la République,

Sur proposition du Ministre des Finances,

Vu le code des douanes et notamment son article 71,

Vu la loi n°68-7 du 8 mars 1968, relative à la condition des étrangers en Tunisie,

Vu le code de la comptabilité publique promulgué par la loi n°73-81 du 31 décembre 1973, tel que complété et modifié par les textes subséquents,

Vu la loi n°76-18 du 21 janvier 1976, portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur régissant les relations entre la Tunisie et les pays étrangers, telle que modifiée par la loi n°93-48 du 3 mai 1993,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n°88-61 du 2 juin 1988, tel que complété et modifié par les textes subséquents et notamment ses articles 3, 18 et 20,

Vu la loi n°94-41 du 7 mars 1994, relative au commerce extérieur,

Vu le décret n°68-198 du 22 juin 1968, réglementant l'entrée et le séjour des étrangers en Tunisie, tel que modifié et complété par le décret n°92-716 du 20 avril 1992,

Vu le décret n°77-608 du 27 juillet 1977, tel que modifié par les textes subséquents et notamment le décret n°93-1696 du 16 août 1993, fixant les conditions d'application de la loi n°76-18 du 21 janvier 1976, portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur régissant les relations entre la Tunisie et les pays étrangers, telle que modifiée par la loi n°93-48 du 3 mai 1993,

Vu le décret n°94-1743 du 29 août 1994, portant fixation des modalités de réalisation des opérations de commerce extérieur, tel que modifié par les textes subséquents,

Vu l'avis du ministre du commerce,

Vu l'avis du Ministre du tourisme, des loisirs et de l'artisanat, Vu l'avis du Tribunal Administratif.

Décrète:

Article premier : 1) Les personnes physiques non résidentes en Tunisie de nationalité étrangère peuvent se faire restituer la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leurs achats de produits locaux ou importés, qui les accompagnent à leur départ du territoire tunisien par voie aérienne ou maritime, à condition que lesdits achats soient effectués par carte de crédit.

- 2) Est considérée non résidente au sens du paragraphe I ci-dessus, toute personne de nationalité étrangère résidente à l'étranger dont le séjour en Tunisie n'excède pas au moment de son départ trois mois.
- 3) Sont exclus de cette mesure les achats :
- de produits alimentaires,
- de produits relevant des numéros 22-03 à 22-08 du tarif des droits de douane, -de tabac,
- de produits touchant à la sûreté, à l'ordre public, à la santé, aux mœurs, à la richesse animale et végétale et au patrimoine culturel exclus de la liberté du commerce extérieur.
- **Article 2**: Le régime prévu par l'article premier du présent décret s'applique aux achats de marchandises dont la valeur y compris la taxe sur la valeur ajoutée est au moins égale à deux cent dinars (200 dinars) par magasin.
- Article 3 : Procèdent à la vente selon le régime prévu par l'article premier du présent décret, les commerçants soumis à la taxe sur la valeur ajoutée selon le régime réel.

Article 4 : Les commerçants visés par l'article 3 du présent décret sont tenus :

- 1- de déposer auprès du bureau de contrôle des impôts dont ils relèvent une déclaration d'exercice de l'activité prévue par l'article premier du présent décret, selon un modèle établi par l'administration et comportant notamment les mentions suivantes : -le nom et prénom du commerçant ou la raison sociale ;
- l'adresse;
- le matricule fiscal.
- 2- d'afficher un écriteau sur l'entrée des magasins où s'effectue la vente aux nonrésidents en Tunisie de nationalité étrangère de façon visible portant la mention suivante : « vente en détaxe par cartes de crédit ».

- 3- de percevoir le montant de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de chaque opération de vente soumise à ladite taxe faite à un non résident en Tunisie de nationalité étrangère.
- 4- d'établir à l'occasion de chaque opération de vente à un non résident en Tunisie de nationalité étrangère un bordereau de ventes numéroté dans une série ininterrompue en cinq exemplaires selon un modèle établi par l'administration, d'en conserver un et de délivrer les quatre autres au client.

Article 5 : Le bordereau prévu par l'article 4 du présent décret comprend notamment les mentions suivantes :

1- mentions relatives au commerçant :

- les nom et prénom ou la raison sociale ;
- l'adresse ;
- le matricule fiscal;
- les nom et adresse de la banque du commerçant.

2- mentions relatives au non résident en Tunisie de nationalité étrangère :

- le nom et prénom ; -la nationalité ;
- l'adresse à l'étranger;
- le numéro du passeport, le lieu et la date de sa délivrance ou tout autre document en tenant lieu ;
- le numéro du compte bancaire, les nom et adresse de la banque ; -le type et le numéro de la carte de crédit.

3- mentions relatives à la marchandise :

- la désignation de la marchandise ;
- la quantité ;
- le prix hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- le prix total y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 6: Pour bénéficier du régime visé à l'article premier du présent décret, le non résident en Tunisie de nationalité étrangère doit présenter, au moment du départ du territoire tunisien par voie aérienne ou maritime, les marchandises objet de l'avantage aux services des douanes accompagnées du bordereau prévu par l'article 4 du présent décret en quatre exemplaires.

Article 7: Les services des douanes contrôlent la conformité du contenu du bordereau de ventes avec les marchandises présentées et certifient la sortie de ces marchandises du territoire tunisien en visant les quatre exemplaires du bordereau. Ils gardent un exemplaire, délivrent un exemplaire au non résident en Tunisie de nationalité étrangère et adressent un exemplaire au commerçant et un exemplaire à la direction générale du contrôle fiscal.

Les services des douanes transmettent les bordereaux relatifs aux marchandises dont la sortie du territoire tunisien est prouvée tous les dix jours à la direction générale du contrôle fiscal et au jour le jour aux commerçants concernés.

Le commerçant est tenu de conserver l'exemplaire qui lui est transmis par les services de douane comme document justifiant l'opération de vente à un non résident en Tunisie de nationalité étrangère.

Article 8: La direction générale du contrôle fiscal procède dans un délai ne dépassant pas un mois à partir de la date de réception des bordereaux de ventes visés par les services des douanes à l'établissement des ordres de paiement relatifs au montant de la taxe sur la valeur ajoutée restituable et à leur transfert à la trésorerie générale en Tunisie. Les ordres de paiement doivent être accompagnés d'une liste nominative des bénéficiaires de la restitution de la taxe sur la valeur ajoutée, de leur numéro de compte bancaire, et des nom et adresse de leur banque.

Article 9: La trésorerie générale de Tunisie procède à l'émission d'un récépissé de paiement au profit des bénéficiaires de la restitution de la taxe sur la valeur ajoutée tiré sur le compte ouvert au nom du trésor à la banque centrale de Tunisie sur la base des ordres de paiement émis par la direction générale du contrôle fiscal. Il est joint au récépissé susvisé une liste nominative des bénéficiaires de la restitution de la taxe sur la valeur ajoutée, de leur numéro de compte bancaire, des nom et adresse de la banque.

Article 10: La restitution du montant de la taxe sur la valeur ajoutée aux non-résidents en Tunisie de nationalité étrangère s'effectue par virement bancaire par la banque centrale de Tunisie ou par les banques agissant sur délégation de la banque centrale de Tunisie, et ce, conformément aux règlements et procédures en vigueur.

Les banques déléguées par la banque centrale de Tunisie pour effectuer l'opération de virement conformément aux dispositions du paragraphe premier du présent article, retiennent leur commission conformément à la législation en vigueur sur le montant de la taxe sur la valeur ajoutée objet du virement.

Article 11: La constatation et la poursuite des infractions aux dispositions du présent décret s'effectuent conformément à la législation en vigueur.

Article 12: Le ministre des finances, le ministre du commerce et le ministre du tourisme, des loisirs et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 janvier 2000.

Zine El Abidine Ben Ali

ALLEGEMENT DE LA FISCALITE APPLICABLE AUX VEHICULES AUTOMOBILES AMENAGES SPECIALEMENT A L'USAGE DES HANDICAPES PHYSIQUES

(Articles 49 (nouveau), 50 et 51 de la loi n°2001-123 du 28 décembre 2001 portant loi de finances pour l'année 2002 et l'article 47 de la loi des finances pour l'année 2023)

Article 49 (nouveau)¹

Sont appliqués les taux du droit de consommation dû sur les véhicules automobiles aménagés spécialement à l'usage des handicapés physiques et relevant du numéro 87.03¹ du tarif des droits de douanes à l'importation repris par le tableau suivant :

N° de	Désignation des produits	
position		%
Ex.	Véhicules automobiles de tourisme spécialement aménagés	
87.03	à l'usage des handicapés physiques :	
	- à moteur à allumage autre qu'à combustion interne :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	0
	- à moteur à allumage par combustion :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1600 cm ³	10

Bénéficient de la réduction susmentionnée les personnes physiques résidentes en Tunisie, une fois tous les cinq ans.

Les conditions, les procédures et les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

ARTICLE 50:

Les véhicules automobiles bénéficiant de l'avantage fiscal prévu à l'article 49 de la présente loi sont immatriculés dans la série normale tunisienne « ن ت ». Leur certificat d'immatriculation doit porter la mention « ne peut être conduit

¹ Les dispositions de l'article 2 sont abrogées et remplacées par les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 2019-8 du 22 janvier 2019.

que par son propriétaire » « Incessible », la mention « Incessible » est suivie par l'indication de la date d'expiration de la période d'incessibilité : jour, mois et année. La période d'incessibilité s'étend sur cinq ans à compter de la date d'immatriculation du véhicule automobile dans cette série. (modifié par l'art. 42 LF 2002-101 du 17/12/2002 ; abrogé et remplacé par l'art. unique loi n°2006-70 du 28/10/2006)

ARTICLE 51:

La cession des véhicules automobiles bénéficiant de l'avantage fiscal susmentionné avant l'expiration du délai de cinq ans est soumise à une autorisation des services des douanes et au paiement des droits et taxes exigibles sur la base de la valeur du véhicule et des taux en vigueur à la date de la cession. (*modifié par l'art. 42 LF 2002-101 du 17/12/2002*)

Toutefois, les véhicules automobiles concernés par le privilège fiscal peuvent être cédés avant l'expiration du délai de cinq ans au profit des personnes physiques éligibles au bénéfice du régime privilégié conformément aux dispositions de l'article 49 de la présente loi, sans être soumis à la condition d'incessibilité. (modifié par l'art. 42 LF 2002-101 du 17/12/2002)

Dans ce cas, le véhicule automobile demeure incessible durant la période restante des cinq ans. Son certificat d'immatriculation doit porter la même mention prévue à l'article 50 (nouveau) de la présente loi (modifié art. 42 LF 2002-101 du 17/12/2002; abrogé et remplacé par l'art. unique loi n°2006-70 du 28/10/2006)

En cas de décès du bénéficiaire, l'avantage fiscal demeure un droit acquis aux héritiers qui ne sont pas soumis à la condition d'incessibilité prévue à l'article 50 de la présente loi. (modifié par l'art. 42 LF 2002-101 du 17/12/2002)

MODIFICATION DE LA FISCALITE DES VEHICULES DE TOURISME FABRIQUES LOCALEMENT OU IMPORTES PAR LES CONCESSIONNAIRES 1

Article 65 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003tel que modifié art.68 LF 2003-80 du 29/12/2003 ; art. 30 LF 2004-90 du 31/12/2004 et l'art. 45 LF 2018)

ARTICLE 65:

Sous réserve des régimes fiscaux privilégiés relatifs aux véhicules de tourisme prévus par la législation en vigueur, le droit de consommation dû au titre des véhicules automobiles pour le transport des personnes repris sous le numéro de position 87-03 du tarif des droits de douane ; fabriqués localement ou importés par les concessionnaires agréés selon la réglementation en vigueur, est réduit aux taux repris par le tableau suivant :

N° du tarif douanier	Désignation des produits	Taux DC en %
Ex87.03	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°87-02 du tarif des droits de douane) y compris les voitures du type « break » et les voitures de course :	
	- véhicules à moteur à piston alternatif ou rotatif à allumage autre qu'à compression interne à l'exclusion des ambulances :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	20
	* d'une cylindrée excédant 1300 cm³ mais n'excédant pas 1500 cm³	38
	* d'une cylindrée excédant 1500 cm³ mais n'excédant pas 1700 cm³	48
	* d'une cylindrée excédant 1700 cm³ mais n'excédant pas 2000 cm³	65
	* d'une cylindrée excédant 2000 cm ³	84
	- véhicules à moteur à piston à allumage par compression (diesel et semidiesel) à l'exclusion des ambulances:	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1700 cm ³	48
	* d'une cylindrée excédant 1700 cm³ mais n'excédant pas 1900 cm³	50
	* d'une cylindrée excédant 1900 cm ³ mais n'excédant pas 2100 cm ³	69
	* d'une cylindrée excédant 2100 cm³ mais n'excédant pas 2300 cm³	79
	* d'une cylindrée excédant 2300 cm ³ mais n'excédant pas 2500 cm ³	88
	* d'une cylindrée excédant 2500 cm ³	110

¹ Conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi des finances pour 2018, est réduit de 30% le droit de consommation appliqué aux véhicules prévu au numéro 87.03 du tarif douanier et ce pour les véhicules équipés d'un moteur hybride thermique et électrique.

Loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux.

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Premier:

Sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 de la présente loi, sont exonérées du droit de consommation et soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 7%, les voitures de tourisme à moteur à piston alternatif, à allumage autre qu'à combustion interne d'une cylindrée n'excédant pas 1200cm³, dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux et relevant du numéro 87-03 du tarif des droits de douane à l'exclusion des véhicules tout terrains. (modifié par l'article 57 de la loi de finances pour l'année 2019)

Article 2 (nouveau)¹ - La réduction fiscale sus-indiquée est applicable aux voitures de tourisme visées à l'article premier de la présente loi à leur importation par les concessionnaires agréés en vue de leur cession au profit des personnes physiques dont le revenu mensuel net ne dépasse pas 10 fois le salaire minimum interprofessionnel garanti, régime 48 heures par semaine, et que le revenu mensuel des conjoints ne dépasse pas une fois et demi le revenu cité, et ce, dans la limite d'une seule voiture par ménage.

Le bénéfice du régime fiscal privilégié octroyé dans ce cadre ne peut être renouvelé qu'une fois tous les sept ans.

Article 3.- Les procédures d'application du régime fiscal privilégié prévu à l'article premier de la présente loi sont fixées par décret.

¹ Sont supprimés l'agence foncière d'habitation et l'agence foncière touristique de l'article 28 de la loi n° 73-82 du 31 décembre 1973 portant loi de finances pour la gestion 1974 et ce conformément aux dispositions des articles 23 de la loi des finances pour 2017 et l'article 44 de la loi des finances pour 2018.

Article 4. Est abrogé, le numéro 2 du paragraphe I du tableau « B bis » annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n°88-61 du 2 juin 1988, relatif à la liste des opérations portant sur les produits, activités et services soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 10%.

Article 5.- Est abrogé, le premier alinéa du paragraphe « b » du premier tiret du numéro de position 87-03 du tableau annexé à la loi n°88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative aux droits de consommation telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 23 décembre 2002.

Zine El Abidine BEN ALI

Décret n°2003-1114 du 19 mai 2003, fixant les procédures d'application du régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu le décret-loi n°61-14 du 30 août 1961, relatif aux conditions d'exercice de certaines activités commerciales, tel que modifié par la loi n°85-84 du 11 août 1985,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n°88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux,

Vu la loi n°88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative aux droits de consommation, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n°89113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003,

Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés promulgué par la loi n°89-114 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2002-101 du 17 décembre

2002 portant loi de finances pour l'année 2003,

Vu la loi n°91-64 du 29 juillet 1991, relative à la concurrence et aux prix, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n°99-41 du 10 mai 1999 et notamment son article 24 bis,

Vu la loi n°94-41 du 7 mars 1994, relative au commerce extérieur,

Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n°2000-82 du 9 août 2000, tel que modifié et complété par les textes subséquent et notamment la loi n°2002-1 du 8 janvier 2002 portant assouplissement des procédures fiscales,

Vu la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 et notamment son article 65,

Vu la loi n°2002-103 du 23 décembre 2002, portant institution d'un régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux et notamment son article 3,

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n°94-1744 du 29 août 1994, relatif aux modalités de contrôle technique à l'importation et à l'exportation et les organismes habilités à faire ce contrôle,

Vu l'avis du ministre des technologies de la communication et du transport,

Vu l'avis du ministre du tourisme, du commerce et de l'artisanat, Vu l'avis du ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète:

Article premier.- Le régime fiscal privilégié prévu par la loi n°2002-103 du 23 décembre 2002 susvisé est appliqué sur les voitures de tourisme à moteur à piston alternatif à allumage autre qu'à combustion interne d'une cylindrée n'excédant pas 1200 cm³ et dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux, à leur importation par les concessionnaires agrées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2.- Les déclarations en douane de mise à la consommation des voitures de tourisme importées dans le cadre des dispositions de l'article premier du présent décret, doivent être établies au nom des concessionnaires agrées, accompagnées d'un engagement de ne céder ces voitures qu'aux personnes physiques de nationalité tunisienne disposant d'un certificat

d'éligibilité pour l'acquisition d'une voiture de tourisme d'une puissance ne dépassant pas 4 chevaux vapeur fiscaux bénéficiant du régime fiscal privilégié, délivré par les services du ministère chargé du commerce.

- **Article 3.-** Les personnes physiques de nationalité tunisienne désirant acquérir une voiture de tourisme d'une puissance ne dépassant pas 4 chevaux vapeur fiscaux bénéficiant du régime fiscal privilégié indiqué à l'article premier ci-dessus, doivent avant toute opération d'acquisition, inscrire leurs noms aux registres tenus dans ce cadre par les concessionnaires agrées.
- **Article 4.-** Le régime fiscal privilégié indiqué à l'article premier du présent décret est accordé aux voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux destinées exclusivement à l'usage personnel.
- Article 5.- Les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux bénéficiant du régime fiscal privilégié prévu par l'article premier du présent décret doivent être immatriculées dans la série symbolisée par le mot « Tunisie en langue arabe » et le certificat d'immatriculation doit porter obligatoirement la mention « voiture incessible pendant deux années ». La cession de ces voitures avant l'expiration de la période d'incessibilité fixée à deux années, à partir de la date de leur première mise en circulation, est subordonnée à l'acquittement de la différence entre le montant des droits et taxes payé et le montant des droits et taxes dus selon les taux appliqués sur les voitures de tourisme importées par les concessionnaires agrées, et en vigueur à la date de la régularisation et sur la base de la valeur en douane à cette même date.
- **Article 6.-** Sous réserve des dispositions prévues par la loi indiquée à l'articler premier ci-dessus, le droit d'obtention du certificat d'éligibilité pour l'acquisition de la voiture de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux bénéficiant du régime fiscal privilégié, ne peut être cédé qu'entre époux.
- Article 7.- En cas du décès de l'acquéreur de la voiture de tourisme d'une puissance n'excédant pas 4 chevaux vapeur fiscaux, bénéficiant du régime fiscal privilégié avant l'expiration de la période d'incessibilité fixée à deux années, l'avantage fiscal demeure un droit acquis pour les héritiers qui ne sont

plus soumis aux conditions d'incessibilité de la voiture et à l'acquittement du montant de la différence des droits et taxes, prévues à l'article 5 du présent décret.

Article 8.- Les numéros d'inscription des personnes physiques de nationalité tunisienne aux registres tenus par les concessionnaires agrées avant la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, demeurent valables.

Article 9.- Sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent décret, la période minimale fixée à sept ans pour le renouvellement du bénéfice du régime fiscal privilégié prévu à l'article premier du présent décret, est décomptée à partir de la date de la première mise en circulation des voitures de tourisme concernées. Cette procédure s'applique également pour les personnes physiques de nationalité tunisienne qui ont bénéficié du régime fiscal privilégié concernant les voitures de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux, avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Article 10.- Les pièces produites à l'appui de la demande d'obtention du certificat d'éligibilité déposée pour l'acquisition d'une voiture de tourisme dont la puissance ne dépasse pas 4 chevaux vapeur fiscaux bénéficiant du régime fiscal privilégié prévu par l'article premier du présent décret, ainsi que les formalités pratiques d'octroi de ce certificat, sont fixées par décision du ministre chargé du commerce.

Article 11.-Les ministres des finances, des technologies de la communication et du transport, du tourisme, de commerce et de l'artisanat et de l'industrie et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 19 mai 2003.

Zine El Abidine Ben Ali

Harmonisation de la fiscalité des véhicules multi usages

Article 33 de la loi n°2014-54 du 19 aout 2014 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2014 tel que modifié par l'article 45 de la LF 2018

Sous réserve des régimes fiscaux privilégiés relatifs aux véhicules de transport de marchandises octroyés selon les législations en vigueur, le taux du droit de consommation appliqué aux véhicules multi usages qui peuvent être utilisés pour le transport de personnes et de marchandises et, dont le nombre de sièges y compris celui du chauffeur dépasse trois, et dont la charge utile n'excède pas 3500 kg, qui sont fabriqués localement ou importés par les concessionnaires autorisés selon les procédures en vigueur est réduit aux taux mentionnés au tableau suivant :

N° de position	Désignation des produits	Taux %
Ex 87-04	Véhicules multi usages, pouvant être utilisés pour le transport des personnes et le transport de marchandises dont le nombre de sièges y compris celui du chauffeur dépasse trois, et dont la charge utile n'excède pas 3500 kg :	
	- à moteur à piston à allumage par compression relevant des numéros de 87042131 à 87042199 du tarif des droits de douane	13
	- à moteur à piston à allumage par étincelles relevant des numéros de 87043131 à 87043199 du tarif des droits de douane	13

Instauration d'un régime fiscal privilégié pour les entreprises pilotes en fiscalité (Article 47 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015)

Nonobstant les dispositions prévues par la législation fiscale en vigueur, les entreprises économiques peuvent opter pour le régime de restitution automatique et instantanée du crédit de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres droits dus sur le chiffre d'affaires affectés au profit des fonds spéciaux de trésor.

L'adhésion à ce régime, donne lieu pour les entreprises bénéficiaires du régime suspensif de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits exigibles sur le chiffre d'affaires à l'abandon dudit régime suspensif.

Bénéficient de ce régime, les entreprises:

- dont la situation fiscale et douanière est en règle,
- soumises légalement à l'audit d'un commissaire aux comptes et dont les comptes sont certifiés pour les trois exercices qui précèdent l'année de l'option sans que la

certification ne comporte des réserves du commissaire aux comptes, -ayant adhéré au système de la télé-déclaration,

Pour le bénéfice de ce régime, l'entreprise concernée est tenue de déposer une demande à cet effet auprès du service fiscal compétent selon un modèle établi par l'administration dans un délai ne dépassant pas le 31 janvier 2016.

Le régime de restitution automatique et instantanée est applicable pour une année. Il est possible d'abandonner ce régime au cours de la même année et de revenir au régime applicable avant la date de l'adhésion au moyen d'une demande déposée à cet effet auprès du service fiscal compétent avant la fin de l'année selon un modèle établi par l'administration.

Maîtrise du recouvrement de l'impôt exigible pour les professions libérales

(le paragraphe 3 de l'article 31 de la loi des finances pour l'année 2017)

Article 31:

3)Sous réserve des dispositions prévues par l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée les établissements sanitaires et hospitaliers sont tenus de mentionner dans les factures qu'ils établissent toutes les opérations relatives aux services sanitaires médicaux et paramédicaux rendus par eux ou par les intervenants auprès d'eux, pour la prestation de ces services.

Les dispositions en vigueur relatives à la retenue à la source en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'impôt sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les dispositions relatives aux obligations et sanctions prévues par la législation fiscale en vigueur s'appliquent dans ce cas.

Permettre aux entreprises industrielles totalement exportatrices d'augmenter, au cours de l'année 2022, la part de leurs ventes sur le marché local

(le numero 2 de l'article 25 de la LF 2022 tel que modifié par l'article 36 de la LF 2023)

Article 25:

2) Le chiffre d'affaires des entreprises totalement exportatrices provenant de la vente des produits monopolisés au profit de la Régie Nationale des tabacs et des Allumettes et à la Manufacture des Tabacs de Kairouan n'est pas pris en compte dans le taux du chiffre d'affaires annuel global à l'export autorisé à ces entreprises à écouler sur le marché local et ce jusqu'au 31 décembre 2023.

Permettre aux entreprises industrielles totalement exportatrices d'augmenter au cours de l'année 2023 la part de leurs ventes sur le marché local

(Article 37 de la LF 2023)

Art. 37 -

- 1) Nonobstant les dispositions contraires prévues à l'article 14 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux et à l'article 21 de la loi n° 92-81 du 3 août 1992, portant création des zones franches économiques, les entreprises industrielles totalement exportatrices sont autorisées à augmenter au cours de l'année 2023, le taux d'écoulement sur le marché local de leurs produits à 50% de leur chiffre d'affaires à l'export réalisé au cours de l'année 2019.
- 2) Les ventes des entreprises mentionnées au présent article sont soumises, lors de leur mise à la consommation, au paiement des droits et taxes dus selon la nature et l'état des marchandises au moment de leur mise sous le régime totalement exportateur et sur la base des quantités de ces marchandises entrant dans la fabrication des produits compensateurs lors de leur mise à la consommation.

Toutefois, les services des douanes peuvent autoriser à soumettre les produits compensateurs, lors de leur mise à la consommation, au paiement des droits et taxes dus sur la base des éléments d'imposition qui leur sont appropriés à la date d'enregistrement de la déclaration de mise à la consommation, et ce, dans les deux cas suivants :

- Lorsque le produit transformé est soumis, lors de sa mise à la consommation, à des droits et taxes à des taux inférieurs à ceux applicables aux matières importées entrant dans sa production,
- Lorsque le destinataire du produit fabriqué bénéficie d'une exonération totale ou partielle des droits et taxes dus.
- 3) Les ventes sur le marché local des entreprises prévues au présent article, sont soumises aux impôts, droits et taxes applicables au chiffre d'affaires réalisé sur le marché local conformément à la législation fiscale en vigueur.

Mesures de soutien pour la pharmacie centrale de Tunisie

(numéros 2 et 3 de l'article 62 de la LF 2022)

Article 62:

- 2) Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due sur les médicaments ayant un similaire fabriqué localement importés par la pharmacie centrale de Tunisie et relevant des numéros 30.03 et 30.04 du tarif des droits de douane et ce jusqu'au 31 décembre 2023.
- 3) La pharmacie centrale de Tunisie est exonérée des droits et taxes et des pénalités y afférents dus au titre de ses importations des produits de protection individuelle, réalisées au cours de l'année 2020 et pour lesquelles elle a bénéficié du régime d'entrepôt privé pour le compte d'autrui conformément aux dispositions de l'article 181 du code des douanes.

Allègement de la fiscalité des produits de protection individuelle et leurs intrants destinés à la prévention contre la propagation du coronavirus (Numéros 1 et 4 de l'article 63 de la LF2022)

Article 63:

1) Est réduit à 7% le taux de la taxe sur la valeur ajoutéedue au titre de l'importation, la production et la vente des produits de protection individuelle destinés à la prévention contre la propagation du coronavirus mentionné au tableau suivant:

N° de position	n° du tarif	Désignation des produits
Ex 3808	Ex 38089490190 Ex 38089490996	Liquides désinfectants
Ex 61.06	Ex 610610000 Ex 610620000 Ex 610690100 Ex 610690500 Ex 610690900	Blouses
Ex 61.11	Ex 611120100 Ex 611130100 Ex 611190110	Gants
Ex 61.16	Ex 611610200 Ex 611610800 Ex 611691000 Ex 611692000 Ex 611693000 Ex 611699009	Gants
Ex 62.06	Ex 620620000 Ex 620630000 Ex 620640000 Ex 620690100 Ex 620690900	Blouses
Ex 62.10	Ex 621010920 Ex 621010980	Blouses
Ex 62.16	Ex 62160000 Ex 62160009	Gants

Ex 63.07	63079093006 63079095002	Bavettes de protection
Ex 9025	90251920909 90251120012	Thermomètre infrarouge à distance
Ex 9004	90049090190	Lunettes protectrices
Ex 9027	90275000017 90275000095	Caméra thermique Appareil de contrôle d'accès à reconnaissance faciale

2) Sont exonérés des droits de douane et de tout autre impôt et taxe dus à l'importation, tous les intrants destinés à la fabrication des produits de protection individuelle figurant au tableau repris au paragraphe 1 du présent article.

Les quantités de ces intrants sont fixées par un programme prévisionnel de fabrication, approuvé par le ministère chargé de l'industrie.

3) Les dispositions du présent article sont applicables jusqu'au 31 décembre 2022.

Encouragement à l'utilisation des énergies alternatives

(Article 24 de la LF 2023)

Art. 24 -Sont réduits les taux des droits de douane à 10% et le taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7% dus sur les équipements de recharge des véhicules automobiles électriques relevant des numéros 85044055003 et Ex 853710 du tarif des droits de douane et ce jusqu'au 31 décembre 2023.

REGIME FISCAL DE CERTAINS ORGANISMES EN MATIERE DE TVA

AGENCE FONCIERE INDUSTRIELLE¹

(Article 28 de la loi n° 73-82 du 31 décembre 1973 portant loi de finances pour la gestion 1974)

ARTICLE 28.- L'Agence Foncière Industrielle bénéficie des avantages fiscaux ciaprès :

- 1°) et 2°) (Abrogés par l'article 8 de la loi n° 93-53 du 17 mai 1993 portant promulgation du code des droits d'enregistrement et de timbre)
- **3**°) Exonération de la taxe sur les prestations de service (2).

AGENCE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Article 15 de la loi n°88-91 du 2 aout 1988 portant création d'une agence de protection de l'environnement)

ARTICLE 15.- (est abrogé par les dispositions de l'article 23 de la loi de finances pour l'année 2017).

SOCIETE DE PROMOTION DU SPORT

(Article 41 de la loi n° 87-83 du 31 décembre 1987 portant loi de finances pour la gestion 1988)

ARTICLE 41.- La société de promotion du sport créée par la loi n°84-63 du 6 août 1984 est exonérée du paiement des droits et taxes dus sur ses revenus.

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT

(Article 15 de la loi nº 93-41 du 19 avril 1993 relative a l'ONAS)

²L'expression « taxe sur les prestations de service » est remplacée par les termes « taxe sur la valeur ajoutée » en vertu des dispositions de l'article 5 de la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 15.- L'office national de l'assainissement est soumis au régime fiscal des établissements publics à caractère administratif.

(Les paragraphes 2 et 3 sont abrogés conformément à l'article 32 de la loi des finances pour l'année 2016).

AGENCE DE MAITRISE DE L'ENERGIE

(Article 20de la loi n°2004-72du 2 Aout2004 relative a la maitrise de l'énergie)

Article 20.-(est abrogé par les dispositions de l'article 23 de la loi de finances pour l'année 2017).

AGENCE DE REHABILITATIONET DE RENOVATION URBAINE

(Article 11 de la loi n° 81-69 du 1 Aout 1981 portant création de l'agence de réhabilitation et de rénovation urbaine)

ARTICLE 11.- (est abrogé par les dispositions de l'article 23 de la loi de finances pour l'année 2017).

BANQUE CENTRALE DE TUNISIE

(Articles 62 et 63 de la loi n° 58-90du 19 septembre 1958 portant création et organisation de la banque centrale de Tunisie)

ARTICLE 62 .- La Banque Centrale est assimilée à l'Etat en ce qui concerne les règles d'assujettissement et d'exigibilité afférentes à tous impôts et taxes perçus au profit de l'Etat, des gouvernorats ou des communes et à toutes taxes parafiscales.

ARTICLE 63.- Sont exempts de droit de timbre et d'enregistrement ⁽¹⁾ et de la taxe de prestations de services ⁽²⁾ tous contrats, tous effets et toutes pièces établis par la banque centrale et toutes opérations traitées par elle dans l'exercice direct des attributions qui lui sont dévolues par les articles 35 à 53 ci-dessus.

CENTRES TECHNIQUES DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS

(Loi n° 94-123 du 28 novembre 1994, relative aux centres techniques dans les secteurs industriels)

ARTICLE 13.- Est étendu aux centres techniques, le régime fiscal applicable aux établissements publics à caractère administratif en matière d'imposition et de recouvrement des taxes et impôts à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée qui demeure exigible en vertu de la législation fiscale en vigueur. (est modifié par l'article 23 de la LF 2017)

CENTRES TECHNIQUES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

(Loi nº 96-4 du 19 janvier 1996, relative aux centres techniques dans le secteur agricole)

ARTICLE 12.- Les ressources du centre sont constituées des ressources fiscales qui peuvent être créées à son profit, les produits de ses activités et de son patrimoine, des dons, des legs, des ressources de l'Etat ainsi que de toutes autres ressources qui peuvent lui être affectées en vertu des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 13.- Les centres créés conformément à la présente loi, bénéficient du régime fiscal réservé aux établissements publics à caractère administratif en matière d'imposition et de recouvrement des taxes et impôts.

AGENCE DE VISITE TECHNIQUE DES VEHICULES

(Loi n° 95-61 du 3 juillet 1995, portant création de l'agence de visite technique des véhicules)

ARTICLE 9.- Le régime fiscal des entreprises publiques à caractère administratif est applicable à l'agence^(*).

⁽¹⁾Les dispositions relatives à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement sont abrogées par l'article 8 de la loi n° 93-53 du 17 mai 1993 portant promulgation du code des droits d'enregistrement et de timbre.

⁽²⁾L'expression « taxe sur les prestations de service » est remplacée par les termes "taxe sur la valeur ajoutée" en vertu des dispositions de l'article 5 de la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée

^(*) Abrogé par l'article 6 de la loi n° 98-108 du 28 décembre 1998 relative à l'agence technique des transports terrestres.

ARTICLE 11.- Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Est également abrogé l'article 38 de la loi n° 77-81 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour la gestion 1978 à partir du 1er janvier 1996.

OFFICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE

(Loi n°93-121 du 27 décembre 1993, portant création de l'office national de la protection civile)

ARTICLE 6.- Le régime fiscal relatif aux Etablissements Publics à Caractère Administratif s'applique à l'Office National de la Protection Civile.

Les équipements et les matériaux acquis par l'Office National de la Protection Civile, à l'exception des meubles, fournitures de bureaux et véhicules de tourisme, sont exonérés de :

- la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe sur la consommation quant aux équipements et matériaux nécessaires à son activité et acquis auprès des fournisseurs locaux assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.
- la taxe douanière, la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe sur la consommation quant aux équipements et matériels importés et nécessaires à son activité et qui n'ont pas d'équivalents produits localement.

AGENCE DES PORTS ET DES INSTALLATIONS DE PECHE

(Loi n° 92-32 du 7 avril 1992 portant création de l'agence des ports et des installations de pêche)

ARTICLE 7.- Les ressources de l'agence sont constituées par :

- la rémunération des services rendus.
- les produits de redevances portuaires et de toutes instituées à son profit,
- les produits des concessions du domaine public portuaire
- les dons et legs,
- les revenus des biens meubles et immeubles,
- les subventions d'équilibre,
- les ressources diverses.

ARTICLE 8.- L'agence bénéficie de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités et services fournis aux tiers ainsi de l'exonération de toutes impositions grevant les recettes de l'agence.

AGENCE NATIONALE DE GESTION DES DECHETS

(Articles 16 et 17 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005 portant loi de finances pour l'année 2006)

ARTICLE 16: Le régime fiscal des établissements publics à caractère administratif s'applique à l'Agence Nationale de Gestion des Déchets.

(Les paragraphes 2 et 3 sont abrogés conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi des finances pour l'année 2016).

ARTICLE 17: Les dettes revenant à l'Agence Nationale de Gestion des Déchets bénéficient du privilège général du trésor. Le recouvrement de toutes les dettes revenant à l'agence s'effectue par le biais d'états de liquidation rédigés et émis par le directeur général de l'agence conformément à la législation en vigueur et rendus exécutoires par le ministre chargé de l'environnement.

CINQUIEME PARTIE TEXTES PRIS EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Décret n° 2023-532 du 20 juillet 2023, fixant les listes des matériels de forage et de sondage d'eau ainsi que leurs parties et pièces détachées bénéficiant de la réduction du taux des droits de douane à 10% à l'importation et de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et à la fabrication locale et les conditions et procédures du bénéfice de ces avantages.

Le Président de la République,

Sur proposition de la ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2004-24 du 15 mars 2004 modifiant et complétant la loi n° 99-43 du 10 mai 1999, relative aux groupements de développement dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 notamment son article 49,

Vu la loi n°2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux, tel que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023,

Vu le décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022, et notamment son article 50,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n°97-2082 du 27 octobre 1997, fixant les conditions d'exercice de l'activité de forages d'eau,

Vu le décret gouvernemental n° 2015-2605 du 29 décembre 2015, relatif aux modalités et procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles 31 et 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016, tel que modifié et complété par le décret gouvernemental n° 2020-1048 du 24 décembre 2020,

Vu le décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions du bénéfice des incitations prévues par les articles

3, 4 et 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret gouvernemental n° 2018-613 du 17 juillet 2018,

Vu le décret gouvernemental n° 2018-417 du 11 mai 2018, relatif à la publication de la liste exclusive des activités économiques soumises à autorisation et de la liste des autorisations administratives requises pour la réalisation de projets, les dispositions y afférentes et leur simplification, tel que modifié et complété par le décret présidentiel n°2022-317 du 8 avril 2022,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-137 du 11octobre 2021, portant nomination de la Cheffe du Gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2021-138 du 11octobre 2021, portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret n° 2023-50 du 30 janvier 2023, portant nomination d'un membre du Gouvernement,

Vu le décret n°2023-155 du 13 février 2023, portant nomination d'un membre du Gouvernement,

Vu l'avis du ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie,

Vu l'avis du Tribunal administratif,

Après délibération du Conseil des ministres.

Prend le décret dont la teneur suit :

Article premier - Sont fixés par la liste n° 1 annexée au présent décret les matériels de forage et de sondage d'eau ainsi que leurs parties et pièces détachées éligibles au bénéfice de la réduction du taux des droits de douane à 10% et de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation.

Pour bénéficier des dits avantages, les entreprises de forage et de sondage d'eau telles que définies par la législation en vigueur sont tenues de présenter auprès des services des douanes, lors de chaque opération d'importation, une copie de la facture d'achat visée par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de souscrire un engagement de non cession.

Art. 2 - Sont fixés par la liste n° 2 annexée au présent décret les matériels de forage et de sondage d'eau ainsi que leurs parties et pièces détachées fabriqués localement, éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée. Pour bénéficier du dit avantage, les entreprises de forage et de sondage d'eau telles que définies par la législation en vigueur sont tenues d'obtenir préalablement une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent

accordée au vu d'une copie de la facture d'achat visée par le service compétent du ministère chargé de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

Art. 3 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 20 juillet 2023.

Pour contreseing
La Cheffe du Gouvernement
Najla Bouden Romdhane

La ministre des finances **Sihem Boughdiri Nemsia**

La ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie Neila Nouira Gongi

Le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche maritime **Abdelmonem Belaati** Le Président de la République Kaïs Saïed

Annexe

Liste 1

Matériels de forage et de sondage d'eau et leurs parties et pièces détachées éligibles au bénéfice de la réduction du taux des droits de douane à 10% et de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation

N° du Tarif	Désignation des Produits
EX 3925	- Réservoirs, foudres, cuves et récipients analogues, en plastiques d'une contenance excédant 300 litres.
EX 3926	- Joints, rondelles, etc, en plastiques.
400911009	- Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci.
EX 4010	- Courroies transporteuses, en caoutchouc vulcanisé.
401693000	Joints en caoutchouc vulcanisé non durci ni alvéolaire
EX401699	- Manchons de dilatation.
72172050008 72172090106	- Fils Galvanisés Patentés.
EX 7304	- Tubes et tuyaux, pour le forage ou le sondage d'eau, sans soudure, en fer ou en acier non alliés.
EX 730640	- Tubes et tuyaux en fer inoxydables soudés destinés pour le forage ou le sondage d'eau.
EX 8207	- Outils de forage ou de sondage d'eau et leurs parties.
EX 8307	- Tuyaux flexibles avec leurs accessoires pour le forage ou le sondage d'eau.
EX 8408	- Moteurs à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi- diesel), neufs pour machines de forage ou de sondage d'eau.

EX 8409	 Soupapes et pistons pour machines de forage ou de sondage d'eau, Blocs-cylindres, bielles, carters, culasses, cylindres et chemises cylindre pour autres machines de forage ou de sondage d'eau. 	
EX 8412	 Moteurs hydrauliques ou à mouvement rectiligne (cylindres) pour machines de forage ou de sondage d'eau, Moteurs oléo hydrauliques. pour machines de forage ou de sondage d'eau. 	
EX 8413	 Pompes centrifuges, immergées, monocellulaires de débit d'eau supérieur à 40 litres/s et leurs parties, Pompes centrifuges, immergées, multicellulaires et leurs parties, Pompes centrifuges monocellulaires et leurs parties, Pompes centrifuges multicellulaires et leurs parties, Pompe centrifuges comportant un dispositif mesureur ou conçues pour comporter un tel dispositif et leurs parties. 	
EX 8414	 Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables et leurs parties, Compresseurs d'air volumétriques alternatifs ; ainsi que leurs parties, autres que pour les véhicules automobiles, Compresseurs d'air ainsi que leurs parties autres que pour les véhicules automobiles. 	
EX 8421	 Instruments, appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux ainsi que leurs parties, Crépines pour appareils de forage ou de sondage d'eau ainsi que leurs parties, Filtres pour la déshydratation des boues. 	
EX 842430	- Appareils de nettoyage à eau, à moteur incorporé.	
EX 8425	 Vérins hydrauliques pour le levage, Autres crics et vérins pour le sondage ou le forage d'eau. 	
EX 8430	- Machines de sondage ou de forage d'eau autopropulsées ou non.	
EX 8431	- Parties de machines de sondage ou de forage d'eau des no 8430.41 ou 8430.49 autre que pour les véhicules automobiles.	
EX 8474	- Machines et appareils à trier, cribler, laver et leurs parties.	
EX 8479	- Machines et appareils à mélanger, malaxer, agiter les boues et leurs parties.	
EX 8481	- Valves, clapets, soupapes, vannes.	
EX 8482	Roulements,Bagues pour roulements.	

EX 8483	- Arbres de transmission y compris les arbres a' cames et les vilebrequins et manivelles; paliers et coussinets; engrenages et roues de friction; broches filetées a' billes ou a' rouleau; réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de coulpe; volants et poulies, y compris les poulies a' moufles; embrayage et organes d'accouplement, y compris les joints d'articulation, autres que pour les véhicules automobiles.
EX 8484	 Joints métalloplastiques, jeux ou assortiments de joints de composition différente présentes en pochettes, enveloppes ou emballages analogues, joints, joints d'étanchéité mécaniques autres que pour les véhicules automobiles.
EX 8501	- Moteurs à courant.
Ex 8502	- Groupes électrogènes.
EX 850440	- Convertisseurs statiques.
EX 8525	- Caméscopes ou cameras d'osculation pour le forage ou le sondage d'eau.
EX 8529	 Parties pour cameras ou caméscopes d'osculation pour le forage ou le sondage d'eau.
EX 8705	 Véhicules automobiles à usage spéciaux derricks automobiles pour le sondage ou le forage d'eau.
EX 9017	- Micromètres, calibres et jauge.
EX 9026	 Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit ou du niveau ou du pression des eaux, et leurs parties.
EX 9027	- Viscosimètres.
EX 9028	- Compteurs d'eau.
EX 9031	 Appareils et machines, pour la mesure ou le contrôle de grandeurs géométriques.

Liste 2

Matériels de forage et de sondage d'eau et leurs parties et pièces détachées fabriqués localement éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur

N° du Tarif	Désignation des Produits
Ex 3917	- Tubes et tuyaux, en plastiques dont leurs pression est inférieur à 20 bars.
EX 7217	- Fils en acier ou en fonte pour la fabrication des câbles en acier ou mixte relevant du n°73.12.
EX 7307	 Accessoires de tuyauteries, en acier, fer ou fonte, Accessoires de tuyauteries, en acier, fer ou fonte non moulés, Autres accessoires de tuyauries en acier, fer ou fonte non moulés,
EX 7309	- Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour matières liquides, en fonte, fer ou acier, d'une contenance excédant 300 litres, sans dispositifs mécaniques ou thermique, d'une contenance n'excédant pas 100000 litres.
EX 7312	- Câbles en acier ou fonte pour le forage ou le sondage d'eau.
EX 7318	 Vis en fonte, fer ou aciers, filetés, avec tête fendue ou à empreinte cruciforme, même avec leurs écrous ou rondelles, Boulons en fonte, fer ou aciers, filetés, avec tête fendue ou à empreinte cruciforme, même avec leurs écrous ou rondelles, Boulons en fonte, fer ou aciers, avec autres têtes, filetés, même avec leurs écrous ou rondelles, Ecrous, en aciers inoxydables, filètes, Tiges filetés, en fonte, fer ou aciers.
EX 7320	- Ressorts, en fer ou en acier.
EX 8205	- Marteaux et masses.
EX 8537	- Tableaux panneaux console pupitres armoires pour la commande ou la distribution électrique pour les appareils de forage ou sondage d'eau.
EX 8544	- Fils, câbles et autres conducteurs.

Décret n° 2008-71 du 8 janvier 2008, fixant la liste des équipements, matériels et produits destinés aux activités sportives et d'animation socio-éducative susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages¹.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre des finances;

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n°88-61 du 02 juin 1988 et notamment le numéro 44 du tableau « A » qui est annexé, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007 portant loi de finances pour l'année 2008 ;

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n°89-113 du 30 décembre 1989, et notamment le point 7-8 du titre II des dispositions préliminaires de ce tarif, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007 portant loi de finances pour l'année 2008 ;

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, portant fixation des attributions du ministère des finances ;

Vu le décret n°93-2279 du 8 novembre 1993, portant réduction des droits de douane au minimum légal de perception et suspension de la taxe sur la valeur ajoutée dus sur les articles de sport et d'animation socio-éducative importés ou fabriqués localement;

Vu l'avis du ministre de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique ;

Vu l'avis du ministre de l'industrie, de l'énergie et de petites et moyennes entreprises ;

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète:

ARTICLE PREMIER.- Sont exonérés des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations d'importation des équipements, matériels et produits visés ciaprès, et qui n'ont pas de similaires fabriqués localement :

les équipements, matériels et produits destinés aux activités sportives et figurant à la liste n° I annexée au présent décret lorsque l'importation est faite par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique, les organisations et établissements de sport ou d'animation socio-éducative sous tutelle du ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique et par les fédérations sportives, associations, municipalités et établissements d'éducation et d'enseignement.

¹Modifié par le décret n° 2270 du 24 juin 2014et le décret gouvernemental n° 2020-59 du 3 février 2020.

L'octroi de ce régime fiscal privilégié est subordonné à la production d'une attestation délivrée par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique portant désignation des équipements, matériels et produits ainsi que les quantités à importer ;

- les équipements, matériels et produits destinés exclusivement à l'animation socioéducative des jeunes et les articles de récompense destinés à être offerts à l'occasion des compétitions sportives et figurant à la liste n°II annexée au présent décret lorsqu'ils sont importés par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique.

ARTICLE 2.- Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée:

- Les équipements, matériels et produits fabriqués localement destinés aux activités sportives et figurant à la liste n°III annexée au présent décret lorsqu'ils sont acquis par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique, les organisations et établissements de sport ou d'animation socio-éducative sous tutelle du ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique et par les fédérations sportives, associations, municipalités et établissements d'éducation et d'enseignement.
- Les équipements, matériels et produits fabriqués localement destinés exclusivement à l'animation socio-éducative et figurant à la liste n°IV annexée au présent décret lorsqu'ils sont acquis par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique.

L'octroi de ce régime fiscal privilégié est subordonné à la production d'une autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts compétent sur la base d'une demande présentée par le bénéficiaire et appuyée d'une attestation accordée par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique portant désignation des équipements, matériels et produits ainsi que les quantités à acquérir.

ARTICLE 3.- Les bénéficiaires du régime fiscal privilégié prévu aux articles 1 et 2 du présent décret doivent souscrire lors de chaque importation ou acquisition sur le marché local un engagement de ne pas céder à titre onéreux ou gratuit les équipements, matériels et produits admis sous ledit régime fiscal privilégié à des personnes ne pouvant pas prétendre à ce régime.

Cet engagement doit être annexé à la déclaration de mise à la consommation en cas d'importation ou à la demande d'achat en exonération présenté au bureau du contrôle des impôts compétent en cas d'acquisition sur le marché local.

La cession des équipements, matériels et produits concernés est subordonnée à l'acquittement des droits et taxes dus sur la base de la valeur des équipements, matériels et produits à la date de la cession et selon les taux en vigueur à cette même date.

ARTICLE 4.- Sont abrogées les dispositions du décret n°93-2279 du 28 novembre 1993 susvisé.

ARTICLE 5.- Les dispositions du présent décret s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2008.

ARTICLE 6.- Le ministre des finances, le ministre de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique et le ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 janvier 2008

Zine El Abidine Ben Ali

LISTE N° I

LES EQUIPEMENTS, MATERIELS ET PRODUITS DESTINES AU SPORT ET SUSCEPTIBLES DE BENEFICIER DU PRIVILEGE FISCAL A L'IMPORTATION

FOOT - BALL:

- protège-tibia (paire);
- protège sexe ;
- ballon potence foot-ball;
- valise démonstration foot-ball;
- crampons pour chaussures de foot-ball;
- ballons de foot-ball de compétition ;
- gant de gardiens de but ;
- filets de foot-ball;
- plots; anoraks.

VOLLEY-BALL:

- chaussures de volley-ball de compétition
- mire pour volley-ball
- filets de volley-ball compétition
- ballons de volley-ball
- chaise pour arbitre volley-ball poteaux de volley-ball paire genouillère.

BASKET-BALL:

- ballons de basket-ball;
- panneaux de rechange basket-ball;
- but basket-ball;
- but de mini-basket complet;
- ensemble règle de 30 s ;
- paire de cerceau de basket ;
- filet de basket ;
- chaussures de basket-ball de compétition.

RUGBY:

- chaussures de rugby pour compétition ;
- ballon de rugby.

Ancre articulaire et tactile cornée conçue pour le sport du rugby,

Sac de plaquage,

Echelle de vitesse,

-

Poteaux du rugby,

Protection pour poteaux de rugby,

Joug articulé et boucliers de contact pour le rugby.

HAND BALL:

- but de hand ball pour compétition ;
- serre poignet;
- ballons de hand-ball pour compétition ;
- genouillère ; coquilles de protection.

ATHLETISME:

- témoins de relais ;
- disques en bois ;
- marteau ;
- disque en caoutchouc ;
- balles lestées ;
- médecine-ball ;
- javelot initiation;
- poteau de saut ;
- perche;
- paire poteaux saut à la perche ;
- anémomètre avec compte seconde ;
- pistolet de 6 mm;
- cartouche de 6 mm à blanc ;
- pistolet de 9 mm;
- cartouche de 9 mm en boîte ;
- ruban de mesure de 30 m ;
- ruban de mesure de 50 m;
- ruban de mesure de 100 m;
- balance d'athlétisme ;
- traceur de couloirs de piste ;
- jeux de dossards ;
- film photo finish non perforé;
- boite kuik finish;
- porte voix;
- haies;
- disques en bois ;
- chaussures à pointe d'athlétisme ;
- training marathon;

_

- planche d'appel de saut à la perche ; bac d'appel de saut à la perche ; latte de saut à la perche ; élastique de saut ; fil de fer de marteau ; poignet de rechange pour marteau ; poignet de lancement ; poids ; jauge de marteau ; starting-block ; matelas de saut à la perche ; matelas de chute saut en hauteur ;
 - claquette;
- chronomètre ;
- toise de mesure ;
- double décamètre ;
- blanc de magnésie ; tapis de chute saut en hauteur ; tapis de chute saut à la perche.
- Photo finish et accessories,
- Dossards à puces,
- Gants pour lancer de Martaux,
- Plot de lancer, Poteau indicateur d'arrivée, Javelot competition.

LUTTE:

- tapis de lutte ;
- maillots de lutte ;
- chaussures de lutte ;
- bascules haute précision ;
- tatami de lutte ; -
- mannequin de lutte ; -
- chronomètre de table pour lutte.

BOULES ET PETANQUES:

- jeux de boules.

GYMNASTIQUE:

- praticable de gymnastique ;
- tapis de gymnastique ;
- ruban GRS;
- massues en plastique GRS;
- ballon GRS;
- paires basane gymnastique ;
- tremplin ; mouton ; cerceaux en plastique ; poutre d'équilibre ; poutre fixe ; barres parallèles ;

- barres asymétriques ;
- cheval à arçons;
- cheval sautoir;
- plinthes;
- champignon; -
- paires anneaux complets; -
- paire anneaux de support.
- Fosse de réception,
- Banc suédois, Piste gonflable, Piste d'acrobatie.

TENNIS LAWN:

- paires chaussures tennis lawn de compétition ;
- filet de tennis lawn;
- chaise pour arbitre de tennis ;
- raquettes;
- balles de poteaux de tennis ; -
- paire de poteaux de tennis ; -
- machine lance balle.

CYCLISME:

- cuissard;
- pompe de cyclisme ;
- vélos de course ;
- chaussures de cyclisme ;
- gants de cyclisme ;
- collants de cyclisme ;
- casques moules;
- puls mètre (sport tester);
- compteurs;
- selle et tige ; vestes lestées.
- Vélos tout terrain.

ESCRIME:

- cuirasse électrique fleuret homme ;
- cuirasse électrique fleuret dame ;
- gant de fleuret manchette peau;
- gant d'entraînement 3 armes ; gant d'épée manchette élastique ; gant d'épée manchette capitonnée ; fil de corps fleuret et sabre ; fil de corps épée ; masque isolé ;
- masque inox ; lame de fleuret électrique ; fleuret électrique poignet orthopédique ; lame de fleuret ; plastron ; gilet ambidextre ;

- cadre de protection poitrine ;
- paire d'enrouler;
- protège gant de sabre électrique ;
- sabre électrique ;
- lame de sabre électrique ;
- lame de sabre super léger ;
- tenue d'escrime :
- pantalon d'escrime garçons ;
- pantalon d'escrime filles ;
- veste pour maître d'arme ;
- vestes métalliques ;
- paires chaussures d'escrime ;
- câble de sol;
- enrôleur de câble ;
- gaine d'arme ;
- lampe de combinaison ;
- coussin d'entraînement ;
- fiches électriques ; piste linoliège ; protège-seins.

HALTHEROPHILIE:

- bascule électronique ;
- sauna ;
- comby gym de musculation 10 stations maximum;
- chaussures d'haltérophilie (paire);
- barre d'haltérophilie complète ;
- disques de charge ;
- barres de musculation ;
- althères ;
- ceintures d'haltérophilie; plateau d'haltérophilie.

MATERIEL ELECTRONIQUE: tableau

lumineux de lutte ; tableau lumineux d'haltérophilie ; chronomètre de pulsation ; tableau électronique water polo ; tableau électronique de judo ; tableau de lutte ; jeux de plaque 8 couloirs ; tableau d'affichage pour salle multisport ; tableau d'affichage pour stades.

TENNIS DE TABLE:

- table de tennis (ping-pong) pour compétition ;

- balle de tennis de table ; - raquettes de tennis de table ; - support de filets de tennis de table .

BOXE:

- poire;
- sac de boxe (sable);
- gants (paire);
- protège dents ;
- coquilles de protection ;
- putching ball;
- casques de boxe ;
- gant de sac;
- chaussures de boxe ; -
- rings pour compétitions.
- Brassières,
- Pendule de boxe,
- Ring de boxe pour entrainement, Bouclier de frappe.

Sport Motos et Activités accessoires:

- Motocross sans carte grise, non conforme à la circulation,
- Moto enduro sans carte grise, non conforme à la circulation,
- Casque,
- Lunette visière,
- Gilet de protection,
- Pantalon moto avec protection,
- Maillot moto avec protection, Blouson enduro avec protection, Gants.

Tir sportif:

- Pistolet de tir sportif type Shtaire,
- Carabines de tir sportif,
- Pistolet de tir sportif,
- Arbaletes.
- Arcs de Tir,
- Valise rigide d'arcs,
- Machines de cibles électroniques,
- Lanceurs pour ball-trap,
- Lunettes de tir sportif,
- Casques anti-bruit,
- Télescope,
- Trépied d'un télescope,
- Compresseur électronique 200/300 bar,

- Machine à compter le score,
- Flèches de Tir,
- Cibles de Tir,
- Viseur de tir à l'arc,
- Reposes d'arcs et flèches,
- Vêtements de sécurité de tir à l'arc,
- Malette pour carabines et pistolets,
- Bouteille à air comprimé.

Baseball:

- Battes de baseball et softball,
- Casque pour lanceur,
- Gants à cinq doigts pour les joueurs de terrain,
- Gants pour le tireur d'élite,
- Ecran facial pour le constrictor,
- Hardball (pour les hommes),
- Balle molle (pour les femmes).
- Monticule pour lanceur,
- Masque attrapeur,
- Plaques de lanceurs et de but,
- Bases de baseball,
- Lance balles,
- Jambières pour attrapeur,
- Plasrons attrapeurs,
- Balles officielles de baseball.

Paintball:

- Casque paintball,
- Visière de protection pour casque,
- Protection du cou et de la tête,
- Gilet de protection,
- Pull rembourré de paintball,
- Pantalon rembourré de paintball,
- Gants paintball,
- Pistolet de paintball semi-automatique,
- Pistolet de paintball automatique,
- Pistolet de paintball électronique,
- Pistolet de paintball "eraser spyder",
- Bouteille "CO2" 20ouz,
- Bouteille "CO2" 12ouz,

- Bouteille air compressé " 3000"PSI,
- Bouteille air compressé "4500"PSI,
- Capsules "CO2" de 12gr,
- Robinet de recharge gaz "CO2",
- Robinet de recharge air compressé,
- Compresseur de paintball pour générer l'air compressé,
- Chargeur boules simple,
- Chargeur boules électronique,
- Ceinture de recharge de paintball,
- Boules de paintball,
- Boules en plastiques de paintball,
- Filets de protection terrain spéciaux paintball,
- Instrument de mesure de vitesse de boule de paintball,
- Gonfleur pour obstacles.

Triathlon:

- Montres GPS,
- Homes trainer,
- Compteur de fréquences,
- Cardio- fréquencemètre.

Sports nautiques:

- Vedettes rapides et équipements techniques électroniques pour la plongée en apnée,
- Transporteurs de bateaux et de canoë et kayak avec remorque sur roues tractables,
- Catamaran sans ou avec moteur hors-bord,
- Bateaux type olympique,
- Bateaux type para olympique,
- Bateaux type entrainement école,
- Bateau à voile type laser,
- Bateau à voile type optimiste,
- Bateau à voile type olympique,
- Planche à voile type catamaran,
- Planche à voile olympique complète,
- dériveur à voile type 420,
- dériveur à voile type 470,
- Voile tous types pour les sports nautiques,
- Bateau à voile type réglementaire,
- Kayak de course en ligne type olympique monoplace et biplace,
- Canoe de course en ligne type olympique monoplace et biplace,
- Bateau d'aviron de compétition olympique monoplace et biplace,

- Bateau d'aviron solo ou double de mer,
- Rameur en salle (ergomètre),
- Cale pieds Aviron,
- Siège oulisse d'aviron,
- Pontant flottant d'aviron,
- Strock coach aviron,
- Chronostrock,
- Speed Coach avec GPS,
- Cardio fréquence mètre,
- Gilet de protection,
- Mégaphone,
- Talky walky,
- Radio VHF,
- Sondeur GPS,
- Jumelle zoom 25* 100,
- Photos finish,
- Signalisation de départ,
- Pagaies.

Equipments de médecine sportive :

- Cardiologie :
- Electrocardiogramme,
- Holter rythmique 24 H,
- MAPA ou Holter tensionnel 24 H,
- Dynamap,
- Défibrillateur automatique ou semi-automatique de réanimation de cœur, Scope.
- Respiratoire et physiologie :
- Ergospiromètre avec analyseur de gaz,
- Spiromètre,
- Oxymètre, Ergocycle de Monark, Electromyogramme.
- • ORL :
- Nasofibroscopie,
- Audiomètre, Otoscope, Impédancemètre.
- • Ophtalmologie :
- Unité multifonctionnelle de consultation ophtalmologique.
- • Physiothérapie et Réeducation :
- Appareil d'évaluation iso-cinétique,
- Appareil d'électrothérapie,
- Appareil physiothérapie combiné,
- Plateau de Freeman de proprioceptivité,

- Tecarthérapie,
- Onde de choc,
- Pressothérapie,
- Cryo corps entier CEE,
- Appareil lazer de traitement de blessures musculaires.
- Posturologie: Stabilomètre,
- Podoscope miroir, Podoscope électronique.
- Radiologie:
- Appareil d'échographie de doppler cardiaque,
- Le système EOS pour l'exploration 3D de la colonne vertébrale et des membres inférieurs,
- Panoramique dentaire,
- IRM,
- Scanner.
- Suivi scientifique et tests de terrain :
- Cellules photoélectrique,
- Cardiofréquencemètre en format de montre ou de ceinture,
- Accéléromètre,
- Dartfish,
- Analyseur gestuel par infrarouge,
- Ergomètre ou dynamomètre multifonction de mesure de puissance musculaire,
- Plateforme de force.
- Psychologie: Biofeedback.
- Biologie:
- Dosage d'hormones,
- Automate de numération.
- Automate de biochimie,
- Centrifugeuse de paillase,
- Appareil de dosage d'ionogramme,
- Appareil de dosage chimique des urines,
- Appareil de dosage de lactates sanguins, Lecteur de lactatémie, Stérilisateur.
- • Ergomètres : Ergocyle,
- Home trainer,
- Machine à pagayer : Ergomètre à ramer, Ergomètre à bras,
- Ergomètre natation.
- Installations sportives pour handicapés :
- Chaises de sport pour handicapés,
- Machine d'entraînement pour les chaises de sport pour handicapés,
- Outils de mesure de softball,
- Balles molles,

- Roulement à billes (en particulier pour balles molles d' handicap organique profond), Membres artificiels de carbone,
- Masques à rouleaux spéciaux, Gants pour l'ennemi sur les chaises, ballons médicaux pour handicapés physiques,
- Raquette de tennis de table pour les malvoyants, Balles avec des cloches pour les malvoyants, Gants de tennis de table pour les malvoyants.

Equipements électroniques :

- Afficheur électronique et ses accessoires pour l'arbitrage et l'annonce des résultats de divers types de salles multidisciplinaires.
- Tableau électronique de changement des joueurs, Kits pour communication entre arbitres.

JUDO:

- kimonos de judo et ceinture kimonos ; - tatami de judo.

Karaté - Taekwondo - Wushu Kung Fu:

- tapis de karaté;
- casques de karaté et tack-wendo ;
- coquille de protection ;
- protège main ;
- protège tibia ; sac de frappe ; kimonos de karaté.
- Tatami à sonda,
- Tapis spécial de la sonda,
- Bâton chinois,
- Arme de Wushu,
- Chaussure de Wushu,
- Kiminos de Tae-kwondo et Wushu,
- Ceintures,
- Raquette double mitaine de karaté,
- Epée artificielle,
- Sabre artificiel,

arballete;

- Bâtons taplou, - Lance artificielle.

PLONGEE

bouteille de plongée ; vêtements de plongée ; détendeur ; masque de plongée ; ceinture de plongée ; palmes ; appareil photo sous-marine ; profondimètre ; valise de réanimation ; tubas ; compresseur

```
montre de plongée
;
- gilet de remonte ;
- torche sous marine ;
- moteurs électriques de puissance jusqu'à 1/20CV ;
- radios commandes et accessoires (ENS) ;
- voiles pour planches ;
- mat serfiac ;
- wish bornes ; - ailerons (régate) ; - pieds de mat sur rail.
```

EQUITATION

- harnais;
- selles;
- bottes d'équitation (paire);
- culottes d'équitation ; bourbes.
- Camion spécialement aménagé pour le transport des chevaux de sport, Van tracté spécialement aménagé pour le transport des chevaux de sport.

Pétanque:

- Tapis pour la précision et la hauteur,
- Boules ciblées en plastique,
- Bouchons de pétanque et de lyonnaise.

NATATION

- plaque de touche ;
- ballon water polo;
- bonnets;
- planches;
- lunette de natation ;
- ceinture de natation ;
- pull boys;
- mannequin de sauvetage ; ligne d'eau 25 ou 50 m.
- Chaudières pour chauffer l'eau de piscine, même munie de dispositifs tel que régulateur de pression,

Purificateurs d'eau de piscine (adoucisseur, déminéralisateur),

Machine automatique de nettoyage de piscine,

Matériels de filtration à usage non domestique,

Nettoyeur à haute pression,

Paratonnerre,

Groupe vaccum central,

Surpresseur,

Groupe compresseur,

Plaque de faux départ pour compétition,

Boitier de connexion, -

Plot de départ,

Système de chronométrage.

Speedball: -

Raquettes, -

Balles.

- Bobines, Tennis de table:
- Tables d'arbitrage,
- Ruban protège raquette,
- Marqueur de point,
- Marqueur de rencontre,
- Ramasser de balle,
- Support de panier de balles, Filet récupérateur.

AUTRES EQUIPEMENTS, MATERIELS ET PRODUITS

- parquet en bois et accessoires pour salle de sport ;
- revêtement synthétique pour salle de sport ;
- revêtement synthétique pour athlétisme et accessoires ;
- matériel d'arrosage automatique pour terrains de sport gazonnés ;
- aérateur :
- tondeuse à gazon avec accessoires ;
- projecteur pour stades ;
- rouleau à gazon ;
- sableuse;
- épandeur d'engrais pour stades gazonnés ;
- scaritificateur de terrains ;
- rotovateur pour stades gazonnés ;
- balais ramasseurs pour stades gazonnés ;
- aérateur à lame de couteau ;
- compacteur d'entretien de stades ;
- tunnel télescopique pour stades ;
- revêtement synthéhique « coulé sur place » et accessoires
- Gazon synthétique,
- Granulat de caoutchouc SBR ou EPDM (NGP: 40021990002/40030000002) revêtement,
- Buts et poteaux en acier léger ou en aluminium professionnel et accessoires, Abris de joueurs,

- Plaques et rouleaux de gazon naturel pour terrains de sport,
- Ballons pour toutes les disciplines sportives,
- Lunettes pour toutes les disciplines sportives,
- Chariots de balles pour toutes les disciplines sportives,
- Matériels de culture physique,
- Coupes de sports
- Médailles,
- Plots,
- Cônes,
- Médicine ball,
- Mannequins d'entrainement,
- Poteaux de corner,
- Echelle d'entrainement,
- Protège corps pour toutes les disciplines sportives,
- Protège tête pour toutes les disciplines sportives,
- Protège dents pour toutes les disciplines sportives,
- Plastron pour toutes les disciplines sportives Bustiers pour toutes les disciplines sportives,
- Gants pour toutes les disciplines sportives,
- Porter des gants de protection.

LISTE N° II Les équipements, matériels et produits destinés exclusivement pour l'animation socio-éducative des jeunes et les articles de récompense destinés à être offerts à l'occasion des compétitions sportives et importés par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique

MATERIELS CINEMATOGRAPHIQUES:

- appareil projection diapositive fixe;
- appareil projection diapo automatique;
- appareil cinéma 16 mm;
- appareil cinéma 35 mm;
- lampe projection image;
- lampe diapo fixe.
- Materiels d'affichage de film multidimensionnel,
- Cinéma dynamique multidimensionnel.

MATERIELS AUDIO-VISUELS ET MATERIEL D'ANIMATION ET DE SPECTACLE:

- Magnétoscope ;
- caméscope;
- écouteur K7;
- bande magnétique.
- Appareil photo numérique professionel,
- Ecran de projection,
- Unité de sonorisation modulaire,
- Ensemble karaoké portable et accessoires.

SONO:

- pied de micro;
- pied de micro à table ;
- microphone de magnétophone ;
- courroie pour appareil K7.

MUSIQUE:

- orgue électrique ;
- violon 4/4 complets;
- guitare ; accordéons ; orgue amateur.

MATERIELS DE LABORATOIRE PHOTO:

- appareil photo simple;
- appareil photo 24/36;
- appareil photo réflexe 24/36;
- objectif;
- objectif pour agrandisseur ;
- pince à papiers ;
- pince à film;
- flash électronique ;
- déclencheur 45;
- visionneuse de poche ;
- écran pour lanterne de labo ;
- essoreuse pour labo photo ;
- agrandisseur;
- sécheuse glaceuse ;
- ompte-pose;
- minuterie;
- lanterne de labo ;
- agrandisseur des photos couleur ; analyseur de couleur.

BRICOLAGE:

- chignole électrique ;
- meule électrique ;
- scie;
- fours céramiques.

AGRES DE PLEIN AIR POUR ESPACES DE JEUX POUR ENFANTS

PEINTURE:

- peinture pour dessin d'art
- pastels et fusains.

ARTICLES DE RECOMPENSE

- coupes de sport - médailles.

JEUX:

- Babyfoot,
- Babyfoot gonflable

- Mur d'escalade,
- Consoles de jeux tout type y compris les jeux de réalité virtuelle,
- Manettes de jeux,
- Billards américains,
- Jouets géants gonflables,
- Trampoline,
- Tremplin à élastique,
- Equipements complets pour stations de patinage sur glace artificielles et accessoires, Revêtement synthétique pour patinoire.

LISTE N° III

Les équipements, matériels et produits de sport fabriqués localement et susceptibles de bénéficier du privilège fiscal à l'acquisition sur le marché local.

- chaussures de hand-ball;
- chaussures de volley-ball;
- chaussures de foot-ball;
- chaussures de basket-ball ;
- short;
- maillot de sports;
- chaussette (HB, BB, VB, FB);
- survêtement;
- maillot de lutte ;
- filets:
- maillot de natation ; raquette de tennis de table ; table de tennis.
- Dossards,
- Sac de sport,
- Parka de sport,
- Gilet de sauvetage,
- Bateaux semi-rigide,
- Bateaux types hors-bord en fibre de verre,
- Pneumatique sans et avec moteur hors-bord,
- Tapis antichoc,
- Obstacles gonflables spéciaux de paintball.

LISTE N° IV Les équipements, matériels et produits fabriqués localement destinés exclusivement pour l'animation socio-éducative et acquis par le ministère de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique.

MATERIEL DE CAMPING:

- tentes;
- lit de camps ;
- couvertures;
- oreiller; draps.

EQUIPEMENTS POUR LES CENTRES INTEGRES ET LES CENTRES D'HEBERGEMENT:

- fourneau à 4 feux ;
- réfrigérateur ;
- armoire frigorifique;
- fontaine fraîche ;
- chauffage à pétrole ou à mazout.
- Fours, fours à pizza, fours électriques et fours à air pulsé, Grille,
- Coupes légumes,
- Eplucheuse de pomme de terre,
- Friteuse professionnelle,
- Chambres froides,
- Comptoirs refrigérés,
- Vitrines chaudes,
- Malaxeurs à pates,
- Table de travail adossé en inox,
- Table de Boucher, Etagères de rangement, Bac de plonger.

MATERIEL D'ANIMATION: -

amplificateur;

- microphone avec câbles;
- haut parleur;
- luths amateurs;
- télévisions ;
- radio cassette :
- jeux éducatifs ; chaîne stéréo ; cassette vidéo.
- Piscine préfabriquée monobloc ou en panneaux modulaires,
- Constructions et résidences amovibles ou préfabriquées ou modulaires pour centres de résidence et salles de sport.

Décret gouvernemental n° 2019-937 du 16 octobre 2019, fixant la liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation prévue par l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée et la liste des activités de soutien prévues par l'article 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, tel que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux et la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019,

Vu la loi n° 92-81 du 3 août 1992, relative aux parcs d'activités économiques telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux,

Vu la loi n° 94-42 du 7 mars 1994, fixant le régime applicable à l'exercice des activités des sociétés de commerce international, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux,

Vu la loi n° 2001-94 du 7 août 2001, relative aux établissements sanitaires prêtant la totalité de leurs services au profit des non résidents, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux,

Vu la loi n° 2016-71 du 30 septembre 2016, portant loi de l'investissement,

Vu la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret gouvernemental n° 2017-418 du 10 avril 2017, fixant la liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation et la liste des activités de soutien prévues par les articles 68 et 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-247 du 25 novembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2018-125 du 14. novembre 2018, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Est fixée par la liste n° 1 annexée au présent décret gouvernemental, la liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation au sens de l'article 11 susvisé du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont considérés services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation, les services logistiques tels qu'ils sont fixés par la liste n° 1 annexée au présent décret gouvernemental rendus concomitamment, à condition que leur nombre ne soit inférieur à trois services.

Art. 2 - Est fixée par la liste n° 2 annexée au présent décret gouvernemental, la liste des activités de soutien au sens de l'article 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés susvisé.

- **Art. 3 -** Les dispositions du présent décret gouvernemental s'appliquent aux entreprises totalement exportatrices créées à partir du 1er janvier 2019 et aux entreprises totalement exportatrices exerçant au 31 décembre 2018 et ce à compter du 1er janvier 2021.
- **Art. 4 -** Sont abrogées les dispositions du décret gouvernemental n° 2017-418 du 10 avril 2017 susvisé à compter du 1er janvier 2021.
- **Art. 5 -** Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne. Tunis, le 16 octobre 2019.

Pour Contreseing
Le ministre des finances
Mouhamed Ridha Chalghoum

Le Chef du Gouvernement Youssef Chahed

Annexe n° 1 Liste des services liés directement à la production concernés par la définition des opérations d'exportation au sens de l'article 11 du code de la taxe sur la valeur ajoutée

- Les services logistiques à savoir :
- le groupement des marchandises
- le stockage des marchandises
- le transport et la livraison
- le chargement et le déchargement
- l'emballage
- le montage
- le contrôle de la qualité
- le suivi de la clientèle
- La conception et le développement des logiciels liés à la production,
- La conception technique des produits,
- Le contrôle technique de la qualité des produits,
- Les analyses et essais de laboratoires et techniques des produits en vue de leur certification selon les normes internationales, L'étiquetage des produits.

Annexe n° 2

Liste des activités de soutien au sens de l'article 70 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés

- 1. Education et enseignement
- 2. Formation professionnelle de base
- 3. Recherche scientifique
- **4.** Etablissements sanitaires et hospitaliers:
- Hôpitaux
- Cliniques pluri-disciplinaires
- Cliniques mono-disciplinaires
- 5. Activités de production et d'industries culturelles:
- Production cinématographique et théâtrale
- Restauration et animation des monuments archéologiques et historiques
- Création de musées
- Création de bibliothèques
- Arts graphiques
- Centres de musique et danse
- Arts plastiques
- Design
- Galeries d'expositions culturelles
- Centres culturels
- Archivage sur micro-films
- Edition de livres
- Production des supports multi-média à contenu culturel Numérisation et catalogage du fonds audio-visuel
- **6.** Animation des jeunes, loisirs, encadrement de l'enfance et protection des personnes âgées:
- Crèches et jardins d'enfants
- Centres de loisirs pour l'enfant et la famille
- Centres de camping et de résidence
- Centres sportifs
- Centres de médecine sportive
- Centres d'éducation et de culture physique
- Parcs de loisirs
- Centres de protection des personnes âgées
- 7. Hébergement universitaire privé.

Décret gouvernemental n° 2018-11 du 10 janvier 2018, fixant les procédures de réalisation des ventes et des prestations de services sur le marché local par les entreprises totalement exportatrices.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88¬-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017 relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-8 du 14 février 2017 relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017 - 8 du 14 février 2017 relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, Vu le code des douanes promulgué par la loi n° 2008-34 du 2 juin 2008 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017.

Vu la loi n° 2009-69 du 12 août 2009, relative au commerce de distribution,

Vu la loi n° 2016-71 du 30 septembre 2016, portant loi de l'investissement, telle que modifiée par la loi n° 2017-1 du 3 janvier 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2016,

Vu la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, portant refonte du dispositif des avantages fiscaux, Vu le décret n° 75-316 du 3 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances, Vu le décret n° 2005-1996 du 11 juillet 2005, fixant les procédures de réalisation des ventes et des prestations de services sur le marché local par les entreprises totalement exportatrices, tel que modifié et complété par les textes subséquents,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Les entreprises totalement exportatrices telles que définies par l'article 69 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, peuvent écouler sur le marché local une partie de leur production ou la prestation d'une partie de leurs services conformément aux dispositions de l'article 69 susvisé, et ce, dans une limite de 30% de:

- leur chiffre d'affaires à l'exportation en appliquant le prix départ usine, réalisé durant l'année civile précédente pour les entreprises industrielles,
- leur chiffre d'affaires à l'exportation réalisé durant l'année civile précédente pour les entreprises opérant dans le secteur des services,
- la quantité de leur production réalisée durant l'année civile précédente à condition d'en exporter 70% au moins pour les entreprises agricoles, les entreprises de pêche et les entreprises d'aquaculture.

Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, les entreprises totalement exportatrices nouvellement créées ou nouvellement entrées en activité effective peuvent vendre une partie de leur production calculée sur la base de leur chiffre d'affaires à l'exportation réalisé dés le début de son activité pour les entreprises industrielles et celles opérant dans le secteur des services ou sur la base de la quantité de la production réalisée dés le début de son activité, selon le cas pour les entreprises agricoles, les entreprises de pêche et les entreprises d'aquaculture.

Art. 2 - Les entreprises totalement exportatrices opérant dans le secteur industriel, désirant écouler une partie de leur production sur le marché local, sont tenues de présenter une demande aux services de la douane dont elles relèvent, comportant leur chiffre d'affaires à l'exportation réalisé durant l'année civile précédente ou dés leur entrée en activité avec présentation dans un délai ne dépassant pas le 31 août de l'année en cours du bilan de l'entreprise relatif à l'année civile précédente, à l'exception des entreprises nouvellement créées ou nouvellement entrées en activité.

Les entreprises totalement exportatrices opérant dans le secteur agricole, de pêche et d'aquaculture désirant écouler une partie de leur production sur le marché local, sont tenues de présenter aux services de la douane dont elles relèvent, une demande comportant la valeur globale et la quantité de leur production réalisée durant l'année civile précédente ou réalisée dés leur entrée en activité pour les entreprises nouvellement créées ou nouvellement entrées en activité, ainsi que leur chiffre d'affaires à l'exportation pour la même période. Cette demande doit être accompagnée d'une attestation délivrée par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, comportant la quantité et la valeur de la production de l'entreprise réalisée

durant l'année civile précédente ou dés son entrée en production pour les entreprises nouvellement créées ou nouvellement entrées en activité.

Les entreprises totalement exportatrices opérant dans le secteur de services et qui désirent écouler une partie de leurs services sur le marché local sont tenues d'informer le bureau de contrôle des impôts dont elles relèvent, à l'exception des entreprises dont l'activité nécessite l'importation d'intrants et de matières premières et qui demeurent soumises aux dispositions du paragraphe premier du présent article.

- **Art. 3** Les ventes visées à l'article premier du présent décret gouvernemental, à l'exception des ventes des produits de l'agriculture, de pêche et d'aquaculture produits en Tunisie, sont soumises à tous les procédures et les règlements en vigueur applicables à l'importation.
- Art. 4 -Les ventes des entreprises totalement exportatrices sur le marché local sont soumises au paiement des droits et taxes dus sur les matières importées et les matières acquises localement en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée, du droit de consommation et des autres taxes sur le chiffre d'affaires conformément à la législation fiscale en vigueur entrant dans la fabrication du produit final écoulé localement dans la limite des quantités utilisées pour sa production, et ce, sur la base éventuellement d'une fiche technique délivrée à l'entreprise concernée sur sa demande et visée par les services compétents du ministère dont relève le secteur. La fiche technique explique avec précision le type du produit et des intrants utilisés pour sa production.

Les droits et taxes douaniers dus sur les matières importées et entrant dans la fabrication du produit final écoulé localement, sont calculés sur la base de leur valeur à l'importation et selon les taux des droits et taxes dus à la date de la mise à la consommation.

- **Art. 5 -** Sous réserve des conditions d'attribution des avantages fiscaux prévues par les conventions conclues entre la Tunisie et les autres pays et par la législation en vigueur, les matières importées entrant dans la fabrication des produits écoulés localement bénéficient des avantages fiscaux prévus par lesdites conventions et législation.
- **Art. 6 -** Les dispositions du présent décret gouvernemental entrent en vigueur à partir du 1er avril 2017.

Art. 7 - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent décret gouvernemental et notamment le décret n° 2005-1996 du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 8 - Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne. Tunis, le 10 janvier 2018.

Pour Contreseing
Le ministre des finances
MohamedRidha Chalgoum

Le chef du gouvernement Youssef Chahed

Décret présidentiel n° 2022-677du 3 Aout 2022, fixant les listes des parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation, et à la fabrication locale, et les conditions et procédures du bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Président de la République,

Sur proposition de la ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le décret présidentiel n° 2021-117 du 22 septembre 2021, relatif aux mesures exceptionnelles,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n°88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment l'article 50 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022,

Vu la loi n°89-113 du 30 décembre 1989, relative à l'application d'un nouveau tarif des droits de douane à l'importation, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022,

Vu la loi n°2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, telle que modifiée par la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret gouvernemental n°2015-2605 du 29 décembre 2015, relatif aux modalités et procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles 31 et 75 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016, tel que modifié et complété par le décret gouvernemental n°2020-1048 du 24décembre 2020,

Vu le décret gouvernemental n°2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions du bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n°2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, tel que modifié et complétée par les textes subséquents et notamment le décret gouvernemental n°2018-613 du 17 juillet 2018,

Vu le décret gouvernemental n°2019-90 du 21 janvier 2019, fixant les listes des parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés exclusivement dans la réparation, l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et à la fabrication locale,

Vu le décret gouvernemental n° 2021-542 du 16 juillet 2021, fixant la liste des équipements, matériels, parties, pièces détachées, accessoires et autres produits nécessaires à l'agriculture et à la pêche bénéficiant de l'exonération des droits de douane prévue par le paragraphe 7.5.1 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane,

Vu le décret présidentiel n°2021-137 du 11octobre2021, portant nomination de la cheffe du gouvernement,

Vu le décret présidentiel n°2021-138 du 11octobre2021, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche maritime, Vu l'avis de la ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Après délibération du Conseil des ministres.

Prend le décret Présidentiel dont la teneur suit :

Article premier : Sont fixés par la liste n°1 annexée au présent décret présidentiel les parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation.

Pour bénéficier de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, les importateurs sont tenus de présenter auprès des services de douanes, lors de chaque opération d'importation, une copie de la facture d'achat visée par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture et de la pêche maritime et de souscrire un engagement de ne pas céder qu'aux exploitants dans le secteur de l'agriculture et la pêche maritime, armateurs de l'agriculture et la pêche et industriels utilisant lesdits parties, pièces détachées, accessoires et produits.

Article 2: Sont fixés à la liste n°2 annexée au présent décret présidentiel les parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche fabriqués localement, éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'acquisition locale.

Pour bénéficier de cet avantage, le bénéficiaire de l'exonération est tenu d'obtenir préalablement une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent accordé au vu d'une copie de la facture d'achat visée par le service compétent du ministère chargé de l'agriculture et de la pêche maritime.

Article 3: L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique lors de l'acquisition locale aux parties, pièces détachées, accessoires et produits mentionnés à la liste n°1 visée à l'article premier de ce décret présidentiel.

Article 4 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent décret présidentiel et notamment le décret n°2019-90 du 21 janvier 2019.

Article 5 : Le présent décret Présidentiel sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 3 aôut 2022

Le Président de la République Kaïs Saïed Vu La Cheffe du Gouvernement **Najla Bouden Romdhane**

La ministre des finances Sihem Boughdiri Nemsia

Le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche maritime Mahmoud Elyes Hamza

La ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie Neila Nouira Gongi

LISTE N° 1

Parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation

N° de position	Désignation des produits		
EX 15-18	-Huiles incongelables.		
EX 27-11	-Fluides frigorifiques.		
EX 36-04	-Fusées de signalisation et de détresse.		
EX 39-01	-Granulés de polyéthylène destinés à la fabrication des serres agricoles et des équipements à usage agricole et de pêche.		
EX 39-02	-Granulés de polypropylène sous formes primaires destinés à la fabrication des équipements à usage agricole et de pêche.		
EX 39-07	-Résines pour la construction des navires, bateaux de pêche et bacs aquacoles.		
EX 39-08	-Granulés de polyamide -6 , -11 , -12 , -6,6 , -6,9 , -6,10 ou -6,12 sous formes primaires destinés à la fabrication des équipements à usage agricole et de pêche .		
EX 39-09	-Granulés de polyéthylène destinés à la fabrication : * graines souples et tubes poreux en polyéthylène dans l'irrigation goute à goute, *tuyaux en polyéthylène dans l'irrigation goute à goute avec gouteurs intégrés autorégulant.		
EX 39-17	 Pièces de raccordement en polyéthylène haute densité pour tuyaux d'irrigation, -Pièces de raccordement en polyéthylène haute densité et en polypropylène pour réseaux de chauffage des serres agricoles, Pièces de raccordement en polypotydien. 		
EX 39-20	-Plaques en polycarbonate ou en verre et polycarbonate pour serres agricoles.		
EX 39-25	-Volets extracteurs et ventilateurs.		
EX 39-26	 Aspersoirs d'irrigation, Flotteurs pour la pêche d'un diamètre supérieure ou égale à 10 cm, -Gants pour insémination et fouilles rectales, -Gillet de sauvetage. Roues, pignons, galets et tendeurs en plastique pour appareils d'aviculture. Accessoires plastiques pour appareils d'aviculture. 		
EX 40-05	-Plaques, feuilles et bandes en caoutchouc utilisées dans la construction navale .		
EX 40-10	-Courroies transporteuses d'une circonférence supérieure ou égale à 120 cm, - Courroies de transmission en caoutchouc vulcanisé d'une circonférence supérieure ou égale à 120 cm.		
EX 40-11	-Pneumatiques neufs, en caoutchouc des types utilisés pour avions à usage agricole		
EX 40-13	-Chambre à air, en caoutchouc des types utilisés pour avions à usage agricole .		
EX 40-16	- Autres articles en caoutchouc vulcanisé à usage technique pour moteurs marins.		

EX 48-23	-Panneaux évaporatifs pour élevage.
	-Ouvrages cartographiques imprimés sous forme de livres ou de brochures destinés
EX 49-05	pour la pêche ou la navigation maritime.
	-Mono filaments en polyamide de 67 décitex et plus, dont la dimension de la coupe
EX 54-04	transversale n'excède pas 2mm, utilisés pour la pêche.
EX 56-08	-Filets pour plancton dont l'ouverture de la maille est inférieure à 2 mm.
EX 57-03	-Tapis de fiente en polypropylène pour appareils d'aviculture.
EX 63-07	-Bandes collecte d'œuf en polypropylène pour appareils d'aviculture.
EX 69-03	-Bandes, cordes et plaques en céramique pour appareils d'aviculture.
EX 70-19	-Fibres et laines de verre utilisées dans la construction navale.
De EX 72-08	
à EX 72-12	-Tôles marines utilisées dans la construction navale.
EX 72-09	- Bobines La f en acier ou fonte non mélangés pour appareils d'aviculture d'une
	épaisseur inférieure à 3 mm.
EX 72-10	
	-Bobines galvanisées en acier ou fonte non mélangés pour appareils d'aviculture
	d'une épaisseur inférieure à 3 mm.
	- Bobines galvanisées autres que les mélanges pour appareils d'aviculture d'une
	épaisseur supérieure ou égale à 3 mm.
EX 73-07	- Pièces spéciales et raccords en acier galvanisé pour installation d'irrigation
	(cols de cygne, croix à 4 sorties, dès, réduction, dérivation avec ou sans vanne
	etc.),
	- Autres accessoires de tuyauterie non moulés.
EX 73-15	- Chaînes d'ancre et d'amarrage pour les bateaux et embarcations
	maritimes, -Chaînes en fonte, fer ou acier pour filets de pêche.
	- Chaines de transmission en acier pour appareils d'aviculture.
EX 73-17	-Clous et pointes galvanisés ou zinguées pour la construction navale
EX 73-21	- Appareil de chauffage (générateur d'air chaud) pour l'aviculture.
	- Parties détachées destinés pour les appareils de chauffage pour appareils
	d'aviculture.
EX 76-06	-Tôle en aluminium non allié épaisseur inférieure à 4 mm pour appareils
	d'aviculture.
EX 79-07	-Anodes en zinc utilisées dans les bateaux et embarcations maritimes aux fins de
	la protection contre la corrosion.
EX 82-14	-Tondeuses à main et outils interchangeables .
EX 840290	-Parties des chaudières des bateaux et embarcations maritimes.
EX 840590	-Parties de générateurs de gaz .
EX 840690	-Parties de turbines à vapeur.
EX 84-07	-Moteurs à allumage par étincelles pour avions à usage agricole.
EX 84-08	-Moteurs à allumage par compression pour avions à usage agricole .

EX 84-09	 Pièces de moteurs pour avions à usage agricole, Parties et pièces détachées des moteurs pour la propulsion des bateaux et 		
	embarcations maritimes.		
EX 84-13	-Pompe à eau et électropompe pour appareils d'aviculture.		
EX841190	-Pièces pour turboréacteurs pour avion à usage agricole.		
EX841290	-Parties de moteurs pneumatiques pour moteurs marins et moteurs hydrauliques.		
EX 841390	- Parties des électropompes à axe vertical du n°84-13 à l'exception des		
	corps de pompes en fonte,		
	- Parties de pompes d'injection pour moteurs marins,		
	- Parties d'élévateur à liquide,		
	- Pompes pour pulvérisateurs agricole relevant du n°84-24 et leurs parties .		
EX 84-14	- Parties de générateurs à piston,		
	- Parties de turbo compresseur à air ou à gaz,		
	- Parties de compresseur pour groupes frigorifiques,		
	- hélices pour pulvérisateurs agricole relevant du n°84-24.		
EX 84-15	-Clips et mécanismes pour système de ventilation latérale des serres agricoles.		
EX 84-18	- Parties de machines pour la fabrication de la glace en écaille destinée à la		
	conservation des produits de la mer,		
	- Evaporateurs et leurs parties,		
	- Condenseurs et leurs parties,		
	- Accessoires de groupe frigorifique .		
EX 84-19	-Parties des autres machines et appareils du n°84-19, -		
	Echangeur de chaleur.		
EX 84-21	- Parties de centrifugeuses,		
	- Crépines pour pompes relevant de la position du n° 84-13,		
	- Filtres et appareils de filtration pour moteurs marins,		
	- Filtres et appareils de filtration pour station d'irrigation goutte à goutte,		
	- Filtre pour fluide frigorigène,		
	 Filtre à air pour moteurs pour avions à usage agricole, Filtres et appareils de filtration pour pulvérisateur agricole relevant du n°84-24. 		
EX 842290	-Parties de machines et appareils du n° 84-22 autres que les machines à laver la		
EX 842290	vaisselle.		
EX 84-23	-Têtes électroniques, règles graduées dites « romaines » et anti-fraudes pour pont		
	bascule.		
EX 84-24	- Asperseurs métalliques et pivot pour l'irrigation des grandes superficies,		
	- Appareils à projeter, disperser ou pulvériser les matières liquides ou en		
	poudre et leurs parties pour avions à usage agricole.		
EX 84-25	-Vérins hydrauliques de direction et nécessaires de vérins pour tracteurs et moissonneuses batteuses.		
EX 84-31	- Parties de treuils, cabestans, grues remontes-filets et grues pour la		
	pêche, - Parties de palans,		
	- Parties de chariots gerbeurs autopropulsés à moteur électrique du n°		
	84-27.		
EX 843390	-Parties de machines pour le nettoyage ou le triage des œufs, fruits ou autres		
	produits agricoles.		

EX 843490	-Parties de machines à traire.		
121 0 13 150	Turdes de macimies a trane.		
EX 843790	- Parties de machines pour le nettoyage, triage ou le calibrage des semences,		
	grains ou légumes secs,		
	- Parties d'autres machines et appareils du n° 84-37.		
EX 84-67	-Outils pneumatiques, autres qu'à moteurs électriques incorporés pour emploi à la		
	main spécifique à la taille des arbres fruitiers, à la récolte et au ramassage des		
	olives.		
EX 84-81	- Robinets-vannes en acier inoxydable d'un diamètre supérieur à 2 pouces et		
	bornes d'irrigation bridées,		
	- Accessoires de protection de réseau hydraulique (clapets anti-retour et		
	autres		
	- équipements similaires),		
	- Robinet de contrôle pour avions à usage agricole,		
	- Doseur de fertilisation pour station d'irrigation goutte à goutte,		
	- Support porte arroseur,		
	- Goûteur pour irrigation,		
	- Autres vannes en fonte ou en acier type papillons, murale ou à opercule		
	automatique,		
	 Vannes thermostatiques pour installations de chauffage géothermale , Détendeurs pour moteurs marins , 		
	- Valves pour la transmission oléohydraulique.		
	- Vanves pour la transmission oleonydraunque. - Vannes de prises d'eau pour bateaux ou embarcations maritimes ,		
	- Vannes régulatrices et distributeurs hydrauliques pour appareils de levage		
	et de manutention de filets de pêche,		
	- Vannes pour installations frigorifiques,		
	- Détendeurs pour installations frigorifiques ;		
	- Vannes régulatrices et distributeurs pour pulvérisateurs agricole relevant		
	du n°84-24.		
EX 84-83	- Train réducteur complet pour tracteur agricole type épicycloïdal,		
	- Arbre de transmission en acier inoxydable pour pompe à axe vertical,		
	- Arbre de transmission à cardon, type télescopique,		
	- Lignes d'arbre pour moteur marins et leurs parties,		
	- Vilebrequins pour moteurs marins et pour moteurs diesel à 1 ou 2		
	cylindres de motoculteurs et mini tracteurs et tracteurs agricoles,		
	- Réducteurs multiplicateurs et variateurs de vitesse de moteurs marins et		
	leurs parties,		
	- Réducteurs multiplicateurs et variateurs de vitesse pourpulvérisateurs		
	agricole relevant du n°84-24,		
	- Renvoi d'angle pour équipements de pompage.		
EX 84-84	-Pochettes de joints pour les moteurs marins pour la propulsion des bateaux et		
—	embarcations maritimes.		
EX 84-87	-Hélices pour moteurs marins pour la propulsion des bateaux et embarcations		
	maritimes.		
EX 85-03	-Stator et rotor pour moteur électrique immergé .		
EX 85-07	-Accumulateurs électriques pour avions à usage agricole.		

EX 85-10	-Tondeuses pour moutons à moteur incorporé et accessoires .
EX 85-11	- Dynamos et alternateurs pour moteurs marins,
	- Bougies d'allumage pour moteurs pour avions à usage agricole.
EX 85-29	-Parties des appareils émetteurs-récepteurs et appareils de radiodétection et de radio
	sondage pour navigation maritime.
EX 85-30	- Feux de navigation maritime,
	- Combiné manocontact, signal d'alarme pour moteurs marins .
EX 85-36	- Douilles en porcelaine de type E40 pour lampes d'une tension aux bornes
	inférieure à 50 volts et d'une puissance inférieure à 1000W, utilisées dans la
	pêche à la lumière ,
	- Fusibles pour échosondeurs,
	- Contacteurs, relais, interrupteurs, sectionneurs et commutateurs pour avions à usage agricole.
EX 85-40	- Tubes cathodiques pour échosondeurs,
LA 03 40	- Magnetron
EX 85-44	-Câbles de connexion munis de leurs extrémités pour appareils de navigation mar
	itime.
EX 87-08	-Parties, pièces et accessoires des tracteurs agricoles, y compris ceux à chenilles :
	□boîtes de vitesse complètes et leurs parties et accessoires,
	□ponts-arrière complets et leurs parties et accessoires,
	□ponts-avant-moteurs complets et leurs parties et accessoires,
	□essieu-avant complet,
	□boitiers de direction et leurs parties,
	□nécessaires de prise de force,
	□distributeurs hydrauliques pour système de relevage,
	□nécessaire d'embrayage.
EX 87-16	- Traîneau d'enrouleur d'irrigation,
	- Essieux pour pulvérisateurs agricole relevant du n°84-24,
EX 88-03	-Hélices pour moteurs d'avions agricoles et leurs pales.
EX 950720	-Hameçons.
EX 96-02	-Cire gaufrée .

LISTE N° 2

Parties, pièces détachées, accessoires et produits utilisés dans la réparation ou l'entretien ou entrant dans le montage des équipements et appareils agricoles, des navires et bateaux de pêche fabriqués localement, éligibles au bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'acquisition locale

N° de	Désignation des produits
position	
EX 39-17	- Pièces de raccordement nécessaires à la mise en place des tuyaux en PVC de
	pression de 4 à 16 bars .
	- Gaines souples et tubes poreux en polyéthylène utilisées dans l'irrigation
	goutte à goutte, - Tuyaux en polyéthylène utilisées dans l'irrigation goutte à goutte avec
	goutteurs intégrés autorégulant.
	- Tubes et tuyaux en PVC pour appareils d'aviculture.
EX 39-20	-Film en plastique en E.V.A et en tri-couches pour serres agricoles .
EX 39-23	- Bouchons en plastique pour appareils d'aviculture.
	- Couvercles en plastique pour appareils d'aviculture.
EX 39-25	-Réservoirs en plastique pour pulvérisateurs agricole relevant du n°84-24.
EX 54-02	-Fils pour la fabrication et le ramendage des filets de pêche.
EX 56-07	- Cordes et cordages utilisés pour la pêche.
	- Cordes en nylon pour appareils d'aviculture.
EX 63-07	-Bouées couronnes pour la pêche.
EX 72-17	-Fils galvanisés non alliés d'une section inférieure à 10.7 mm pour appareils
	d'aviculture.
EX 73-06	-Tubes ronds soudés en acier pour appareils d'aviculture
	Tubes en acier pour appareils d'aviculture.
EX 73-07	-Autres accessoires de tuyauterie non moulés pour les conduites visées au n° 73-06.
EX 73-11	-Tuyauterie en cuivre du circuit du froid .
EX 73-12	- Câbles en acier, fonte ou mixte pour la pêche.
	- Câbles en acier de diamètre inférieur à 12 mm pour appareils d'aviculture.
EX 73-14	-Grillage galvanisé soudé pour appareils d'aviculture.
EX 73-20	-Spirales en acier pour appareils d'aviculture.
EX73-26	-Ouvrages en fer pour pulvérisateurs agricole relevant du n°84-24.
EX 84-09	-Parties et pièces détachées des moteurs du n° 84-08 d'une puissance n'excédant pas
	50 cv.
EX 84-18	-Parties de meubles conçus pour recevoir un équipement pour la production du froid.

Décret gouvernemental n° 2019-5 du 2 janvier 2019, fixant la liste des plants et semences bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Chef du Gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année2018, Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n°89-113 du 30 décembre 1989 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011 portant loi de finances pour l'année 2012 et notamment son article 17,

Vu la loi n°2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, telle que modifiée par la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975 fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 2012-3 du 4 janvier 2012 fixant la liste des semences et plants bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée,

Vu le décret présidentiel n°2016-107 du 27 août 2016 portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret présidentiel n°2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret présidentiel n°2017-247 du 25novembre 2017, portant nomination de deux membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier : Sont fixés par la liste annexée au présent décret gouvernemental les plants et semences bénéficiant à l'importation et à la vente de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 2: Sont abrogées les dispositions du décret n° 2012-3 du 4 janvier 2012 fixant la liste des semences et plants bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée,

Article 3: Le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche et le ministre de l'industrie et des petites et moyennes entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 2 janvier 2019

Le Chef du Gouvernement Youssef Chahed

Pour Contreseing
Le ministre des finances
Mohamed Ridha Chalghoum

Liste des plants et semences bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée

N° de position tarifaire	Désignation des produits
1- Semences pour cultures industrielles	s:
Ex 12.05	-Semences de colza
Ex 12.09	Semences de betteraves à sucre -
	Semences de tabac
2- Semences pour cultures fourragères	:
Ex 07.08	- Semences de pois fourrager
Ex 10.05 -	Maïs fourrager pour ensemencement
Ex 12.09	Semences de betterave fourragère
	- Semences de trèfles
	- Semences de médicago
	- Semences de ray-gras
	- Semences de carottes fourragères
	- Semences de sorgho fourrager
	- Semences de choux fourrager
3- Semences et plants pour cultures ma	araîchères :
Ex 06.01	- Griffes d'asperges
	- Racines d'endives
Ex 06.02	- Plants d'artichauts
	- Plants de fraisiers
Ex 07.13	- Semences d'haricots
12077000011	Semences de melon ¹
Ex 12.09	- Semences de choux
	- Semences de courges
	- Semences de betteraves
	- Semences de gombo
	- Semences de patates douces
	- Semences de betteraves potagères
	- Semences de champignons
	- Semences de piments
	- Semences de chicorées

¹ Est ajouté par l'article premier du décret gouvernemental n° 2020- 412 du 29 juin 2020, complétant le décret gouvernemental n° 2019-5 du 2 janvier 2019, fixant la liste des plants et semences bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée

- Semences de concombres
- Semences maraîchères
- Semences d'endives
- Semences d'aubergines
- Semences de carottes
- Semences de celeris
- Semences de choux fleurs
- Semences de fakous
- Semences de courgettes
- Semences d'épinards
- Semences de fenouils
- Semences de laitues
- Semences de navets
- Semences d'oignons
- Semences de poireaux
- Semences de persils
- Semences de blettes
- Semences de poivron
- Semences de radis
- Semences de tomates
- Semences de pastèques
1 1

Décret gouvernemental n° 2018-824 du 9 octobre 2018, fixant la liste des équipements, matériels et articles destinés aux activités culturelles bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les procédures d'octroi de ces avantages.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 71-8 du 16 février 1971, autorisant l'adhésion de la Tunisie à l'accord pour l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique et culturel conclu à Lake Success à New York le 22 novembre 1950,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, telle que modifiée par la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu le décret n° 71-310 du 18 août 1971, portant publication de l'accord pour l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique et culturel,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances, Vu décret n° 88-1609 du 7 septembre 1988, fixant la liste des équipements, matériels et articles destinés aux activités culturelles susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et du droit de consommation et les procédures d'octroi de ces avantages, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2008-72 du 8 janvier 2008,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres.

Vu le décret gouvernemental n° 2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions de bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n° 2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-247 du 25 novembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier -Sont fixés aux annexes 1, 2 et 3 du présent décret gouvernemental les équipements, matériels et articles destinés aux activités culturelles bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation ou à l'acquisition locale suivants :

- 1- Instruments de musique et leurs parties et articles servant à leurs fabrications. 2- Matériels « son et lumière » de théâtre importés destinés au ministère chargée de la culture, aux théâtres municipaux et aux troupes de théâtre agréées par le ministère chargé de la culture ainsi que les matériaux d'équipements et produits nécessaires à la production cinématographique et aux salles de projection de films pour le public et importés respectivement par les producteurs des films ou les exploitants de salles de cinéma autorisés par le ministère chargé de la culture.
- 3- Produits utilisés dans les arts plastiques importés par les artistes peintres autorisés par le ministère chargé de la culture et les écoles et les institutions d'enseignement spécialisées dans les beaux arts autorisées par le ministère de tutelle.
- **Art. 2 -** Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée les articles à caractère éducatif, scientifique ou culturel importés dans le cadre de l'accord conclu à Lake Success, le 22 novembre 1950 et ratifié par la loi n° 71-8 du 16 février 1971, lorsqu'ils sont destinés à des établissements scientifiques, d'enseignement public ou privé ou d'autres organismes ayant une activité culturelle à but non lucratif, agréés en tant que tels par les ministères de tutelle.
- **Art. 3 -** L'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles premier et 2 du présent décret gouvernemental est subordonné aux conditions suivantes :
- les titres d'importation sous couvert desquels sont importés les produits visés par les numéros 2 et 3 de l'article premier du présent décret gouvernemental, ainsi que les factures y afférentes doivent comporter l'une des mentions suivantes, selon le cas :
- « Importation de produits et articles destinés exclusivement pour l'industrie cinématographique »,
- « Importation de produits et articles destinés exclusivement aux salles de projection des films pour le public »,
- « Importation de matériels (son et lumière) destinés exclusivement pour le théâtre»,
- «Importation de produits et articles destinés exclusivement aux arts plastiques »,
- « Importation d'articles à caractère éducatif, scientifique ou culturel dans le cadre de l'accord de Lake Success » susvisé.

Cette mention est apposée par le bénéficiaire avant le dépôt de la demande de l'autorisation auprès du ministère concerné.

- la déclaration en douane doit être établie au nom du bénéficiaire effectif des produits et articles et accompagnée d'un certificat délivré par les services compétents du ministère de tutelle attestant que les produits et articles importés font partie du champ d'application du présent décret gouvernemental,
- les commerçants, en cas d'importation des produits bénéficiant des avantages fiscaux réservés aux produits et articles utilisés dans les arts plastiques, doivent s'engager à :
- Tenir une comptabilité matière faisant apparaître avec précision la quantité vendue des produits ayant bénéficié des avantages fiscaux avec indication de la référence de la facture y afférente et la quantité des produits de l'espèce en stock.
- Présenter, à chaque demande aux services des douanes, les engagements de non cession souscrits par les acheteurs lors de chaque opération de vente.

Dans les autres cas, le bénéficiaire des avantages fiscaux, utilisateur effectif des articles importés, doit souscrire un engagement de ne pas céder les produits importés admis sous le régime fiscal privilégié, et d'acquitter à première acquisition des services des douanes, les droits et taxes exigibles selon les taux en vigueur au titre de ces articles en cas de détournement de leurs destinations privilégiées et ce, sans préjudice des sanctions prévues par le code des douanes.

Cet engagement, établi sur le pré-imprimé prévu à cet effet par la direction générale des douanes, doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane, et ce, dans le cas d'une importation directe de bénéficiaire.

Par ailleurs et dans le cas d'acquisition sur le marché local des articles visés au numéro 3 de l'article premier du présent décret gouvernemental, l'acquéreur doit souscrire cet engagement sur le pré-imprimé prévu à cet effet par la direction générale des douanes, et doit le déposer auprès du commerçant agréé pour la vente des produits et articles ayant bénéficié du régime fiscal privilégié mentionné par l'article premier du présent décret gouvernemental.

- **Art. 4**-Les bénéficiaires des avantages fiscaux prévus aux articles premier et 2 du présent décret gouvernemental sont soumis, dans leurs établissements, lieu d'activité et dépôts, aux visites des agents des douanes qui peuvent y effectuer tous les contrôles douaniers nécessaires.
- Art. 5 Sont abrogées les dispositions du décret n° 88-1609 du 7 septembre 1988 susvisé.
- Art. 6 Le ministre des finances, le ministre de l'industrie et des petites et moyennes entreprises et le ministre des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 octobre 2018.

Le Chef du Gouvernement Youssef Chahed

Pour Contreseing
Le ministre des finances
Mouhamed Ridha
Chalghoum Le
ministre de l'industrie
et des petites et
moyennes entreprises
Slim Feriani
Le ministre des affaires culturelles
Mohamed Zine El Abidine

ANNEXE N° 1
Instruments de musique et leurs parties et articles destinés à leur fabrication

No du tarif	Désignation des produits	
Ex 38-06	- Colophanes	
Ex 44-07 ou Ex 44-08	 Bois spécial pour la fabrication d'instruments de musique, importés par les fabricants spécialisés agréés par le ministère chargé de la culture 	
Ex 85-18	 Haut parleurs et amplificateurs électriques destinés exclusivement aux orgues et guitares repris au n° 92-07 	
Ex 92-01	- Pianos droits	
Ex 92-02	- Harpes, luths, altos, violoncelles, contrebasses, guitares, luth oriental et « kanoun »	
Ex 92-05	- Instruments à vent en métal, en bois ou en roseau y compris l'accordéon	
Ex 92-06	- Instruments de musique à percussion	
Ex 92-07	- Orgues et guitares de tout genre	
Ex 92-09	 Parties, pièces détachées et accessoires des instruments de musique indiqués ci-dessus ainsi que les métronomes et les diapasons de tout genre 	

ANNEXE N° 2

Matériels « son et lumière » de théâtre importés destinés au ministère chargé de la culture, aux théâtres municipaux ou aux troupes de théâtre agréées par le ministère chargé de la culture ainsi que les matériels, d'équipement et produits nécessaires à la production cinématographique ou aux salles de projection de films pour le public, importés respectivement par les producteurs de films ou par les exploitants de salles de cinéma, agrées par le ministère chargé de la culture

No du tarif	Désignation des produits	
Ex 35-03	- Gélatine utilisée dans la production cinématographique	
Ex 37-02	 Pellicules sensibilisées non impressionnées destinées à la production cinématographique (form 16 et 35mm) 	
Ex 37-07	- Produits chimiques utilisés dans la composition des bains et le traitement des films	
Ex 39-19	 Bandes à usage adhésif pour montage cinématographique Rouleaux de matières plastiques colorées dans la masse pour la confection de filtres pour projection sur scène 	
Ex 39-20	- Bobines servant comme supports de films	
Ex 40-10	- Courroies de transmission pour appareils de projection cinématographique	
Ex 49-11	- Supports publicitaires pour films	
Ex 58-02	- Revêtements pour sols et murs pour les laboratoires de production cinématographique	
Ex 70-20	- Verres filtrants pour appareils de projection de cinéma	
Ex 83-02	- Montures de rideaux de scène avec leurs accessoires de montage	
Ex 84-24 et Ex 84-43 et Ex 58-09	Appareils électriques non dénommés utilisés pour la production cinématographique ou pour le théâtre : machines à fumée machines à nuage machines à confettis machines à bulles machines à brouillard	
Ex 84-25	- Travelling de prise de vues, treuils	
Ex 84-25 et Ex 84-83	- Poulies pour montage et développement de films	

Nº du tarif	Désignation des produits		
Ex 85-07	- Accumulateurs speciaux utilisés dans l'industrie cinématographique		
Ex 85-08	- Aspirateurs pour cabines de projection		
Ex 85-17	- Appareils d'intercommunication pour le cinéma		
Ex 85-18	 Matèriels de prise et de restitution du son pour le cinéma : enceintes acoustiques, écouteurs, amplificateurs et similaires utilisés dans l'industrie cinématographique et les spectacles. 		
Ex 85-19	 Magnétophone et tourne-disques pour le cinéma Déclencheurs à distance pour le cinéma : survolteurs-régulateurs de lumière et accessoires 		
Ex 85-21 et Ex 85-39	- Lampes pour appareils cinématographiques		
Ex 85-23	 Fils, tresses, câbles souples pour le cinéma, multi-câbles de connexion des appareils de son Bandes magnétiques de format 17,5 - 35 - 16 et 6,25 mm pour l'enregistrement du son 		
Ex 85-31	- Système de signalisation pour les acteurs de cinéma		
Ex 85-45	- Charbons pour projecteurs de cinéma		
Ex 90-01 et Ex 90-02	 Lunettes, prismes, miroirs et autres éléments d'optique pour appareils de prise de vue et projection cinématographique 		
Ex 90-06	- Torches lumineuses « sungun »		
Ex 90-07	 Appareils cinématographiques, (appareils de prise de vue et de prise de son, même combinés, appareils de projection avec ou sans reproduction de son) 		
Ex 90-08	- Appareils de projection fixes		
Ex 90-10	 Appareils et matériels des types utilisés dans les laboratoires cinématographiques ou dans les salles de projection, notamment ceux utilisés pour le lavage, le nettoyage et le séchage des films 		
Ex 90-24	 Appareils et instruments pour la mesure, le contrôle ou la régulation utilisés dans l'industrie cinématographique 		
Ex 90-27	 Appareils pour mesures photomètriques (indicateurs de temps de pose, exposimètres, etc.) des types utilisés dans le cinéma 		
Ex 90-29	-Stro boscopes		
Ex 90-31	 -Instruments et appareils électriques ou électroniques de mesure, de vérification, de contrôle, de régulation ou d'analyse 		
Ex 92-13	- Parties et pièces détachées pour appareils cinématographiques		
Ex 94-05	 Appareils d'éclairage utilisés dans la production de films cinématographiques Projecteurs volets pour projecteurs, pieds de projecteurs, diffuseurs, porte filtres pour projecteurs lasers 		
Ex 95-05	- Boules à facettes		

ANNEXE N° 3

Produits utilisés dans les arts plastiques importés par les artistes peintres agréés par le ministère chargé de la culture et par les écoles et institutions d'enseignement spécialisées dans les beaux arts agréées par le ministère de tutelle

No du tarif	Désignation des produits	
Ex 32-10	- Couleurs pour la peinture à l'huile et aquarelle - Couleurs aquarelles artificielles sous forme de « guache »	
Ex 59-07	- Toiles appropriées pour peinture à l'huile	
Ex 94-03	- Chevalets	

Décret gouvernemental n°2018-88 du 17 décembre 2018 fixant la liste des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7% et les conditions pour le bénéfice de ces avantages.

Le Chef du Gouvernement,

Sur proposition du Ministre des Finances,

Vu la Constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année2018,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n°89-113 du 30 décembre 1989 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu la loi n°2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux, telle que modifiée par la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018,

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 99-1785 du 23 août 1999 fixant la liste des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les conditions du bénéfice de l'exonération tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2011-598 du 18 mai 2011,

Vu le décret présidentiel n°2016-107 du 27 août 2016 portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret gouvernemental n°2017-419 du 10 avril 2017, fixant les listes des équipements et les conditions de bénéfice des incitations prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi n°2017-8 du 14 février 2017, relative à la refonte du dispositif des avantages fiscaux,

Vu le décret présidentiel n°2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret présidentiel n°2017-247 du 25novembre 2017, portant nomination de deux membres du gouvernement,

Vu l'avis du Tribunal Administratif,

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER: Sont fixés par la liste n° I annexée au présent décret gouvernemental, les équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire n'ayant pas de similaires fabriqués localement importés par les entreprises de transport ferroviaire, et bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7%.

Le bénéfice des avantages susmentionnés est subordonné au respect par les entreprises de transport ferroviaire des conditions générales pour le bénéfice des régimes fiscaux privilégiés prévus au point 6 du deuxième titre des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation.

ARTICLE 2: Sont fixés par la liste n° II annexée au présent décret gouvernemental, les équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire fabriqués localement et bénéficiant de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7%.

ARTICLE 3 : Les entreprises de transport ferroviaire s'engagent par écrit auprès des services des douanes dont elles relèvent à ne pas céder, à titre onéreux ou gratuit, les équipements ayant bénéficié des avantages mentionnés par l'article premier du présent décret gouvernemental, durant les cinq ans à compter de la date de leur importation. La cession desdits équipements avant l'expiration de ce délai est subordonnée à l'autorisation des services des douanes et l'acquittement des droits et taxes dus sur la base de leur valeur et selon les taux en vigueur à la date de la cession.

Ainsi, les entreprises de transport ferroviaire s'engagent par écrit auprès des services susmentionnés à ne pas céder les pièces de rechange ayant bénéficié des avantages mentionnés par l'article premier du présent décret gouvernemental. La cession des pièces de rechange est subordonnée à l'autorisation des services des douanes et l'acquittement des droits et taxes dus sur la base de leur valeur et selon les taux en vigueur à la date de la cession.

ARTICLE 4 : Sont abrogées les dispositions du décret n° 99-1785 du 23 août 1999 fixant la liste des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité du transport ferroviaire bénéficiant de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les conditions du bénéfice de l'exonération.

ARTICLE 5 : Le Ministre des Finances, le Ministre du Transport et le Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 17 décembre 2018

Le Chef du Gouvernement Youssef chahed

Pour Contreseing
Le Ministre des finances
Mohamed Ridha Chalghoum

Le Ministre de transport **Radhouane Ayara**

Le Ministre de l'industrie et des petites et moyennes entreprises **Slim Feriani**

ANNEXE N° I Liste des équipements et pièces de rechange importés nécessaires à l'activité du transport ferroviaire et n'ayant pas de similaires fabriqués localement

N° DE LA POSITION	DESIGNATION DES PRODUITS
EX 32.10	- Autres peintures
	- Epoxy enrichie en ZN réf. 80,
	- Epoxy / Polyamide réf 12 F,
	- Primaire époxy phosphate de ZN (2 comp) réf 12 GEF, -Antibruit à l'eau réf S 132,
EX 32.14	- Enduits utilisés en peintures -Enduit polyester réf SP 69.
EX 34.02	- Autres agents de surface organiques (autres que les savons) même conditionnés pour la vente au détail (dissolvant).
	- Autres préparations de nettoyage, non conditionnées pour la vente au détail.
Ex 36.04	- Pétards et signalisations pour chemins de fer.
EX 38.01	- Autres préparations à base de graphite ou d'autre carbone, sous forme de pâtes, blocs, plaquettes ou d'autres demi-produits (pâtes à luter, liant).
EX 38.10	 Préparations pour le décapage des métaux (détergent pour pièces mécaniques) - Préparations des types utilisées pour l'enrobage ou le fourrage des électrodes (tison d'allumage). Pâtes et poudres à souder ou à braser composées de métal et d'autres produits.
EX 38.11	- Inhibiteurs d'oxydation
EX 38.14	 Solvants et diluants organiques composites, non dénommés ni compris ailleurs. Diluant epoxy réf 352 - 76,
	- Diluant polyurethane réf 352 - 17
	- Préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis.
EX 38.15	- Autres catalyseurs supportés (réf 929/3000 et réf 286- TP).
Ex 38.24	- Préparations désincrustantes et similaires.
EX 39.17	- Tubes et tuyaux rigides ou autre matières plastique.
	- Accessoires des tubes et tuyaux (joints, coudes raccords par exemple) en matières plastiques suivant norme ferroviaire UIC.
EX 39.26	-Autres articles pour usages techniques tels que joints, rondelles etc, en matières plastiques pour matériel de chemins de fer.
	- Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des numéros
	39-01 à 39-14 pour matériel de chemins de fer.(couvre mécanisme, module cabine de toilette, socle relais, presse étoupe, etc).
Ex 40.08	- Revêtements de sol et tapis de pied, en caoutchouc non alvéolaire, vulcanisé
	non durci pour matériel de chemins de fer.
	- Baguettes et profilés, en caoutchouc non alvéolaire, vulcanisé non durci pour
	matériel de chemins de fer.

EX 40.09	- Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires, d'un diamètre intérieur inférieur à 69 mm.
	 Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, pourvus de leurs accessoires, d'un diamètre intérieur inférieur à 69 mm Autres tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, pourvus de leurs accessoires.
40.10	- Courroies transporteuses en caoutchouc vulcanisé.
EX 40.15	- Gants, mitaines et moufles, en caoutchouc vulcanisé non durci.
EX 40.16	 Bloc amortisseur, soufflets et joints pour matériel de chemins de fer Autres articles pour usage technique, en caoutchouc vulcanisé non durci ni alvéolaire pour matériel de chemin de fer. Autres ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci ni alvéolaire pour matériel de chemin de fer.
	- Autres ouvrages en caoutchouc alvéolaire vulcanisé non durci, pour matériel de chemins de fer.
EX 44.12	- Autres bois contre plaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur n'excédant pas 6 mm.
EX 45.03	-Joints en liège naturel
EX 45.04	-Joints en liège aggloméré
EX 48.23	 Joints en pâtes à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose. Papiers à diagrammes pour appareils enregistreurs en bobines, en feuilles ou en disques.
EX 52.03	-Coton cardé ou peigné, utilisé comme matelas filtrant de densité 200 g/m2
EX 59.04	- Linoléums, même découpés.
EX 59.11	- Autres produits et articles textiles pour usages techniques pour matériels de chemins de fer.
Ex 65.06	- Coiffures de sécurité, même garnis.
EX 68.04	- Meules pour entretien de la voie.
EX 68.10	- Ouvrages en ciment, en béton ou en pierre artificielle, mêmes armés pour chemins de fer.
EX 68.13	-Garnitures de friction (plaques, rouleaux, bandes, segments, disques, rondelles, plaquettes, par exemple), non montées, pour freins, pour embrayages ou pour tous organes de frottement, à base d'amiante, d'autres substances minérales ou de cellulose, même combinés avec des textiles ou d'autres matières pour matériel de chemins de fer.
EX 69.03	- Autres articles céramiques réfractaires (cornues, creusets, moufles, busettes, tampons, supports, coupelles, tubes, tuyaux, gaines baguettes, par exemple), autres que ceux en farines siliceuses fossiles ou en terres silencieuses analogues.
Ex 70.02	- Tubes en verre non travaillé.
EX 70.14	- Verrerie de signalisation.
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·

EX 70.19	- Tissus, y compris les rubans, en fibres de verre - Fibres de verre (y compris la laine de verre).
72.08	- Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à chaud non plaqués ni revêtus.
72.09	- Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à froid, non plaqués ni revêtus.
72.10	- Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus
72.11	- Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus.
72.12	- Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600mm plaqués ou revêtus.
EX 72.14	 Autres barres en fer ou en aciers non alliées, laminées ou filées à chaud, contenant en poids moins de 0,25% ou plus, mais moins de 0,6% de carbone d'une section circulaire dont le diamètre est inférieur à 60 mm Autres barres en fer ou en aciers non alliés laminées ou filées à chaud, contenant en poids 0,6 % ou plus de carbone
EX 72.15	- Autres barres en fer ou en aciers non alliés, simplement obtenues ou parachevées à froid, contenant en poids 0,6 % ou plus de carbone - Autres barres en fer ou en aciers non alliés
EX 72.16	 Profilés en fer ou en aciers non alliés, en U, ou en H, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de moins de 80 mm Profilés, en fer ou en acier non alliés, simplement laminés ou filés à chaud Profilés en fer ou en aciers non alliés, en T, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm ou plus Profilés en fer ou en aciers non alliés, en U, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm ou plus Profilés en fer ou en aciers non alliés, en I, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm ou plus Profilés en fer ou en aciers non alliés, en H, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm ou plus Profilés en fer ou en aciers non alliés, en L, ou en T, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm ou plus
EX 72.17	 Autres profilés en fer ou en acier non alliés. Fils en fer ou en aciers non alliés, contenant en poids moins de 0,25 % de carbone, non revêtus même polis, d'une section inférieure à 1 mm Fils en fer ou en aciers non alliés contenant en poids moins de 0,25 % de carbone, revêtus d'autres métaux communs, d'une section inférieure ou égale à 1 mm
Ex 72.23	- Fils en aciers inoxydables, contenant en poids moins de 2,5% de nickel.
EX 72.26	- Autres produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm pour matériel de chemins de fer.

EX 72.28	Barres en aciers alliés à coupe rapide Barres en aciers silico-manganeux Autres barres en autres aciers alliées, simplement laminées ou filées à chaud Autres barres en autres aciers alliés
EX 73.02	- Eléments de voies ferrées, en fonte, fer ou acier; rails, contre-rails et crémaillères, aiguilles, pointes de cœur, tringles d'aiguillage et autres éléments de croisement ou changement de voies, traverses, éclisses, coussinets, coins, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement et autres pièces spécialement conçues pour la pose, le jointement ou la fixation des rails.
EX 73.04	-Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, en fer ou en acier spécifiques pour les chemins de fer.
EX 73.07	-Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple) en fonte, fer ou acier spécifiques pour les chemins de fer.
73.12	-Torons, câbles, tresses, élingues et articles similaires en fer ou en acier non isolés pour l'électricité.
EX 73.14	- Produits tissés (toiles métalliques) en aciers inoxydables
EX 73.15	 - Autres chaines à rouleaux, à maillons articulés en fonte, fer ou acier - Autres chaines de transmission, à maillons articulés, en fonte, fer ou acier - Autres chaines à maillons articulés, en fonte, fer ou acier
EX 73.18	 Tire-fond, en fonte, fer ou acier Crochets et pitons à pas de vis, en fonte, fer ou acier Vis autotaraudeuse, en fonte, fer ou acier Autres vis en acier inoxydable filetées suivant norme ferroviaire AAR Autres boulons filetés non creux en fonte fer ou acier même avec leurs écrous ou rondelles à l'exclusion des: boulons à cames diam 18/167 avec écrou et rondelle plate de 50 x 20 x 4 en acier galvanisé boulons d'entretoise de PN de 24 x 238/67 boulons d'éclisse à tête diamant de 20 x 188/62 boulons pour JIP de 22 x 160/57 boulons d'éclisse de 24 x 148 / 55 Autres articles filetés, suivant dimensions en pouce en fonte fer ou acier suivant norme ferroviaire AAR. Rondelles destinées à faire ressort et autres rondelles de blocage, en fonte, fer ou acier suivant dimensions en pouce suivant norme ferroviaire AAR. Autres rondelles, en fonte, fer ou acier suivant dimensions en pouce suivant norme ferroviaire AAR. Goupilles, chevilles et clavettes en fonte, fer ou acier Ecrous filetés en fonte, fer ou acier Rivets en fonte, fer ou acier (rivet tête bombé réf ALMG 34,8 x 10) classe 8,8 et >. Vis et boulons, en fonte, fer, acier, ou acier inoydables, filetés, même avec leurs écrous ou rondelles, pour la fixation des éléments de voies ferrées.

chemins de fer (réservoir d'eau, cuvette et lavabos, doseur de savon). EX 73.25 - Ouvrages moulés en fonte non malléable - Autres ouvrages moulés, en fonte malléable, fer ou acier EX 73.26 - Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants - Autres ouvrages en fer ou en acier - Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 - Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre		
EX 73.24 - Autres articles d'hygiène ou de toilette, en fonte, fer ou acier pour matériel of chemins de fer (réservoir d'eau, cuvette et lavabos, doseur de savon). EX 73.25 - Ouvrages moulés en fonte non malléable - Autres ouvrages moulés, en fonte malléable, fer ou acier EX 73.26 - Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants - Autres ouvrages en fer ou en acier, a l'état brut. - Autres ouvrages en fer ou en acier, a l'état brut. - Autres ouvrages en fer ou en acier, a l'état brut. - Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 - Fils en autres alliages de cuivre EX 74.10 - Toles et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.	73.20	
chemins de fer (réservoir d'eau, cuvette et lavabos, doseur de savon). EX 73.25 - Ouvrages moulés en fonte non malléable - Autres ouvrages moulés, en fonte malléable, fer ou acier EX 73.26 - Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants - Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 - Fils en autres alliages de cuivre EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres sticles filetés, en cuivre - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tobe et tuyaux en aluminium.		- Autres ressorts et lames de ressorts, en fer ou en acier
- Autres ouvrages moulés, en fonte malléable, fer ou acier EX 73.26 - Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants - Autres ouvrages en fer ou en acier - Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 - Fils en autres alliages de cuivre T4.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries, en cuivre de cuivre. EX 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Toubes et tuyaux en aluminium.	EX 73.24	- Autres articles d'hygiène ou de toilette, en fonte, fer ou acier pour matériel de chemins de fer (réservoir d'eau, cuvette et lavabos, doseur de savon).
EX 73.26 Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants Autres ouvrages en fer ou en acier Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut. Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 Barres et profiles en cuivre affiné Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08	EX 73.25	- Ouvrages moulés en fonte non malléable
- Autres ouvrages en fer ou en acier - Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre EX 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Autres ouvrages moulés, en fonte malléable, fer ou acier
- Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 73.26	- Colliers de serrage en fer ou acier pour engins ferroviaires autobloquants
- Autres ouvrages en fer ou en acier, estampés mais non autrement travaillés pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 - Fils en autres alliages de cuivre EX 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres et crous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Autres ouvrages en fer ou en acier
pour matériel de chemins de fer. EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Autres ouvrages en fer ou en acier, à l'état brut.
EX 74.07 - Barres et profiles en cuivre affiné - Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) -Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		
- Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton) - Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.		pour matériel de chemins de fer.
- Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) -Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.07	1
EX 74.08 -Fils en autres alliages de cuivre 74.09 - Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) -Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres vis en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Barres et profiles en alliages de cuivre à base de cuivre zinc (laiton)
- Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm EX 74.11 - Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) - Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Autres barres et profiles en autres alliages de cuivre
EX 74.11 -Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton) -Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.08	-Fils en autres alliages de cuivre
-Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre. EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	74.09	- Tôles et bandes en cuivre, d'une épaisseur excédant 0,15 mm
EX 74.12 - Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné - Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.11	-Tubes et tuyaux à base de cuivre-zinc (laiton)
- Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre 74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		-Autres tubes et tuyaux en autres alliage de cuivre.
74.13 - Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.12	- Accessoires de tuyauteries, en cuivre affiné
EX 74.14 - Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre - Tôle et bandes déployées, en cuivre - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Riverent en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Accessoires de tuyauteries; an alliages de cuivre
- Tôle et bandes déployées, en cuivre EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rive en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	74.13	- Torons, câbles, tresses, et articles similaires en cuivre, non isolés pour l'électricité
EX 74.15 - Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Riverent en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.14	- Toiles métalliques continues ou sans fin, pour machines, en fils de cuivre
en cuivre - Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		- Tôle et bandes déployées, en cuivre
- Vis à bois filetés, en cuivre - Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	EX 74.15	- Rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort), en cuivre - Rivets
- Autres vis en cuivre - Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		
- Boulons et écrous en cuivre - Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		
- Autres articles filetés, en cuivre EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		
EX 74.19 - Joints, serre-clips, bagues et jets - Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.		
- Autres ouvrages en cuivre pour matériel de chemins de fer. 76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	FX 7/1 19	
76.06 - Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm 76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	L2X /4.17	
76.08 - Tubes et tuyaux en aluminium.	76.06	-
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
7.6.65 recessores of tayanteries (faccords, condes, manerious, par exemple), en		•
aluminium.	70.07	
76.14 Torons, câbles, tresses et similaires, en aluminium, non isolés pour l'électricité.	76.14	Torons, câbles, tresses et similaires, en aluminium, non isolés pour l'électricité.
Ex 76.16 Autres ouvrages en aluminium pour matériel de chemins de fer.	Ex 76.16	Autres ouvrages en aluminium pour matériel de chemins de fer.
EX 78.03 - Fils en plomb	EX 78.03	- Fils en plomb
	78.05	- Tubes et tuyaux et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, joints, manchons
par exemple, etc) en plomb		

79.05	- Tôles, feuilles et bandes, en zinc
EX 79.06	- Tubes et tuyaux en zinc
EX 80.06	- Tubes et tuyaux en étain
EX 82.01	- Fourches à ballast
82.03	Limes, râpes, pinces (même coupantes), tenailles, brucelles, cisailles à métaux, coupetubes, coupe-boulons, emporte-pièce et outils similaires, à main.
EX 82.04	- Douille de serrage interchangeables, même avec manches
82.05	- Outils et outillage à main (y compris les diaments de vitriers) non dénommés ni compris ailleurs, lampes à souder et similaires, étaux, serre-joints et similaires, autres que ceux constituant des accessoires ou des parties de machines-outils, enclumes, forges portatives, meules avec bâtis, à main ou à pédale.
82.07	- Outils interchangeables, pour outillage à main, mécanique ou non, ou pour machines- outils (à emboutir, à estamper, à poinçonner, à tarauder, à fileter, à percer, à aléser, à brocher, à fraiser, à tourner, à visser, par exemple), y compris les filières pour l'étirage ou le filage (extrusion) des métaux, ainsi que les outils de forage ou de sondage.
Ex 82.08	- Couteaux et lames tranchantes, pour machines ou pour appareils mécaniques, pour le travail des métaux.
82.09	- Plaquettes, baguettes, pointes et objet similaires pour outils, non montés, constitués par des carbures métalliques frites ou des cermets.
EX 83.01	- Verroux, en métaux communs pour matériel de chemin de fer.
EX 83.02	-Ferme portes automatiques, en métaux communs - Autres garnitures, ferrures et articles similaires de véhicules pour voies ferrées, en métaux communs
EX 83.07	 Tuyaux flexibles en fer ou en acier, même avec leurs accessoires torcadés pour caisses et bogies du matériel roulant pour chemins de fer Tuyaux flexibles en autres métaux communs, même avec leurs accessoires, pour autres usages
EX 83.08	 Agraphes, crochets et oeillets de tous genres, en métaux communs pour matériel de chemins de fer. Rivets tubulaires, en métaux communs pour matériel de chemins de fer. Rivets à tige fendue, en métaux communs pour matériel de chemins de fer.
EX 83.09	 Scellés et autres accessoires pour l'emballage, en métaux communs pour matériel de chemins de fer. Autres bouchons en métaux communs
EX 84.08	- Autres moteurs à piston, à allumage par compression (moteur diesel ou semidiesel) pour matériel de chemins de fer.

EX 84.09	- Soupapes pour d'autres moteurs pour matériel de chemins de fer.
	- Pistons pour d'autres moteurs pour matériel de chemins de fer.
	- Blocs-cylindres, bielles, carters, culasses, cylindres et chemises pour d'autres moteurs pour matériel de chemins de fer.
	- Carburateurs et leurs parties et pièces détachées pour d'autres moteurs pour
	matériel de chemins de fer.
	- Injecteurs et porte-injecteurs pour d'autres moteurs pour matériel de chemins
	de fer.
EX 84.12	 Autres parties pour d'autres moteurs pour matériel de chemins de fer. Autres moteurs hydrauliques pour matériel de chemins de fer.
LA 04.12	
	- Moteurs pneumatiques à mouvement rectiligne (cylindres) pour matériel de
	chemins de fer.
EX 84.13	- Pompes pour liquides comportant un dispositif mesureur ou conçues pour comporter un tel dispositif autre que celles utilisées dans les stations services ou les garages.
	- Pompes à bras, autres que celles des N°s 8413.11 ou 8413.19 pour matériel de
	chemins de fer.
	- Pompes à liquide pour le refroidissement des moteurs à allumage par étincelles
	ou à combustion interne pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
	- Pompes à carburant ou à huile pour moteurs à allumage par compression pour
	matériel de chemins de fer.
	- Autres pompes destinées à actionner un vérin hydraulique pour matériel de
	chemins de fer.
	- Autres pompes pour liquides pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
	- Eléctro-pompes immergées multicellulaires pour matériel de chemins de fer
	Parties de pompes distributrices comportant un dispositif mesureur ou conçues pour
	comporter un tel dispositif pour matériel de chemins de fer.
	- Parties d'autres pompes destinées au matériel de chemins de fer.
	- Parties d'élévateurs à liquides pour matériel de chemins de fer.
EX 84.14	- Autres ventilateurs pour matériel de chemins de fer.
	- Compresseurs pour matériel de chemins de fer.
	- Autres hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateurs incorporés,
	même filtrantes pour voitures voyageurs de chemins de fer, pour matériel de chemins
	de fer.
	- Parties d'autres compresseurs pour matériel de chemins de fer.
	- Parties de pompes pour matériel de chemins de fer.
	- Parties de générateurs à pistons libres pour matériel de chemins de fer.
	- Parties de ventilateurs du n° 841451.0 et de hottes aspirantes de n° 841460.0
	pour matériel de chemins de fer.
	- Parties des autres appareils du n° 84.14 pour matériel de chemins de fer.
	- Parties de compresseurs pour groupes frigorifiques pour matériel de chemins
	de fer Ventilateurs, à usage industriel.
	- Pompe à air à commande.

EX 84.15	 Autres machines et appareils pour le conditionnement de l'air avec dispositif de réfrigération pour matériel de chemins de fer. Parties des machines et appareils pour le conditionnement de l'air pour matériel de chemins de fer.
EX 84.18	 Groupes à compressions dont le condenseur est constitué par un échangeur de chaleur pour matériel de chemins de fer. Evaporateurs pour matériel de chemins de fer. Condenseurs pour matériel de chemins de fer.
EX 84.19	- Parties des autres machines et appareils relevant du numéro 841990 destinés à la maintenance des équipements ferroviaires pour matériel de chemins de fer.
EX 84.21	 Filtre d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelle ou par compression des véhicules pour voies ferrées. Autres parties filtrantes des véhicules pour voie ferrée. Parties filtrantes pour filtres à air pour moteurs à allumage par étincelle ou par compression des véhicules pour voies ferrées pour matériel de chemins de fer Autres parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz pour matériel de chemins de fer. Autres appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz pour matériel de chemins de fer.
EX 84.24	 Machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet similaires pour l'entretien du matériel et équipement ferroviaire Lave glace pour matériel roulant chemins de fer. Parties des machines et appareils du n° 84.24.
EX 84.25	 Verins hydrauliques pour levage d'engins ferroviaires. Autres crics et vérins pour matériel de chemins de fer.
EX 84.26	 Ponts roulants et poutres roulantes sur supports fixes Portiques mobiles sur pneumatiques Autres ponts roulants, poutres roulantes et portiques
EX 84.28	- Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention d'engins ferroviaires
EX 84.31	 - Parties de treuils - Parties de palans - Parties de vérins - Parties des autres appareils du n° 84.25 - Parties d'ascenseurs - Parties de machines ou appareils du n° 84.27
Ex 84.43	- Imprimantes, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau.
Ex 84.58	- Tours, à commande numérique autres qu'horizontaux travaillant par enlèvement de métal.
Ex 84.59	- Machines à percer les métaux.

84.60	- Machines à ébarber, affûter, meuler, rectifier, roder, polir ou à faire d'autres opérations de finissage travaillant des métaux ou des cermets à l'aide des meules, d'abrasifs ou de produits de polissage, autres que les machines à tailler ou à finir les engrenages du n° 84.61.
Ex 84.61	- Machines à tronçonner les métaux et les cermets.
EX 84.62	- Machines hydrauliques (y compris les presses), à cisailler les métaux, autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailler.
EX 84.66	 - Parties et accessoires pour machines des N°s 84.57 à 84.61 - Parties et accessoires pour machines des N°s 84.62 et 84.63 - Mandrins, pinces et douilles.
EX 84.67	- Outils pneumatiques, hydrauliques, ou à moteur (électrique ou non électrique) incorporé, pour emploi à la main.
84.68	- Machines et appareils pour le brasage ou le soudage, même pouvant couper, autres que ceux du n° 85.15, machines et appareils aux gaz pour la trempe superficielle.
EX 84.70	 Machines à établir les tickets, comportant un dispositif de calcul et accessoires. Autres machines du n° 84.70 comportant un dispositif de calcul
EX 84.71	- Micro-ordinateur pour trafic d'exploitation ferroviaire et de signalisation
EX 84.73	- Ensemble de microstructure électronique monté sur un support approprié conçu comme partie d'une mémoire de machine numérique de traitement de l'information - Parties et accessoires des machines du n° 84.70.
Ex 84.76	- Parties des machines du n° 84.76.
EX 84.79	Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre :
	 Vibrateurs à moteur électrique et leurs parties Humidificateurs et déshumidificateurs et leurs parties Graisseurs automatique de machines à foyer et leurs parties. Cuves, bacs et autres récipients y compris les cuves et bacs d'électrolyte comportant des dispositifs mécaniques, non dénommés ailleurs. Cabine de peinture.
	- Autres machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs pour la maintenance du matériel ferroviaire.
EX 84.80	 Plaques de fond pour moules, Modèles pour moules.
EX 84.81	 Détendeurs pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Valves pour transmission oléohydrauliques ou pneumatiques pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Clapets et soupapes de retenues pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
	 - Valves sertissables sur flacons en verre ou en autres matières pour matériel de chemins de fer et leurs parties. - Robinets à gaz pour matériel de chemins de fer et leurs parties. - Vannes pour matériel de chemins de fer et leurs parties.

	Autros artialas da rabinattaria et arganas similairas, nove matárial da abarrias
	- Autres articles de robinetterie et organes similaires, pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
EX 84.82	 Roulements à billes pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Roulements à rouleaux coniques, y compris les assemblages de cônes et rouleaux coniques pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Roulements à rouleaux en forme de tonneau pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Roulements à aiguilles pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Roulements à rouleaux cylindriques pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Autres y compris les roulements combinés pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Billes, aiguilles, galets et rouleaux pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Bagues brutes en fonte, fer ou acier non inoxydable pour roulements pour matériel de chemins de fer et leurs parties de chemins de fer et leurs parties. Autres bagues pour roulements pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
EX 84.83	 Vilebrequins et arbres à cames pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Autres arbres de transmission pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Manivelles pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Paliers à roulements incorporés pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Paliers, autres qu'à roulements incorporés pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Coussinets pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Engrenages pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Roues de friction, autres que les simples roues et autres organes élémentaires de transmission pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Autres réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse. Volants pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Poulies pour tous moteurs pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Poulies autres que pour moteurs pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Joints d'articulation pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Embrayages pour matériel de chemins de fer et leurs parties.
EX 84.84	 Organes d'accouplement pour matériel de chemins de fer et leurs parties. Joints métalloplastiques Jeux ou assortiments de joints de composition différente, présentés en
	pochettes, enveloppes ou emballages analogues pour matériel de chemins de fer.

EX 84.87	- Bâtis et socles de presses
	- Bagues d'étanchéité
	- Graisseurs
	- Volants à main
	- Leviers et poignées de commande
	- Dispositifs de protection
	- Autres parties de machines
EX 85.01	 Moteurs électriques d'une puissance comprise entre 1/20 et 1/25 CV, d'une vitesse de 6000 tours/minute et d'un poids de 1 kg ou moins sans les accessoires Autres moteurs électriques d'une puissance n'excédant pas 37,5W Moto réducteurs, moto freins et moto variateurs, universels d'une puissance excédant 37,5W mais n'excédant pas 750W Moteur de tractions à courant continu Autres moteurs universels d'une puissance excédant 37,5W mais n'excédant pas 750W Autres moteurs à courant continu, d'une puissance n'excédant pas 750W Machines génératrices à courant continu, d'une puissance inférieure ou égale à 750W Autres moteurs à courant continu, d'une puissance excédant 75 Kw n'excédant pas 375 Kw. Autres moteurs à courant alternatif, monophasés Autres moteurs à courant alternatif, polyphasés d'une puissance n'excédant pas 350W Moto-réducteurs, moto-freins et moto variateurs d'une puissance excédant 750 Watts mais n'excédant pas 75 KW Autre moteurs à courant alternatif, polyphasés d'une puissance de plus de 0,75KW à 7,5 KW inclus Autre moteurs à courant alternatif, polyphasés d'une puissance de plus de 7,5 KW à 50 KW inclus Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi diesel) d'une puissance excédant 75KVA mais n'excédant pas 375 KVA Autres moteurs à courant continu, d'une puissance excédant 750W mais n'excédant pas 75 KW Autres moteurs à courant alternatif d'une puissance supérieure à 350 W mais n'excédant pas 750 W.
	- Moteurs à courant continu d'une puissance excédant 750W mais n'excédant pas
	75 kw.

EX 85.02	 Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteurs à explosion), d'une puissance n'excédant pas 75 KVA, conçus pour la soudure, démunis de leur dispositif de soudage Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteurs à explosion), d'une puissance n'excédant pas 75 KVA, pour autres usages Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteurs à explosion), d'une puissance excédant 75 KVA. Autres groupes électrogènes, d'une puissance n'excédant pas 75 KVA - Autres groupes électrogènes, d'une puissance excédant 75 KVA - Autres convertisseurs rotatifs électriques. Machines génératrices à courant alternatif, (Alternateurs) d'une puissance de 7 KVA ou moins.
EX 85.03	- Collecteurs de machines génératrices, moteurs et convertisseurs rotatifs pour matériel de chemins de fer.
	- Stators et rotors de machines génératrices, moteurs et convertisseurs rotatifs pour matériel de chemins de fer.
	- Tôles dites magnétiques de forme autre que carrée ou rectangulaire pour matériel de chemins de fer.
	- Autres parties pour machines génératrices, groupes électrogène, moteurs et
	convertisseurs rotatifs pour matériel de chemins de fer.
EX 85.04	 Autres transformateurs de ligne THT pour une puissance n'excédant pas 1KVA - Transformateurs pour mesure de courant pour une puissance n'excédant pas 1 KVA pour matériel ferroviaire. Autres transformateurs pour une puissance n'excédant pas 1 KVA pour matériel ferroviaire Autres transformateurs d'une puissance excédant 1 KVA mais n'excédant pas 16 KVA pour matériel ferroviaire Autres transformateurs, d'une puissance excédant 16 KVA, mais n'excédant pas 500 KVA pour matériel ferroviaire Autres redresseurs Onduleurs Ballast Autres convertisseurs statiques Hacheurs Chargeurs de batteries Dynamos générateurs électriques destinés à la pêche au feu Bobines de défection et rotateurs VHF & UHF Autres bobines de réactance et autres selfs Parties de transformateurs électriques Parties de convertisseurs électriques statiques
	-Parties de bobines de réactance et selfs

EX 85.05	 Aimants permanents et articles destinés à devenir des aimants permanents après alimentation, en métal Autres aimants permanents et articles destinés à devenir des aimants permanents après alimentation - Electro-aimants Plateaux, mandrins et dispositifs électromagnétiques ou permanents ou similaires de fixation Parties d'accouplement, embrayages, variateurs de vitesse électro-magnétique Freins électro-magnétique Electro aimants
EX 85.06	- Piles et batteries de piles électriques, d'un volume extérieur excédant 300 cm3 utilisé pour la signalisation et la télécommunication et passage à niveau des lignes de chemins de fer
EX 85.08	 Machines à raboter, à rainurer, boulonneuses, et déboulonneuses, électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main pour la maintenance des équipements ferroviaires et leurs parties Surfaceuses, perceuses, polisseuses, électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main pour la maintenance des équipements ferroviaires et leurs parties Limeuses, meuleuses électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main pour la maintenance des équipements ferroviaires et leurs parties Machines à couper les tissus, électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main pour la maintenance des équipements ferroviaires et leurs parties Tirefonneuses et scies électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main pour la maintenance des équipements ferroviaires et leurs parties
EX 85.11	 Bougies d'allumage pour matériels de chemins de fer. Magnétos pour matériels de chemins de fer. Dynamos-magnétos pour matériels de chemins de fer. Volants magnétiques pour matériels de chemins de fer. Distributeurs de courant d'allumage pour matériels de chemins de fer. Bobines d'allumage pour matériels de chemins de fer. Démarreurs, même fonctionnant comme génératrices pour matériels de chemins de fer. Dynamos pour matériels de chemins de fer. Alternateurs pour matériels de chemins de fer. Autres génératrices de courant pour matériels de chemins de fer. Bougies de chauffage pour matériels de chemins de fer. Conjoncteurs - disjoncteurs pour matériels de chemins de fer. Autres appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression pour matériels de chemins de fer. Induits et inducteurs pour appareils et dispositifs du n° 85.11 pour matériels de chemins de fer. Autres parties des appareils et dispositifs du N° 85.11 pour matériels de chemins de fer.

EX 85.12	 Projecteurs blocs optiques et phares de rames ferroviaires et de Métro. Balais d'essuie-glaces pour matériel roulant de chemins de fer
	- Couvercles des dispositifs de signalisation visuelle pour matériel chemins de fer - Autres appareils de signalisation
EX 85.13	 Autres lampes électriques portatives, à l'exclusion de celles du n° 85.12, destinées à fonctionner au moyen de leur propre source d'énergie (à piles, à accumulateurs, électromagnétiques, etc) lanterne électrique pour signalisation manuelle Parties des lampes électriques portatives, destinées à fonctionner au moyen de
	leur propre source d'énergie
EX 85.14	 Parties et pièces détachées des fours électriques industriels ou de laboratoires Parties des autres appareils industriels ou de laboratoire pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques. Autres appareils pour le traitement thermique des matières par induction ou
	par perte diélectriques.
EX 85.15	- Autres machines et appareils pour le soudage des métaux au jet de plasma et leurs parties
EX 85.16	- Résistances chauffantes, autres que celles du n° 85.45 et leurs parties
EX 85.17	- Modems - Stations de base pour la télécommunication numérique, par fil.
	- Appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la
	régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils de commutation et de routage.
	- Assemblages électroniques pour appareils pour la télécommunication par courant porteur.
	- Equipements ou parties d'équipements électroniques pour appareils de télécommunication, sans fil.
EX 85.18	- Microphones et leur supports
	- Haut-parleurs non montés dans leurs enceintes pour matériel de chemins de fer.
EX 85.24	- Logiciels d'exploitation et de maintenance du transport ferroviaire
EX 85.25	 Appareils émetteurs récepteurs de radiotéléphonie du type talkie-walkie Autres appareils d'émission incorporant un appareil de réception pour matériel et équipement ferroviaire Caméras de retro vision Caméras de surveillance Autre caméras
EX 85.28	- Moniteur de retro vision
	- Moniteur de surveillance
	- Autre moniteur
EX 85.30	- Appareils électriques de signalisation (autres que pour la transmission de
	messages) de sécurité de contrôle ou de commande, pour voies ferrées - Système de contrôle d'accès aux stations. - Parties des appareils électriques de signalisation du n° 85.30

EX 85.31	- Autres appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle, autre que ceux des n° s 85.12 ou 85.30
	- Partiesdes appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle
	(sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection
	contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° s 85.12 ou 85.30
EX 85.32	 Condensateurs fixes conçus pour les réseaux électriques de 50/60 Hz et capable d'absorber une puissance réactive égale ou supérieure à 0,5 KVar (condensateurs de puissance) Condensateurs fixes au tantale Condensateurs fixes électrolytiques à l'aluminium Condensateurs fixes à diélectrique en céramique à une seule couche Condensateurs fixes à diélectrique en céramique multicouche Condensateurs fixes à diélectrique en papier ou en matières plastiques Condensateurs au pyrolène Autres condensateurs électriques fixes Condensateurs électriques variables ou ajustables
	- Parties des condensateurs électriques
EX 85.33	 Résistances fixes au carbone agglomérées ou à couche, non chauffantes Autres résistances fixes pour une puissance n'excédant pas 20 W, non chauffantes - Rhéostats et potentiomètres à résistances variables bobinées, pour une puissance n'excédant pas 20W Autres résistances variables bobinées non chauffantes, pour une puissance n'excédant pas 20 W Parties des résistances électriques non chauffantes (y compris celles des rhéostats et des potentiomètres) Résistances électriques non chauffantes fixes ou variables, pour une puissance excédant 20W.
EX 85.34	- Circuits imprimés utilisé sur engins ferroviaires

EX 85.35 Fusibles, pour une tension excédant 1000 V Coupe-circuits à fusibles, pour une tension excédant 1000 V Disjoncteurs pour une tension de 60 KV ou plus mais inférieure à 72,5 KV Disjoncteurs pour une tension de 72,5 KV et plus Interrupteurs pour une tension de 1000 V exclus à 60 KV exclus Interrupteurs pour une tension de 60 KV ou plus mais inférieure à 72,5 KV -Interrupteurs pour une tension de 72,5 KV et plus **Parafoudres** Limiteurs de tension Etaleurs d'ondes Prises de courant pour une tension excédant 1000 V Boites de jonction pour une tension excédant 1000 V Commutateurs pour une tension excédant 1000 V Coupes-circuits pour une tension excédant 1000 V Autres appareils du n° 85.35 pour une tension excédant 1000 V Disjoncteurs réenclencheurs pour les grandes centrales électriques, pour une tension excédant 1000 volts mais inférieure à 72.5 KV. Disjoncteurs réenclencheurs pour les sous stations de traction électrique pour une tension excédant 72.5 KVA et n'excédant pas 250 KVA. Sectionneurs pour une tension excédant 1000 volts mais inférieure à 72.5 KV. - Sectionneurs pour les sous stations de traction électrique pour tension excédant 72.5 KV et n'excédant pas 250 KV. EX 85.36 Fusibles pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI Coupe-circuits à fusibles pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Autres appareils pour la protection des circuits électriques, pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI Relais de télécommunication suivant normes CEI Autres relais pour une intensité égale ou inférieure à 2 ampères, pour une tension n'excédant pas 60 V suivant normes CEI Autres relais pour une intensité supérieure à 30 ampères, pour une tension n'excédant pas 60 V suivant normes CEI Autres relais pour une intensité supérieure à 2 ampères et ne dépassant pas 30 ampères, pour une tension n'excédant pas 60 V suivant normes CEI Relais pour une intensité égale ou inférieure à 2 ampères, pour une tension excédant 60 V mais n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI Relais pour une intensité supérieure à 2 ampères et ne dépassant pas 30 ampères, pour une tension excédant 60 V mais n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI - Relais pour une intensité supérieure à 30 ampères, pour une tension excédant 60 V mais n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI Contacteurs et discontacteurs de courant électrique d'une intensité inférieure à 30 ampères

(norme CEI)

Contacteurs de courant électrique d'une intensité inférieure à 30 ampères et

d'une puissance inférieure à 15 KW sous une tension de 280 volts et en catégorie AC3

Contacteurs et discontacteurs, d'une intensité supérieure à 30 ampères et d'une puissance supérieure à 15 KW, sous une tension de 380 volts et en catégorie AC3 suivant norme CEI Interrupteurs pour récepteurs de radiodiffusion et de télévision pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Interrupteurs pour autres appareils électriques autres que domestiques, pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Interrupteurs automatiques pour tubes à décharge (starters) pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Interrupteurs commandés pour l'ouverture ou la fermeture des portes suivant norme CEI Autres interrupteurs pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Sectionneurs pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI Commutateurs pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI -Douilles pour lampes pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI, autres que de type domestique Fiches et prises de courant d'une intensité inférieure ou égale à 20 ampères -Fiches et prises de courant d'une intensité supérieure à 20 ampères Autres connecteurs Boites de jonction, de dérivation, de coupure d'extrémité, pour une tension excédant 1000 V selon norme CEI Fiches de contact pour interconnexion d'appareils électroniques entres eux selon norme CEI Cosses de batteries selon norme CEI Autres contacts d'extrémité selon norme CEI Centrales clignotantes pour tous véhicules selon norme CEI Autres appareillages pour tous véhicules selon norme CEI Autres appareils du n° 85.36 pour une tension n'excédant pas 1000 V selon norme CEI Capteur de courant EX 85.37 -Armoires de commande numérique, comportant plusieurs appareils des n° 85.36 pour une tension n'excédant pas 1000 V. - Appareils de commande à mémoire programmables pour une tension ne dépassant pas 1000 V. -Parties d'appareillage des n° 85.35,85.36 et 85.37 pour matériel de chemins de fer -EX 85.38 Tableaux, panneaux, consoles pupitres, armoires et autres supports du N°8537, dépourvus de leurs appareils.

EX 85.39	- Articles dits « phares et projecteurs scellés » utilisés pour matériel chemins de
	fer
	- Lampes à incandescence pour matériel de chemins de fer
	- Autres lampes à incandescence à culot à vis d'une tension aux bornes
	inférieure ou égale à 50 Volts et d'une puissance inférieure à 1000 W
	- Autres lampes à incandescence à culot à vis d'une tension aux bornes
	supérieure à 50 v, mais n'excédant pas 100 V et d'une puissance inférieure à 1000 W
	- Autres lampes à incandescence à culot à vis d'une puissance excédant 200 W mais inférieure à 1000 W et d'une tension aux bornes excédant 100 V
	- Autres lampes à incandescence, d'une tension aux bornes inférieure ou égale à
	50 Volts, et d'une puissance inférieure à 1000 W
	- Autres lampes à incandescence, d'une tension aux bornes supérieure à 50 V,
	mais n'excédant pas 100V, et d'une puissance inférieure à 1000W
	- Autres lampes à incandescence d'une puissance excédant 200 W mais
	inférieure à
	1000 W et d'une tension aux bornes excédant 100 V
	- Tubes à décharge pour rames
	- Autres lampes et tubes à incandescence, à l'exclusion de ceux à rayons
	ultraviolets ou infrarouges, halogènes, au tungstène, d'une tension n'excédant pas 100
	V.
	- Lampe fluo.
	- Baie de compartiment sans joints et cadres.
EX 85.41	- Diodes, autres que les photodiodes et les diodes émettrices de lumière et leurs
	parties
	- Transistors, autres que les phototransistors, à pouvoir de dissipation inférieur
	à 1W et leurs parties.Autres transistors, autres que les phototransistors et leurs parties.
	- Thyristors, diacs et triacs, autres que les dispositifs photosensibles et leurs
	parties.
	- Autres dispositifs à semi-conducteur et leurs parties.
	- Diodes émettrices de lumière, y compris les diodes laser.
EX 85.42	- Cristaux piézo-électriques montés et leurs parties.
21.03.12	- Circuits intégrés monolithiques, numériques.
	- Autres circuits intégrés monolithiques
	- Circuits intégrés hybrides
	- Autres circuits intégrés et micro-assemblages électroniques
	- Parties des circuits intégrés et micro-assemblages électroniques
EX 85.43	- Générateurs de signaux

EX 85.44	- Fils pour bobinages en cuivre d'une section n'excédant pas 0,15 mm
	- Fils pour bobinage en cuivre d'une section excédant 3,2 mm
	- Autres fils pour bobinages de section autre que ronde pour rebobinage des
	moteurs de traction
	- Câbles spéciaux munis de leurs fiches de contact pour inter-connexion
	d'appareils électroniques entre eux pour tension n'excédent pas 80 volts utilisés dans les tachygraphes pour matériel roulant
	- Autres câbles, pour tensions excédant 80 V mais n'excédant pas 1000 V, munis
	de pièces de connexion, pour interconnexion d'appareils électroniques entre eux suivant norme C E I
	- Autres câbles pour tensions excédant 80 V mais n'excédant pas 1000V, munis de pièces de connexion suivant norme C E I
	- Autres fils télégraphiques ou téléphoniques pour une tension excédant 80 V,
	mais n'excédant pas 1000 V munis de pièces de connexion suivant norme C E I -
	Bandes électriques, pour une tension excédant 80 V, mais n'excédant pas 1000 V,
	munies de pièces de connexion suivant norme C E I
	Tresses électriques, pour une tension excédant 80 V, mais n'excédant pas 1000
	V, munis de pièces de connexion suivant norme C E I
	- Autres conducteurs isolés pour l'électricité, munis de pièces de connexion, pour une tension excédant 80 V mais n'excédant pas 1000 V suivant norme CEI
	- Tresses électriques, pour une tension excédant 80 V mais n'excédant pas 1000
	V démunies de pièces de connexion pour moteur diesel de chemins de fer -Bandes et
	tresses électriques pour tensions excédant 1000V.
	- Câbles de fibres optiques
EW 05 45	Câble électrique.
EX 85.45	- Balais en charbon pour génératrices et moteurs de traction
	- Autres articles en graphite ou en autre carbone pour usage électrique
EX 85.46	-Isolateurs en verre
	- Isolateurs en matières céramiques ne comportant aucune partie métallique,
	pour usage d'équipement des lignes électriques - Autres isolateurs en matières
	céramiques
	- Isolateurs en matières plastiques artificielles
	- Isolateurs en autres matières

EX 85.47	- Pièces isolantes, entièrement en matières isolantes céramiques ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas de vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques autres que les isolateurs du n° 85.46
	- Pièces isolantes, entièrement en matières isolantes en plastiques artificielles ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas de vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques autres que les isolateurs du n° 85.46
	- Pièces isolantes, entièrement en caoutchouc durci ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas de vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques autres que les isolateurs du n°85.46
	- Pièces isolantes, entièrement en autres matières isolantes ou comportant de simples pièces métalliques d'assemblage (douilles à pas vis, par exemple) noyées dans la masse, pour machines, appareils ou installations électriques autres que les isolateurs du n° 85.46
	- Tubes isolateurs et leurs pièces de raccordement, en métaux communs isolés intérieurement
	- Pièces isolantes en céramique, contenant en poids 80% ou plus d'oxydes métalliques pour machines, appareils ou installations électriques, autres que les isolateurs du n° 85.46.
	- Pièces isolantes en verre pour machines, appareils ou installations électriques, autres que les isolateurs du n° 85.46.
85.48	-Parties électriques de machines ou d'appareils, non dénommées ni comprises ailleurs dans le présent chapitre.
86.01	-Locomotives et locotracteurs à source extérieure d'électricité ou à accumulateurs électriques.
86.02	-Autres locomotives et locotracteurs, tendeurs
86.03	-Automotrices et autorails, autres que ceux du n° 86.04
86.04	-Véhicules pour l'entretien ou le service des voies ferrées ou similaires, même
	autopropulsés (wagons) ateliers, wagons-grue, wagons équipes de bourreuses à
	ballast, aligneuses pour voies, voitures d'essais et draisines, par exemple)
86.05	-Voitures à voyageurs, fourgons à bagages, voitures postales et autres voitures spéciales, pour voies ferrées ou similaires (à l'exclusion des voitures du n° 86.04)
86.06	-Wagons pour le transport sur rails de marchandises
86.07	-Parties de véhicules pour voies ferrées ou similaires
86.08	-Matériel fixe de voies ferrées ou similaires; appareils mécaniques (y compris
	électromécaniques) de signalisation, de sécurité, de contrôle ou de commande pour
	voies ferrées ou similaires, routières ou fluviales, aires ou parcs de stationnement,
	installations portuaires ou aérodromes; leurs parties
EX 87.05	- Autres véhicules automobiles à usages spéciaux pour chemins de fer

EX 90.17	- Autres instruments de traçage
	- Micromètres, calibres et jauge
	- Pieds à coulisse
	- Autres instruments de mesure de linéaire.
	- Autres parties et accessoires des instruments du N° 90.17
EX 90.23	- Simulateur de conduite
Ex 90.24	- Machines et appareils d'essais des métaux, électroniques.
EX 90.25	- Thermomètres pour la climatisation des voitures des voyageurs et leurs parties - Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments, à liquide, à lecteur directe pour matériel de chemins de fer.
EX 90.26	- Autres instruments et appareils du n° 90.26 et leurs parties et accessoires - Indicateurs de niveau
	- Indicateurs de pression (Manomètres)
	- Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression.
	- Parties et accessoires des instruments et appareils du n° 90.26.
Ex 90.27	- Parties et accessoires d'autres appareils du n° 90.27 pour matériel de chemins de fer
EX 90.29	 Indicateurs de vitesse et tachymètres, pour matériels ferroviaires Autres indicateurs de vitesse et tachymètres Parties et accessoires des appareils du n° 90.29
	- Compteurs de productions et autres compteurs de tours.
EX 90.30	 Parties et accessoires des instruments et appareils du n° 90.30: Multimètres, appareils de mesure ou de contrôle de la tension, de l'intensité, de la résistance ou de la puissance sans dispositif enregistreur, les voltmètres avec dispositifs enregistreurs et appareils pour la mesure ou le contrôle du matériel électrique avec ou sans dispositifs mesureurs voltmètres
	 Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la tension, de l'intensité, de la résistance ou de la puissance, sans dispositif enregistreur, autres qu'électroniques. Parties et accessoires des autres instruments et appareils du n° 90.30.
90.31	- Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre, projecteurs de profils.
EX 90.32	 Thermostats mécaniques à déclenchement électrique Autres thermostats pour le contrôle automatique des températures Autres régulateurs automatiques Parties et accessoires des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques Manostats (Pressostats)
EX 90.33	-Parties et accessoires non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre, pour machines, appareils, instruments ou articles du chapitre 90 destinés aux équipements ferroviaires

EX 91.04	-Montres de tableaux de bord et montres similaires, pour matériel roulant de chemins de fer.
Ex 91.05	- Appareils d'horlogerie à mouvement autre que de montre avec cage en autres matières que les métaux précieux.
Ex 91.06	- autres appareils de contrôle de temps et compteurs- Verrous en métaux communs
EX 91.07	- Autres appareils munis d'un mouvement d'horlogerie ou d'un moteur synchrone, permettant de déclencher un mécanisme à temps donné
EX 92.08	-Sifflets, cornes d'appel et autres instruments d'appel ou de signalisation à bouche
EX 94.01	- Sièges des types utilisés pour voitures ferroviaires.
EX 94.05	 Projecteurs pour locomotives Autres parties des appareils et articles du n° 94.05, en verre pour matériel de chemins de fer. Afficheurs extérieurs Afficheurs intérieurs. Afficheurs d'indice. Plaques indicatrices lumineuses.
EX 96.11	Composteurs.
EX 96.12	Rubans encreurs

ANNEXE N° II Liste des équipements et pièces de rechange nécessaires à l'activité de transport ferroviaire fabriqués localement

- Ballast
- Boulons (de la voie ferrée)
- Eclisses (matériel de voie ferrée)
- Entretoises pour traverses
- Semelles en caoutchouc (pour la voie ferrée)
- Ressorts à boudins
- Ressorts à lames
- Pièces forgées
- Pièces moulées
- Pièces mécaniques (pièces usines, pièces en tôle pliée, etc ...)
- Pièces en caoutchouc (profilés, joints, butées, etc...)
- Pièces en caoutchouc- métal (silent bloc, amortisseurs en caoutchouc, rondelles intercalaires, etc...)
- Vitres trempées (pour matériel ferroviaire)
- Vitres feuilletées (pour matériel ferroviaire)
- Panneaux stratifiés (pour aménagement intérieur des voitures de voyageurs
- Liège en feuille (pour confection des joints)
- Papier indéchirable, klingerite, cartons (confection de joints)
- Papier verre, abrasif
- Dissolvants (pour station de lavage et lavage des pièces)
- Combustibles gazeux (oxygéne acetylene, azote, co2, fréon etc...)
- Tissu pour revêtement des dossiers et sièges et confection des rideaux des trains
- Tissu pegamoid
- Articles en plastique (lisse de barrière)
- Extincteur et accessoires d'incendie
- Billetterie automatique
- Métaux d'apport : baguettes électrodes de soudure
- Pièce de rechange pour matériel de soudure
- Métaux antifriction (zinc, plomb, étain)
- Goupilles
- Visserie et boulonnerie
- Quincaillerie
- Goujon et tiges métalliques
- Gaine et tuyau métallique
- Flexibles
- Raccords

- Joints (en papier, en cuivre, etc...)
- Petit appareillage électrique, pour matériel ferroviaire
- Piles et batteries
- Résistances électriques
- Pneumatique (pneu 1200/20 pour camion-transport des centenaires)
- Câbles électriques (Energie, télécommunication et signalisation) -Cuir (pour confection des pièces isolantes) -Caoutchouc en bande, feuille, etc...
- Courroies de transmission
- Peinture et vernis
- Produits et dissolvants pour peintures
- Lampes à incandescence, fluorescentes
- Balais charbon
- Papier à usage technique (dessin, informatique, héliographique...)

N° DE LA POSITION	DESIGNATION DES PRODUITS
EX 39.09	Polyuréthanne sous formes primaires. Fond polyurethane (polyuréthanne / acrylique isocyanate réf 286-TP) Finition polyréthanne aliphatique RAL-7037, 5003, 9006, 9004, 9001, réf S888.
EX 39.18	- Revêtement de sol pour wagons et rames de métro en rouleaux
EX 39.22	 Réservoirs de chasse, non équipés de leurs mécanismes en matières plastiques Réservoirs de chasse, équipés de leurs mécanismes, en matières plastiques Autres articles pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques
EX 42.04	- Autres articles en cuir naturel ou reconstitué, à usages techniques - Traverses en bois
EX 44.06	- Bois de chêne, sciés ou désossés, longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur excédant 6 mm, même rabotés, poncés ou collés par jointure digitale
EX 44.07	- Bois de hêtre, sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur excédant 6 mm, même rabotés, poncés ou collés par jointure digitale
EX 44.09	- Autres bois profilés tout au long d'une ou de plusieurs rives ou faces, même rabotes, poncés ou collés par jointure digitale, autres que de confières,
Ex 68.10	-Ouvrages en ciment, en béton ou en pierre artificielle, mêmes armés pour chemins de fer.
Ex 70.07	-Verres trempés, bombés, de dimensions et formats permettant leur emploi dans les véhicules de transport ferroviaireVitre en verre pour les véhicules de transport ferroviaire
EX 70.08	- Vitrage isolant à parois multiples.
EX 70.09	- Miroirs en verre de stations et rétroviseurs pour véhicules ferroviaires

EX 72.14	 Barres en fer ou en aciers non alliées, forgées Autres barres en fer ou en acier non alliées, laminées ou filées à chaud, contenant en poids moins de 0,25% de carbone d'une section circulaire dont le diamètre est inférieur à 14 mm.
Ex 73.08	 Portes motorisées en fonte, fer ou acier. Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, à l'exclusion des constructions préfabriquées du n° 94.06.
Ex 76.10	- Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils en aluminium pour matériel de chemins de fer.
EX 84.21	- Appareils pour la filtration des huiles minérales (essence, gas-oil, huile) pour moteurs à allumage par étincelle ou par compression pour matériel de chemins de fer.
EX 85.04	 Transformateurs à diélectrique liquide d'une puissance excédant 10.000 KVA. Autres transformateurs de puissance excédant 500 KVA et n'excédant pas 50.000 KVA.
Ex 85.07	 Accumulateurs électriques, au nickel cadmium Accumulateurs électriques, au nickel fer Autres accumulateurs électriques Bac et couvercles pour accumulateurs électriques Plaques pour accumulateurs au plomb Plaques pour accumulateurs autres qu'au plomb Séparateurs pour accumulateurs électriques Autres parties d'accumulateurs électriques Autres accumulateurs électriques, au plomb
Ex 85.35 Ex 85.36	 Disjoncteurs pour une tension 1000 V exclus à 60 KV exclus Autres disjoncteurs pour une tension n'excédant pas 1000 V suivant normes CEI Fiches et prises de courant d'une intensité inférieure ou égale à 20 ampères - Raccords dominos et serre-fils selon norme CEI
Ex 85.38	- Tableaux comportant plusieurs appareils des ns 85.35 ou 85.36 pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension n'excédant pas 1000V - Armoires de commande numérique comportant plusieurs appareils des n° 85.35 ou 85.36 pour une tension excédant 1000 V.

Ex 85.44	 Câbles coaxiaux pour usage téléphonique norme CCITT N° G 342-G 622 Autres conducteurs électriques coaxiaux suivant norme NFC 93550 Autres conducteurs télégraphiques ou téléphoniques pour tensions n'excédant pas 80 Volts démunis de pièces de connexion suivant norme CCITT N° G 611 - G 543
	- Autres fils électriques pour une tension excédent 80 V mais n'excédant pas 1000 V munis de pièces de connexion suivant norme C E I
	 Autres câbles, pour une tension excédant 80 V mais n'excédant pas 1000 V, démunis de pièces de connexion suivant spécification technique 296 Autres fils électriques pour une tension excédant 80 V mais n'excédant
	pas 1000 V, démunis de pièces de connexion suivant spécification technique 296 - Autres conducteurs électriques pour tension excédant 80 V mais n'excédant pas 1000 V, démunis de pièces de connexion suivant spécification technique 296 - Autres câbles pour une tension excédant 1000 V
	 - Autres fils électriques pour une tension excédent 1000 V - Autres câbles et fils électrique pour une tension excédant 1000 V
86.09	-Cadres et conteneurs (y compris les conteneurs citernes et les conteneursréservoirs) spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs modes de transport

Décret gouvernemental n°2016-913 du 22 juillet 2016, fixant la liste des matériels et équipements importés ou acquis localement par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte éligibles au bénéfice de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 6%¹ et les conditions d'octroi de ces avantages.

Le Chef du Gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la Constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment les articles 30 et31 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989 relative à l'application d'un nouveau tarif des droits de douane à l'importation et notamment le point 7.15 du deuxième chapitre des dispositions préliminaires du tarif susvisé tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment les articles 41, 42 et 43 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu le décret n°75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances.

Vu le décret n°99-1164 du 24 mai 1999 fixant la liste des matériels et équipements pouvant être importés ou acquis localement par les collectivités publiques locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les conditions d'octroi de l'exonération,

¹ Conformément aux dispositions de l'article 43 de la LF, le taux de 6% de la taxe sur la valeur ajoutée est remplacé par le taux de 7%.

Vu le décret gouvernemental n°2016-365 du 18 mars 2016, portant création du ministère des affaires locales et fixation de ses attributions,

Vu le décret présidentiel n°2015-35 du 6 février 2015 portant nomination du chef de gouvernement et de ses membres,

Vu le décret présidentiel n°2016-1 du 12 janvier 2016 portant nomination de membres de gouvernement,

Vu l'avis du ministre des affaires locales,

Vu l'avis du ministre de l'industrie,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER: Sont fixés par la liste n° I annexée au présent décret gouvernemental, les matériels et équipements de nettoiement des villes, de ramassage et de traitement des ordures, de travaux de voiries et de la protection de l'environnement n'ayant pas de similaires fabriqués localement et importés par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte, éligibles à l'importation au bénéfice de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7%.

ARTICLE 2: Sont fixés par la liste n° II annexée au présent décret gouvernemental les matériels et équipements de nettoiement des villes, de ramassage et de traitement des ordures, de travaux de voiries et de la protection de l'environnement fabriqués localement et acquis par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte, éligibles au bénéfice de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7%.

ARTICLE 3: Le bénéficiaire du régime fiscal privilégié prévu par l'article premier du présent décret gouvernemental est tenu de joindre, à chaque opération d'importation, à la déclaration en douane de mise à la consommation un engagement de non cession à titre onéreux ou à titre gratuit des équipements

et matériels et ce pendant un délai de cinq ans à partir de la date de l'importation.

ARTICLE 4: Pour le matériel roulant soumis à l'obligation d'immatriculation, le certificat d'immatriculation doit porter la mention «véhicule incessible pendant cinq ans à partir de la date d'immatriculation».

ARTICLE 5: La cession avant l'expiration de la période de cinq ans des équipements et matériels importés bénéficiant des dispositions de l'article premier du présent décret gouvernemental est soumise à l'autorisation des services des douanes et après acquittement des droits et taxes dus qui sont calculés sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de la cession.

ARTICLE 6: Sont abrogées les dispositions du décret n°99-1164 du 24 mai 1999 fixant la liste des matériels et équipements pouvant être importés ou acquis localement par les collectivités publiques locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée et les conditions d'octroi de l'exonération.

ARTICLE 7: Le ministre des finances, le ministre des affaires locales et le ministre de l'industrie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le 22 juillet 2016

Le Chef du Gouvernement **Habib Essid**

Pour Contreseing
Le ministre des finances
Slim Chaker

Le ministre des affaires locales Youssef Chahed

Le ministre de l'industrie **Zakaria Hamad**

Liste n° I Matériels et équipements importés par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte

N° DE POSITION	DESIGNATIONS DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS
	I. Equipements de voiries, de ramassage et de traitement des ordures :
EX 40-16	-ralentisseurs de vitesse pour la protection des piétons
EX84-26	chelles à nacelle non tractable conçues pour être montées sur un véhicule routier
EX84-29	bulldozers à chenille bulldozers compacteurs pour ordures ménagères mini trax pelles chargeuses tracto pelle bulldozer sur pneus chargeurs et déchargeurs avec accessoires
	pelles mécaniques compacteuses et rouleaux compresseurs
EX84-30	niveleuses décapeurs excavateurs cylindres vibrants
EX84-67	-marteaux piqueurs et accessoires
EX 84-79	plaques vibrantes malaxeurs d'enrobés de bitume finisseurs
	centrales de fabrications d'enrobés de bitume et accessoires broyeurs de déchets de jardins de calibre de coupe des branches de diamètre supérieur à 10 cm
EX87-01	tracteurs agricoles tracteurs y compris les tracteurs treuils de plus de 30 tonnes
EX87-04	camion double cabine pour le captage des chiens camion porte conteneurs fourgons mortuaires camions-bennes tasseuses de 14 m³ et plus

N° DE POSITION	DESIGNATIONS DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS
	- camion échelle et nacelles à tourelles non tractables
EX87-05	- camion echene et nacenes à tourenes non tractables - camion arroseurs-laveurs à haute pression
	- camion balayeurs
	- camion balayeurs - camion hydraucureuses (vide fosse)
	- camion layer conteneurs
	- camion multi-lève
	- camion-grue à chassis bas pour la traction des voitures
EX87-16	-bennes tasseuses de 14cm ³ et plus tractées
	II. Matériels et équipements pour l'hygiène et la protection de l'environnement
	1-Matériel roulant :
EX87-05	- engins amphibies à chenilles ou sur roues pour le traitement
	insecticide anti-larvaire des terrains marécageux dans le domaine de la
	lutte contre les moustiques.
	- camion tout terrain double pont équipés pour la pulvérisation ou
	la nébulisation des produits insecticides et désinfectants dans le domaine de la lutte contre les moustiques
	2-Equipements d'hygiène publique :
EX 84-13	-pompes immergées utilisées dans la création des points d'eau dans les
2110.10	zones vertes.
EX 84-17	-incinérateurs de déchets
EX 84-24	- appareils d'épandage des insecticides et des désinfectants
	- appareils de nébulisation à chaud ou à froid pour l'épandage des
	insecticides et des désinfectants
	3-Equipements de laboratoire :
EX 84-19	-appareils de stérilisation par la chaleur humide (autoclaves)
EX 90-11	-microscopes photoniques
EX 90-15	- appareils d'acquisition et de traitement des données enregistrées lors
	de la détection de la pollution de l'air ou par la station semimobile de
	mesures météorologiques
	- station semi-mobile des mesures météorologiques
	- photomètres à flamme

EX 90-27	- spectro-photomètres ultra-violet
	- spectro-photomètres à absorption atomique
	- chromatographes
	- analyseurs de gaz ou de fumée
EX 90-31	-stations fixes de détection et de mesure de la pollution atmosphérique.
EX94-06	-cabines sanitaires préfabriquées

Liste n° II Matériels et équipements fabriqués localement acquis par les collectivités locales et les établissements publics municipaux ou pour leur compte

N° DE POSITION	DESIGNATIONS DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS
EX 39-26	-corbeilles à papier de 40 litres et plus
EX 73-09	-Conteneurs métalliques d'une contenance excédant 300 litres
EX 73-10	-Conteneurs métalliques d'une contenance n'excédant pas 300 litres
EX 73-26	-échelles et nacelles tractées
EX 79-07	-conteneurs pour ramassage et traitement des ordures
EX84-14	-compresseurs d'air mobiles de chantiers
EX 84-24	 arroseurs laveurs tractés répandeuses à bitumes
EX 84-79	 caisson pour ramassage et traitement des ordures appareils tractés pour le nettoiement des plages
EX 87-01	-tracteurs pour semi-remorque
EX 87-04	 bétaillère camion à plateau quadriporteur camion- bennes basculantes camion gravillonneur camions-bennes tasseuses camion-citerne pour vide fosse
EX 87-05	 fourgon équipé de matériel de dépannage camions tanker à bitume
EX 87-11	 tricycle à bennes triporteur (tricycle) à échelle

EX 87-16	- citernes d'eau remorquées
	- remorques et semi-remorques pour le transport des ordures et
	des matériaux de voirie
	- citernes mobiles pour le stockage du bitume.
	- bennes tasseuses tractées
	- bennes basculantes pour enlèvement des ordures

Décret gouvernemental n° 2017-191 du 25 janvier 2017, relatif à la fixation des listes des matières premières et des produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables et des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables éligibles au bénéfice des incitations fiscales prévues par le paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et du point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition de la ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment par la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017 et notamment le point 18 bis du tableau B annexé,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment par la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017 et notamment le paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires,

Vu la loi n° 94-127 du 26 décembre 1994, portant loi de finances pour la gestion 1995 et notamment son articles 89,

Vu la loi n° 2004-72 du 2 août 2004, relative à la maîtrise de l'énergie, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2009-7 du 9 février 2009, Vu la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi des finances pour l'année 2017 et notamment son article 19,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances, Vu le décret n° 95-744 du 24 avril 1995, portant application des articles 88 et 89 de la loi n° 94-127 du 26 décembre 1994, portant loi de finances pour la gestion 1995, relatifs à la fixation des listes des matières premières et des produits nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables et des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret gouvernemental n° 2016-1342 du 2 décembre 2016,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Sont fixés à l'annexe 1 du présent décret gouvernemental, la liste des matières premières et produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans la domaine des énergies renouvelables, n'ayant pas des similaires fabriqués localement et bénéficiant des avantages fiscaux prévus au paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et au point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 2 - Sont fixés à l'annexe 2 du présent décret gouvernemental, la liste des matières premières et produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans la domaine des énergies renouvelables, fabriqués localement et bénéficiant des avantages fiscaux prévus au point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 3 (nouveau) - Est fixée à l'annexe n° 3 du présent décret gouvernemental, la liste des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables, n'ayant pas de similaires fabriqués localement et bénéficiant des avantages fiscaux prévus au paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et au point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée et ce au vu d'une attestation ou d'un programme annuel d'importation délivrés par l'agence nationale pour la maîtrise de l'énergie. \(^1\)

Article 4 -Sont fixés à l'annexe 4 du présent décret gouvernemental, la liste des équipements fabriqués localement utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans la domaine des énergies renouvelables et bénéficiant des avantages fiscaux prévus au point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 5 - Les avantages fiscaux prévus à l'article premier et à l'article 2 du présent décret gouvernemental sont accordés exclusivement aux industriels dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables.

Article 6 - Le bénéfice du régime fiscal privilégié prévu à l'article premier et à l'article 2 du présent décret gouvernemental est subordonné au respect des conditions générales pour le bénéfice des régimes fiscaux privilégiés, tels que repris au point 6 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douanes à l'importation et aux conditions suivantes :

l'importation et du point 18 bis du tableau B annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

¹Est ajouté par le décret gouvernemental n° 2018-234 du 12 mars 2018, modifiant et complétant le décret gouvernemental n° 2017-191 du 25 janvier 2017, relatif à la fixation des listes des matières premières et des produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables et des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables éligibles au bénéfice des incitations fiscales prévues par le paragraphe 7.21 du chapitre 2 des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à

1. L'industriel doit joindre à sa demande de bénéfice du régime fiscal privilégié un programme prévisionnel de fabrication selon un modèle fourni par les services concernés de la direction générale des industries manufacturières du ministère chargé de l'industrie, qui demeure applicable jusqu'à la fin de l'année civile en question, à partir de la date de son approbation et comportant notamment la désignation, la quantité, les caractéristiques et les références des articles à fabriquer.

Le bénéfice du régime fiscal privilégié est subordonné à l'avis technique de l'agence nationale pour la maîtrise de l'énergie et l'approbation du programme prévisionnel de fabrication par les services concernés de la direction générale des industries manufacturières du ministère chargé de l'industrie. ¹

- 2. Les titres d'importation sous couvert desquels sont importés les produits visés à l'article premier ci-dessus ainsi que les factures commerciales y afférentes doivent comporter explicitement la mention "importation destinée exclusivement aux fins de la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables" apposée par les soins du bénéficiaire avant le dépôt de la demande du titre auprès de l'administration concernée émettrice du titre.
- **3.** La déclaration en douane doit être établie au nom de l'industriel fabricant des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables lors de l'importation des articles repris à la liste n° I annexée au présent décret gouvernemental.
- **4.** Les factures commerciales doivent être établies au nom de l'industriel fabricant des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables lors de l'acquisition sur le marché local des articles repris à la liste n° II annexée au présent décret gouvernemental.
- 5. L'industriel doit souscrire lors de chaque importation ou acquisition sur le marché local un engagement de ne pas céder en l'état les produits importés ou acquis localement ayant bénéficié des avantages prévus par les articles premier et 2 du présent décret gouvernemental et d'acquitter immédiatement les droits et taxes dus aux taux en vigueur sur les produits de l'espèce qui seraient détournés de leur destination initiale sans préjudice des sanctions prévues par le code des douanes et les sanctions prévues par le code de la taxe sur la valeur ajoutée.

En cas d'importation, cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane. ²

¹Est modifié par le décret gouvernemental n° 2018-234 du 12 mars 2018.

²Est modifié par le décret gouvernemental n° 2018-234 du 12 mars 2018.

- **6.** L'industriel concerné est soumis, dans ses établissements, dépôts et autres locaux à usage professionnel, aux visites des agents de douanes et des agents du contrôle fiscal qui pourront y effectuer toutes les vérifications nécessaires.
- **Article 7 -** Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret gouvernemental et notamment le décret n° 95-744 du 24 avril 1995, portant application des articles 88 et 89 de la loi n° 94-127 du 26 décembre 1994, portant loi de finances pour la gestion 1995, relatifs à la fixation des listes des matières premières et des produits semi-finis nécessaires à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables et des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables.

Article 8 - La ministre des finances, le ministre de l'industrie et du commerce et la ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2017.

Le Chef du Gouvernement

Youssef Chahed

Pour Contreseing
La ministre des finances
Lamia Boujnah Zribi
Le ministre de l'industrie et du commerce
Zied Laadhari
La ministre de l'énergie, des mines et des énergie renouvelables
Héla Chikhrouhou

ANNEXE 1

Liste des matières premières et produits semi-finis n'ayant pas de similaires fabriqués localement et destinés à la fabrication des équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables¹

N• Du Tarif	Désignation des produits
EX 252390	Ciment à prise rapide pour revêtement intérieur des ballons.
EX 253090	Silice
EX 280540900	Mercure
EX 281820000	Oxyde d'aluminium
EX 282410.0	Oxyde de plomb
EX 283522.0	Phosphatant
EX 290549.0	Autres Polyalcool
EX 292910.0	Isocyanate
EX	Produits inorganiques des types utilisés comme luminophores
32065000001	(Phosphore).
Ex	Poudre d'émail spécifique pour les ballons de stockage solaire.
32074085010	
Ex 320990	Peinture sélective à base de polymère pour absorbeur solaire.
EX 321410	Ciment de résine pour scellement
EX 350691	Adhésif pour scellement
EX 381400	Solvant à base de dérivé de propanol non destiné à la vente en détail.
EX 390311.0	Polystyrène expansible à l'état primaire
EX 390720110	Oxyde de polyéthylène
EX 390730.0	Epoxy en poudre
EX 390799909	Polyéthylène téréphtalate

 1 Modifié par le décret gouvernemental n° 2018-234 du 12 mars 2018.

Résine polyester isophtalique
Silicone
Tubes et tuyaux en matière plastique (Gaine thermorétractable).
Adhésif double face
Adhésif double face pour capteurs et ballons solaires
Feuilles en autres matières plastiques auto-adhésives
Feuilles en polymère de l'éthylène
Corps en plastique pour ballast
Joints en plastique pour chauffe eau solaire
Presse étoupe en plastique
Boitier
Isolant polyester
Manchon en caoutchouc sans accessoires
Joints d'étanchéité à haute résistance thermique pour capteurs et ballons solaires
Gaine de protection en tuyau textile
Tube en verre
Verre spécial pour applications solaires
Ampoules ouvertes
Grenaille de fer
Tôle laminée à chaud en bobine
Tôle laminée à froid dont l'épaisseur dépasse 1mm et ne dépassant pas 3mm
Tôle laminée à froid dont l'épaisseur de 0,5mm et plus et ne dépassant pas 1mm
Tôle Zinguée éléctrolytiquement d'une épaisseur égale ou supérieure à 3mm

EX 721122.0	Tôle laminée à chaud d'une épaisseur de 3mm à 4,75mm
EX 721924	Tôle en inox
EX 721924.0	Tôle en inox pour réservoir de stockage d'une épaisseur supérieure à 15mm
EX 722510.0	Ferrite
EX 730449	Tubes en inox pour raccordement des capteurs et ballons solaires
EX 730900	Réservoir d'eau en acier inoxydable pour chauffe eau solaire
EX 730791	Tampons blindés
	Disque en inox pour ballons solaires
EX 732690	Couvercle en acier inoxydable pour la fixation des capteurs solaires
	supports en acier inoxydable pour la fixation des capteurs solaires
EX 7409	Feuillard en cuivre d'une épaisseur 0.2 mm
EX 741021.0	Feuille mince, en cuivre affiné, fixée sur support en plastique
EX 741129.0	Tube en cuivre désoxydé
EX 741210.0	Raccord, coude, té, bouchon, adapteur en cuivre
EX 74122000001	Raccord joint torique en alliage de cuivre
EX 760410.2	Autres barres en aluminium non allié
EX 760711110 à 760720999	Feuilles d'aluminium
EX 761690.9	Radiateur
EX 800300	Fil d'étain
EX 810490.1	Magnésium en barre

EX 811000.1	Antimoine
EX 841280.0	Ensemble aérogénérateur avec accessoires
EX 841381.0	Electropompe tube
EX 841430.0	Compresseur 12/24 DCV
EX 841919 .0	Absorbeur sélectif avec grille intégrée
EX 841990.9	Tube caloduc sous vide, collecteur calorifique
EX 842121.0	Autodétartreur, filtre à tami en caoutchouc anticalcaire
EX 848180.0	Vanne 2, 3 ou 4 voies, nourrice de distribution, purgeur d'eau automatique
EX 850110990	Moteurs à courant continu d'une puissance n'excédant pas 37,5w.
Ex 85016180006	Alternateurs pour éolien.
EX 85040110	Noyaux magnétiques
EX 85040180	Noyaux plastiques
EX 850410	Ballast électronique pour lampe économique
EX 850432900	Auto-transformateur variable
EX 85044082006	Redresseurs alternatifs contenus
EX 850450950	Autres bobines de réactance
EX 850490.0	Carcasse de transformateur électrique, corps et noyau bobinage
EX 850490180	Noyaux plastiques
EX 850440902902	Convertisseurs continus
EX 850790.1	Bacs et couvercles
EX 850790.2	Plaques tubulaires
EX 850790.4	Séparateur
EX 850790.9	Accessoires pour accumulateurs électriques

EX 851610.3	Thermoplongeur
EX 851690.1	Echangeur à plaque
EX 853221.0	Condensateur fixe au tantale
EX 853222.0	Condensateur fixe électrolytique en aluminium
EX 853223.0	Condensateur fixe diélectrique en céramique à une seule couche
EX 853225.0	Condensateur fixe à diélectrique en papier ou en matière plastique
EX 853229000	condensateurs électriques
EX 853310000	Résistances électriques non chauffantes
EX 853321.0	Résistances électriques non chauffantes inf.à 20W
EX 853331.0	Potentiomètre n'excédant pas 20W
EX 853340.0	Potentiomètre excédant 20W
Ex 85334090090	Elément de décharge pour éolien
EX 853400190	Circuits imprimés
EX 853610.0	Fusible 10 ou 16 A
EX 853630.0	Borniers
Ex 853630	Contrôleurs pour éolien.
EX 853641.0	Relais (I<2A, U<60V), relais (12V, 16A)
	Pins de connexion pour équipements électriques
EX 853690109	Boites de jonction avec diodes câbles et connecteurs
Ex 853990	- Parties de lampes (brûleur, couvercle en plastique) - Culot
EX 854110.0	 Diode de redressement LED même rassemblé en plaque ou en ruban
EX 854121.0	Transistor de dissipation inf. à 1W
EX 854129.0	Transistor de dissipation (10A et 15A)

EX 854130000	Diacs
EX 85414090016	Cellules photovoltaïques
EX 8541500005	Régulateur de courant.
EX 854211.0	Circuit intégré monolithique, numérique
EX 854219.0	Autre circuit intégré monolithique
EX 854290.0	Partie joint des circuits intégrés
EX	Dissipateurs de chaleur
85439000092	Couvercles
EX 854411102	Fils pour bobinage
EX 85444993000	Fils électriques
EX 854451.0	Sonde à plongeur avec gaine
EX 854459	Fil de connexion
EX 854690.0	Isolateur pour électricité
EX 854720.0	Douilles pour tubes de 8,13,18W et plus
EX 854790.0	Pièces isolantes comportant des pièces métalliques d'assemblage
EX 90021900006	Lentilles
EX 903210.0	Thermostat
EX 940591	Parties en autres verres pour appareils d'éclairage (couvercle).
EX 940592	Parties en matières plastiques pour appareils d'éclairage (fixateur COB PCB, réflecteurs et couvercles).

ANNEXE 2 LISTE DES MATIERES PREMIERES ET PRODUITS SEMI FINIS FABRIQUES LOCALEMENT DESTINES A LA FABRICATION DES EQUIPEMENTS UTILISES DANS LA MAITRISE DE L'ENERGIE OU DANS LE DOMAINE DES ENERGIES RENOUVELABLES

N [•] Du Tarif	Désignation des produits
EX 321000.2	Peinture anti-rouille et peinture liquide
Ex 35069100007	Colle à base de polyuréthane.
EX 382390.9	Détartrant, diluant
EX 390390.0	Polystyrène ou plaque destiné à l'isolation thermique
EW 201701 0	Tubes en polyéthylène réticulé
EX 391721.0	Tubes et tuyaux en polyéthylène
EX 391723.0	Tubes en plastiques transparents
EX 391910	Etiquettes autocollantes en PVC
EX 392010.0	Film en polyane pour emballage
EX 392190	Plaque en mousse de polyuréthane dense d'épaisseur 3cm renforcée avec de l'aluminium réfléchissant
EX 392350900	Capots plastiques pour capteurs et ballons solaires
EX 400910.9	Tube en caoutchouc non durci de diamètre < à 69 mm
EX 401699.2	Joint en caoutchouc
EX 401700.1	Profilé en caoutchouc
EX 420500.0	Calotte en cuir
EX 440721.0	Bois d'emballage
EX 450190.0	Liège granulé
EX 481950.0	Carton d'emballage
FW 400440	Autocollant pour chauffe-eau solaire
EX 482110	Plaque signalétique

EX 700719.0	Verre trempé en plaque
EX 720854	Tôle laminée à chaud en plaque
EX 72101100097	Tôle étamée d'une épaisseur 0.5 mm et ne dépassant pas 3mm
EX 72101280094	Tôle étamée d'une épaisseur inférieure à 0.5 mm
EX 721030	Tôle galvanisée
EX 721410.0	Barre en acier étiré
EX 721640.0	Profilé en acier étiré de plus de 80mm
EX 721690.0	Profilé en acier étiré de moins de 80mm
EX 730451.0	Tube en fer à section carrée ou rectangulaire
EX 730630.0	Tube en acier soudé diamètre inf. à 50mm
EX 731010.0	Réservoir d'expansion
EX 731290.0	Câble en acier
EX 731819	Boulonnerie en acier
EX 732690.9	Carcasses des luminaires pour systèmes photovoltaïques
EX 741011.0	Tôle en cuivre épaisseur 1.5mm
EX 741110.0	Tube en cuivre, écroui en barre rectiligne et affiné
EX 741210.0	Accessoires de tuyauterie en cuivre
EX 741220	Tuyauterie en laiton
EX 7604210000	Profilés en aluminium
EX 831120.0	Baguette et fil de soudure
EX 831130.0	Baguette de soudure type castolin ou équivalent
EX 841391.0	Corps de pompe en bronze coulé
EX 841950.0	Echangeur tube
EX 848130.0	Robinet à boisseau sphérique

EX 848130	Clapet anti-retour
EX 848140	Groupe de sécurité
EX 848210.0	Roulement à bille
EX 848299.0	Bague pour roulement
EX 848320.0	Palier avec roulement
EX 850790.3	Plaques en plomb planes pour batteries solaires
Ex 851680	Résistance chauffante électrique à barillet de 1200 W à 3600W.
EX 853620.0	Disjoncteur (inf.ou égal à 32 A)
EX 854420.0	Câble électrique d'un diamètre ne dépassant pas 2x6mm ²

ANNEXE 3
LISTE DES EQUIPEMENTS N'AYANT PAS DE SIMILAIRES FABRIQUES
LOCALEMENT UTILISES DANS LA MAITRISE DE L'ENERGIE OU DANS LE
DOMAINE DES ENERGIES RENOUVELABLES¹

N [•] Du Tarif	Désignation des produits
EX 391990.0	Film de protection solaire
EX 392119.0	Plaque en autres matières plastiques alvéolaires
EX 400910.0	Tube en caoutchouc non durci diamètre >69 mm
EX 6806	-Fibres céramiques à base de silicate d'aluminium, de zircone, d'aluminium de carbone de silicium et de nitrure de bore
	-Vermiculite
	-Laine de roche et laine minérale pour l'isolation thermique
EX 6901	Carreaux ou briques en céramique réfractaire à l'exclusion des briques à base de silico-aluminium et autres repris aux n°6900001 et n°6901009
EX 6901 ou 6902	Carreaux ou briques réfractaires contenant plus de 10% de zirconium
EX 690210.0	Carreaux ou briques réfractaires à base de dalomie
EX 690220.1	Réfractaire façonnés de silice
EX 690290.1	Carreaux ou briques réfractaires à base de zirconium
	Réfractaire à base de carbone et de graphite
EX 690290.9	Réfractaire à base de carbure de silicium
	Réfractaire à base de corundon
EX 701931.0	Laine de verre
EX 701990.0	Fibre de verre

 $^{^1} Modifi\'e par le décret gouvernemental n° 2018-234 du 12 mars 2018.$

Ex 7309	Ballons en acier émaillés de stockage solaire d'une contenance excédant 300 litres.
EX 730900	Ballon de stockage solaire en inox
EX 7310	Ballons émaillés de stockage solaire d'une contenance n'excédant pas 300 litres
EX 7607	Barrières thermiques isolantes sans supports et avec supports
Ex 84.02	Chaudière destiné aux installations de cogénération/trigénération ou aux installations de production électrique à partir de la valorisation thermique.
EX 8412	Éoliennes de pompage
EX 841280.0	Aérogénérateurs complets
	Pompes et motopompes photovoltaïques.
Ex 8413	Pompes avec régulation intégrée pour chauffage solaire des piscines.
Ex 84.15	Pompe à chaleur à compression à moteur à gaz à détente directe (AIR /AIR).
EX 841861001	Pompes à chaleur avec moteur à gaz
EX 841861009	Pompes à chaleur à absorption
EX 841869.9	Réfrigérateurs solaires
Ex 84.19	Tour de refroidissement destiné aux installations de cogénération/trigénération ou aux installations de production électrique à partir de la valorisation thermique.
EX 841911	Chauffe-eau à gaz à régulation thermostatique
EV 8/1010 0	Capteurs solaires souples avec collecteurs Capteurs solaires cylindres – paraboliques
EX 841919.0	Douches solaires Douches solaires
EX 841950	Échangeur à plaques tubulaires pour des installations solaires

Ex 84.21	Unité de traitement d'eau destiné aux installations de cogénération/trigénération ou aux installations de production électrique à partir de la valorisation thermique.
EX 847141	Bornes de gestion de carburant
EX 847160	Système de gestion de la conduite automobile
EX 848180	Robinetterie sanitaire économiseur d'eau
EX 850410	Ballast électronique bi-puissance pour éclairage public
EX 850131.0	Moteurs pour pompes pour systèmes photovoltaïques d'une puissance n'excédant pas 750W
EX 850132.0	Moteurs pour pompes pour systèmes photovoltaïques d'une puissance excédant 750W mais n'excédant pas 75Kw
Ex 85.02	Groupe électrogène destiné aux installations de cogénération/trigénération ou aux installations de production électrique à partir de la valorisation thermique.
EX 85023100	Groupes électrogènes à énergie éolienne
EX 8504	Convertisseurs statiques Gradateurs électriques (variateurs de lumière) Onduleurs courant continu/courant alternatif pour systèmes photovoltaïques et éoliens
EX 850440	Variateurs de fréquence pour pompage photovoltaïque
EX 851310.9	Lampes solaires portables
EX 853210.0 ou	Batteries de condensateurs pour compensation de
EX 853230.0	l'énergie réactive
EX 853290.0	Batteries de condensateur pour réseau électrique
EX 853620	Serrures avec système électrique d'asservissement à la clef
EX 853932	Lampes de sodium à haute pression « SHP »

EX 85414090016	Modules pour systèmes photovoltaïques d'une puissance inférieure à 100 Watt-Crète
EX 902680	Compteur d'énergie solaire
EX 902920	Tachygraphe
EX 903180	Unité portative de diagnostic des moteurs de véhicules
	Analyseur de gaz d'échappement des moteurs de véhicules
EX 903180.0	Banc de diagnostic moteur
EX 9032	Régulateurs pour système photovoltaïques
EX 903289	Régulateurs de puissance pour réseau d'éclairage
EA 903289	Régulateur différentiel pour des installations solaires
EX 903300	Régulateur de puissance pour moteur à induction
EX 950330	Kits et jeux éducatifs pour les applications des énergies renouvelables
Ex 9405	appareils d'éclairages à diodes émettrices de lumière (LED).

ANNEXE 4 LISTE DES ÉQUIPEMENTS, FABRIQUES LOCALEMENT UTILISES DANS LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE OU DANS LE DOMAINE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

N• Du Tarif	Désignation des produits	
EX 39031100004	Billes en polystyrène expansé hydrofuge pour la fabrication de béton léger pour l'isolation thermique du bâtiment	
Ex 391722	Tubes et tuyaux en polymères du propylène.	
EX 392111100006	Plaques en polystyrène expansé moulé (épaisseur de 3 à 8 cm) pour isolation thermique du bâtiment	
EX 392190	Plaques en polyuréthane dense d'épaisseur 3 cm renforcées avec l'aluminium réfléchissant	
EX 4504	Liège destiné à l'isolation thermique	
Ex 4803	Ouate de cellulose.	
EX 7308	Panneaux isolants en fonte, fer ou acier comportant du polyuréthane en sandwich	
Ex 7309	Ballon cimenté de stockage solaire d'une contenance excédant 300 litres.	
Ex 730900	Ballons émaillés de stockage solaire, d'une contenance excédant 300 L.	
Ex 7310	Ballon cimenté de stockage solaire d'une contenance n'excédant pas 300 litres. Ballon de stockage solaire en poudrage électrostatique d'une contenance	
Ex 731010	n'excédant pas 300 litres. Ballons émaillés de stockage solaire, d'une contenance n'excédent pas 300 L.	
EX 8412	Eoliennes de pompage destinées au pompage de l'eau	
EX 841280	Aérogénérateurs complets à axe vertical et de puissance 3.5 Kw.	
EX 841919	Capteurs solaires	
EX 8504	Ballasts et luminaires pour systèmes photovoltaïques	

EX 850440999	Régulateurs variateurs de tension pour réseaux d'éclairage	
EX 8506	Batteries pour systèmes photovoltaïques	
EX 8516	Chauffe-eau solaire	
EX 8536	Gradateurs ou variateurs de lumière et interrupteurs électriques pour systèmes photovoltaïques	
EX 853931901	Lampes à basse consommation d'énergie, dites économiques	
EX 85414090016	Modules pour systèmes photovoltaïques d'une puissance supérieure ou égale à 100 watt-crête	
Ex 85437090994	Lampes à diodes émettrices de lumière (LED).	
Ex 9405	Réflecteurs pour lampes Autres appareils d'éclairages à diodes émettrices de lumière (LED).	

Décret gouvernemental n° 2017-144 du 25 janvier 2017, fixant la liste des matières premières destinées au secteur de l'artisanat susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 6%1et les conditions d'octroi de ces avantages

Le chef du gouvernement,

Sur proposition de la ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment les articles 30 et31 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989 tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu la loi n° 2005-15 du 16 février 2005 relative à l'organisation du secteur des métiers,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n°96-1189 du 1er juillet 1996 fixant la liste des matières premières et articles destinés au secteur de l'artisanat et susceptibles de bénéficier de la réduction des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation et en régime intérieur et les conditions d'octroi de ces avantages tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n°2005-2398 du 31 août 2005,

Vu le décret présidentiel n°2016-107 du 27 août 2016 portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'avis de la ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu l'avis du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'avis du tribunal administratif,

.

¹ Conformément aux dispositions de l'article 43 de la LF 2018 les taux de la TVA le taux de 6% de la taxe sur la valeur ajoutée est remplacé par le taux de 7%,

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER: Sont fixées dans la liste n° I annexée au présent décret gouvernemental les matières premières importées et destinées au secteur de l'artisanat et susceptibles de bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7 %.

ARTICLE 2- Les avantages fiscaux prévus à l'article premier du présent décret gouvernemental sont accordés aux matières premières:

- importées directement par les artisans ou les entreprises artisanales à condition de présenter, selon le cas, la carte professionnelle d'artisan ou du récépissé d'immatriculation et d'une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire,
- importées directement par les centres de formation professionnelle et les structures à vocation sociale à condition de présenter une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire dans le secteur de l'artisanat,
- importées par les commerçants ou les industriels ou les groupements des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans à condition de présenter une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat précisant les quantités des matières premières destinées au secteur de l'artisanat et de souscrire auprès des services de la douane un engagement de cession des matières premières aux seuls artisans, entreprises artisanales, centres de formation professionnelle ou structures à vocation sociale.

La cession sur le marché local des matières premières importées dans le cadre du présent décret gouvernemental par les commerçants et industriels et les groupements des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans au profit des artisans, entreprises artisanales, centres de formation professionnelle et structures à vocation sociale, est subordonnée à la présentation d'une autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts compétent sur la base d'une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire.

L'autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts doit mentionner:

- l'identification du fournisseur ou du groupement des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans et de l'artisan ou de l'entreprise artisanale ou des centres de formation professionnelle ou des structures à vocation sociale.

- le numéro de la carte professionnelle ou du récépissé d'immatriculation pour l'artisan ou l'entreprise artisanale,
- la désignation des matières premières et des quantités à acquérir.

ARTICLE 3: Sont fixées dans la liste n° II annexée au présent décret gouvernemental les matières premières fabriquées localement destinées au secteur de l'artisanat susceptibles de bénéficier de la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 7%.

ARTICLE 4 : Les avantages fiscaux prévus à l'article 3 du présent décret gouvernemental sont accordés aux matières premières acquises auprès d'assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée par :

- les artisans ou entreprises artisanales à condition de présenter, selon le cas, la carte professionnelle d'artisan ou du récépissé d'immatriculation et d'une autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts compétent sur la base d'une attestation accordée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire,
- les centres de formation professionnelle et les structures à vocation sociale à condition de présenter une autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts compétent sur la base d'une attestation accordée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire.
- les groupements des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans à condition de présenter une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat précisant les quantités des matières premières destinées au secteur de l'artisanat et de souscrire auprès des services du contrôle des impôts un engagement de cession des matières premières aux seuls artisans, entreprises artisanales, centres de formation professionnelle ou structures à vocation sociale.

L'autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts doit mentionner:

- l'identification du fournisseur ou du groupement des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans et de l'artisan ou de l'entreprise artisanale ou des centres de formation professionnelle ou des structures à vocation sociale,
- le numéro de la carte professionnelle ou du récépissé d'immatriculation pour l'artisan ou l'entreprise artisanale,
- la désignation des matières premières et des quantités à acquérir.

La cession sur le marché local des matières premières fabriquées localement dans le cadre du présent décret gouvernemental par les commerçants et industriels et les groupements des services d'approvisionnement et commercialisation des produits des artisans au profit des artisans, entreprises artisanales, centres de formation professionnelle et structures à vocation sociale, est subordonnée à la présentation d'une autorisation délivrée par le bureau du contrôle des impôts compétent sur la base d'une attestation délivrée par l'office national de l'artisanat certifiant que les quantités sont nécessaires à l'activité du bénéficiaire.

ARTICLE 5: Toutes les taxes exigibles doivent être payées en cas de non transformation des matières premières par le bénéficiaire.

ARTICLE 6: Sont abrogées les dispositions du décret n°96-1189 du 1^{er} juillet 1996 susvisé.

ARTICLE 7: La ministre des finances, la ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le 25 janvier 2017

Le Chef du gouvernement Youssef Chahed

Pour Contreseing

La ministre des finances, Lamia Boujnah Zribi

La ministre du tourisme et de l'artisanat, Selma Elloumi Rekik

Le ministre de l'industrie et du commerce, **Zied Laadhari**

LISTE N° I

Les matières premières importées Et destinées au secteur de l'artisanat

N° DE	DESIGNATION DES PRODUITS
POSITION	
EX 05 - 01	-Cheveux bruts
EX 05 – 07	-Cornes (EX 050790009)
EX 05 - 10	- Ambres gris
	- Civette
	- Musc naturel
EX $13 - 01$	- Gomme pour machine sous pression
	- Gomme arabique
EX 14 - 01	- Rotin(14012000006)
	- Raphia (14019000031)
	- Paille (14019000097)
	- Bambous (EX 140110000)
EX 14 – 04	- Kapok
	- Paille de sorgho
	- Fibres de piassava
	- Fucus cruspus, en poudre
EV 25 07	- La loufa (EX 140490009)
EX 25 – 07	-Argiles blanches pour la fabrication des céramiques
EX $25 - 20$	 Moldadur (plâtre dur) pour la fabrication des céramiques Gypse et anhydrite
	- Oypse et annyunte - Plâtre à machine sous pression
	- Poudre plâtre à machine sous pression
EX 25 – 22	- Poudre et pâte pour le polissage du bois
	- Poudre pour le polissage du coraïl
EX 25 – 24	-Amiante
EX 27 – 12	- Vaseline
	- Huile de paraffine
	- Paraffine pure
EX 28 – 08	-Acide nitrique
EX 28 – 40	-Borate
EX 28 – 41	-Sels des acides exométalliques ou peroxométalliques
EX 32 – 04	-Autres matières colorantes organiques synthétiques
EX 32 – 07	- Pigments opacifiant pour l'émaillage des céramiques, du cuivre,des métaux ou du verre -
	Produit émail à four
	- Lustre liquide et préparations similaires des types utilisés pour la céramique, l'émaillerie
	ou la verrerie
EX 32 - 13	-Couleurs à l'alcool en assortiment pour la peinture artistique

EX 33 – 01	-Huile essentielles de menthe
EX 34 – 04	-Cire pour machine sous pression
EX 34 – 05	-Pâtes à polir
EX 35 – 06	-Colle mixion à dorer
EX 38 – 01	-Pâtes carbonées pour électrodes et pâtes similaires: gibs pour bijouterie

EX 38 – 06	Colombono
	-Colophane
EX 38 – 08	-Antirongeurs et produits similaires à l'état de préparations (produits antimites)
EX 38 – 10	-Préparations de décapage de métaux
EX 39 – 07	-Résines
EX 39 – 10	-Silicones sous formes primaires
EX 39 – 12	-Acétate et nitrate de cellulose
EX 39 – 19	-Plaques, feuilles bandes, rubans, pellicules en matière plastiques, auto-adhésifs, d'une largeur excédant 20 cm
EX 39 – 20	-Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames en autres dérivés de la cellulose : faux nacre en nitrate de cellulose.
EX 39 – 21	-Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames en polymères de chlorure de vinyle alvéolaires : polyphone adhésif pour abat-jour
EX 44 – 07	- Bois rouge
	- Bois acajou
	- Bois hêtre
	- Bois ébène (bois noir dur)
EX 46 - 01	-Autres matières à tresser et articles similaires : cannages
EX 48 - 01	-Papier journal pour fixage d'articles peints à la main.
EX 48 – 11	-Papiers et cartons enduits ou recouverts de matières plastiques : polyphone pour abat-jour non adhésif.
EX 48 – 23	-Papier seal
EX 50 – 02	-Soie grège (non moulinée)
EX 50 – 04	- Fils de soie pour tapis et tapisserie
	- Fils de soie grège (EX 500400100 et EX 500400900)
EX 50 – 07	-Tissus de soie
EX 51 – 01	-laine de tonte dégraissée (51012100004)
EX 51 – 04	-Effilochés de laine ou de poils fins ou grossiers destinés à la fabrication des serpilleries
EX 51 – 05	- Laine peignée en vrac (51052100002)
	- Autre laine peignée (51052900002)
EX 51 – 06	- Fil de laine cardée pour chéchia (51061001001)
	- Fil de laine cardée pour tapis et tapisserie
EX 51 – 07	- Fil de laine peignée pour chéchia (51071001008)
	- Fil de laine peignée pour tapis et tapisserie
EX 52 – 05	-Fils de coton pour tapis et tapisserie
	to to the contract of th

EX 52 – 06	-Fils coton (de EX 520611000 à EX 520645000)
EX 53 – 06	-Fil de lin
EX 53 – 09	- Tissus de lin blanc
	- Tissus de lin couleur
EX 54-02	-Fils en fibres synthétiques pour couture des chaussures
EX 54-03	- Fils de rayonne de viscose
	- Fils de rayonne viscose (540310000, 540331000, 540332000, 540341000)
EX 54 – 04	-Mono filaments synthétiques de 67 décitex et plus
EX 54 – 07	- Tissus en polyester pour abat-jour
	- Tissus imprimé pour abat-jour
EX 55 – 03	-Fibres synthétiques discontinues de polyester (550320000)
EX 55 – 09	-Fils en fibres polyester mélangés uniquement ou principalement en coton (55095300004)

	-Fils en fibres polyester ou acryliques	
EX 55 – 16	-Tissus teints pour abat-jour	
EX 56 - 02	- Autres feutres non imprégnés ni enduits ni recouverts ni stratifiés, de laine ou de poils fins	
	- Autres feutres non imprégnés ni recouverts ni stratifiés d'autres matières textiles	
EX 56 - 03	-Nontissé pour abat-jour	
EX 56 - 05	- Filés métalliques et fils métallisés: fils métallo-plastiques	
	(56050000099)	
	- Fils et lames en métaux précieux combinés avec des fils textiles -Files	
	métallisés et filés métalliques	
EX 58 - 06	- Rubans sans trame synthétiques (agrément or faux)	
	- Rubans tissées pour habits traditionnels	
EX 58 – 08	- Articles de passementerie contenant de l'or	
	- Articles de passementerie contenant de l'argent	
EX 60 – 01	- Velours et peluches pour fabrication des poupées	
	- Etoffes à longs poils de fibres textiles (de 600110001 à 600110009)	
EX 63 – 07	-Rubans en soie pour la décoration des médailles (EX 63079098090 et EX	
	96190049009)	
EX 68 – 02	-Pierre de couleur verdâtre pour fabrication des bibelots	
EX 68 – 06	-Vermiculite	
EX 68 – 15	-Creuser (EX 681510900, EX 681591000, EX 68159900005)	
EX 70 - 10	- Flacons en verre	
	- Flacons en verre d'une contenance inférieure ou égale à 12 ml (EX 701090213, EX	
	701090911, EX 701090991)	
EX 70 – 19	- Fibre ou fils de verre	
	- Mats non tissés en fibre de verre	
EX 71 – 01	-Perles	
EX 71 – 02	-Diamants	
EX 71 - 03	-Pierres précieuses	

EX 71 – 04	-Pierres synthétiques ou reconstituées
EX 71 – 04	-Dorure en poudre
EX 71 – 05 EX 71 – 06	- Argent en grenaille
LA /1 - 00	- Cannetilles d'argent (71069200211)
	- Paillettes d'argent (71069200291)
	- Autres argent sous forme mi-œuvré : lames argent doré
	- Alliage d'argent (EX 710692009, EX 710691009, EX 710691001, EX 710690009,
	EX710692201, EX 710692009, EX710692801, EX710692809)
EX 71 – 08	- Cannetilles d'or fin (71081380190)
	- Paillettes d'or fin (71081380112)
	- Feuille en or pour dorure
EX 71 – 09	-Lames et cannetilles
EX 71 – 10	-Rhodium pour dorure
EX 71 – 13	-Anneaux de fermeture en argent.
EX 73 – 19	-Epingles en acier de longueur inférieure ou égale à 1cm
EX 74 – 03	-Alliages de cuivres (EX 740321000, EX 740322000, EX 740323000, EX 740329000)
EX 74 – 09	- Tôles en cuivre affiné enroulées d'une épaisseur supérieure à 2,4 mm (EX 740911)
	- Tôles en cuivre affiné d'une épaisseur comprise entre 0,8 mm et 1,5 mm inclus et d'une
	largeur égale ou supérieure à 1 m.
	- Tôles en laiton enroulé d'une épaisseur supérieure à 2,4 mm
	- Tôles en laiton d'une épaisseur de 0,8 mm à 1,5 mm inclus et d'une largeur égale ou supérieure à 1m.
	-Alliages à base de cuivre-nickel-zinc (maillechort) (740940001, 740940009)
EX 74 – 10	-Feuilles et bandes minces en cuivre affiné d'une épaisseur inférieure à 0,15mm
EX 74 – 15	-Clous à tête arrondie d'une longueur inférieure ou égale à 1 cm en cuivre
EX 80 – 01	-Etain non allié, sous forme brute.
EX 82 – 02	-Lampes droites pour bois (EX 820299800)
EX 82 – 03	- Limes (EX 820310000)
EX 82 – 07	-Mèches (EX820750100, EX820750550, EX820750600, EX820750700, EX820750900)
EX 82 – 13	-Ciseaux pour tapis
EX 83 – 01	-Fermoirs pour maroquinerie
EX 83 – 08	-Paillettes découpées en métaux communs
EX 95 – 03	- Poupées et starlettes en plastique souple, non habillées
	- Mécanisme pour yeux de poupées
EX 96 – 01	-Plaques, feuilles, baguettes et tubes en écaille, en nacre ou en os.
EX 96 – 03	-Pinceaux pour artistes.
EX 96 - 14	-Tuyaux en ébonite pour fabrication des pipes.

LISTE N° II

Les matières premières fabriquées Localement et destinées au secteur de l'artisanat

I. TISSUS

- Tissus d'ameublement
- Tissus velours
- Tissus maltais Tissus laine
- Tissus percale Tissus tergal
- Tissus éponge
- Tissus soie
- Tissus popeline
- Tissus à fleur
- Tissus fouta
- Tissus rouges de jebba
- Tissus taffetas
- Tissus kamraya de largeur inférieure à 2,7m
- Tissus satin

II. MOUSSES

III. FILS

- Fil acétate pour tissage traditionnel
- Fil mouliné
- Fil à coudre
- Fil à broder
- Fil de soie pour tissage traditionnel
- Fils de coton
- Laine lavée à fond et traitée
- Fil de laine pour tapis et tapisserie
- Fil de soie pour tapis et tapisserie
- Fil de laine pour la fabrication de serpillières

IV. CUIRS

- Cuir daim
- Cuir de caprins

- Cuir basane
- Cuir de bovins
- Tanins
- doublure pour chaussures
- semelles et talons pour chaussures
- fermetures à glissière
- cuir de chameaux

V. PAPIERS

- Papier verre
- Papier craft
- Papier carton
- Papier journal
- Papier cellophane
- Papier calque
- Papier abrasif

VI. PINCEAUX

VII. COTONS ET LAINES

- Coton
- Coton blanchi
- Coton câblé 20/6, 20/9, 20/12
- Coton mèche 6 fils et 12/24
- Laine teintée
- Filés de laine titrage 800, 2300 7/2 NM, 7/2 SUP
- Torsadiné teinte 215

VIII. PASSEMENTERIE

- Frange
- Galants
- Biais couleur -Dentelle.

IX.CUIVRE

- Disque en cuivre ou en laiton
- Toles et bande en cuivre ou en laiton d'une largeur inférieure à 1m

X. ARTICLES DE DROGUERIE ET QUINCAILLERIE

- Peintures
- Colles
- Vernis
- Clous et vis
- Epingles et aiguilles.

XI. PARFUMERIE ARTISANALE

- Musc xylène
- Acétanylide
- Vanilline
- Concentré base parfumante
- Gomme benjoin
- Boutons de rose sèche
- Cones et batonnets
- Cire d'abeilles Acetate de benzule.

XII. ROTIN ET BOIS

- Contre plaqué
- Panneau particule
- Panneau stratifié
- Panneau plaque
- Diluant
- Coulisse de tiroir

XIII. DIVERS SECTEURS

- Perruque pour poupée
- Clef style
- Poignée
- Pendentif style
- Tirettes
- Cornières
- Serrures
- Fixe glace
- Paumelles

- Scie d'ajourage
- Fil de fer
- Patte glace
- Tresse tergale
- Ressort razale
- Coin en cuivre
- Bouton pression
- Tige brazale $n^{\circ}2$, 3, 8, 10
- Tôle zinguée
- Baguette de soudure à l'étain
- Etiquette
- Scie circulaire bilame
- Verre
- -Glace
- Marbre
- Corail
- Argile
- Acide sulfurique
- Acide citrique
- Acide chlorique
- Chlorure d'ammonium
- Bois d'olivier
- Huile essentielle de géranium
- Huile essentielle de jasmin
- Acritique : 15/1 20/1 50/2 40/1
- Fibranne 40/2 15/1
- Acide borique
- Fibre de verre
- Articles semi-finis en céramique, poterie et verre
- Etuis en carton

Décret gouvernemental n° 2016-1066 du 15 août 2016, fixant les conditions et procédures d'émission des factures électroniques et de leur archivage.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu la loi organique n° 2004-63 du 27 juillet 2004, portant sur la protection des données à caractère personnel,

Vu le code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2005-87 du 15 août 2005, portant approbation de la réorganisation de quelques dispositions du code tunisien des obligations et des contrats et notamment ses articles 453 nouveau et 453 bis,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée, promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016 et notamment son article 22,

Vu le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu la loi n° 98-40 du 2 juin 1998, relative aux techniques de vente et à la publicité commerciale,

Vu le code des droits et procédures fiscaux promulgué par la loi n° 2000-82 du 9 août 2000, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°

2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu la loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électroniques,

Vu la loi n° 2015-36 du 15 septembre 2015, portant sur la réorganisation de la concurrence et des prix et notamment son article 33,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances, Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Les factures électroniques sont formées d'un ensemble de lettres et de chiffres ayant un contenu intelligible et archivées sur un support électronique qui garantit leur lecture et leur consultation en cas de besoin et ce conformément à un cahier des charges technique établi à cet effet par l'organisme autorisé pour la gestion du système automatisé de traitement des factures électroniques.

Article 2 - La gestion du système automatisé de traitement des factures électroniques est attribuée à la société « Tunisie Trade net » ci-après dénommée « l'organisme autorisé ».

Article 3 - La facture électronique doit comporter la signature électronique de l'émetteur de la facture ou de la personne autorisée à cet effet par l'émetteur de la facture, conformément à la législation et réglementation en vigueur en matière de certification électronique ainsi que la signature électronique de l'organisme autorisé.

La facture électronique doit comporter également une référence unique et lisible délivrée par l'organisme autorisé.

Article 4 - Les émetteurs des factures électroniques sont tenus de déposer au service fiscal compétent une déclaration, selon un modèle élaboré par l'administration, accompagnée d'une attestation délivrée par l'organisme autorisé prouvant leur adhésion au réseau de la facturation électronique.

- **Article 5 -** L'opération de traitement des factures électroniques prend la forme de messages électroniques échangés entre l'émetteur de la facture et l'organisme autorisé, qui fixe la forme de ces messages électroniques.
- **Article 6 -** L'organisme autorisé se charge de l'enregistrement des factures électroniques et de leur archivage, et ce, conformément à la législation en vigueur. **Article 7 -** L'organisme autorisé peut délivrer à l'émetteur ou au récepteur des factures électroniques une copie à la demande de la facture électronique.
- **Article 8 -** L'organisme autorisé délivre systématiquement une copie des factures électroniques aux services compétents du ministère des finances.
- **Article 9 -** L'émetteur de la facture électronique est tenu de délivrer une copie papier de la facture électronique à la demande du récepteur ou en cas de transport de marchandises soumises au contrôle à la circulation comportant la mention "copie de la facture électronique enregistrée auprès de < l'organisme autorisé > sous la référence unique n° ... ", ainsi que sa signature et son cachet.
- **Article 10 -** L'émetteur de la facture électronique est autorisé à délivrer au récepteur de la facture une copie papier de la facture électronique comportant la mention copie de la facture électronique enregistrée auprès de < l'organisme autorisé > sous la référence unique n° ..., ainsi qu'un cachet électronique visible qui remplace la signature et le cachet.
- **Article 11 -** La forme du cachet électronique visible est fixée par l'organisme autorisé.
- **Article 12** -Les utilisateurs de la facture électronique sont dispensés de l'obligation de garder une copie papier de la facture électronique et le cas échéant, il y a lieu de se référer à la copie enregistrée auprès de l'organisme autorisé.
- **Article 13 -** Les services mentionnés aux articles 5, 6 et 7 du présent décret gouvernemental sont fournis moyennant une contrepartie fixée par arrêté du ministre des finances et sur proposition de l'organisme autorisé.
- La contrepartie des services mentionnés aux articles 5 et 6 est payée par l'émetteur de la facture électronique, alors que la contrepartie des services mentionnés à l'article 7 est payée par le demandeur du service.

Article 14 - Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 15 août 2016.

Le Chef du Gouvernement Habib Essid

Pour ContreseingLe ministre des finances
Slim Chaker

Décret gouvernemental n° 2016-1067 du 15 août 2016, fixant la liste des services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment l'article 31 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu le code d'incitation aux investissements promulgué par la loi n° 93-¬120 du 27 décembre 1993, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 94-492 du 28 février 1994, portant fixation des listes des activités relevant des secteurs prévus par les articles 1, 2, 3 et 27 du code d'incitations aux investissements, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2010-2936 du 9 novembre 2010,

Vu le décret n° 2013-4649 du 18 novembre 2013, fixant la liste des services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef de gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres de gouvernement,

Vu l'avis du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche,

Vu l'avis du ministre de l'industrie,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Les services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, en vertu des dispositions du numéro 4 du paragraphe II du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée, sont fixés comme suit :

- la collecte et le stockage des produits agricoles en l'état,
- le transport réfrigéré des produits agricoles et de la pêche,
- l'insémination artificielle réalisée conformément à un cahier de charges établi par le ministère de tutelle.

Article 2 - Sont abrogées les dispositions du décret n° 2013-4649 du 18 novembre 2013, fixant la liste des services afférents aux produits agricoles et de la pêche bénéficiant de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article3 - Le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 15 août 2016.

Le Chef du Gouvernement Habib Essid

Pour Contreseing

Le ministre des finances Slim Chaker Le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche Saad Seddik Le ministre de l'industrie Zakaria Hmad Décret n°93-1603 du 26 juillet 1993 portant exonération de l'Union Nationale des Aveugles et de la Coopérative Artisanale des Aveugles de Tunisie de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, portant promulgation du code de la taxe sur la valeur ajoutée et notamment le paragraphe 6 du tableau A qui lui est annexé,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète:

ARTICLE PREMIER: L'union nationale des aveugles et la coopérative artisanale des aveugles de Tunisie sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée due sur leur chiffre d'affaires.

ARTICLE 2: Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 juillet 1993.

Zine El Abidine Ben Ali

Arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture du 4 novembre 1998 fixant la nature des carburants, le montant et les conditions d'octroi de la subvention au profit des exploitants agricoles et des coopératives de services agricoles instituée par l'article 63 de la loi n°97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998.

Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998 et notamment ses articles 63, 64 et 65 ;

Vu l'avis du Ministre de l'Intérieur,

Arrêtent:

Article premier: La nature des carburants bénéficiant de la subvention instituée par l'article 63 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 sus-visée au profit des exploitants agricoles et des coopératives de services agricoles et le montant de la subvention pour chaque type de carburant sont fixés comme suit :

Nature des carburants	Montant de la subvention par litre
Gasoil	72 millimes
Pétrole lampant	30 millimes
Essence normale	48 millimes

Article 2: Les exploitants agricoles et les coopératives de services agricoles éligibles au bénéfice de la subvention prévue par l'article 63 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 susvisée doivent déposer au commissariat régional de développement agricole, chaque année, contre récépissé, deux demandes comportant leurs besoins en carburants.

Les demandes du bénéfice de la subvention sont rédigées sur des imprimés fournis par le commissariat régional de développement agricole et ce dans les délais suivants :

- au cours du mois de juillet pour les travaux agricoles relatifs à la campagne allant du 1er octobre au 31 mars;
- au cours du mois de janvier pour les travaux agricoles relatifs à la campagne allant du 1er avril au 30 septembre.

Les demandes susvisées doivent être accompagnées:

- pour les exploitants agricoles par :

- * une attestation justifiant l'exercice d'une activité agricole délivrée par le Omda territorialement compétent ;
- * une copie du titre de propriété de la terre ou d'un document en tenant lieu ou le contrat de location de la terre destinée à l'exploitation;
- * un état des superficies exploitées par type de culture et la nature des travaux agricoles envisagés;
- * un état détaillé du matériel agricole roulant et des moteurs fixes utilisés et leurs caractéristiques,
- * les factures d'achat de carburant relatif à la campagne précédente.

- pour les coopératives de services agricoles par :

- * la liste des adhérents et les superficies exploitées par chaque adhérent et la nature des travaux agricoles envisagés;
- * un état détaillé du matériel agricole roulant et des moteurs fixes utilisés et leurs caractéristiques,
- * les factures d'achat de carburant relatives à la campagne précédente.

Article 3 : Le commissariat régional de développement agricole procède à l'examen des demandes du bénéfice de la subvention et à la proposition des quantités de carburant éligibles au bénéfice de la subvention pour chaque bénéficiaire sur la base de critères fixés par décision du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances. Les dossiers d'octroi de la subvention

sont transmis dans le délai d'un mois à compter de la date de dépôt des demandes du bénéfice de la subvention à la commission prévue à l'article 4 du présent arrêté pour instruction.

Article 4: Est instituée dans chaque gouvernorat une commission chargée de l'octroi de la subvention prévue par l'article premier du présent arrêté ; cette commission est composée :

- du gouverneur ou de son représentant, en qualité de président;
- d'un représentant du ministère des finances;
- de deux représentants du ministère de l'agriculture, dont l'un assure le secrétariat de la commission;
- d'un représentant de l'union tunisienne de l'agriculture et de la pêche.

La commission se réunit à la demande de son président pour l'instruction des dossiers d'octroi de la subvention et la fixation de son montant pour chaque bénéficiaire et ce au moins vingt jours avant le début de chaque campagne agricole tel que prévu par l'article 2 du présent arrêté.

Article 5: Est instituée dans chaque commissariat régional de développement agricole une régie d'avance conformément à la législation en vigueur qui se charge du paiement de la subvention prévue par l'article premier du présent arrêté.

Article 6: Le commissaire régional de développement agricole effectue le paiement de la subvention sur la base des décisions individuelles des bénéficiaires dûment signées par le président de la commission ou son représentant.

Le paiement de la subvention aux bénéficiaires est effectué avant le début des mois d'avril et d'octobre de chaque année.

Article 7: La non présentation des factures d'achat de carburant relatives à la campagne précédente entraı̂ne la restitution du montant de la subvention au moyen d'un ordre de reversement conformément aux dispositions du code de la comptabilité publique.

Le détournement de la destination de la subvention entraîne la restitution du montant de la subvention majoré de 10% au moyen d'un ordre de reversement

conformément aux dispositions du code de la comptabilité publique et le non bénéfice de la subvention pour une durée de deux ans à compter de la date de la constatation de l'infraction conformément aux dispositions de l'article 64 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 susvisée.

Article 8: Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1999 et à compter de cette date, les bons de dégrèvement non utilisés ne sont plus valables et ne donnent plus lieu au bénéfice du dégrèvement.

Toutefois et à titre transitoire, les personnes qui détiennent des bons de dégrèvement délivrés au titre de la campagne agricole du 1er octobre 1998 au 31 mars1999peuvent remettre lesdits bons au commissariat régional de développement agricole dans un délai ne dépassant pas le 31 janvier 1999 et bénéficier d'une subvention qui sera arrêtée sur la base du montant de la subvention prévue par l'article 1er du présent arrêté et les quantités de carburants inscrites sur les bons en question.

Le commissariat régional de développement agricole procède à la remise des bons de dégrèvement non utilisés au receveur des finances compétent dans un délai ne dépassant pas dix jours à compter de la date de leur réception.

Tunis, le 4 novembre 1998

Le Ministre des Finances Mohamed El Jeri Le Ministre de l'Agriculture Sadok Rabeh

Vu Le Premier Ministre Hamed Karoui Arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture du 4 novembre 1998 fixant le montant de la subvention sur le gasoil consommé par les bateaux de pêche 1

Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998 et notamment son article 65;

Vu le décret n° 82-1351 du 12 octobre 1982, fixant les conditions et les modalités d'intervention du fonds de soutien à la pêche tel que modifié et complété par les textes subséquents;

Vu l'arrêté des ministres des finances et de l'agriculture du 6 juin 1995, fixant le montant de la subvention sur le carburant consommé par les bateaux de pêche;

Vu l'arrêté des ministres des finances et de l'agriculture du 2 juillet 1996, modifiant l'arrêté du 6 juin 1995 fixant le montant de la subvention sur le carburant consommé par les bateaux de pêche.

Arrêtent:

Article premier (paragraphe premier nouveau): Le montant de la subvention est fixé à cinquante pour cent (50%) par litre de gasoil consommé par les bateaux de pêche exerçant dans la zone Nord s'étendant de la frontière Tuniso-Algérienne, au parallèle passant par le phare Borj Kélibia et dont les ports de servitude sont situés dans les gouvernorats de Jendouba, Béja, Bizerte, Ariana, Tunis, Ben Arous et Nabeul.

(Est abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 7 janvier 2009 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et del'environnement du 26 avril 2011 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté de la ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche du 31 octobre 2016 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 8 juin 2021).

Bénéficient également de la même subvention les bateaux exerçant dans la zone Nord et ayant pour port de servitude celui de Kélibia, El Haouaria ou Sidi Daoued.

Article 2 : Les bateaux venant d'autres ports de servitude pour exercer leur activité dans la zone Nord à partir des ports de servitude mentionnés dans l'article premier sus-visé,

¹ Est modifié notamment par l'arrêté du 31 octobre 2016 dont les dispositions sont applicables à partir du premier septembre 2016 et par l'arrêté du 8 juin 2021.

bénéficient également de la subvention sus-visée selon les conditions qui seront fixées par décision des Ministres des Finances et de l'Agriculture.

Article 3 (nouveau):

- Le montant de la subvention est fixé à quarante pour cent (40%) par litre de gasoil consommé par les chalutiers autorisés à pêcher dans le Golfe de Tunis, ainsi qu'aux bateaux de pêche exerçant en dehors de la zone Nord mentionnée dans l'article premier du présent arrêté.
- Cette subvention est élevée de cinq pour cent (5%) pour les unités de pêche susvisé au premier tiret dont la longueur dépasse les 15 mètres et équipées en instruments permettant le recueil des informations instantanées relatives aux leurs positions en mer et en situation fonctionnelle conformément à la législation en vigueur.

(Est abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 7 janvier 2009 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et del'environnement du 26 avril 2011 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté de la ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche du 31 octobre 2016 et abrogé et remplacé par l'article premier de l'arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 8 juin 2021).

Article 3 (bis) : Pour bénéficier des subventions visées à l'article premier ci-dessus, il faut remplir les conditions suivantes :

- La présentation du congé de police,
- La présentation d'un permis de pêche valable,
- La présentation du registre d'équipage (le cas échéant),
- La présentation du brevet professionnel ou de la dérogation spécifique au capitaine (le cas échéant),
- La présentation du livret professionnel des gens de mer, la carte d'inscrit provisoire ou la carte professionnelle d'un pêcheur spécifique au capitaine,
- La présentation d'une fiche d'enregistrement d'infractions de pêche spécifique au capitaine,
- Le capitaine ou l'un des membres de l'équipage n'est pas sous peine d'interdiction de s'approvisionner en gasoil subventionné.

- La présence physique du capitaine avec obligation de présenter l'original de la carte d'identité nationale.

Les infractions doivent également être enregistrées dans le livret professionnel des gens de mer, la carte d'inscrit provisoire ou la carte professionnelle d'un pêcheur, en plus de leur documentation au registre d'équipage lors des opérations d'appareillage et de débarquement.

Les quantités et la fréquence des opérations d'approvisionnement en gasoil subventionné sont fixées au cas par cas par l'autorité compétente.

(Ajouté par l'arrêté des ministres de l'agriculture et des finances du 8 Juin 2021).

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 1999 et sont abrogées à compter de cette date les dispositions de l'arrêté du 6 juin 1995 et de l'arrêté du 2 juillet 1996 sus-visés.

Tunis, le 4 Novembre 1998.

Le Ministre des Finances

Mohamed El Jeri

Le Ministre de l'Agriculture

Sadok Rabeh

Vu Le premier ministre Hamed karoui

Arrêté du ministre de la santé du 28 avril 2021, fixant la liste des substituts du lait maternel.

Le ministre de la santé,

Vu la Constitution.

Vu la loi n° 83-24 du 4 mars 1983, relative au contrôle de la qualité, à la commercialisation et à l'information sur l'utilisation des substituts du lait maternel et produits apparentés, notamment son article 4,

Vu le décret n° 84-1314 du 3 novembre 1984, fixant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale pour la promotion de l'alimentation du nourrisson et de l'enfant,

Vu le décret Présidentiel n° 2020-84 du 2 septembre 2020, portant nomination du Chef du Gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté de la ministre de la santé par intérim du 29 juin 2020, fixant la liste des substituts du lait maternel,

Vu l'avis de la commission nationale pour la promotion de l'alimentation du nourrisson et de l'enfant émis lors de sa réunion du 21 octobre 2020.

Arrête:

Article premier - La liste des substituts du lait maternel est fixée à l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté du 29 juin 2020 susvisé.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 28 avril 2021.

Vu

Le Chef du Gouvernement

Hichem Mechichi

Le ministre de la santé

Faouzi Mehdi

Annexe

- Alfaré,
- Nan AL 110,
- Aptamil AR I,
- Aptamil AR II,
- Aptamil Confort 1,
- Aptamil Confort 2,
- Aptamil Eoprotine,
- Aptamil HA 1,
- -Aptamil HA 2,
- Aptamil Nutriprem PDF,
- Aptamil Premium +1,
- Aptamil Premium +2,
- Aptajunior Premium+3,
- Aptamil Pre Nutriprem
- Aptamil pepti-junior,
- Aptamil Soja I,
- Aptamil Soja II,
- Baby Candia 1,
- Baby Candia 2,
- Blédilait Croissance,
- Biomil Plus 1,
- Biomil Plus 2,
- Biomil Soy,
- Gastro- fix,
- Celia Develop 1,
- Celia Develop 2,
- Celia Develop 3,
- Celia Develop AD,
- Celia Develop AR,
- Celia Develop Digest,
- Celia Develop HA,
- Celia Develop LF,
- Celia Expert 1,
- Celia Expert 2,
- Celia Expert 3,
- Comidagen,
- Comidagen PLUS,

- Diargal,
- France BéBé 1,
- France BéBé 2,
- France BéBé 3,
- France Lait 1,
- France Lait 2,
- France Lait 3.
- Gain plus Advance IQ,
- Gain plus IQ plus,
- Gallia AR I,
- Gallia AR II,
- Gallia Calisma I,
- Gallia Calisma II,
- Gallia Croissance Formule Calisma (poudre),
- Gallia Digest Premium I,
- Gallia Digest Premium II,
- Gallia I,
- Gallia II,
- Gallia Lactofidus I,
- Gallia Lactofidus II.
- Humana AR,
- Humana Dawermilch 1,
- Humana Folgemilch 2,
- Humana HA 1,
- Humana HA2.
- Kabrita Gold 1,
- Kabrita Gold 2,
- Kabrita Gold 3,
- Isomil I,
- Isomil II,
- Lémiel I,
- Lémiel II,
- Lémiel Confort III,
- Mami Lac 1,
- Mami Lac 2,
- Mami Lac 3,
- Mami Extra Care 1.
- Mami Extra Care 2.
- Mami Extra Care 3,

- Milumel II, Milumel II,
- Modilac AR,
- Modilac CS I,
- Modilac CS II,
- Modilac I,
- Modilac II,
- Modilac sans lactose,
- Modilac Riz 1,
- Modilac Riz 2,
- Modilac 3,
- Modilac AC Digest, Nan AR,
- Nan Optipro HA 1,
- Nan Optipro HA 2,
- Nan I,
- Nan II,
- Nan III,
- Nativa 1,
- Nativa 2,
- Néocate,
- Newlac 1,
- Newlac 2,
- Newlac 3.
- Nidal AR I,
- Nidal AR II, Nutramigen,
- Nutriben 1,
- Nutriben 2,
- Nutriben HA,
- Nutriben sans lactose,
- Nutriben AR1,
- Nutriben AC,
- Nutriben 3,
- Pré- Nutriben,
- Nutriben APLV-HYDROLYSE,
- Nutrilon follow on,
- Nutrilon Premium,
- Nutrimilk 1,
- Nutrimilk 2,
- Nursie 1,
- Nursie 2,

- Nursie Adialac,
- Nursie Confort 1,
- Nursie Confort 2,
- Nursie AR1,
- Nursie AR2,
- Nursie Lactofidus,
- Novalac 1,
- Novalac 2,
- Novalac 3,
- Novalac AC 1,
- Novalac AC 2,
- Novalac IT 1,
- Novalac IT 2,
- Novalac AR 1,
- Novalac AR2,
- Novalac AD (Diarinova),
- Physiolac épisodes diarrhéiques,
- Picot 1 Age,
- Picot 2 Age,
- Picot Croissance,
- Prima 1.
- Prima 2,
- Prima LF,
- Prima AR,
- Prima Confort,
- Primalac Digest AC,
- Primalac Premium CMA,
- Primalac Premium Pre,
- Primalac Premium 1,
- Primalac Premium 2,
- Primalac Premium 3,
- Primalac Premium AR 1,
- Primalac Premium AR 2,
- Primalac LF,
- Primalac HA 1,
- Primalac HA 2,
- Primalac Ultima 1,
- Primalac Ultima 2
- Primalac Ultima 3

- Primalac Ultima AC,
- Primalac Ultima AR 1,
- Primalac Ultima AR 2,
- Physiolac Relais 1, Physiolac Relais 2,
- Physiolac AR 1,
- Physiolac AR 2,
- Physiolac hypoallergénique,
- Physiolac 3 Croissance,
- Physiolac Nutri-régulation,
- Précelia,
- Prégallia,
- Prémodilac,
- Prénan,
- Pré-Nursie,
- Saha AR,
- Sahha 3 Growing-up Formula,
- Sahha 1,
- Sahha 2,
- Sahha Gentle,
- Saha Premium 1,
- Saha Premium 2,
- Saha Premium 3,
- Saha LF,
- Similac Advance LF,
- Similac Advance,
- Similac Advance IQ Plus,
- Similac Gain IQ Plus,
- Similac Advance-fer,
- Similac Gain Advance,
- Similac Neosure,
- Similac Total Comfort 1,
- Similac Total Comfort 2,
- Swisslac I,
- Swisslac II,
- Swisslac III,
- Swisslac Premium 1,
- Swisslac Premium 2,
- Swisslac Premium 3,
- Swisslac Premium AC,

- Swisslac Premium AR 1,
- Swisslac Premium AR 2,
- Swisslac Premium LF,
- Tebramil Premium 1 Infant Formula,
- Tebramil Premium 2 Follow On Formula,
- Tebramil Premium 3 Growing Up Mil.

SIXIEME PARTIE ADAPTATION DE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR AVEC LES DISPOSITIONS DE LA CONSTITUTION

Adaptation de la législation en vigueur avec les dispositions de la constitution

(Le numéro 1 de l'article 75 et 76 de la loi de finances pour l'année 2016)

Article 75:

1)Est suspendue, la taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits repris par l'annexe numéro 4 de la présente loi.

Les modalités et les procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les paragraphes 1,2 et 3 du présent article, sont fixées par un décret gouvernemental.

Mesures de soutien des associations d'aide aux enfants atteints de xeroderma pigmentosum, des handicapés physiques, des patients souffrants d'une insuffisance motrice d'origine cérébrale et ceux souffrant d'une insuffisance rénale

Article 76:

1) Sont suspendus les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée dus sur les produits importés par les associations d'aide aux enfants atteints de xeroderma pigmentosum et repris au tableau suivant :

N [•] de position	Désignation des produits
Ex 33.04	Produits photo protecteurs, produits hydratants et crèmes pour
	la protection contre les rayons ultraviolets.
EX 39.16 *	Imprimante 3D multifonction et ses accessoires.
Ex 39.19	Films opaques contre les rayons ultraviolets.
Ex 51.11	Tissus en laine pour la protection contre les rayons ultraviolets.
Ex 52.08	Tissus en coton pour la protection contre les rayons ultraviolets.
Ex 54.07	Tissus synthétiques pour la protection contre les rayons ultraviolets.
EX 58.06 *	Velctro auto-adhésive
EX 65.05 *	Cagoule/masque de protection Cagoule
	fermé climatisé fini

EX 65.06*1	Visière sphérique avec lentille en polycarbonate						
EX 65.07 *	Serre tête						
EX 84.14 *	Ventilateur de refroidissement/USB						
Ex 84.43*							
Ex 84.74 *							
Ex 84.77 *	Imprimante 3D multifonction et ses accessoires.						
Ex 84.79 *							
Ex 84.86 *							
EX 85.07 *	Power bank						
Ex 85.25	Appareils de détection des lésions précancéreuses						
Ex 90.13	(Dermoscopes).						
Ex 85.41*	Panneau solaire chargeur 5 volts						
Ex 85.43	Lampes de protection contre les rayons ultraviolets.						
Ex 85.44*	Câble USB/contrôle de vitesse						
Ex 90.04	Lunettes de protection contre les rayons ultraviolets.						
Ex 90.30	Appareils de mesure des rayons ultraviolets.						

Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due à l'acquisition sur le marché local des produits ci-dessus mentionnés par les associations prévues par le présent paragraphe.

Le bénéfice des avantages prévus par le présent article est subordonné à la production d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé publique. Aussi, la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée est subordonnée à la production d'une attestation de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée par les services fiscaux compétents.

2) Sont suspendus les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation des chaises roulantes spécialement aménagées à l'usage des handicapés physiques et équipées d'un moteur électrique ou d'un moteur d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³ et relevant du numéro 87.03 du tarif des droits de douane.

Le régime fiscal privilégié prévu par le présent paragraphe est accordé sur la base de la production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé des affaires sociales:

^{*1} Ajouté par l'article 64 de la loi de finances pour l'année 2022

- aux handicapés physiques disposant d'une carte d'handicapé,
- aux organisations, associations et établissements s'occupant des handicapés et agréés par les services compétents du ministère chargé des affaires sociales,
- aux commerçants à condition de souscrire un engagement de cession de ces véhicules aux personnes handicapées disposant d'une carte d'handicapé ou aux organisations, associations et établissements prévus au présent article. La déclaration en douane pour la mise à la consommation doit être annexée à cet engagement.

Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due sur les chaises roulantes susmentionnées en cas de leur acquisition locale par les handicapés physiques ou par les organisations, associations et établissements s'occupant des handicapés et agréés par les services compétents du ministère chargé des affaires sociales. La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée est accordée sur la base d'une attestation de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée par les services fiscaux compétents sur la base d'une attestation délivrée par les services compétents du ministère chargé des affaires sociales.

3) Sont suspendus les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation des poussettes destinées au transport des enfants qui souffrent d'une insuffisance motrice d'origine cérébrale ou autre et relevant du numéro 871500100 du tarif des droits de douane.

Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due à la vente sur le marché local des poussettes mentionnées sur la base d'une attestation de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée par les services fiscaux compétents, et ce, sur la base d'un certificat médical délivré par les médecins spécialisés.

- **4)** Sont suspendus les droits de douane dus à l'importation des minibus d'une capacité n'excédant pas 30 places, chauffeur inclus, relevant du numéro 87.02 du tarif des droits de douane et destinés au transport des patients souffrant d'une insuffisance rénale.
- 5) Est suspendu le droit de consommation dû à l'importation des véhicules automobiles de 9 places, chauffeur inclus, relevant du numéro 87.03 du tarif des droits de douane et destinés au transport des patients souffrant d'une insuffisance rénale.

Les avantages fiscaux prévus par les numéros 4 et 5 du présent article sont accordés aux centres de dialyse tels que définis par la loi n°91-63 du 29 juillet 1991 relative à l'organisation sanitaire, aux cliniques multidisciplinaires comportant des unités d'hémodialyse et à la caisse nationale de sécurité sociale au titre des cliniques qui lui sont rattachées et qui comportent des unités d'hémodialyse.

Ces avantages fiscaux sont accordés dans la limite de deux véhicules pour chaque centre ou clinique durant chaque période de cinq années. Cette période est décomptée au titre de chaque véhicule importé sous le régime fiscal privilégié prévu les numéros 4 et 5 du présent article.

Nonobstant les dispositions du deuxième paragraphe de ce numéro, l'octroi de l'avantage fiscal peut être renouvelé avant l'expiration du délai de cinq années dans le cas où il est prouvé la destruction du véhicule automobile importé sous le régime fiscal privilégié prévu par les numéros 4 et 5 du présent article, et ce, en vertu d'un procèsverbal prouvant sa mise hors d'usage établi par les services concernés de l'agence technique des transports terrestres.

Les avantages fiscaux prévus par les numéros 4 et 5 du présent article sont octroyés en vertu d'un arrêté du ministre chargé des finances sur proposition du ministère chargé de la santé publique. La durée de validité de cet arrêté est fixée pour une période d'une année renouvelable une seule fois.

La cession des véhicules automobiles bénéficiant des avantages fiscaux prévus par les numéros 4 et 5 du présent article avant l'expiration du délai de cinq ans susvisé au profit des centres de dialyse tels que définis par la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991 relative à l'organisation sanitaire, des cliniques multidisciplinaires comportant des unités d'hémodialyse et au profit de la caisse nationale de sécurité sociale au titre des cliniques qui lui sont rattachées et qui comportent des unités d'hémodialyse pour être réaffectés au même usage, est subordonnée à la production préalable d'un arrêté du ministre chargé des finances sur proposition du ministère chargé de la santé publique.

Les nouveaux certificats d'immatriculation doivent comporter, dans ce cas, l'expression "véhicule pour le transport des patients souffrant d'insuffisance rénale incessible" avec indication de la période restante par rapport à la période de cinq ans susvisée.

Les autres cas de cession des véhicules automobiles bénéficiant du régime fiscal privilégié prévu par les numéros 4 et 5 du présent article avant l'expiration de la période de cinq ans, sont subordonnées au paiement préalable des droits et taxes dus. Dans ce cas, les droits et taxes sont liquidés sur la base de la valeur du véhicule et des taux en vigueur à la date de la cession.

Liste des produits bénéficiant de la suspension de la Taxe sur la valeur ajoutée

(Annexe N°4 de la Loi n°2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016)

Ex 010229 les veaux 01041030 les animaux vivants de l'espèce ovine 010511 Coqs et poules d'un poids n'excédant pas 185 g 010513 canards n'excédant pas 185 g 010514 Oies n'excédant pas 185 g 010515 pintades n'excédant pas 185 g Ex 01.06 les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique 020110000 020120200 020120300 les viandes bovines réfrigérées 020120500 020120900 020410000 les viandes ovines réfrigérées 020421000 Ex 03.01 Alevins de poissons Ex 03.06 Poste larve de crevettes Ex 03.07 Larves de coquille Ex 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Gufs fertilisés destinés à l'incubation 0407210000 Gufs destinées à la consommation 04072100003 Gufs sans microbes 051110000 le sperme de taureaux, les semences et les embryons d'animaux	N de position	Désignation des produits				
010511Coqs et poules d'un poids n'excédant pas 185 g010513canards n'excédant pas 185 g010514Oies n'excédant pas 185 g010515pintades n'excédant pas 185 gEx 01.06les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique020110000des insectes utiles destinés à l'agriculture biologique020120200les viandes bovines réfrigérées020120900les viandes ovines réfrigérées020421000les viandes ovines réfrigéréesEx 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 010229	les veaux				
010513canards n'excédant pas 185 g010514Oies n'excédant pas 185 g010515pintades n'excédant pas 185 gEx 01.06les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique020110000020120200020120300les viandes bovines réfrigérées020120900les viandes ovines réfrigérées020421000les viandes ovines réfrigéréesEx 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040710Œufs fertilisés destinés à l'incubation040719O407210000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	01041030	les animaux vivants de l'espèce ovine				
010514Oies n'excédant pas 185 g010515pintades n'excédant pas 185 gEx 01.06les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique020110000020120200020120300les viandes bovines réfrigérées020120500020120900020410000les viandes ovines réfrigéréesEx 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040719O40721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	010511	Coqs et poules d'un poids n'excédant pas 185 g				
Discrete	010513	canards n'excédant pas 185 g				
Ex 01.06 les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique 020110000 020120200 les viandes bovines réfrigérées 020120500 020120900 les viandes ovines réfrigérées 020421000 Ex 03.01 Alevins de poissons Ex 03.06 Poste larve de crevettes Ex 03.07 Larves de coquille EX 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 040719 040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	010514	Oies n'excédant pas 185 g				
020110000020120200les viandes bovines réfrigérées020120500020120900020410000les viandes ovines réfrigérées020421000Ex 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	010515	pintades n'excédant pas 185 g				
D20120300 Les viandes bovines réfrigérées	Ex 01.06	les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique				
020120300 020120500 020420900les viandes bovines réfrigérées020410000 020421000les viandes ovines réfrigéréesEx 03.01 Ex 03.06Alevins de poissons Poste larve de crevettesEx 03.07 EX 03.08 Ex 03.08 Larves de coquilleLarves de coquille04.01 04051011 040711 040719le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré040721000 040721000 0407210000 Eufs destinées à la consommationEufs fertilisés destinées à la consommation04072100003 04079010004 Ex 05.11Eufs pour loups et dorades à incuber	020110000					
020120500020120900les viandes ovines réfrigérées020421000Ex 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	020120200					
020120900020410000les viandes ovines réfrigérées020421000Ex 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	020120300	les viandes bovines réfrigérées				
D20410000 les viandes ovines réfrigérées	020120500					
020421000Ex 03.01Alevins de poissonsEx 03.06Poste larve de crevettesEx 03.07Larves de coquilleEX 03.08Larves de coquille04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	020120900					
Ex 03.06 Poste larve de crevettes Ex 03.07 Larves de coquille EX 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Œufs fertilisés destinés à l'incubation 040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	020410000	les viandes ovines réfrigérées				
Ex 03.06 Poste larve de crevettes Ex 03.07 Larves de coquille EX 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Œufs fertilisés destinés à l'incubation 040721000 Œufs destinées à la consommation 0407210003 Œufs sans microbes 04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	020421000					
Ex 03.07 Larves de coquille EX 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Œufs fertilisés destinés à l'incubation 040721000 Œufs destinées à la consommation 0407210003 Œufs sans microbes 04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 03.01	Alevins de poissons				
EX 03.08 Larves de coquille 04.01 le lait frais 040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Œufs fertilisés destinés à l'incubation 040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 03.06	Poste larve de crevettes				
04.01le lait frais040221le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040719Œufs destinées à la consommation0407210003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 03.07	Larves de coquille				
040221 le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré 04051011 Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019) 040711 Œufs fertilisés destinés à l'incubation 040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Œufs pour loups et dorades à incuber	EX 03.08	Larves de coquille				
04051011Le beurre (Ajouté par l'article 58 de la loi de finances pour l'année 2019)040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040719Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	04.01					
040711Œufs fertilisés destinés à l'incubation040719Œufs destinées à la consommation040721000Œufs destinées à la consommation04072100003Œufs sans microbes04079010004Œufs pour loups et dorades à incuber	040221	le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré				
040719 040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Œufs pour loups et dorades à incuber	04051011					
040721000 Œufs destinées à la consommation 04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Œufs pour loups et dorades à incuber		Œufs fertilisés destinés à l'incubation				
04072100003 Œufs sans microbes 04079010004 Œufs pour loups et dorades à incuber						
04079010004 Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber	040721000					
Ex 05.11 Œufs pour loups et dorades à incuber		Œufs sans microbes				
051110000 le sperme de taureaux, les semences et les embryons d'animaux		* *				
		le sperme de taureaux, les semences et les embryons d'animaux				
051199859	051199859					

0602101001							
0602101009							
0602201000							
0602209003							
0602209004							
0602209005	les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à						
0602209006	la plantation dans les exploitations agricoles						
0602209007							
0602209008							
0602901000							
0602902000							
0602903000							
0602905002							
0602905004							
070110	pomme de terre de semence						
070190900	Pommes de terre destinées à la consommation						
Ex 070310	Oignons destinés à la consommation						
Ex 070320	Aulx destinés à la multiplication						
Ex 071310	Pois fourrager						
Ex 071310	Petit pois de semence						
Ex 071320	Semences de pois chiches						
Ex 071350	Semences de fève						
071410	Racines de manioc						
100111	Froment (blé) dur						
100111	Semences du blé dur						
100119	Froment (blé) dur						
Ex 100191	Froment (blé) tendre						
100191	Semences du blé tendre						
Ex 100199	Froment (blé) tendre						
100199000	blé fourrager						
100290	Seigle						
100310	Semences d'orge						
100310	Orge						
100390	Orge fourrager						
100410	Semences d'avoine						
100510	Graines de maïs						
100590	Graines de maïs						

10.06	Riz
100860	Triticale
Ex100860	Semences du triticale
Ex 120600	Graines de tournesol destinées à l'ensemencement
120729	Graines de coton
120921	Graines de luzerne à ensemencer
120923	fétuque à ensemencer
Ex 120929	Semence de Sulla Semence de bersim
Ex 120991	Graines d'artichauts à ensemencer
121292	Caroubes
121410	Farine et agglomérés sous forme de pellets de luzerne
Ex 121490	Sorgho fourrager
150810900	Huiles d'arachides brutes
150890900	Huiles d'arachides raffinées
151110900	Huiles de palmes brutes
151190991	Huiles de palmes raffinées
151190999	Huiles de palmes raffinées
151211910	Huiles de tournesol brutes
Ex 151219900	Huiles de tournesol raffinées
151411901	Huiles de colza brutes
151419900	Huiles de colza raffinées
151491901	Huiles de colza brutes
151499900	Huiles de colza raffinées
151521900	Huiles de maïs brutes
151529900	Huiles de maïs raffinées
15219091013	Cire d'abeilles brute
17.01	Sucre non additionné d'arômatisants ou de colorants y compris le
19.01	sucre conditionné ¹ Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel
190211	Pâtes alimentaires
190211	Pâtes alimentaires
190219	Pâtes alimentaires Pâtes alimentaires
190230	
	Couscous non préparé
210220	Levure, le son de blé et les colorants destinés à la production de la mouche stérile
	modelic sterric

Ajouté par l'article 22 de la Loi des finances 2017.

21.06	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel
Ex210690*	Préparations alimentaires liquides destinées exclusivement à la
	nutrition clinique par sonde.
220290	Préparations alimentaires liquides destinées exclusivement à la
	nutrition clinique par sonde
Ex 23.01	Farines de poissons
230230	Levure, le son de blé et les colorants destinés à la production de la
2222221221	mouche stérile
23023010015	Son de blé et d'autres céréales destiné pour l'alimentation des
23023090017	animaux
23024010011	
23024090013	
Ex 230310	Gluten de maïs
Ex 230320	Pulpes de betteraves
Ex 230330	Drèches de la distillerie de maïs
Ex230400	Tourteaux de soja
Ex2304000095	Cosses de Graines de soja
Ex 230500	Tourteaux d'arachides
Ex 230610	Tourteaux de graines de coton
Ex 230620	Tourteaux de lin
Ex 230630	Tourteaux de tournesol
Ex 230641	Tourteaux de colza
Ex 230650	Tourteaux de noix de coco
Ex 230660	Tourteaux de palmiste
Ex 230800	Marcs de raisins
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour
Ex 230990	nutrition de poissons Aliments composés pour bétail
Ex 230990 Ex 230990	Aliments composés pour bétail Pulpes de betteraves mélassées
Ex 230990 Ex 230990	Pierres à lécher d'une teneur en cendre Ex 230990 d'au moins 40%
27.03	Tourbe
283321	Sulfate de magnésium à usage d'engrais
Ex 28.34	Nitritates et nitrates de potassium destinés à l'agriculture
Ex 28.35	Phosphate de potassium à usage d'engrais
Ex 28.36	Carbonate et bicarbonate de potassium à usage d'engrais
Ex 29.12	Formol
30.02	Sérums et autres fractions du sang et des vaccins
50.02	Setamb et dades fractions da sang et des vaccins

30.03	Médicaments n'ayant pas de similaires fabriqués localement
	Solutés massifs
30039000904	
30.04	Médicaments n'ayant pas de similaires fabriqués localement
Ex 30.06	Ligatures stériles pour nouer les trompes
Article 31	Engrais
320420	Levure, le son de blé et les colorants destinés à la production de la
202200	mouche stérile
382200	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées
	exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres
382490979	Fertilisants contenant l'élément fer 6% (fer chelate eddha)
Ex 390410000	Grains en matières plastiques pour usage médical (sh80)
Ex 392043100	Plaques en matières plastique d'une épaisseur n'excédant pas
	0.15mm
	et largeur ne dépassant pas 34 cm
Ex 39.23	Filets extrudés sous forme tubulaire en matières plastiques
39233010001	Flacons antidopage
Ex 39.26	Plateaux en plastique
Ex 39.26	Filets extrudés sous forme tubulaire en matières plastiques
Ex 40.14	Préservatifs
54.02	Fils textiles de titrage 110 deniers/fils simples, de titrage 110
	deniers/fils doubles ou de titrage supérieur à 1680 deniers destinés
	exclusivement à la fabrication et le ramendage des filets de pêche
Ex 54021900002	Filaments textiles destinés à la fabrication et au ramendage des
Ex 54021100002	filets et des cordages de pêche. (Ajouté
Ex 54022000003	par l'article 36 de la LF 2020)
Ex 54024700000	
Ex 5407.20	Tissus obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène
	ou de polypropylène destinés à la fabrication de moustiquaire de
	protection des dattes, (Ajouté par l'article 28 de la LF 2021)
Ex 58.04	Tulles, tulles-bobinots et tissus à mailles nouées destinés à la
	fabrication de moustiquaire de protection des dattes.
	(Ajouté par l'article 28 de la LF 2021)
70109099993	Flacons antidopage
Ex72139170903	Fils en acier destinés à la fabrication des câbles en acier, fonte ou
	mixte pour la pêche (Ajouté par l'article 36 de la LF 2020)
73144900003	Toiles métalliques, grillages et treillis en fils de fer ou d'acier
Ex 848180999	Robinet en plastique sous forme « T »

851769	Systèmes de fréquences modulaires (FM) destinés à être utilisés par				
	les sourds				
85287119993	Décodeurs TNT externes				
Ex 90.18	Implants et stérilets et autres appareils contraceptifs				
902780	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées				
	exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications				
	rénales et des glucomètres.				
903289004	Régulateurs et variateurs des grandeurs électriques destinés à				
	l'éclairage public				

^{*}Ajouté par l'article 65 de la LF 2022.

Décret gouvernemental n°2015-2605 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités et procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles 31 et 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016¹.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 70-66 du 31 décembre 1970, portant loi de finances pour l'année 1971 et notamment son article 48,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016;

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire,

Vu la loi n° 91-64 du 29 juillet 1991, relative à la concurrence et aux prix, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 2015-36 du 15 septembre 2015 et notamment son article 24 bis,

Vu le code des douanes promulgué par la loi n°2008-34 du 2 juin 2008, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016,

Vu la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi de finances pour l'année 2016 et notamment ses articles 31 et 75,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances, Vu le décret n° 90-1400 du 3 septembre 1990, fixant les règles de bonne pratique de fabrication des médicaments destinés à la médicine humaine, le contrôle de leur qualité, leur conditionnement, leur étiquetage, leur dénomination ainsi que la publicité y afférente, Vu le décret n° 91-1391 du 23 septembre 1991, relatif à l'institution du prélèvement à l'importation sur la poudre du lait, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2009- 2293 du 31 juillet 2009,

Vu le décret n° 93-1924 du 20 septembre 1993, portant institution d'un prélèvement à l'importation de la viande ovine,

Vu le décret n° 95-851 du 8 mai 1995, portant institution d'un prélèvement à l'importation des bovins vivants et des viandes bovines,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'avis du tribunal administratif.

¹ Modifié par le décret gouvernemental n°2017-357 du 9 mars 2017

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Les modalités et les procédures d'octroi des avantages fiscaux prévus par les articles 31 et 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015, portant loi des finances pour l'année 2016, sont fixées selon le tableau annexé au présent décret gouvernemental.

Article 2 - Les dispositions du présent décret gouvernemental s'appliquent à partir du premier janvier 2016.

Article 3- Le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, le ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines, le ministre du commerce et le ministre de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent décret gouvernemental qui sera publié au journal officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 29 décembre 2015.

Pour Contreseing
Le ministre des finances
Slim Chaker
Le ministre de la santé
Saïd Aïdi
Le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche
Saad Seddik
Le ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines
Zakaria Hmad

Le ministre du commerce

Ridha Lahouel

Le Chef du Gouvernement Habib Essid

ANNEXE

	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position		Droit de douane		1	annuel	Conditions
010121	Chevaux reproducteurs de race pure	0	-	-	200 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 010221	Génisses et velles reproducteurs de race pure	0	-	-	9000 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 010229	Veaux	0	0	_	30000 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
010310	Porcs reproducteurs de race pure	0	-	_	1000 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
01041010	Animaux de l'espèce ovine reproducteurs de race pure	0	_	-	3000têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
01041030	Animaux vivants de l'espèce ovine	0	0	-	20000 têtes	Autorisation du ministère chargé de commerce
01042010	Animaux de l'espèce caprine reproducteurs de race pure	0	-	-	3000 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
010511	Coqs et poules d'un poids n'excédant pas 185 g	15	0	-	2,5millions unités	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
010512	Dindes et dindons d'un poids n'excédant pas 185 g	15	_	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

NIO I		Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	Conditions
010513	canards n'excédant pas 185g	15	0	-		Autorisation du ministère chargé
010514	Oies d'un poids n'excédant pas 185 g	15	0	-	100 milles unités	de l'agriculture
010515	Pintades d'un poids n'excédant pas 185 g	15	0	-		
Ex 01.06	les insectes utiles destinés à l'agriculture biologique	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 01.06	Bourdons d'abeilles destinés pour la pollinisation	-	*7	_	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire, lors de chaque opération d'importation, un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la

N° de position	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
		Droit de douane		1	annuel	Conditions
		dodane		uus		déclaration en douane pour la mise à la consommation
De Ex 010611 à 010690	Autres animaux vivants: Autres que destinés principalement à l'alimentation humaine	15	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 010613	Camélidés reproducteurs de race pure	0	-	_	500 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 010614	Lapins reproducteurs de race pure	0	-	-	1000 têtes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
De 020110000 à 020120900	les viandes bovines réfrigérées	5	0	0	3000 tonnes ^{(*)1}	Autorisation du ministère chargé du commerce
De 020210000 à 020230900	les viandes bovines congelées	15	-	0	5000 tonnes ^(*)	Autorisation du ministère chargé du commerce
020410000 et 020421000	les viandes ovines réfrigérées	5	0	0	4000 tonnes ^(*)	Autorisation du ministère chargé du commerce
De 020430000 à 020443900	les viandes ovines congelées	15	-	0	1000 tonnes	Autorisation du ministère chargé du commerce
020712	les viandes de poules congelées	15	-	_	2000 tonnes	Autorisation du ministère chargé du commerce

.

^(*) Modifié par le décret gouvernemental 2019-395 du 6 mai 2019.

		Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		Prélèv ements	annuel	Conditions
0207141000* 020727	Les blancs de poulet congelés les viandes de	15 5	-	dus -	1500 tonnes ^(*)	Autorisation du ministère chargé du commerce Autorisation du
	dindes congelées (escalope)				1500 tomics	ministère chargé du commerce
Ex 03.01	Alevins de poissons	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
00000100	les poissons frais, réfrigérés et congelés	10	_	-	Sans fixation de quota	

NIO J.	D(2'4'1	Les ava	_		Contingent annuel	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus		
Ex 03.06	Poste larve de crevettes	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 03.07	Larves de coquille	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 030711	Naissins d'huitres	0	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 03.08	Larves de coquille	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
04.01	Lait frais	0	0	_	30 million litres ^(*)	Autorisation du ministère chargé de commerce après avis du ministère chargé de l'industrie
040221	lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré	0	0	0	2000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'industrie
040291	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants : Autres Sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	15	_	_	Sans fixation de quota	
040299	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres	15	-	-		

		Les ava fiscaux	_		Contingent annuel	Conditions
N° de position	produits	Droit				
040410	édulcorants : Autres avec addition de sucre ou d'autres édulcorants Lactosérum, modifié ou non,	10	-	_	Sans fixation de quota Sans fixation de	
	même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants				quota	
040490	même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants non dénommés ni compris ailleurs : Autres	27		-	Sans fixation de quota	
040510111	Beurre	0	0		5000 tonnes	Autorisation du ministère chargé du commerce
040711 et 040719	Œufs fertilisés destinés à l'incubation	15	0	-	15 million unités	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

 $^{^{\}rm 1}$ Ajouté par le décret gouvernemental 2019-395 du 6 mai 2019

	Désignation des produits	Les ava	_			Conditions
N° de position		Droit de douane				
040721000	les œufs destinés à la consommation	0	0	_	30 million œufs	Autorisation du ministère chargé du commerce
0407210000 3 et 0407901000	Œufs sans microbes	0	0	_	5000 œufs	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
040811	Jaunes d'œufs Séchés	10	-	-	Sans fixation de quota	
040819	Jaunes d'œufs non Séchés	27	-	-	Sans fixation de quota	
040891	Autres que Jaunes d'œufs Séchés	27	-	-	Sans fixation de quota	
040899	Autres que Jaunes d'œufs non séchés	27	-	_	Sans fixation de quota	
050100	Cheveux bruts, même lavés ou dégraissés; déchets de cheveux	0	-	-	Sans fixation de quota	
050210	Cheveux et soies de porc ou de sanglier et déchets	0	-	-	Sans fixation de quota	1
050290	Cheveux et soies de porc ou de sanglier poils de blaireau et autres poils pour la brosserie déchets : Autres	0	-	-	Sans fixation de quota	

N° de position		Les ava	_			Conditions
	Désignation des produits	Droit				
050400	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux autres que ceux de poissons à l'état frais ou réfrigéré ou congelé ou saléou en saumure, séché ou fumé Peaux et autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duyet plumes et	U		-	Sans fixation de quota Sans fixation de quota	
05.05	duvet, plumes et parties de plumes (même rognées), duvet, bruts ou simplement nettoyés, désinfectés ou traités en vue de leur conservation, poudres et déchets de plumes ou de parties de plumes	0		_		
05.06	Os et cornillons, bruts, dégraissés, simplement préparés (mais non découpés en forme), acidulés ou dégélatinés,	0	-	_	Sans fixation de quota	

		Les ava fiscaux	_			Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit		Prélèv		
•	•	de douane	T.V.A	ements dus		
	poudres et déchets					
	de ces matières					
	Ivoire, écaille de					
	tortue, fanons (y					
	compris les barbes)					
	de baleine ou					
	d'autres				Sans	
	mammifères				fixation de	
	marins, cornes,				quota	
	bois, sabots,					
050790	ongles, griffes et	10	-	-		
	becs, bruts ou					
	simplement					
	préparés, mais non					
	découpés en					
	forme; poudres et					
	déchets de ces					
	matières :					
	-Autres					
	Ambre gris,					
	castoréum, civette					
	et musc;					
	cantharides; bile,				Carra	
	même séchée;				Sans	
	glandes et autres				fixation de	
	substances				quota	
051000	d'origine animale	0				
051000	utilisées pour la	U		_		
	préparation des					
	produits					
	pharmaceutiques					
	fraîches ou					
	réfrigérées ou					
	congelées ou					
	autrement					

N° de position	Désignation des produits	Les ava			Contingent annuel	Conditions
		Droit de douane				
	conservées de façon provisoire					
051110	Sperme de taureaux	0	_	-	Sans fixation de quota	
Ex 051191	Œufs pour loups et dorades à incuber	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
051110000 et 051199859	Sperme de taureaux, les semences et les embryons d'animaux	-	0	-	Sans fixation de quota	
051199	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs: animaux morts des Chapitres 1 ou 3 impropres à l'alimentation humaine: - Autres Autres	0	_	_	Sans fixation de quota	
06.01	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif, en végétation ou en fleur, plants, plantes et racines de chicorée autres		-	_	Sans fixation de quota	

NIO I		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
	que les racines du n° 12.12					
0602101001 0602101009 0602201000 0602209003 0602209004 0602209005 0602209006 0602209007 0602209008 0602901000 6029020000 0602903000 0602905002	les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à la plantation dans les exploitations agricoles	0	0		Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
06.04	Feuillages, feuilles, rameaux et autres parties de plantes, sans fleurs ni boutons de fleurs, et herbes, mousses et lichens, pour bouquets ou pour ornements frais ou séchés ou blanchis ou teints ou imprégnés ou autrement préparés		_	_	Sans fixation de quota	
070110	Semence de pomme de terre	0	0	-	30000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
070190900	Pommes de terre destinées à la consommation	0	0	-	40 000 tonnes	Autorisation du ministère chargé du commerce

	Désignation des produits	Les ava	_		Contingent annuel	Conditions
N° de position		Droit de douane				
Ex070310	Oignons destinés à la consommation	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé du commerce
Ex 070320	Aulx destinés à la multiplication	0	0	-	1000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
07131010	Petit pois de semence	0	0	-	2000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
07131090	Pois fourrager	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 071320	Semences de pois chiches	_	0	_	1000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 071350	Semences de fève	0	0	-	300 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
07.14	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en fécule ou en inuline frais ou réfrigérés ou congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous	0		_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

NIO I		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
	forme de pellets, moelle de sagoutier					
071410	Racines de manioc	-	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
081400	Ecorces d'agrumes ou de melons (y compris de pastèques), fraîches ou congelées ou séchées ou conservées provisoirement dans l'eau salée ou soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation	0	-	_	Sans fixation de quota	
0901909010 1	Succédanés du café contenant du café non torréfié	27	-	-	Sans fixation de quota	
090300	Maté	15	-	-	Sans fixation de quota	
09.05	Vanille	10	-	-	Sans fixation de quota	
09.06	Cannelle et fleurs de cannelier	15	-	_	Sans fixation de quota	

		Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane				Conditions
09.07	Girofles (antofles, clous et griffes)	15	-	-	Sans fixation de quota	
09.08	Noix muscades, macis, amomes et cardamomes	15	-	-	Sans fixation de quota	
09.09	Graines d'anis ou de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin ou de carvi, baies de genièvre	15	-	-	Sans fixation de quota	
09.10	Gingembre, safran, curcuma, thym,	15	_	-	Sans fixation de quota	
100111	Semences de blé dur	-	0	-	40 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
100111	Froment (blé) dur	-	0	_	Sans fixation de quota	
100119	Froment (blé) dur	-	0	-	Sans fixation de quota	
100191	Semences de blé tendre	-	0	-	20 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 100191	Blé tendre	-	0	-	Sans fixation de quota	
100199000	Blé fourrager	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

N° de position		Les ava	_		Contingent	
	Désignation des produits	Droit de			annuel	Conditions
		douane	1. V.A	dus		
Ex100199	Blé tendre	-	0	-	Sans fixation de quota	
10.02	Seigle	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
100310	Semences d'orge	0	0	-	5 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
100310	Orge	-	0	-	Sans fixation de quota	
100390	Orge non destiné à l'ensemencement	17	0	-	Sans fixation de quota	
100410	Semences d'avoine	0	0	-	1000 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
10.05	Maïs	0	0	-	Sans fixation de quota	
10.06	Riz	-	0	-	Sans fixation de quota	
100710	Sorgho à grains de semence	15	-	_	Sans fixation de quota	
100860	Triticale	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture. l'avantage fiscal est accordé aux produits

N° de		Les ava fiscaux			Contingent	
	Designation des	Droit	accor	1	annuel	Conditions
position	produits	de	T.V.A	ements		Conditions
		douane	20,000	dus		
						destinés pour la
						fabrication des
						aliments
						composés
	Semences du					Autorisation du
Ex100860	triticale	-	0	-	2 tonnes	ministère chargé
						de l'agriculture
	Farines, semoules					
	et poudre de				Sans	
	légumes à cosse				fixation de	
11.06	secs du n° 07.13,de				quota	
	sagou ou des racines ou	15	-	-		
	tubercules du n°					
	07.14 et des					
	produits du					
	Chapitre 8					
	•		-		Sans	
11.07	Malt, même torréfié	15		_	fixation de	
	torrerie				quota	
	Amidon de				Sans	
110811	froment (blé)	27	-	-	fixation de	
	, ,				quota	
110013	Amidon de maïs	27			Sans	
110812		27	-	-	fixation de	
					quota	
	Fécule de manioc				Sans fixation de	
110814	(cassave)	27	-	-	quota	
					quota	
	Autres amidons				Sans	
110819	radics annuons	27	-	_	fixation de	
					quota	

		Les ava	_		Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	Conditions
110819Ex	Amidons de pomme de terre	10	-	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie
110900	Gluten de froment (blé), même à l'état sec		-	-	Sans fixation de quota	
12.01	Fèves de soja, même concassées	0	-	-	Sans fixation de quota	
120300	Coprah	10	-	-	Sans fixation de quota	
120400	Graines de lin, même concassées	10	-	_	Sans fixation de quota	
12.05	Graines de navette ou de colza, même concassées	10	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 120600	Graines de tournesol destinées à l'ensemencement	-	0	-	40 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
120710	Noix et amandes de palmiste	10	-	-	Sans fixation de quota	
120721	Graines de coton	0	-	-	Sans fixation de quota	
120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture. l'avantage fiscal est accordé aux produits

N° de position		Les ava	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
						destinés pour la fabrication des aliments composés
120730	Graines de ricin	10	-	_	Sans fixation de quota	
120760	Graines de carthame	10	-	_	Sans fixation de quota	
120770	Graines de melon	10	-	-	Sans fixation de quota	
120791	Graines d'œillette ou de pavot	10	-	_	Sans fixation de quota	
120799	Fruits et graines oléagineux, même concassés Autres:	10	-	-	Sans fixation de quota	
12.08	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde	15	-	-	Sans fixation de quota	
De 120910 à 120930	Graines, fruits et spores à ensemencer autres que ceux du n°120991	0	-	-	Sans fixation de quota	
120921		-	0	-	250 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

N° de position		Les ava	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
	Graines de luzerne à ensemencer					
120923	Fétuque à ensemencer	_	0	-	10 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 120929	Semence de Sulla	_	0	_	50 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex120929	Semence de bersim	_	0	-	200 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 120991	Graines de légumes à l'exclusion des graines de courge	15	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 120991	Graines d'artichauts	0	0	-	10 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
12.10	Cônes de houblon frais ou secs, même broyés, moulus ou sous forme de pellets, lupuline	27	-	-	Sans fixation de quota	
121120	Racines de ginseng	15	-	-	Sans fixation de quota	
Ex121190	Racines de réglisse	15	-	-	Sans fixation de quota	

N° de position		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de		Prélèv ements	annuel	
		douane		dus		
121221	Végétaux marins et autres algues destinées à l'alimentation humaine	10	-	-	Sans fixation de quota	
121229	Végétaux marins et autres algues non destinées à l'alimentation humaine	10	-	_	Sans fixation de quota	
121291	Betteraves à sucre	10	-	-	Sans fixation de quota	
121292	Caroubes	0	0		Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé aux produits destinés pour la fabrication des aliments composés
121293	Cannes à sucre	10	-	-	Sans fixation de quota	
121294	Racines de chicorée	10	-	_	Sans fixation de quota	
121299	Noix, spores et autres produits végétaux	10	-	-	Sans fixation de quota	
121300	Pailles et balles de céréales brutes,	15	-	_		

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		1	annuel	
	même hachées ou moulues ou pressées ou agglomérées sous forme de pellets				Sans fixation de quota	
121410	Farine et agglomérés sous forme de pellets de luzerne	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal estaccordé aux produits destinés pour la fabrication des aliments composés
121490901	Sorgho fourrager	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal estaccordé aux produits destinés pour la fabrication des aliments composés
1214909091 4	Foin (ajouté à l'annexe 6 à la LF 2016 par l'art 53 de la LF 2017)	0		_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex121490	Rutabagas, betteraves fourragères, racines	10	-	-	Sans fixation de quota	

N° de position		Les ava			Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit			annuel	
	fourragères, foin, luzerne, trèfle, choux fourragers, lupin, vesces et produits fourragers similaires, même agglomérés sous forme de pellets autres que le sorgho fourrager relevant de la position tarifaire 121490901					
13.01	Gomme laque, gommes, résines, gommes-résines et oléorésines (baumes par exemple), naturelles	27	-	-	Sans fixation de quota	
13.02	Sucs et extraits végétaux, matières pectiques, pectinates et pectates, agar-agar et autres mucilages et épaississants dérivés des végétaux, même modifiés		-	-	Sans fixation de quota	
14.01	Matières végétales des espèces principalement	0	_	-		

N° de position		Les ava fiscaux	_			Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane		1		
	utilisées en vannerie ou en sparterie (bambous, rotins, roseaux ou joncs ou osiers ou raphia ou pailles de céréales nettoyées ou blanchies ou teintes ou écorces de tilleul par				Sans fixation de quota	
Ex 14.04	exemple) Produits végétaux non dénommés ni compris ailleurs à l'exclusion de la henné relevant de la position tarifaire 140490007	0	_	_	Sans fixation de quota	
15.01	Graisses de porc (y compris le saindoux) et graisses de volailles, autres que celles du n°0209 ou du n°1503	10	-	_	Sans fixation de quota	
15.02	Graisses des animaux des espèces bovine ou ovine ou caprine, autres que celles du n° 1503	10	_	-	Sans fixation de quota	
150300	Stéarine solaire, huile de saindoux,	10	_	_		

		Les ava fiscaux	_			Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane				
	oléo stéarine, oléo margarine et huile de Suif non émulsionnées ni mélangées ni autrement préparées				Sans fixation de quota	
150410	Huiles de foies de poissons et leurs fractions Graisses et huiles	10	-	-	Sans fixation de quota Sans	
150420	de poissons et leurs fractions, autres que les huilesde foies	0	_	-	fixation de quota	
150430	Graisses et huiles de mammifères marins et leurs fractions	10	-	_	Sans fixation de quota	
150500	Graisses de suint et substances grasses dérivées, y compris la lanoline	10	-	-	Sans fixation de quota	
150600	Autres graisses et huiles animales et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	10	-	_	Sans fixation de quota	
150710	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non	O	-	_		

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
	chimiquement modifiées : - Huile brute, même dégommée				Sans fixation de quota	
150790	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: -Autres	10	-	_	Sans fixation de quota	
150810	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: -Huile brute	t O	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
150890	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: -Autres	10	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
						et à la vente en détail
151110	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: -Huile brute	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: -Autres	10	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151211	Huiles de tourneson ou de carthame et leurs fractions : Huiles brutes	10	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage

NO. 1		Les ava fiscaux			Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		Prélèv ements dus	annuel	
151219	Huiles de tournesol ou de carthame et leurs fractions : Autres	10	0	-	Sans fixation de quota	fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales
						brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151221	Huile de coton et ses fractions : Huile brute, même dépourvue de gossipol	0	-	-	Sans fixation de quota	
151229	Huile de coton et ses fractions autres que celle de la position tarifaire 151221	10	-	_	Sans fixation de quota	

NTO J -		Les ava fiscaux	_		Contingent annuel	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane				
151311	Huile de coco (huile de coprah) et ses fractions : -Huile brute	0	_	-	Sans fixation de quota	
151319	Huile de coco (huile de coprah) et ses fractions: -Autres	10	_	-	Sans fixation de quota	
151321	Huiles de palmiste ou de babassu et leurs fractions : - Huiles brutes	0	_	-	Sans fixation de quota	
151329	Huiles de palmiste ou de babassu et leurs fractions : -Autres que huiles brutes	10	_	-	Sans fixation de quota	
151411	Huiles de navette ou de colza à faible taneur en acide érucique et leurs fractions : Huiles brutes	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151419	Huiles de navette ou de colza à faible taneur en acide érucique et leurs fractions : Autres	10	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est

NIO I		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
151491	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : Autres -Huiles brutes	0	0	-	Sans fixation de quota	accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151499	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -Autres	10	0		Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail

NIO I		Les ava			Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
151511	Huile de lin et ses fractions :huile brute	0	-	-	Sans fixation de quota	
151519	Huile de lin et ses fractions :Autres	10	-	-	Sans fixation de quota	
151521	Huile de maïs et ses fractions :huile brute	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151529	Huile de maïs et ses fractions :Autres	10	0		Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie. L'avantage fiscal est accordé aux huiles végétales brutes et raffinées destinées au conditionnement et à la vente en détail
151530		10	-	_		

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		1	annuel	
	Huile de ricin et ses fractions				Sans fixation de quota	
151550	Huile de sésame et ses fractions	10	_	_	Sans fixation de quota	
151590	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, même raffinés, mais non chimiquement modifiées : -Autres	10	-	-	Sans fixation de quota	
15.16	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ouélaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées	10	-	_	Sans fixation de quota	
151800	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, cuites ou oxydées ou	10	-	-		

NIO J.		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
	déshydratées ou sulfurées ou soufflées ou standolisées ou autrement modifiées chimiquement, à l'exclusion de celles du n° 15.16, mélanges ou préparations non alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du présent Chapitre, non dénommés ni compris ailleurs			uus	Sans fixation de quota	
152000	Glycérol brut; eaux et lessives glycérineuses	10	-	-	Sans fixation de quota	
152110	Cires végétales (autres que les triglycérides), cires d'abeilles ou d'autres insectes et spermaceti, même raffinés ou colorés : - cires d'abeilles	10	-	_	Sans fixation de quota	

.		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
Ex 152190	Cires végétales (autres que les triglycérides), cires d'abeilles oud'autres insectes et spermaceti, même raffinés ou colorés: -Autres	10	-	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex152190	Cires végétales (autres que les triglycérides), cires d'abeilles ou d'autres insectes et spermaceti, même raffinés: - cires d'abeilles	0	_	_	Sans fixation de quota	
Ex152190	Cires d'abeilles brutes	0	0	-	Sans fixation de quota	
152200	Dégras, résidus provenant du traitement des corps gras ou des cires animales ou végétales	10	_	_	Sans fixation de quota	
Ex 17.01	Sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants y compris sucres en conserve (ajouté à l'annexe 4 à la LF	-	0	-	Sans fixation de quota	

N° de position		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane		Prélèv ements dus	annuel	
	2016 par l'art 22 de la LF 2017) Sucres bruts sans					
170112	addition d'aromatisants ou de colorants :De betterave	0	_	_	Sans fixation de quota	
170113	Sucres bruts sans addition d'aromatisants ou de colorants :Sucre de canne mentionné dans la note 2 de sousposition du présent chapitre	0	-	-	Sans fixation de quota	
170114	Sucres bruts sans addition d'aromatisants ou de colorants :Autres sucres de canne	0	-	-	Sans fixation de quota	
170191	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide :Additionnés d'aromatisants ou de colorants		-	-	Sans fixation de quota	
170199100	Sucre blanc (ajouté à l'annexe 6 à la LF 2016 par l'art 53 de la LF 2017)	0	0	_	Sans fixation de quota	

NIO P		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
170199909	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide : Non additionnés d'aromatisants ou de colorants	0	-	-	Sans fixation de quota	
Ex17.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten	0	-	_	Sans fixation de quota	la production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé.
170211 et 170219	Lactose et sirop de lactose	10	-	-	Sans fixation de quota	
17022090	Sucre et sirop d'érable: Sucre et sirop d'érable à l'exclusion du sucre d'érable à l'état solide additionné d'aromatisants ou de colorants	27	-	-	Sans fixation de quota	

NIO I		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		Prélèv ements dus	annuel	
170230 et 170240	Glucose et sirop de glucose	10	-	_	Sans fixation de quota	
170250	Fructose chimiquement pur	27	-	-	Sans fixation de quota	
Ex170260	Autre fructose et sirop de fructose non additionné d'aromatisants ou de colorants	27	-	_	Sans fixation de quota	
Ex170290	Autre fructose et sirop de fructose non additionné d'aromatisants ou de colorants ne contenant en poids à l'état sec plus de50 % de fructose : Malto dextrine	10	-	-	Sans fixation de quota	
17.03	Mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre	0	-	-	Sans fixation de quota	
1801000010 2	Cacao en fèves et brisures de fèves : Bruts	0	_	-	Sans fixation de quota	
1801000090 8	Cacao en fèves et brisures de fèves Torréfiés	10	-	-	Sans fixation de quota	

N TO N		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
180200	Coques, pellicules (pelures) et autres déchets de cacao	0	_	-	Sans fixation de quota	
18.03	Pâte de cacao même dégraissée	27	-	_	Sans fixation de quota	
18.04	Beurre, graisse et huile de cacao	27	-	-	Sans fixation de quota	
Ex19.01	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel	10	0	_	Sans fixation de quota	La production au préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
Ex19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten	0	_		Sans fixation de quota	la production préalable d'une facturedûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
Ex190110	Préparations à base de lait ou crème de	15	-	-		

N° de		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
	lait destinées à être assimilées par les nourrissons et enfants malades				Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé
Ex190190	Préparations à base de lait ou crème de lait non destinées à être assimilées par les nourrissons et enfants malades : Extraits de malte		-	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé
Ex19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten	0	-	_	Sans fixation de quota	la production préalable d'une facturedûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
190211 190219 190230et	Pâtes alimentaires	0	0	-	Sans fixation de quota	
190240Ex	Couscous non préparé	0	0	-	Sans fixation de quota	
Ex19.03	Produits et préparations alimentaires	0		-		la production préalable d'une facturedûment

		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Designation des	Droit de douane			annuel	
	destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten				Sans fixation de quota	revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
Ex19.03	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de fécules, sous forme de flocons ou grumeaux ou grains perlés ou criblures ou formes similaires	10	-	-	Sans fixation de quota	
Ex19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten	0	-	-	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
Ex20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique	0	-	_	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du

N° de position		Les ava	_		Contingent annuel	Conditions
	Désignation des produits	Droit		1		
	s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten					ministère chargé de la santé
Ex20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten	0	-	_	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
Ex210111	Extraits, essences et concentrés : café soluble	60	_	-	Sans fixation de quota	
210111009	Extraits, essences et concentrés :autres que café soluble	10	-	-	Sans fixation de quota	
210120	Extraits, essences et concentrés de thé ou de maté et préparation à base de ces extraits, essences ou concentrés ou à base de thé ou de maté	15	-	_	Sans fixation de quota	
210130	Chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et	15	-	-	Sans fixation de quota	

NIO J.	Les avantages Décimation des fiscaux accordés			Contingent		
N° de position	produits	Droit de douane			annuel	Conditions
	leurs extrait ses sences et concentrés					
Ex210210	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	0	*7	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
2102101000 4	Levures vivantes : Levures mères sélectionnées (levures de culture) vivantes	27	_	-	Sans fixation de quota	
210220Ex	levure destinée à la production de la mouche stérile	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Ex 21.06	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel	10	0	-	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
21.06Ex	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour	0	-	-	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des

		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit		Prélèv ements dus	annuel	
	les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten.					services concernés du ministère chargé de la santé
Ex 210610	Matières premières	0	-	-	Sans	Le bénéfice de
et	destinées à la				fixation de	l'avantage fiscal
Ex 210690	fabrication des compléments alimentaires				quota	est accordé aux entreprises de fabrication des médicaments et produits pharmaceutique s soumises aux bonnes pratiques de fabrication et ce sur la base d'un programme annuel de fabrication des matières premières destinées exclusivement à la fabrication des compléments alimentaires, accompagnée par l'engagement du pharmacien le responsable

N° de position		Les ava fiscaux			Contingent annuel s	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane				
						technique de ne pas les vendre à l'état et dûment revêtu de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
210690981	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs : Extraits concentrés pour la fabrication des boissons gazeuses non alcooliques et importées par les industriels concernés		-	-	Sans fixation de quota	
Ex 21.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonurique s et diabétiques ou les patients qui ne	0	-	-	Sans fixation de quota	La production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé

N° de		Les ava	_		Contingent	
	Désignation des	fiscaux accord			annuel	Conditions
position	produits	Droit de douane	T.V.A	ements dus		Conditions
	tolèrent pas le					
	gluten					
	les préparations					Autorisation de
	alimentaires				Sans	mise sur le
Ex 220290	liquides destinées		0		fixation de	marché avec
EX 220290	exclusivement à la	ı ^O	U		quota	autorisation du
	nutrition clinique					ministère chargé
	par sonde					de la santé
Ex 220710	Alcool éthylique non dénaturé	0	-	_	52000 hectolitre	Importés pour le compte de l'Etat
220710001	Alcool éthylique	15	_		Sans	Importés pour le
220/10001	non dénaturé d'un	13		_	fixation de	compte de l'Etat
	titre alcoométrique				quota	compte de l'Etat
	volumique de				quota	
	80% vol ou plus					
	:Pour le compte de					
	l'Etat					
220720001	Alcool éthylique et	15	-	_	Sans	Importés pour le
	eaux-de-vie				fixation de	compte de l'Etat
	dénaturés de tous				quota	
	titres: Pour le					
	compte de l'Etat					
Ex 23.01	Farines de	0	0	_	Sans	Autorisation du
	poissons				fixation de	ministère chargé
					quota	de l'agriculture
	Farines, poudres et					_
	agglomérés sous					
230110	forme de pellets,	15	-	_	Sans	
	de viandes ou				fixation de	
	d'abats; cretons				quota	
	Sons, remoulages					
	et autres résidus,					
23.02	même agglomérés	15	-	_	Sans	
	sous forme de				fixation de	
	pellets ou du				quota	

NIO I		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
	criblage ou de la mouture ou d'autres traitements des céréales ou des légumineuses					
Ex 230230		0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
23023010015 23023090017 23024010011 23024090013	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
230310Ex	Résidus d'amidonnerie et résidus similaires	0	-	_	Sans fixation de quota	Composes
Ex 230310	Gluten de maïs	-	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
230320Ex	Pulpes de betteraves, bagasses de cannes	0	-	-	Sans fixation de quota	•

N° de position		Les ava	_			Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane				
	à sucre et autres déchets de sucrerie					
Ex 230320	Pulpes de betteraves	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
230330Ex	Drêches et déchets de brasserie ou de distillerie	0	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 230330	Drèches de la distillerie de maïs	_	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
Ex 230400	Tourteaux de soja	0	0	-	200 mille tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
2304000009 5	Cosses de graines de soja	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 23.05	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets,	7	-	-	Sans fixation de quota	

N° de position		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
	de l'extraction de l'huile d'arachide					
Ex 230500	Tourteaux d'arachides	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
Ex 23.06	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de graisses ou huiles végétales, autres que ceux des n°s 23.04 ou 23.05	7	-	-	Sans fixation de quota	•
Ex 230610	Tourteaux de graines de coton	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
Ex 230620	Tourteaux de lin	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des

NIO I		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
						aliments
						composés
Ex 230630	Tourteaux de	0	0	-	Sans	Autorisation du
	tournesol				fixation de	ministère chargé
					quota	de l'agriculture
						l'avantage fiscal
						est accordé à la
						fabrication des
						aliments
						composés
Ex 230641	Tourteaux de	0	0		Sans	Autorisation du
	colza				fixation de	ministère chargé
					quota	de l'agriculture
						l'avantage fiscal
						est accordé à la
						fabrication des
						aliments
	TD ()	0	0		G	composés
Ex 230650	Tourteaux de	0	0		Sans	Autorisation du
	noix de coco				fixation de	ministère chargé
					quota	de l'agriculture
						l'avantage fiscal
						est accordé à la
						fabrication des
						aliments
						composés
Ex 230660	Tourteaux de	0	0	_	Sans	Autorisation du
	palmiste				fixation de	ministère chargé
					quota	de l'agriculture
					1	l'avantage fiscal
						est accordé à la
						fabrication des

N° de position		Les ava			Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
						aliments composés
230700	Lies de vin; tartre brut	10	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 230800	Marcs de raisins	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation duministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
230800Ex	Matières végétales et déchets végétaux, résidus et sous-produitsvégétaux, même agglomérés sous forme de pellets, des types utilisés pour l'alimentation des animaux, non dénommés ni compris ailleurs	7	_	_	Sans fixation de quota	
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour nutrition de poissons		0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		1	annuel	
230990Ex	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	0	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
230990Ex	Aliments composés pour bétail	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
230990910	Préparations des types utilisés pour l'alimentation animale: Pulpes de betteraves mélassées	7	-	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 230990	Préparations des types utilisés pour l'alimentation animale: autre que ce du n° 230990910	15	-	-	Sans fixation de quota	
Ex 230990	Pulpes de betteraves mélassées	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation duministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal est accordé à la fabrication des aliments composés
Ex 230990	Pierres à lécher d'une teneur en cendre d'au moins 40%	_	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation duministère chargé de l'agriculture l'avantage fiscal

N° de position		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
						est accordé à la fabrication des aliments composés
24.01	Tabacs bruts ou non fabriqués, déchets de tabac	15	-	_	Sans fixation de quota	
240210	Cigares (y compris ceux à bouts coupés) et cigarillos, contenant du tabac	27	_	_	Sans fixation de quota	
240290	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	27	-	-	Sans fixation de quota	
250810 et 250840	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	-	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 25.30	Terreau	-	*7	_	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire du régime fiscal privilégié accordé doit souscrire, lors de chaque opération d'importation, un engagement

NIO I		Les ava	_	Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		annuel	Conditions
253090	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	-	*7	Sans fixation de quota	de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 27.03	Tourbe	-	0	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture sur la base d'une attestation délivrée par le bureau de contrôle des impôts.Le bénéficiaire du

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane				
						régime fiscal privilégié accordé doit souscrire, lors de chaque opération d'importation, un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
280120 280490 281700 282090 282110 2827 283090	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	-	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

NIO J		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
283321	Le sulfate de magnésium à usage d'engrais	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
283325 et 283329	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	_	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 28.34	Nitritates et nitrates de potassium destinés à l'agriculture	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture. L'avantage fiscal est accordé à la production et à la vente
Ex 28.35	Phosphate de potassium à usage d'engrais	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture. L'avantage fiscal est accordé à la production et à la vente
Ex 28.36	Carbonate et bicarbonate de potassium à usage d'engrais	_	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture. L'avantage fiscal est accordé à la production et à la vente

J-		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus	annuel	
283630	Additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	-	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 29.12	Formol	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
291529 292241 292310 293040 2936 294190	les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés	-	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
30.02	Sérums et autres fractions du sang et des vaccins	-	0	-	Sans fixation de quota	
30.03	Médicaments n'ayant pas de similaires fabriqués localement	-	0	-	Sans fixation de quota	
30039000904	Solutés massifs	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation des services concernés du ministère chargé de la santé
30.04	Médicaments n'ayant pas de similaires fabriqués localement	-	0	-	Sans fixation de quota	
Ex 30.06		_	0	-		Autorisation du ministère chargé

N° de position		Les ava	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
	Ligatures stériles pour nouer les trompes				Sans fixation de quota	de la santé sous réserve de la production préalable d'une attestation délivrée par le bureau de contrôle des impôts compétent
300610300	Barrières anti adhérence stériles utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire	-	*7	-	Sans fixation de quota	competent
Chapitre 31	Les engrais	-	0	-	Sans fixation de quota	
320420Ex	Colorants destinés à la production de la mouche stérile	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Ex 330510	Shampooings à usage médical	0	*7	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé
Ex 330610	les dentifrices à usage médical	0	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé
350790	Additifs alimentaires destinés à la	-	*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

NTO I		Les ava fiscaux	_		Contingent annuel	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus		
	fabrication des aliments composés					
382200	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	-	0	-	Sans fixation de quota	
382490979	Fertilisants contenant l'élément fer 6% (fer chelateeddha)	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
Ex 390410000	Grains en matières plastiques pour usage médical (sh80)	-	0	-	Sans fixation de quota	programme prévisionnel annuel de production dûment revêtu de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de l'industrie
Ex 39.08	Granulés en polyamide destinés pour la fabrication des filets de pêche	-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs,

		Les ava fiscaux		Contingent	Conditions
N° de position		Droit de douane		 annuel	
Ex 39.16	Mono filaments en polyamide de 67 décitex et plus dont la dimension de la coupe transversale excède 1 mm, utilisés dans la pêche.	-	*7	Sans fixation de quota	armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation

N° de		Les ava			Contingent	
	Désignation des	fiscaux accord		1	Contingent annuel	Conditions
position	produits	de	TVA	ements		Conditions
		douane	1. V.A	dus		
Ex 392043100	Plaques en matières plastiques d'une épaisseur n'excédant pas 0.15mmet largeur ne dépassant pas 34 cm	_	0	-	Sans fixation de quota	Programme prévisionnel annuel de production dûment revêtu de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de l'industrie
Ex 39.23	Sacs en plastique utilisés dans le domaine agricole (pour le conditionnement des légumes)		*7		Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
Ex 39.23	Filets extrudés sous forme tubulaire en matières plastiques	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture

		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
39233010001	Flacons antidopage en plastique.	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé
Ex 39.26	les plateaux en plastique	-	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture et ce sur la base d'une attestation délivrée par le bureau de contrôle des impôts compétent
Ex 39.26	Filets extrudés sous forme tubulaire en matières plastiques	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture
392690	Poches stériles de conservation du sang et des dérivés sanguins et de la moelle osseuse ne contenant pas de solution anticoagulante	-	*7	-	Sans fixation de quota	
Ex 40.14	Préservatifs	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé et ce sur la base d'une attestation délivrée par le bureau de contrôle des impôts compétent

		Les ava			Contingent	
N° de position	Désignation des	fiscaux	accor		Contingent annuel	Conditions
	produits	Droit de douane	T.V.A	Prélèv ements dus		Conditions
Ex 48.18	Vêtements et accessoires de vêtements stérilisés, Draps de lit et articles similaires	15	-	_	Sans fixation de quota	la production préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de la santé
482020000	Cahiers scolaires numérotés sous les numéros 12, 24, 48 et 72 ainsi que sur les cahiers de travaux pratiques, de dessin, de récitation et de musique		*7	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'éducation.
54.02	Fils textiles de titrage 110 deniers/fils simples, de titrage 110 deniers/fils doubles ou de titrage supérieur à 1680 deniers destinés exclusivement à la fabrication et le ramendage des filets de pêche	_	0	_	Sans fixation de quota	

NIO I		Les avantages fiscaux accordés C		Contingent		
	Désignation des produits	Droit			annuel	Conditions
Ex 56.08	Filets de pêche utilisés dans les pêcheries fixes ayant des nœuds du type Knolles et dont la composition comprend du plomb		*7		Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
Ex 56.08	Cordages utilisés dans les pêcheries fixes et dont la composition comprend du plomb	-	*7	_	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à

N° de position		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
	Désignation des produits	Droit de douane		1	annuel	
						l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
Ex 63.05	Sacs en matières textiles synthétiques ou artificiels utilisés dans le domaine agricole (pour le conditionnement des légumes)		*7		Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
70109099993	Flacons antidopage en acier	0	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé

NIO Ja		Les ava fiscaux		Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		annuel	Conditions
Ex 72.10	Enroulés métalliques importés et destinés à la fabrication des boites d'emballage de la sardine	0	*7	500 tonnes	Autorisation du ministère chargé de l'industrie, avec souscription d'un engagement, lors de chaque opération d'importation, de ne pas céder en l'état les produits importés, et d'acquitter le montant des droits et taxes dus sur ces produits en cas de leur cession en l'état sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de cession ou en cas où ils seraient

NIO J.		Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane	T.V.A		annuel	Conditions
						détournés de leur destination privilégiée, sans préjudice des sanctions prévues par le code des douanes Le bénéficiaire
Ex 73.04	Tuyaux en acier inoxydable alimentaire		*7		Sans fixation de quota	doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation

		Les ava fiscaux	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit			annuel	
Ex 73.07	Accessoires de tuyauterie en acier inoxydable pour équipements de production du lait	-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
7314490000 3	Toiles métalliques, grillages et treillis en fils de fer ou d'acier	0	0	_	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'agriculture et du ministère chargé de l'industrie
Ex 73.15		-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs,

N 10 1		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
	Chaînes en acier inoxydable alimentaire					armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation.
Ex 73.18	Autres vis en fonte, fer ou acier, rondelles, goupilles, chevilles, clavettes, écrous et goujons pour les équipements de la pêche	-	*7	_	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en

		Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane				Conditions
						douane pour la
						mise à la
						consommation.
						Le bénéficiaire
						doit souscrire un
						engagement de
						ne pas les céder
			*7			qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits
Ex 73.20		_	'		Sans	produits dans le
EX 75.20					fixation de	cadre de leur
	Autres ressorts en				quota	activité liée à
	fonte, fer ou acier					l'agriculture et à
	pour les					la pêche. Cet
	équipements de la pêche					engagement doit être déposé à
	poone					l'appui de la
						déclaration en
						douane pour la
						mise à la
						consommation
						Le bénéficiaire
						doit souscrire un
						engagement de
			*7		G	ne pas les céder
Ex 74.15		-		_	Sans	qu'aux
					fixation de	agriculteurs,
					quota	armateurs de
	Rondelles en					pêche et
	cuivre pour les					industriels
	1					utilisant les dits

NIO J.		Les ava	_		Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit			annuel	Conditions
	équipements de la pêche					produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la
Ex 76.12	Récipients crybiologiques en aluminium	-	*7	_	Sans fixation de quota	consommation Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation

		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane			annuel	
Ex 83.07	Tuyaux flexibles en fer ou acier pour moteurs marins	-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
83.09	Couvercles des boites d'emballage de la sardine de	-	*7	_	10 million de couvercles	Autorisation du ministère chargé de l'industrie, avec souscription d'un engagement, lors de chaque opération d'importation, de ne pas céder en l'état les produits

NIO I		Les ava	_		Contingent	Conditions
N° de position	Désignation des produits	Droit		Prélèv ements dus	annuel	
	forme rectangulaire à ouverture facile					importés, et d'acquitter le montant des droits et taxes dus sur ces produits en cas de leur cession en l'état sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de cession ou en cas où ils seraient détournés de leur destination privilégiée, sans préjudice des sanctions prévues par le code des douanes
Ex 84.13		-	*7		Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, amateurs de pêche et industriels utilisant les dits

NIO I		Les ava fiscaux	_		Contingent	
N° de position	Désignation des produits	Droit de douane		1	annuel	Conditions
	Parties d'autres pompes à liquide					produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la
Ex 84.15	Parties d'appareils de conditionnement et de refroidissement de l'air		*7	-	Sans fixation de quota	consommation Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation

	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position		Droit de douane			annuel	Conditions
Ex 841720	Fours industriels non électriques à tunnel pour biscuiterie	0	_	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie
Ex 84.21	Autres parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz	-	*7	_	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
Ex 84.38	Parties de machines et appareils du n° 84-38 autres que les machines de boulangerie et de pâtisserie	-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire doit souscrire un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels

N° de position	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
		Droit de douane			annuel	Conditions
						utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
Ex 848180999	Robinet en plastique sous forme « T»	-	0	-	Sans fixation de quota	L'avantage fiscal est accordé sur la base d'un programme prévisionnel annuel de production dûment revêtu de l'avis favorable des services concernés du ministère chargé de l'industrie
Ex 85.11		-	*7	-	Sans fixation de quota	Le bénéficiaire du régime fiscal privilégié accordé doit souscrire, lors de chaque

NIO I	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
N° de position		Droit			annuel	Conditions
	Parties de dynamos et alternateurs pour moteurs marins					opération d'importation, un engagement de ne pas les céder qu'aux agriculteurs, armateurs de pêche et industriels utilisant les dits produits dans le cadre de leur activité liée à l'agriculture et à la pêche. Cet engagement doit être déposé à l'appui de la déclaration en douane pour la mise à la consommation
851769	Systèmes de fréquences modulaires (FM) destinés à être utilisés par les sourds	0	0	_	Sans fixation de quota	Importés par les personnes physiques ou associations autorisées par les services concernés du ministère des affaires sociales
8528711999 3	Décodeurs TNT externes	0	0		Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de l'industrie

NIO I	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
		Droit			annuel	Conditions
Ex870390 et Ex870490	Véhicules à moteur électrique destinées à être utilisés dans l'enceinte de la vielle médina	0	13	-	Sans fixation de quota	Destinés à être utilisés dans l'enceinte de la vieille médina et importés par les collectivités publiques locales
Ex90.18	Implants et stérilets et autres appareils contraceptifs	-	0	-	Sans fixation de quota	Autorisation du ministère chargé de la santé sur présentation préalable d'une attestation délivrée par le bureau de control des impôts compétent
901831900	Seringues destinées au conditionnement des médicaments	_	*7	_	Sans fixation de quota	Importées par les entreprises industrielles pharmaceutique s sur présentation préalable d'une facture dûment revêtue de l'avis favorable du ministère chargé de la santé et du ministère chargé de l'industrie

N° de position	Désignation des produits	Les avantages fiscaux accordés			Contingent	
		Droit de douane			annuel	Conditions
902780	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	_	0	_	Sans fixation de quota	
903289004	Régulateurs et variateurs des grandeurs électriques destinés à l'éclairage public	-	0	_	Sans fixation de quota	La production préalable d'une attestation délivrée en l'objet par les services concernés de l'agence nationale de la maîtrise de l'énergie